



**Perspectives de développement du riz
pluvial au sein des exploitations
agricoles au regard de la politique
agricole de Madagascar.
Etude dans deux zones du Bongolava
et du Vakinankaratra.**

Mémoire présenté par :

JEREMIE GUIGNAND ET NICOLAS WEISZROCK

En vue de l'obtention du

DIPLOME D'INGENIEUR EN AGRONOMIE TROPICALE.
SPECIALISATION ECODEV (ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT ET
POLITIQUES PUBLIQUES)

Directeur de mémoire : Marie-Hélène DABAT et Betty WAMPFLER

Maître de stage : Marie-Hélène DABAT

Soutenu le 1^{er} Décembre 2006



**Perspectives de développement du riz
pluvial au sein des exploitations
agricoles au regard de la politique
agricole de Madagascar.
Etude dans deux zones du Bongolava
et du Vakinankaratra.**

Mémoire présenté par :

JEREMIE GUIGNAND ET NICOLAS WEISZROCK

En vue de l'obtention du

DIPLOME D'INGENIEUR EN AGRONOMIE TROPICALE.
SPECIALISATION ECODEV (ECONOMIE DU DEVELOPPEMENT ET
POLITIQUES PUBLIQUES)

Directeur de mémoire : Marie-Hélène DABAT (CIRAD) et Betty WAMPFLER (CNEARC)

Maître de stage : Marie-Hélène DABAT (CIRAD)

Membres du Jury : Vincent RIBIER (CIRAD)

Nourollah AHMADI (CIRAD)

Emmanuelle BOUQUET (CIRAD)

Sébastien BAINVILLE (CNEARC)

Soutenu le 1^{er} Décembre 2006

RESUME

A Madagascar l'URP SCRiD mène des activités de recherche autour du développement de la riziculture pluviale. La présente étude a été commandée dans le cadre de la production de connaissances socio-économiques autour de cette culture. Elle vise à comprendre d'une part dans quelles mesures le développement de la riziculture pluviale peut répondre à la stratégie de développement de Madagascar et d'autre part dans quelles mesures les objectifs assignés à l'actuelle politique agricole sont susceptibles d'influencer son développement. Ce travail se base sur l'étude de cas de deux zones contrastées du Vakinankaratra et du Bongolava complété par une analyse des politiques publiques.

Dans la commune d'Ankadinondry-Sakay (Bongolava), la riziculture pluviale considérée comme une culture commerciale est progressivement abandonnée des systèmes de production qui mettent en œuvre des activités agricoles plus rémunératrices. A l'inverse, dans le *fokontany* d'Antsapanimahazo (Vakinankaratra) le riz pluvial considéré comme une culture vivrière est adopté massivement par les systèmes de production afin d'assurer leur autosuffisance en riz. Dans les deux zones, la plupart des contraintes spécifiques au développement de cette culture ne sont pas atténuées par les acteurs économiques en relation avec les systèmes de production.

Toutefois, la politique agricole actuelle étudiée au regard du rôle de l'Etat dans la régulation du marché du riz, de la politique de financement rural, de la politique de conseil agricole et de la politique d'approvisionnement en intrants dispose d'objectifs globalement adaptés aux contraintes actuelles de la riziculture pluviale. Cependant, cette politique n'est pas forcément garante d'un développement de la riziculture pluviale puisqu'elle favorise également d'autres activités agricoles.

En conclusion, le développement de la riziculture pluviale peut être remis en cause au regard de l'objectif stratégique de l'Etat de passer d'une économie de subsistance à une économie de marché. En effet, dans les zones d'étude choisies, la culture de riz pluvial est prioritairement mise en œuvre à des fins d'autoconsommation plutôt que dans une logique de commercialisation.

Mots-clés : Riz pluvial, *Oryza sativa*, Développement agricole, Politique agricole, Madagascar, Vakinankaratra, Bongolava.

ABSTRACT

In Madagascar the URP SCRiD is leading research activities around the development of rainfed upland rice culture. The present surveyed was ordered to bring social and economical information about this crop. It aims to understand to what extent the development of this crop could correspond to the development strategy of Madagascar and to what extent the objectives of the agricultural policy could influence its development. The survey is based on a case study in two contrasted areas of Vakinankaratra and Bongolava completed by an analysis of public policies.

In Ankadinondry-Sakay rainfed upland rice culture regarded as a commercial crop is progressively abandoned by farmers who are now leading more productive activities. On the contrary, in Antsanimahazo this crop is regarded as a life sustaining culture and massively adopted by farmers in order to ensure their rice self sufficiency. In both areas most of the specific constraints to the development of this crop are not lessened by economical stakeholders in relation with producers.

However, the actual agricultural policy studied by focusing on the role of the state in regulating the rice market, on the rural financing policy, on the agricultural extension system policy and on the input distribution policy proposes objectives globally well adapted to the actual constraints of rainfed upland rice culture.

As a conclusion, the development of rainfed upland rice culture could be questioned by focusing on the state strategical objective of moving from a subsistence economy to an economy integrated to the market. In fact, in both areas this crop is priorily chosen by producers to be self-consumed rather than in a way of commercialisation.

Key-words : Rainfed uplan rice, *Oryza sativa*, Agricultural development, Agricultural policy, Madagascar, Vakinankaratra, Bongolava.

REMERCIEMENTS

Nous tenons en premier lieu à remercier les agriculteurs d'Ankadinondry-Sakay et d'Antsapanimahazo qui nous ont chaleureusement accueilli et ont bien voulu nous accorder de leur précieux temps. Des remerciements particuliers à Jean Odon pour nos moments de sympathies partagés, au CMS de Sakay pour nous avoir hébergé ainsi qu'à nos deux familles d'accueil d'Antsapanimahazo.

Nous tenons à témoigner toute notre gratitude à nos interprètes : Fabien, Joachin, Rindra et Lanto, étudiants en dernière année à l'ESSA, pour leur sympathie, leur disponibilité et la richesse d'informations apportée par leur collaboration à notre travail de terrain.

Merci également à Madame Founiar, Sami, Jocelyne, Lalaina et Jean qui ont partagé notre quotidien à Antananarivo.

Nous souhaitons également remercier notre maître de stage, Marie-Hélène Dabat ainsi que le directeur régional du CIRAD, Michel Partiot, pour avoir mis à notre disposition tous les moyens nécessaires à la bonne réalisation de cette étude et pour avoir constamment été disponible pour répondre à nos questions. De même, nous adressons des sincères remerciements aux chercheurs du CIRAD Madagascar et en particulier aux chercheurs de l'URP SCRiD pour l'intérêt qu'ils ont témoigné à l'égard de notre travail, pour leur soutien et leur disponibilité.

Merci également à toutes les personnes rencontrées au cours du stage pour nous avoir fait partager leurs perceptions quant au développement agricole. Merci en particulier à Claude Laroche, Jean-Pierre Rolland, Olivier Jenn-Treyer, Vincent Ribier, Nourollah Ahmadi et Eric Scopel pour leurs critiques constructives.

Merci à Betty Wampfler pour avoir bien voulu accepté de prendre en charge la co-direction du mémoire et pour nous avoir aidé à la réalisation du stage.

Merci à JC et Elisa (Ambositra), Stéphane, Hélène, Tidiane et Melissa (Manakara) et Marie (Majunga) pour leur accueil et nous avoir donné l'occasion de ponctuer notre travail par des moments de découverte du pays.

Merci à nos amis d'Antananarivo : Aurélie, Marianne, Jean-Claude et les autres pour nous avoir soutenu et permis de nous détendre autours d'un verre de THB.

Merci enfin (*last but not least!*) à nos familles et amis pour leur soutien permanent et pour nous permettre de vivre des expériences de stage si enrichissantes...

TABLE DES MATIERES :

RESUME	1
ABSTRACT	3
REMERCIEMENTS	5
TABLE DES SIGLES ET ABBREVIATIONS	11
INTRODUCTION	15
1 CONTEXTE, PROBLEMATIQUE ET DEMARCHE DE L'ETUDE	17
1.1 L'URP SCRiD	17
1.2 PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE	19
1.3 DEMARCHE PROPOSEE : UNE APPROCHE A PLUSIEURS NIVEAUX	19
1.3.1 <i>Comprendre la dynamique des systèmes de production, de leur environnement et du développement de la riziculture pluviale</i>	21
1.3.2 <i>Comprendre les différentes politiques publiques qui influent sur les conditions de développement de la riziculture pluviale et leur articulation avec la stratégie de développement de Madagascar</i>	27
1.3.3 <i>Mise en perspective des deux niveaux d'analyse pour répondre à la problématique de l'étude</i>	29
1.4 ECHANTILLONAGE ET PERSONNES RENCONTREES	31
1.5 PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ETUDE	31
1.5.1 <i>Des restitutions en cours d'étude</i>	31
1.5.2 <i>Un mémoire final</i>	31
1.6 LIMITES DE L'ETUDE	31
1.6.1 <i>Une étude des conditions structurelles de production de la riziculture pluviale</i>	31
1.6.2 <i>Une extrapolation limitée des résultats locaux</i>	33
1.6.3 <i>Des critères essentiellement qualitatif pour estimer les perspectives de développement de la riziculture pluviale</i>	33
1.6.4 <i>Une étude de la politique agricole non exhaustive</i>	33
1.6.5 <i>Un réseau de personnes ressources étroit</i>	33
1.6.6 <i>Des enquêtes semi-déclaratives</i>	35
2 PLACE DE LA RIZICULTURE PLUVIALE DANS LE MESOSYSTEME PRODUCTIF AGRICOLE DE DEUX ZONES CONTRASTEES	37
2.1 LA RIZICULTURE PLUVIALE DANS LA COMMUNE D'ANKADINONDRY-SAKAY ..	39
2.1.1 <i>Présentation générale de l'évolution du système agraire</i>	39
2.1.2 <i>Atouts et contraintes des systèmes de culture intégrant le riz pluvial</i>	43
2.1.3 <i>Atouts et contraintes de la riziculture pluviale au sein des systèmes de production</i>	53
2.1.4 <i>Atouts et contraintes de la riziculture pluviale pour les autres acteurs du mésosystème productif agricole</i>	61
2.1.5 <i>Conclusion générale sur la riziculture pluviale à Ankadinondry-Sakay</i> ..	87
2.2 LA RIZICULTURE PLUVIALE DANS LE FOKONTANY DE ANTSAPANIMHAZO ...	91
2.2.1 <i>Présentation générale de l'évolution du système agraire</i>	91
2.2.2 <i>Atouts et contraintes des systèmes de culture intégrant le riz pluvial</i>	95
2.2.3 <i>Atouts et contraintes de la riziculture pluviale au sein des systèmes de production</i>	103
2.2.4 <i>Atouts et contraintes de la riziculture pluviale pour les autres acteurs du mésosystème productif agricole</i>	113
2.2.5 <i>Conclusion générale sur la riziculture pluviale à Antsapanimahazo</i> ..	129

2.3	CONCLUSION GENERALE.....	131
2.3.1	<i>Le système de contraintes au développement de la riziculture pluviale</i>	131
2.3.2	<i>Conclusion sur le système de contraintes au développement de la riziculture pluviale.....</i>	143
2.4	DE L'ARBRE A PROBLEMES A L'ARBRE A OBJECTIFS	143
3	STRATEGIE GENERALE DE DEVELOPPEMENT A MADAGASCAR ET POLITIQUE AGRICOLE ENCADRANT LA RIZICULTURE PLUVIALE.....	151
3.1	LE CADRE DES STRATEGIES POLITIQUES POST-INDEPENDANCE : DE L'INTERVENTIONNISME AU LIBERALISME	153
3.1.1	<i>1960-1980 : Différents modèles de politiques interventionnistes</i>	<i>153</i>
3.1.2	<i>De 1980 à 1990 : Les Politiques d'Ajustement Structurel</i>	<i>157</i>
3.1.3	<i>Depuis les années 90 : la réduction de la pauvreté et le développement durable</i>	<i>159</i>
3.2	L'ARTICULATION DES DOCUMENTS ACTUELS DE STRATEGIE	163
3.2.1	<i>Réduction de la pauvreté et développement rural avec l'appui des bailleurs de fond.....</i>	<i>163</i>
3.2.2	<i>La vision "Madagascar Naturellement" comme base d'une nouvelle politique</i>	<i>165</i>
3.3	STRATEGIE NATIONALE ACTUELLE DE DEVELOPPEMENT RURAL DE MADAGASCAR.....	169
3.3.1	<i>Les objectifs de développement nationaux</i>	<i>169</i>
3.3.2	<i>La stratégie nationale de développement rural.....</i>	<i>171</i>
3.4	DECLINAISON DE LA STRATEGIE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT RURAL DANS LES POLITIQUES SECTORIELLES	177
3.4.1	<i>Rôle de l'Etat dans la regulation du marché par les prix et dans la commercialisation du riz</i>	<i>179</i>
3.4.2	<i>La politique publique de financement rural</i>	<i>193</i>
3.4.3	<i>La politique publique de conseil agricole</i>	<i>205</i>
3.4.4	<i>La politique publique d'approvisionnement en intrants</i>	<i>213</i>
3.5	CONCLUSION	221
4	MISE EN PERSPECTIVE DU DEVELOPPEMENT DE LA RIZICULTURE PLUVIALE AU SEIN DES EXPLOITATIONS ET DE LA POLITIQUE AGRICOLE ENCADRANT LA RIZICULTURE PLUVIALE	223
4.1	COMPARAISON DE L'EVOLUTION DE LA RIZICULTURE PLUVIALE DANS LES DEUX ZONES PAR RAPPORT A LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE L'ETAT	223
4.2	ANALYSE COMPAREE DES OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA POLITIQUE AGRICOLE ET DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE L'ETAT MALGACHE	227
4.3	ANALYSE PROSPECTIVE DE LA MODIFICATION DU MESOSYSTEME PRODUCTIF AGRICOLE PAR LE CADRE POLITIQUE EN RAPPORT AUX CONTRAINTES SPECIFIQUES A LA RIZICULTURE PLUVIALE	229
4.4	DISCUSSION DES RESULTATS OBTENUS AU REGARD DU DISCOURS DES ACTEURS RENCONTRES AU NIVEAU LOCAL, REGIONAL ET NATIONAL.....	235
	CONCLUSION.....	239

TABLE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AECA : Association d'Epargne et de Crédit Autogérée
AFD : Agence Française pour le Développement
AFDI : Agriculteurs Français pour le Développement International
AIM : Association des Institutions de Microfinance Non Mutualistes
APDIP : Association des Paysans pour le Développement InterProfessionnel
APIFM : Association Professionnelle des Institutions Financières Mutualistes
BM : Banque Mondiale
BOA : Bank Of Africa
BTM : Bankin' Ny Tantsaha Mpamokatra
CEAMP : Caisses d'Équipement Agricole et de Modernisation du Paysannat
CECAM : Caisse d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuelle
CFDT : Compagnie Française des Textiles
CGAP : Consultative Group to Assist the Poor
CIEPAC : Centre International pour l'Éducation Permanente et l'Aménagement Concerté
CIDR : Centre International de Développement et de Recherche
CIRAD : Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement
CNEARC : Centre National d'Études Agronomiques des Régions Chaudes
CNMF : Coordination Nationale de Microfinance
CMS : Centre Multiplicateur de Semences
CP : Comité de Pilotage
CSA : Centre de Service Agricole
CSBF : Commission de Supervision Bancaire et Financière
DID : Centre International de Développement et de Recherche
DRDR : Direction Régionale du Développement Rural
DSNMF : Document de Stratégie Nationale de Microfinance
DSRP : Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté
EPIC : Entreprise Publique à caractère Industriel et Commercial
EPP/PADR : Equipe Permanente de Projet du Plan d'Action du Développement Rural
FAO : Food and Agriculture Organisation
FDAR : Fonds de Développement Agricole Régional
FERT : Fondation pour l'Epanouissement et le Renouveau de la Terre
FIFAMANOR : Fiompiana Fambolena Malagasy Norvegianina
FITAFA : Fikambanamben'ny TAntsaha amin'ny Faritra Afovoany
FMI : Fonds Monétaire International
FOFIFA : Foibe Fikarohana sy Fampanandrosoana ny eny Ambanivohitra
GSDM : Groupement Semis Direct à Madagascar
GPS : Groupement de Producteurs Semenciers
GTDR : Groupe de Travail pour le Développement Rural
IFPRI : International Food Policy Research Institute
IMF : Institution de Micro Finance
IRAM : Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement
KOBAMA : KOba MAlagasy
LPDR : Lettre de Politique de Développement Rural
MAEP : Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche
MAP : Madagascar Action Plan
MCA : Millenium Challenge Account
MEFB : Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget
MPA : Mésosystème Productif Agricole
ODEMO : Opération de Développement du Moyen-Ouest

ONG : Organisation Non Gouvernementale
OP : Organisation Paysanne
OPA : Organisation de Producteurs Agricoles
OTIV : Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola
PADR : Plan d'Action du Développement Rural
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PANSA : Plan d'Action National pour la Sécurité Alimentaire
PB : Produit Brut
PCRiz : Plateforme de Concertation pour le pilotage de la filière Riz
PDR : Plan de Développement Régional
PDR : Programme de Développement Rizicole
PGE : Politique Générale de l'Etat
PNDR : Programme National de Développement Rural
PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
PNVA : Programme National de Vulgarisation Agricole
PPTE : Pays Pauvres Très Endettés
PRDR : Programmes Régionaux de Développement Rural
PSDR : Projet de Soutien au Développement Rural
PTF : Partenaires Techniques et Financiers
R/D : Recherche/Développement
RRI : Rapid Results Initiative
SAU : Surface Agricole Utile
SC : Système de Culture
SCV : Semis sous Couvert Végétal
SE : Système d'Elevage
SEPCM : Société des Engrais et Produits Chimiques de Madagascar
SFD : Systèmes Financiers Décentralisés
SIG : Système d'Information de Gestion
SINPA : Société d'Intérêt National des Produits Agricoles
SMB : Secrétariat Multi Bailleurs
SNE : Stratégie Nationale pour le développement de l'utilisation de l'Engrais
SOMALAC : Société Malgache d'Aménagement du LAC Alaotra
SOMASAK : SOciété MALgache de la SAKay
SP : Système de Production
SPAS : Société Professionnelle Agricole de la Sakay
SUMATEX : Sud Madagascar Textile
TAFa : TAny sy FAmpanandrosoana
TI : Taxe à l'Importation
TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée
UPDR : Union Politique du Développement Rural
UE : Union Européenne
URCECAM : Union Régionale des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuelle
URP SCRiD : Unité de Recherche en Partenariat Système de Culture et Riziculture Durables
VAB : Valeur Ajoutée Brute

hj : homme-jour
ha : hectare
kg : kilogramme
ar. : ariary
t : tonne
km : kilomètre

INTRODUCTION

« *Résultat de l'implantation très ancienne de la riziculture à Madagascar, la consommation moyenne par tête, évaluée à 138 kg en milieu rural et 118 kg en milieu urbain, classe le pays parmi les plus gros consommateurs de riz au monde* »(UPDR/FAO, 2001). Cependant, si le riz est la base de l'alimentation malgache, elle revêt également des importances culturelle, sociale, économique et politique de premier ordre dans le pays.

Ainsi, de tous temps, les institutions encadrant l'agriculture malgache se sont attachées à promouvoir la filière rizicole et à proposer des innovations culturelles aux producteurs (SRI, SRA, double culture, riziculture pluviale, ...). Dans le domaine de la recherche appliquée, l'URP SCRiD axe actuellement ses activités sur les systèmes de culture rizicole sous couvert végétal et sur la riziculture pluviale. L'approche multidisciplinaire de cette unité a pour ambition d'effectuer une recherche globale qui s'attache à comprendre l'ensemble des facteurs qui conditionnent le développement des innovations promues. Aussi, dans le cadre de son approche socio-économique, l'URP SCRiD a-t-elle commandée la présente étude visant à comprendre les interactions qui peuvent exister entre les politiques publiques de Madagascar et le développement de la riziculture pluviale.

Tout d'abord, la problématique et la démarche proposée sera explicitée afin de comprendre la logique d'articulation de l'étude. Puis, l'étude de la place de la riziculture pluviale dans deux zones d'étude contrastées du Bongolava et du Vakinankaratra permettra de comprendre la dynamique de développement de cette culture et les contraintes qui l'affectent. Ensuite, l'étude de la stratégie de développement de Madagascar et de la politique agricole qui en découle permettra de cerner les objectifs assignés à travers ces politiques qui encadrent le développement de la riziculture pluviale. Enfin, la mise en perspective du développement de la riziculture pluviale au sein des exploitations agricoles de deux zones d'études contrastées avec la stratégie de développement de Madagascar et de la politique agricole actuellement mise en œuvre permettra de répondre aux attentes de l'URP SCRiD.

1 CONTEXTE, PROBLEMATIQUE ET DEMARCHE DE L'ETUDE

1.1 L'URP SCRiD

Créée en 2001, l'Unité de Recherche en Partenariat Systèmes de Culture et Riziculture Durable (URP SCRiD) associe des chercheurs du CIRAD, du FOFIFA et de l'Université d'Antananarivo et a pour objectif principal de « *produire des connaissances et outils permettant d'intégrer le RP [et en particulier le riz pluvial en Semis sous Couverture Végétale (SCV)] aux systèmes de culture et de production paysans et à la filière riz malgache* » (URP SCRiD, n.d.).

Les enjeux de son travail sont une augmentation durable de la production rizicole malgache. Afin de réaliser ses objectifs, l'URP SCRiD inscrit son travail dans une approche pluridisciplinaire en combinant des analyses agronomiques, environnementales, sociologiques et économiques.

Depuis sa création, un nombre important de recherche et d'étude ont porté sur la riziculture pluviale, en terme de diagnostic des exploitations rizicoles, d'analyse de filière, d'analyse de marché, de techniques culturales, de semences améliorées et de diffusion de techniques.

Suite à une étude menée en 2005 sur la riziculture pluviale dans les stratégies et dynamiques régionales de développement à Madagascar (Chauvigne, 2005), plusieurs questions ont été soulevées quant à la cohérence des choix politiques du gouvernement et de ses objectifs macro-économiques (sécurité alimentaire et réduction de la pauvreté) avec le développement de la riziculture pluviale.

Les opérateurs de la filière riz pluvial sont en effet insérés dans le tissu global des politiques économiques de Madagascar qui influent directement ou indirectement sur les conditions de leur développement. Cependant, il est difficile de cerner avec précision dans quelle mesure ces politiques publiques existantes sont favorables au développement de cette filière. Aussi l'URP SCRiD se propose-t-elle d'étudier les relations qui existent entre ces politiques publiques et la riziculture pluviale afin d'accompagner au mieux la dynamique actuelle de développement de cette filière.

Dans l'objectif de produire et de diffuser des connaissances sur le développement de la filière riz pluvial, l'URP SCRiD a ainsi formulé la demande d'une étude portant sur deux questions centrales :

- la cohérence des politiques publiques et sectorielles avec les objectifs macro-économique de l'Etat malgache
- l'adéquation de ces politiques avec le développement de la filière riz pluvial.

A terme, cette étude doit s'inscrire dans le travail de l'URP SCRiD et avoir pour finalité d'une part de compléter les données déjà produites afin de pouvoir déterminer les spécificités de la riziculture pluviale en comparaison des autres cultures (riz irrigué notamment) et d'autre part d'établir des propositions opérationnelles pour renforcer les politiques d'appui au développement de la filière. L'objectif final permettrait ainsi de comprendre si le développement de cette filière s'inscrit dans la démarche actuelle de développement ou bien nécessite des spécificités en terme d'appui et d'accompagnement.

1.2 PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE

Afin de répondre à ces questions on se propose donc de retenir comme problématique : **la mise en perspective du développement de la riziculture pluviale au sein des exploitations agricoles avec la stratégie de développement de Madagascar et de la politique agricole actuellement mise en œuvre.**

Dans ce cadre, trois axes d'analyse structurent l'étude pour répondre à cette problématique:

- l'étude de **l'adéquation entre la stratégie de développement de l'Etat et la culture de riz pluvial** cherchera à montrer en quoi le développement de la riziculture pluviale est susceptible de contribuer aux objectifs généraux de développement à Madagascar
- l'étude de **la cohérence entre les politiques publiques sectorielles et la stratégie de développement de Madagascar** cherchera à montrer si les politiques sectorielles encadrant la riziculture pluviale relaient ou non les objectifs généraux de développement à Madagascar
- l'étude de **l'adéquation entre les politiques publiques sectorielles constituant la politique agricole et les contraintes spécifiques à la riziculture pluviale** cherchera à montrer si les objectifs des politiques sectorielles encadrant la riziculture pluviale sont adaptés aux contraintes affectant le développement de cette filière.

1.3 DEMARCHE PROPOSEE : UNE APPROCHE A PLUSIEURS NIVEAUX

Les différents acteurs de la filière riz pluvial sont insérés dans un environnement national, régional et local qu'il convient de situer pour répondre à l'étude demandée. Aussi, se propose-t-on de réaliser l'étude à deux niveaux d'insertion de l'agriculture dans son environnement : à l'échelle nationale d'une part et à l'échelle locale d'autre part. Il conviendra ensuite de chercher à montrer l'articulation entre ces deux niveaux d'analyse que sont les contraintes locales au développement de la riziculture pluviale et les politiques publiques nationales.

Ainsi, afin de répondre à la problématique et aux trois questions qui en découlent, la démarche proposée se décompose en trois étapes.

Dans un premier temps, il convient d'analyser la dynamique des systèmes de production, de leur environnement et du développement de la riziculture pluviale à l'échelle locale afin d'en déterminer les principales contraintes. Ensuite, l'analyse des différentes politiques publiques à Madagascar qui peuvent influencer sur les contraintes liées aux conditions de développement de la riziculture pluviale permettront de préciser la stratégie actuelle de l'Etat en terme de développement et les objectifs assignés aux politiques sectorielles. Finalement, la confrontation des deux échelles d'étude permettra de comprendre l'articulation des politiques publiques avec le développement de la riziculture pluviale.

Le concept de « méso-système productif » développé par l'économie industrielle peut également être appliqué au secteur agricole. Il consiste à analyser la dynamique des acteurs « méso-économiques » (organisations, entreprises,...) et leurs interactions au sein de leur environnement local. Ainsi, De Bandt (1988) définit le méso-système productif comme « *un sous-système productif concret, un ensemble d'agents ou d'unités qui existe concrètement dans un espace donné* » ; c'est « *un ensemble organisé et finalisé de relations qui est doté d'une dynamique autonome, mais qui n'en est pas moins ouvert sur et en interaction avec d'autres sous-systèmes* ».

Il est caractérisé par les relations marchandes et non marchandes que les acteurs (qui le constituent) entretiennent et qui s'insèrent dans un cadre organisationnel et institutionnel spécifique. C'est aussi un espace dans lequel se confrontent les stratégies des agents qui essaient d'exploiter les degrés de liberté dont ils disposent individuellement dans le système. Si les comportements et stratégies des agents sont influencés par les règles, codes et normes produits par le méso-système dans lequel ils sont insérés, leurs choix peuvent en retour faire évoluer les structures et le fonctionnement du système. La cohérence propre qui caractérise le méso-système repose également sur une « culture commune », un système d'information spécifique, sur des solidarités pouvant se traduire par des actions collectives, des pratiques de lobbying, ...

Figure 1 : Le concept de méso-système productif agricole (d'après De Bandt, 1988)

	Bongolava (Ankadinondry-Sakay)	Vakinankaratra (Antsapanimahazo)
Zone agro-écologique	Moyen-Ouest	Hauts-Plateaux Sud
Altitude	940 m	1650 m
Climat	Régime climatique tropical d'altitude Température moyenne annuelle : 21,3°C Précipitations annuelles : 1481,6 mm Nombre de mois secs : 4 mois	Régime climatique tropical d'altitude Température moyenne annuelle : 16,4°C Précipitations annuelles : 1511,9 mm Nombre de mois secs : 0 mois
Densité de population	18 hab./km ²	121,9 hab./km ²
Critères techniques	Agriculture tractée et agriculture moto-mécanisée	Agriculture manuelle

Figure 2 : Critères de choix entre les deux zones d'étude (d'après MAEP, 2003 a et MAEP, 2003 b)

1.3.1 Comprendre la dynamique des systèmes de production, de leur environnement et du développement de la riziculture pluviale

L'étude à l'échelle locale a pour objectif de cerner les contraintes au développement de la riziculture pluviale. Pour cela, il conviendra d'analyser la dynamique des systèmes de production, de leur environnement et du développement de la riziculture pluviale en mobilisant le concept de méso-système productif agricole. Ensuite, les contraintes décelées seront présentées grâce à l'outil de l'arbre des problèmes avant de convertir ce dernier en arbre des objectifs.

1.3.1.1 Une approche systémique à travers le concept de méso-système productif agricole

Le concept de méso-système productif agricole (voir Figure 1) permettant d'analyser la dynamique des acteurs méso-économiques (organisations, entreprises,...) et leurs interactions au sein de leur environnement local, semble intéressant à mobiliser pour comprendre

- l'évolution des systèmes de production et de leur environnement
- les contraintes au développement de la riziculture pluviale au sein des systèmes de production
- les contraintes au développement de la riziculture pluviale pour les autres acteurs économiques locaux.

En effet, appliqué à cette étude, on peut considérer qu'il existe à l'échelle locale des méso-systèmes productifs agricoles. Dans ceux-ci, les systèmes de production agricole sont des agents qui interagissent entre eux et entrent également en interaction avec des organisations agricoles, le secteur privé, des ONG, d'autres organisations de la société civile, les pouvoirs publics à différentes échelles, ...

1.3.1.2 Deux études de cas dans deux zones contrastées

Afin de comprendre la cohérence et l'évolution d'un méso-système productif, il apparaît nécessaire de délimiter une (ou plusieurs) zone d'étude circonscrite au sein de laquelle on observe un ensemble concret avec une dynamique propre.

Afin de pouvoir comparer l'évolution de l'agriculture en fonction de différents contextes, deux zones d'étude contrastées ont été choisies. Il convient de préciser que pour faciliter le travail, les zones d'étude sélectionnées devaient être connues pour être productrices de riz pluvial. De plus, afin que l'étude se place dans la continuité de l'URP SCRiD, il est apparu judicieux de travailler sur les deux zones d'étude de l'URP, le Vakinankaratra et le Bongolavo.

Une rencontre préalable avec des personnes ressources (chercheurs du CIRAD, conseillers techniques du MAEP, ...) ont permis d'avoir une idée préalable des critères susceptibles d'influencer le développement de la riziculture pluviale. Ainsi, il apparaît que les critères les plus discriminants seraient :

- des critères agro-écologiques (altitude, climat et zonage agro-écologique)
- des critères socio-économiques (densité de population)
- des critères techniques (choix d'une diversité observable entre agriculture manuelle, à traction animale et moto mécanisée).

Selon Reboul (1976), un système de production est *"un mode de combinaison entre terre, force et moyens de travail à des fins de production végétale et animale, commun à un ensemble d'exploitations. Un système de production est caractérisé par la nature des productions, de la force du travail (qualification), des moyens de travail mis en œuvre et par leurs proportions."*

Figure 3 : Le concept de système de production (d'après Reboul, 1976)

Le diagnostic agraire mobilise le concept de système agraire qui est, selon Mazoyer et Roudart (2002) *"l'expression théorique d'un type d'agriculture historiquement constitué et géographiquement localisé, composé d'un écosystème cultivé caractéristique et d'un système social productif défini, celui-ci permettant d'exploiter durablement la fertilité de l'écosystème cultivé correspondant. Le système productif est caractérisé par le type d'outillage et d'énergies utilisés pour défricher l'écosystème, pour renouveler et exploiter sa fertilité. Le type d'outillage et d'énergie utilisé est lui-même conditionné par la division du travail régnant dans la société de l'époque."*

Ainsi, le diagnostic agraire vise à caractériser le système agraire de la zone en appréhendant l'agriculture dans toute sa diversité. Cette démarche mobilise donc plusieurs disciplines scientifiques (agronomie, écologie, économie, sociologie...) pour rendre compte de la globalité des éléments du système agraire et de leurs interactions. Elle s'inspire des travaux de Dufumier (1996) et de Benkala *et al.* (2003).

Figure 4 : La démarche du diagnostic agraire (d'après Dufumier, 1996; Mazoyer et Roudart, 2002 et Benkala *et al.*, 2003)

D'après Sebillotte (1982) un système de culture se définit comme un *"ensemble des modalités techniques mises en œuvre sur des parcelles traitées de manières identiques. Chaque système de culture se définit par la nature des cultures et leur ordre de succession [et par] les itinéraires techniques appliqués à ces différentes cultures, ce qui inclut le choix des variétés pour les cultures retenues"*.
L'itinéraire technique, quant à lui, est la *"suite logique et ordonnée d'opérations culturales appliquées à une espèce végétale cultivée"* (Sebillotte, n.d.)

Figure 5 : Le concept de système de culture (d'après Sebillotte, 1982 et Sebillotte, n.d.)

Après consultation de la base de donnée ILO de l'Université Cornell et la rencontre d'acteurs locaux du développement rural (Organisations de Producteurs Agricoles OPA, Services administratifs décentralisés, opérateurs économiques...), le choix s'est porté sur deux zones d'études suffisamment contrastées selon les critères proposés, l'une dans le Bongolava (Moyen-Ouest) et l'autre dans le Vakinankaratra. Les principaux critères de différenciation ayant présidés à ces choix sont présentés sur la Figure 2.

En outre, la commune d'Ankadinondry-Sakay en est la première commune productrice du Bongolava et le *fokontany* d'Ansapanimahazo est encadré par l'ONG TAFa depuis environ 5 ans qui promeut entre autres cette culture et c'est une localité où des études précédentes sur le riz pluvial ont été réalisées par l'URP SCRiD.

1.3.1.3 Etude de la dynamique des systèmes de production

Le premier niveau d'étude se situe à l'échelle du système de production (voir Figure 3). Une grille d'analyse a été établie (voir Annexe 1) pour réaliser des entretiens auprès des chefs d'exploitation afin de comprendre :

- la trajectoire des systèmes de production au cours des 20 dernières années
- les atouts et contraintes du système de production
- les performances technico-économiques des différents systèmes de culture
- les raisons d'adoption ou non de la culture de riz pluvial
- la combinaison de cette culture au sein du système de production (importance relative, intérêts, calendrier cultural...)
- les relations qui existent entre le système de production et son environnement.

On s'est attaché à étudier la diversité des systèmes de production afin de cerner la diversité des stratégies existantes. L'entrée s'est faite à partir d'une typologie issue d'un diagnostic agraire qui permet d'étudier la dynamique agraire des systèmes de production et la diversité des systèmes de production (voir Figure 4).

A Ankadinondry-Sakay, un diagnostic agraire a été réalisée à partir d'entretiens spécifiques auprès des chefs d'exploitation. A Antsapanimahazo, des enquêtes complémentaires ont servi à préciser le diagnostic agraire réalisé par Goudet en 2003.

Il convient de préciser que dès lors nous nous sommes attachés à comprendre la place de la riziculture pluviale dans la dynamique agraire et au sein des systèmes de production. Les performances technico-économiques des systèmes de culture (voir Figure 5) intégrant la riziculture pluviale ont été également étudiées au regard des indicateurs suivants.

Pour chaque système de culture, la Valeur Ajoutée Brute (VAB) correspond à la différence entre le Produit Brut (PB) du système et ses Consommations Intermédiaires (CI). On a : $VAB = PB - CI$. Ramenée à la superficie nécessaire à la mise en œuvre de ce système (VAB/ha), elle mesure la productivité de la terre et ramenée au nombre de jours nécessaire à sa mise en œuvre (VAB/Hj), elle mesure la productivité du travail.

On distingue trois rendements permettant d'estimer les variations interannuelles de production :

Stade	Fonction	Agent	Produits
Amont	Approvisionnement en intrants	FOFIFA ONG Vendeurs d'intrants locaux	Semences Engrais Produits phytosanitaires
	Approvisionnement en matériel et équipement	Vendeurs de matériel et d'équipement locaux	Sarcluse manuelle Charrettes Charrue Herse à bœuf sarcluse Pulvérisateur Angady (faucille)
	Aménagement des infrastructures	Petits périmètres irrigués (BM-UE) Travaux publics / Génie rural Projet PADANE ONG	Réseaux d'irrigation Routes Pistes Structuration paysanne
Environnement de la production	Encadrement technique	PNVA, projet PADANE ONG	Technique culturale Structuration paysanne
	Gestion foncière	Service des domaines Projet PADANE ONG	Délivrance titres fonciers
	Financement	Institutions financières (OTIV) ONG	Crédits
Production	Culture du paddy	Paysans Collecteurs semi-grossistes	Paddy
Aval	Transformation en riz	Décortiqueurs	Riz Son / balle
	Collecte	Collecteurs semi-grossistes	Achat-vente paddy/riz
	Commercialisation de gros	Grossistes Décortiqueurs	Paddy Riz local Riz importé
	Commercialisation de détail	Détaillants Décortiqueurs Collecteurs semi-grossistes	Riz local Riz importé

Figure 6 : Les différents intervenants du mésosystème productif agricole (in UPDR/FAO, 2001)

L'arbre des problèmes :

L'arbre des problèmes permet de hiérarchiser les problèmes et d'établir des relations de causes à effets entre des facteurs négatifs d'une cause existante. L'analyse est présentée sous forme d'arborescences où les effets se trouvent en haut et les causes en bas.

Le problème à traiter est ainsi décomposé en une arborescence de problèmes spécifiques jusqu'à ce qu'à la source de ceux-ci on puisse identifier soit une défaillance de marché, soit une défaillance de gouvernement, soit une inéquité particulière.

L'arbre des objectifs :

Les problèmes identifiés sont considérés comme des états négatifs dont les correspondants positifs sont les objectifs spécifiques. L'objectif spécifique est alors défini comme l'état futur caractérisé par des bénéfices durables pour les groupes cibles visés par l'intervention. Ainsi, une fois "l'arbre des problèmes" élaboré, sa conversion en "arbre des objectifs" permet d'aboutir à la formulation des objectifs spécifiques de l'intervention publique. On délimite ainsi les domaines de l'intervention publique légitimes d'un point de vue économique.

Chaque défaillance de marché, défaillance de gouvernement, ou problème d'inéquité précédemment identifié donne lieu à la formulation d'un objectif spécifique. L'objectif est ainsi spécifique à la défaillance identifiée et n'est pas un objectif spécifique de l'ensemble de la politique agricole.

Figure 7 : La méthode de construction de l'arbre des problèmes et de l'arbre des objectifs (d'après Daviron et al., 2004)

- le rendement en année normale qui correspond à ceux réalisés lorsque les conditions influençant le rendement ne sont ni très bonnes ni très

mauvaises; il se rapproche ainsi du rendement le plus fréquemment observé

- le rendement en mauvaise année est celui réalisé lorsque ces conditions-là induisent un rendement très faibles
- le rendement en bonne année est celui réalisé lorsque ces conditions-là sont optimales.

1.3.1.4 Etude de l'environnement des systèmes de production

Le second niveau d'étude se situe à l'échelle des autres acteurs du méso-système productif. Au cours de l'étape précédente, on a déterminé les organisations et institutions avec lesquelles interagissent les systèmes de production. Dès lors, il convient de comprendre l'évolution et les stratégies de ces intervenants, les contraintes au développement de la riziculture pluviale qu'ils sont susceptibles d'atténuer ainsi que leurs propres contraintes.

La Figure 6 issue de l'étude UPDR/FAO (2001) donne un aperçu de l'ensemble des intervenants du méso-système productif.

Un guide d'entretien inspiré de la grille d'analyse des organisations paysannes développé dans le cadre de travaux du CIRAD et du CIEPAC (Marie-Rose Mercoiret et Jacques Berthome) et complétée par Betty Wampfler (CNEARC/CIRAD) a été établi (voir Annexe 2) pour réaliser des entretiens auprès de responsables de ces entités afin de comprendre :

- le rôle de ces organisations
- leur origine et leur évolution en fonction des contraintes
- leur mission et objectifs
- le modèle d'agriculture qu'elles promeuvent
- leurs atouts et contraintes
- les relations qu'elles tissent avec l'extérieur.

On s'est attaché à comprendre la place accordée à la riziculture pluviale et l'importance stratégique qu'elles accordent ou non à cette production. A cette étape, il convient de déterminer les atouts et les contraintes de chacun des intervenants.

1.3.1.5 Formulation du système de contraintes spécifiques au développement de la riziculture pluviale

Une fois que l'ensemble des contraintes au développement de la riziculture pluviale a été recensé, le système de contraintes a été présenté selon l'outil de l'arbre des problèmes. Enfin, la conversion de l'arbre des problèmes en arbre des objectifs permettra de formuler les objectifs spécifiques de l'intervention publique susceptibles d'atténuer les contraintes au développement de cette culture.

La déclinaison des problèmes selon "l'arbre des problèmes" et sa conversion en "arbre des objectifs" (voir Figure 7) est une méthode empruntée au cadre logique de l'Union Européenne (CCE, 1993 *in* Daviron *et al.*, 2004).

1.3.2 Comprendre les différentes politiques publiques qui influent sur les conditions de développement de la riziculture pluviale et leur articulation avec la stratégie de développement de Madagascar

L'étude à l'échelle nationale a pour finalité de comprendre d'une part quelle est la stratégie de développement de Madagascar et d'autre part quels sont les objectifs assignés aux politiques publiques influençant le développement de la riziculture pluviale.

Pour cela, la stratégie de développement rural a été étudiée tout d'abord à travers les documents cadres actuellement en vigueur. Ensuite, l'étude de la déclinaison de ces objectifs stratégiques en politiques publiques sectorielles a permis de cerner les objectifs de la politique agricole actuellement mise en oeuvre.

1.3.2.1 Etude de la stratégie nationale actuelle de développement rural

Le premier niveau d'analyse se situe à l'échelle des stratégies nationales de développement. L'objectif est de cerner les enjeux nationaux et les problèmes à traiter afin d'établir le contexte d'émergence des politiques publiques sectorielles et les objectifs qui leur sont assignés.

A partir d'éléments bibliographiques et de rencontre avec des personnes ressources, l'évolution historique du cadre des stratégies politiques de Madagascar a été tout établie, afin de comprendre quelle est la stratégie actuelle et quels sont les documents cadres actuellement en vigueur. Ensuite, l'analyse approfondie de ces documents a permis de comprendre les stratégies nationales de développement économique, rural, agricole et rizicole.

Une grille d'analyse inspirée de la grille d'analyse des politiques publiques réalisée par Betty WAMPFLER (CNEARC/CIRAD) a été établie (voir Annexe 3) pour effectuer l'étude des documents officiels complétée par des entretiens avec des personnes ayant participé à leur rédaction (MAEP, FAO, Banque Mondiale) a permis, pour chacun des documents cadres stratégiques, de comprendre :

- le contexte et les conditions d'émergence du document
- les objectifs assignés par cette politique
- le dispositif proposé pour mettre en œuvre cette stratégie
- la place accordée aux développement économique, développement rural, développement agricole et développement rizicole.

1.3.2.2 Etude de la déclinaison de la stratégie nationale de développement rural en politiques sectorielles

Le second niveau d'analyse se situe à l'échelle des politiques sectorielles découlant des stratégies nationales. L'objectif est de comprendre d'une part comment ces politiques relaient la stratégie nationale précédemment étudiée et d'autre part quels sont les objectifs assignés par ces politiques.

Le choix des politiques sectorielles à étudier s'est fait à partir du système de contraintes spécifiques au développement de la riziculture pluviale des méso-systèmes productifs agricoles précédemment étudiés.

D'après Daviron et al. (2004) "*la Politique Agricole se définit idéalement comme : l'ensemble des mesures d'interventions publiques stables dans le temps, dotées de moyens inscrits dans la durée, articulées entre elles et qui sont mises en œuvre dans le secteur agricole afin d'atteindre des objectifs conformes aux préférences collectives d'une nation ou d'une région*".

Dufumier (2006) précise que ces "*interventions de l'Etat [sont] définies au nom de l'intérêt général, et destinées à réorienter le développement agricole, en conformité avec la politique économique générale poursuivie*".

Figure 8 : Définition du concept de politique agricole (d'après Daviron *et al.*, 2004 et Dufumier, 2006)

Une grille d'analyse des politiques publiques similaire à celle utilisée pour l'étude des documents cadres stratégiques complétée par des entretiens avec des personnes ayant participé à leur rédaction a permis d'analyser les politiques sectorielles choisies. Lors de cette étape, on a cherché à préciser l'articulation entre la stratégie nationale de développement rural et ces politiques publiques sectorielles.

Pour chaque politique publique étudiée, on dispose ainsi des objectifs assignés à l'intervention publique proposée.

Dés lors, il convient de préciser qu'au cours de l'étude il est apparu que les politiques sectorielles prioritairement susceptibles d'influencer le développement de la riziculture pluviale dans les zones d'étude choisies correspondent aux politiques publiques prioritaires de la politique agricole actuelle. Ainsi, le choix des politiques à étudier réalisé à partir des contraintes spécifiques d'une part à la riziculture pluviale et d'autre part aux méso-systèmes productifs agricoles a permis d'étudier les politiques publiques sectorielles qui constituent cette politique agricole (voir Figure 8).

1.3.3 Mise en perspective des deux niveaux d'analyse pour répondre à la problématique de l'étude

Une fois les deux niveaux d'analyse étudiés, on dispose alors d'une connaissance fine :

- de la place de la riziculture pluviale au sein de deux méso-systèmes productifs agricoles contrastés
- des contraintes spécifiques au développement de cette culture dans ces deux zones d'étude
- de la stratégie actuelle de développement rural de Madagascar
- des objectifs assignés aux politiques sectorielles susceptibles d'influencer le développement de la riziculture pluviale (et par extension des objectifs de la politique agricole actuelle).

La confrontation de ces résultats a permis alors de répondre à la problématique globale en se concentrant sur les trois questions qui en découlent. Ainsi, il sera présenté :

- une analyse comparée de la dynamique de développement de la riziculture pluviale dans les deux zones afin de préciser **l'adéquation entre la stratégie de développement de l'Etat et la riziculture pluviale**
- une analyse comparée des objectifs des politiques sectorielles et de la stratégie nationale de développement rural afin de préciser **la cohérence entre les politiques publiques sectorielles et la stratégie de développement de Madagascar**
- une analyse comparée entre l'arbre des objectifs réalisé à partir de l'arbre des contraintes spécifiques de la riziculture pluviale et les objectifs spécifiques assignés aux politiques publiques sectorielles actuelles afin de préciser **l'adéquation entre les politiques publiques sectorielles constituant la politique agricole et les contraintes spécifiques à la riziculture pluviale.**

Ces analyses seront complétées par une analyse prospective de la modification des méso-systèmes productifs agricoles par le cadre politique actuellement proposé au regard des conditions de production du riz pluvial. Par ailleurs, il sera précisé quelle est la perception de la riziculture pluviale dans le discours des acteurs et responsables politiques rencontrés tant au niveau des régions que de la nation.

1.4 ECHANTILLONAGE ET PERSONNES RENCONTREES

Le nombre d'enquêtes réalisées dans les deux zones d'étude et la liste des personnes rencontrées au cours de l'étude est détaillé en annexes (voir Annexe 4).

1.5 PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ETUDE

1.5.1 Des restitutions en cours d'étude

Durant l'étude, l'objectif fixé est de présenter les résultats de l'étude auprès des personnes enquêtées. Ainsi, une restitution orale présentant d'une part la démarche mise en place et d'autre part une synthèse des résultats obtenus a permis de faire part du travail réalisé. Cette présentation des résultats a pour objectif de faire valider les résultats obtenus et d'inviter les personnes rencontrées à donner leur point de vue.

Deux niveaux de restitution correspondant aux deux niveaux d'étude seront à réaliser :

- un au niveau des zones d'étude auprès des responsables d'exploitation et autres intervenants du méso-système productif rencontrés
- un à l'échelle nationale auprès des responsables politiques et opérateurs de la filière riz pluvial rencontrés.

1.5.2 Un mémoire final

Une fois l'étude réalisée et validée par les restitutions auprès des acteurs rencontrés, un travail de synthèse complété par des éléments de bibliographie permettra de rendre compte des résultats obtenus. Cette synthèse sera présentée sous la forme d'un mémoire de fin d'études présenté au CNEARC en décembre 2006 devant les professeurs encadrant le stage et les responsables de l'URP SCRiD commanditaires de l'étude.

Une fois validé, ce mémoire sera disponible auprès de l'URP SCRiD.

1.6 LIMITES DE L'ETUDE

Bien que la démarche proposée permette de répondre à la problématique, il convient de préciser que certaines limites s'appliquent à cette étude. Elles doivent être précisées afin d'assurer la validité de cette étude tout en nuancant les résultats obtenus.

1.6.1 Une étude des conditions structurelles de production de la riziculture pluviale

Pour comprendre la dynamique des systèmes de production, de leur environnement et du développement de la riziculture pluviale, l'étude se limite à une compréhension des atouts et contraintes structurels.

Par exemple, pour étudier la place de la riziculture pluviale au sein des exploitations une typologie contrastée des systèmes de production est élaborée.

Cependant, si cette typologie a une vocation explicative, elle n'est en aucun cas représentative de la réalité. Ainsi, cet outil permettra de comprendre le fonctionnement structurel des systèmes de production mais non pas d'expliquer les différences qui peuvent exister de manière conjoncturelle entre les années et entre les exploitations considérées individuellement.

1.6.2 Une extrapolation limitée des résultats locaux

Il convient également de préciser que l'étude au niveau local s'effectue dans deux zones d'étude très limitées sur le plan géographique. Il n'est donc pas possible d'extrapoler aux échelles régionale ou nationale les résultats obtenus au niveau des méso-systèmes productifs agricoles étudiés.

Cependant, les critères de choix de ces zones ayant été explicités, on peut proposer des critères d'extrapolation à des zones géographiques proches tant dans le Vakinankaratra que dans le Bongolava. Des enquêtes complémentaires sont toutefois nécessaires pour effectuer une telle extrapolation.

Par contre, l'extrapolation est impossible pour des régions autres de Madagascar où les caractéristiques agro-écologiques et socio-économiques et les modes de production du riz pluvial (*tavy* par exemple, c'est à dire système sur abattis-brûlis) sont totalement différents

1.6.3 Des critères essentiellement qualitatif pour estimer les perspectives de développement de la riziculture pluviale

L'étude s'est limitée à comprendre les atouts et contraintes au développement de la riziculture pluviale selon des critères qualitatifs appuyés par des indicateurs de performance technico-économique. Ni la proportion des systèmes de production de chaque type ni la quantification de la production de riz pluvial au niveau de la filière n'ont ainsi été abordées.

Par conséquent, les résultats de l'étude et les perspectives de développement seront argumentées de manière qualitative. On s'attachera ainsi à comprendre les tendances plutôt qu'à quantifier en volume la production de riz pluvial potentiellement réalisable.

1.6.4 Une étude de la politique agricole non exhaustive

L'étude réalisée sur les politiques sectorielles ne rend pas compte de l'ensemble de la politique agricole à Madagascar, mais de ces grandes lignes. Ainsi, des politiques sectorielles affectant la riziculture pluviale n'ont pas été abordées faute de temps. Par exemple, ni la politique foncière, ni celle de sécurisation des zones rurales n'ont été approfondies semblant moins décisive pour le développement de la riziculture pluviale.

1.6.5 Un réseau de personnes ressources étroit

Il convient de préciser que les personnes ressources rencontrées lors de l'analyse des stratégies nationale et des politiques publiques qui en découlent sont essentiellement des conseillers techniques des institutions de développement (Banque Mondiale, MAEP, FAO, ...). Tous ayant l'habitude de travailler ensemble, il semble que le réseau d'information soit peu diversifié et l'on peut craindre un certain risque d'enclichage.

Par ailleurs, peu d'acteurs des filières ont été rencontrés. Les informations obtenues auprès des personnes ressources ont donc essentiellement concernées le contenu des documents et il a été difficile de comprendre quels acteurs sont intervenus dans leur rédaction et les rapports de force qui ont présidé à leur élaboration.

1.6.6 Des enquêtes semi-déclaratives

La démarche proposée aux deux niveaux d'étude repose sur essentiellement sur des enquêtes semi-déclaratives. Les biais liés à ce type d'enquêtes restent nombreux, notamment en terme d'accès à l'information, chaque acteur ayant des stratégies propres qu'il ne dévoilera pas forcément.

L'utilisation d'interprète pour les travaux de terrain est aussi un biais à la production de données, la traduction étant un exercice difficile et la perte d'informations liée à la traduction inéluctable.

2 PLACE DE LA RIZICULTURE PLUVIALE DANS LE MESOSYSTEME PRODUCTIF AGRICOLE DE DEUX ZONES CONTRASTEES

L'objectif est de mettre en relief les dynamiques concernant la culture de riz pluvial dans chaque zone d'étude. Une approche systémique servira à alimenter la réflexion. Il sera ainsi possible de présenter la place de la riziculture pluviale au sein des systèmes de culture locaux et des systèmes de production, puis de mener l'analyse au niveau du mésosystème productif du riz pluvial. Cette analyse débouchera alors sur le système d'atouts–contraintes que possède cette culture au niveau de chaque zone.

Ce travail repose en grande partie sur des données collectées par enquêtes et complétées par un travail bibliographique.

La confrontation des systèmes de contraintes des deux zones permettra alors de dresser un arbre à problèmes du développement de la riziculture pluviale. Une fois inversé en arbre à objectifs, il servira de base à l'étude des politiques publiques pour comparer les objectifs de ces politiques à ceux proposés à la suite de ces études de terrain.

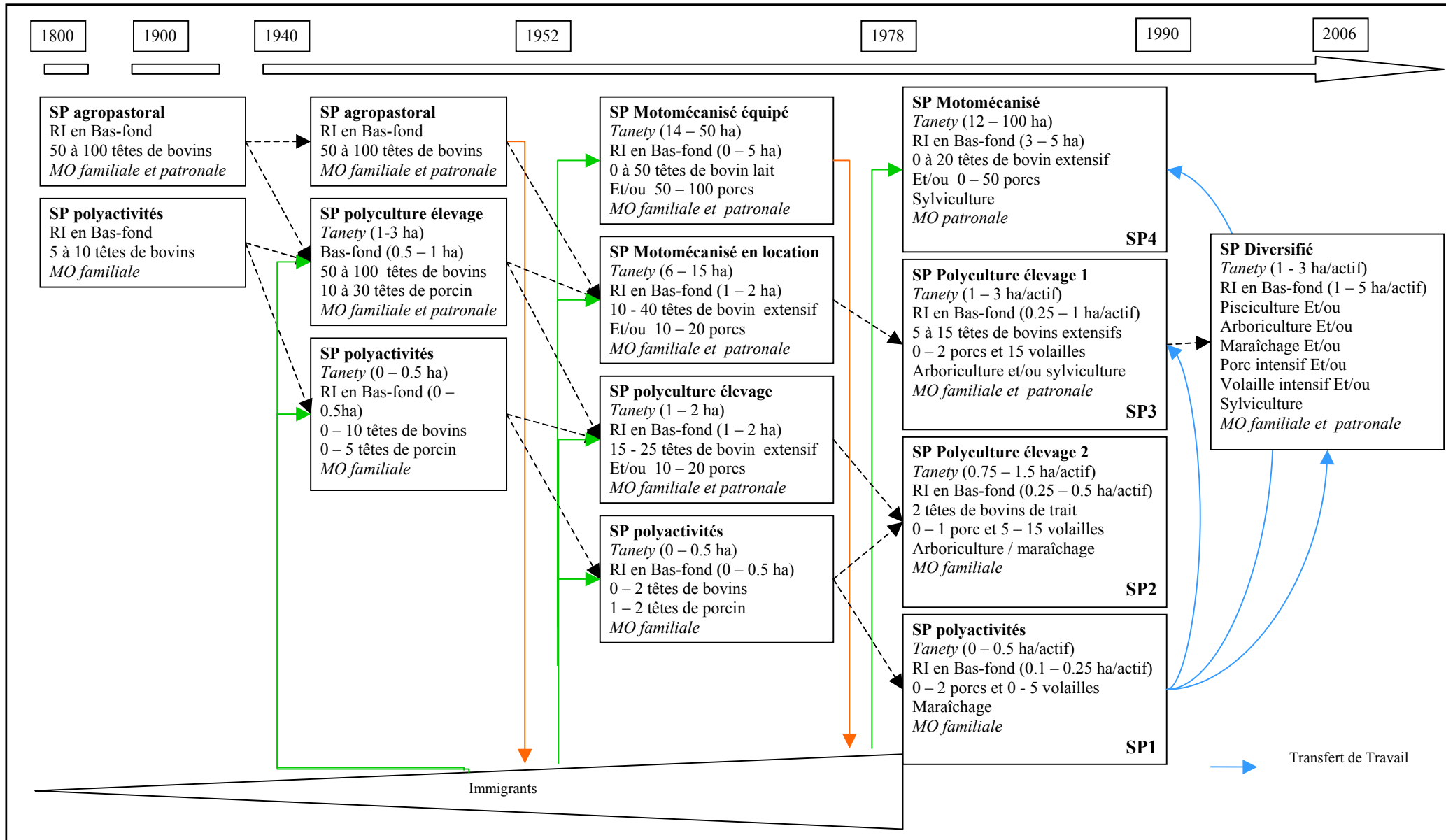


Figure 9 : Evolution des systèmes de production à Ankadinondry-Sakay

2.1 LA RIZICULTURE PLUVIALE DANS LA COMMUNE D'ANKADINONDRY-SAKAY

2.1.1 Présentation générale de l'évolution du système agraire

Les éléments présentés dans ce paragraphe sont les résumés de l'analyse du milieu biophysique et de l'analyse historique présentées en annexes (voir Annexe 5).

La commune d'Ankadinondry-Sakay est située sur la RN 1 bis à 146 km à l'Ouest d'Antananarivo. Elle couvre une superficie de 376 km² et regroupe 22 Fokontany. Son milieu biophysique est caractérisé par un climat tropical d'altitude et un système pédologique tropical sur une topo séquence Plateaux (*Tanety*) – Pentes (*Baiboho*) – Bas-fond (*Tanebary*). Ce milieu biophysique peu contraignant¹ offre de nombreuses possibilités de mises en valeur, à l'exception de l'arboriculture tempérée.

L'histoire agraire du peuplement relativement récent de cette commune, laisse apparaître une évolution d'un système agro-pastoral à riziculture en bas-fond à un système agraire à fumure organique en intégration agriculture – élevage. Le système agraire de cette commune a ainsi connu une évolution forte du XIX^{ème} siècle à la fin du XX^{ème} siècle. L'augmentation de la pression démographique est un des facteurs les plus explicatifs de cette évolution. En effet, plusieurs vagues de peuplements ont fait progressivement évoluer le système agraire.

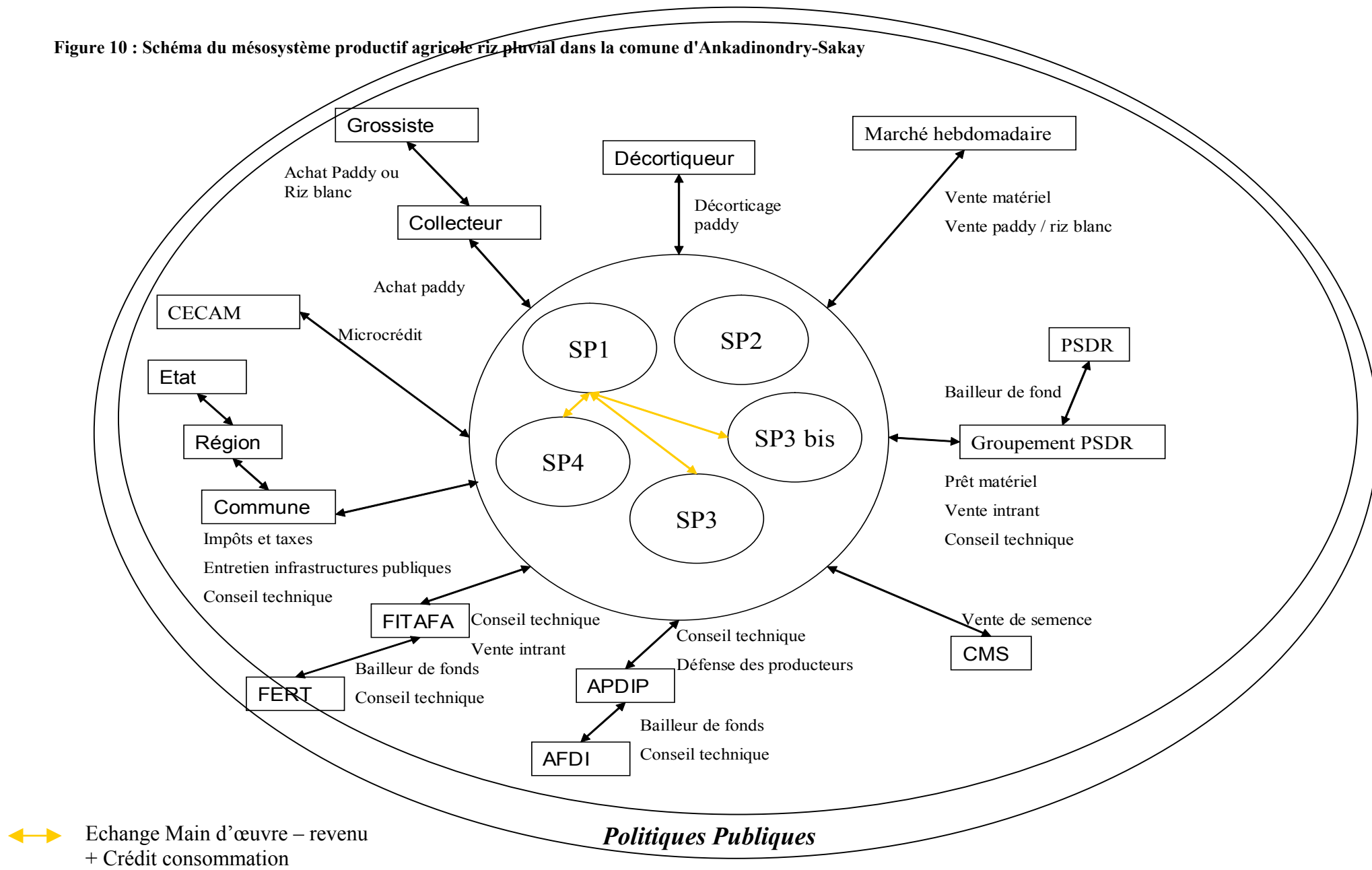
Tout d'abord dans les années 1940, avec l'arrivée de famille fuyant la pression foncière trop importante des Hauts Plateaux, venant cultiver les *Baiboho* et les *Tanety* en culture itinérante et équipées en charrue à traction animale. Les systèmes de production se différenciaient alors selon la taille de leur troupeau. Les plus grands éleveurs ne pratiquaient que la riziculture en bas-fond ; les exploitations à capitalisation moyenne combinaient un élevage extensif à de la culture itinérante sur *Tanety* ; et les exploitations faiblement capitalisées combinaient de petits systèmes d'élevage et de culture à une activité de vente de main d'œuvre agricoles (travaux culturels) aux 2 autres systèmes de production.

Puis dans les années 1950 aux années 1970, avec l'installation de familles réunionnaises et malgaches sur la commune. Les organismes développement agricole se sont fortement développés à cette époque à travers la création de plusieurs sociétés d'Etat françaises, puis malgaches promouvant un modèle d'exploitation moto-mécanisée avec systèmes de culture à jachère sur *Tanety* et atelier(s) d'élevage intensif de porcs et/ou de vaches laitières. La riziculture pluviale est alors apparue, grâce à l'appui technique de ces sociétés. Des familles ont alors été installées et financées pour créer ces systèmes « modernes » de production, alors que les grands éleveurs ont été exclus du système agraire par l'abrogation de la vaine pâture.

Parallèlement, l'appel de main d'œuvre non qualifiée de la part de ces sociétés a provoqué l'installation de nouvelles familles de migrants, augmentant le nombre d'exploitations correspondant aux deux anciens systèmes de production moyennement et faiblement capitalisés. La pression démographique augmentant, le système de culture itinérante a cédé sa place par un système à jachère pâturée.

1 On notera néanmoins la variabilité interannuelle du début de la saison des pluies et l'occurrence régulière de décades sèches en début de cycle végétatif, contraintes au développement des cultures céréalières sur *Tanety*.

Figure 10 : Schéma du mésosystème productif agricole riz pluvial dans la comune d'Ankadinondry-Sakay



Enfin, dans les 2 dernières décennies, l'accroissement démographique et l'installation de nouveaux migrants a conduit à la réduction des temps de jachère au profit d'un système en intégration agriculture-élevage avec utilisation de fumure organique. Le démantèlement des sociétés de développement par l'exclusion des ressortissants français et la privatisation des sociétés d'Etat, dans les années 1980 a considérablement réduit l'encadrement technique et financier des systèmes de production. Des OPA (APDIP, FITAFA), projets de développement financés par des bailleurs de fonds internationaux (PSDR), des ONG (AFDI, FERT) et des sociétés mutualistes (CECAM) ou privés (SEPCM, commerçants) assurent aujourd'hui cet encadrement. Le rapprochement des marchés d'Antananarivo a provoqué un développement de la diversification des exploitations, notamment sur la production de fruits, légumes, viande de volaille et poisson. L'apparition de maladies (Peste Porcine Africaine) ou de parasites (Striga) et l'augmentation du coût en intrants ont induit une baisse des cheptels porcins et un net recul de la riziculture pluviale.

Plusieurs types de systèmes de production se distinguent alors aujourd'hui.

- Un système familial très faiblement capitalisé et disposant des ressources foncières limitées exportant sa main d'œuvre aux systèmes patronaux (SP1),
- Un système familial équipé en culture attelée disposant de ressources foncières suffisantes pratiquant des systèmes de culture à jachère avec une utilisation moyenne de fumure (SP2),
- Un système patronal équipé en culture attelée disposant de ressources foncières importantes pratiquant des systèmes de culture à jachère avec une utilisation moyenne de fumure et en voie de diversification (arboriculture / sylviculture / pisciculture / élevage) disposant de ressources foncières relativement importantes (SP3),
- Un système capitaliste moto-mécanisé disposant d'une ressource foncière et d'un capital important pratiquant un système de cultures à jachère avec une utilisation importante de fumure organique et minérale sur *Tanety* (SP4).

Les typologies de systèmes de production et des autres acteurs du mésosystème productif présentées en Figure 9 et en Figure 10 permettent désormais de pouvoir analyser la position de chacun des acteurs vis-à-vis du riz pluvial.

	DOUBLE RECOLTE	REPIQUAGE	FUMURE	OUTILLAGE
SC1	Oui	En ligne	Oui (100 kg de NPK ou 1 500 T de fumier)	Culture attelée
SC2		Dispersé	Non	
SC3	Non	En ligne	Non	
SC4		Dispersé	Non	

Tableau 1: Typologie des systèmes de culture en bas-fond à Ankadinondry-sakay

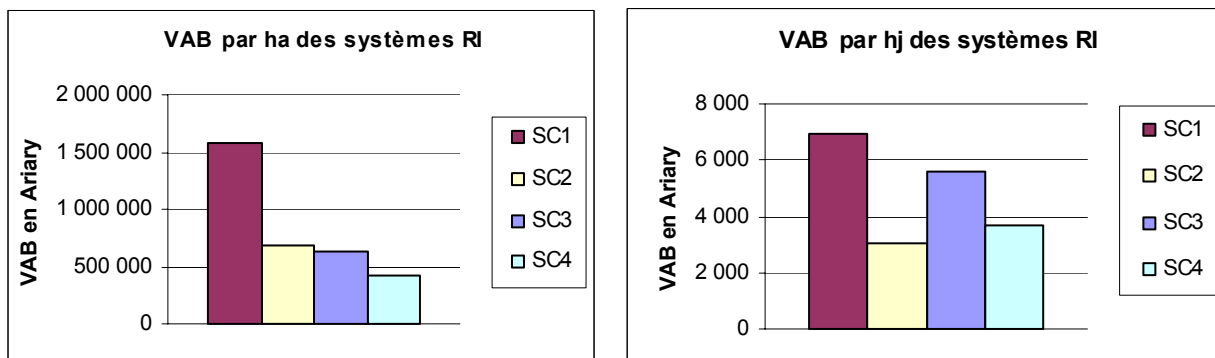


Figure 11: Productivité de la terre et du travail des systèmes de culture en bas-fond à Ankadinondry-Sakay

2.1.2 Atouts et contraintes des systèmes de culture intégrant le riz pluvial

Afin d'analyser la place du riz pluvial actuellement dans la commune d'Ankadinondry – Sakay, il apparaît nécessaire dans un premier temps d'appréhender la diversité des systèmes de culture actuellement mis en œuvre. Le détail des calculs des performances technico-économiques est présenté en annexe (voir Annexe 6).

2.1.2.1 Diversité actuelle des systèmes de culture

2.1.2.1.1 Systèmes de culture des rizières

Dans les bas-fonds, des rizières planes sont aménagées afin de pouvoir y assurer une maîtrise de l'eau. Le drainage est effectué à l'aide de canaux creusés en bord de rizière. Les rizières qui disposent d'un lac de retenue aménagé en amont peuvent être irriguées durant la saison sèche; deux cultures de riz dans l'année étant alors possibles.

L'entretien de la fertilité est réalisé par le lessivage des éléments fertilisants de l'amont vers l'aval. Afin d'augmenter les rendements, de la fumure organique ou minérale peut être apportée (notamment pour le repiquage en ligne double-récolte).

La gestion des adventices est réalisée par plusieurs opérations culturales : le dessèchement des rizières après récolte, le labour en culture attelée et les travaux de sarclages. Ces sarclages peuvent être allégés en travail par l'utilisation d'une sarceuse manuelle. Afin de réaliser ce type de sarclage, le riz doit être repiqué en ligne.

Il n'existe pas de jachère sur les rizières et la monoculture de riz est pratiquée. Néanmoins, cinq types de système de culture peuvent être identifiés (voir Tableau 1), en fonction du nombre de récolte par an et du type de repiquage.

Les performances technico-économiques de ces systèmes de culture exprimés en productivité de la terre et en productivité du travail sont présentées en Figure 11.

Les systèmes les plus productifs à l'hectare sont naturellement les systèmes à double récolte. Le seul système avec apport d'engrais (SC1) se distingue avec une productivité de la terre et du travail largement supérieure aux autres. Les systèmes à repiquage dispersés sont moins productifs à l'hectare et en temps de travail, mais permettent de repiquer une plus grande surface en un temps limité².

2.1.2.1.2 Systèmes de culture sur *baiboho*

Les systèmes de culture sur *Baiboho* sont des rotations de culture pluviale; néanmoins la position des *Baiboho* en bas-fond leur permet une bonne alimentation hydrique (amont-aval).

La gestion de la fertilité est essentiellement réalisée par l'apport par lessivage des éléments fertilisants de l'amont. Ces sols étant ainsi naturellement riches, ni l'apport de fumure organique ou minérale, ni la jachère ne sont pratiqués.

La gestion des adventices est assurée par des travaux de sarclage et de labour.

Les opérations de travail du sol (labour) sont réalisées en traction attelée. La taille généralement petite et la pente de ces parcelles ne permettent pas l'utilisation du tracteur.

² La durée d'un repiquage dispersé est de 12 hj par ha et d'un repiquage de 21 hj par ha, soit une différence de 9 hj par ha.

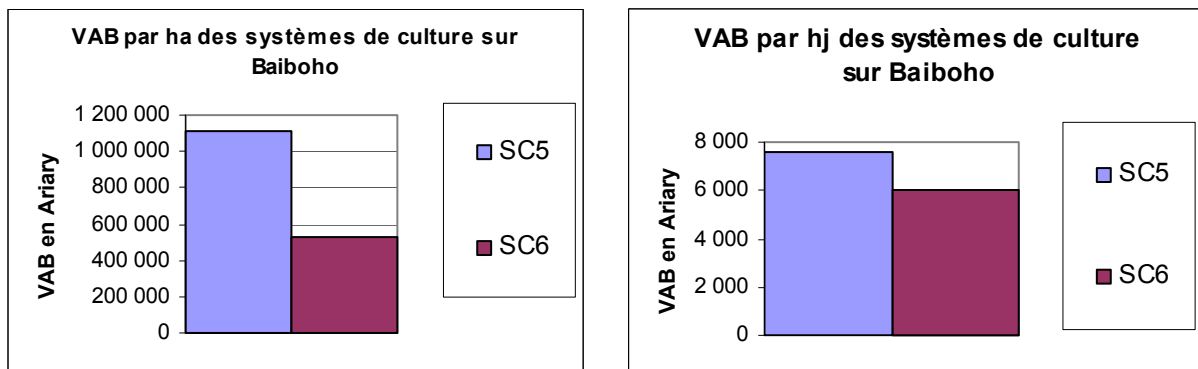


Figure 12 : Productivités de la terre et du travail des systèmes de culture sur Baiboho

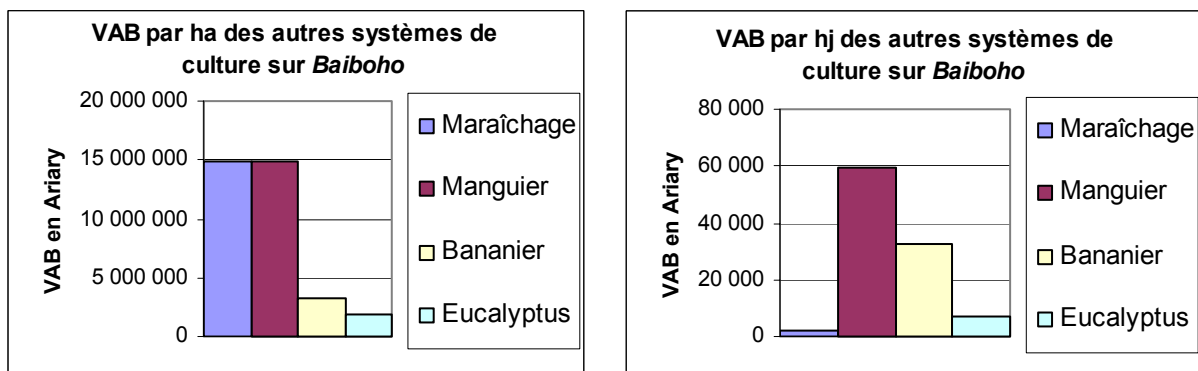


Figure 13 : Productivités de la terre et du travail des autres systèmes de culture sur Baiboho

Nous pouvons distinguer deux grands types de systèmes de culture :

- SC5 : un système avec culture de contre saison (d'avril à octobre). La culture en saison des pluies étant installée en novembre et la culture de contre-saison en avril. En contre saison, l'association manioc-patate douce (plantes peu exigeantes en éléments fertilisants) est pratiquée. Au début de la saison des pluies est cultivé alternativement le maïs ou le pois de terre (culture fertilisante).
- SC6 : constitué par une rotation triennale du type (maïs)/(manioc)/(arachide). L'arachide sert de précédent pour le maïs et constitue ainsi une culture enrichissante, le manioc étant une plante peu exigeante, elle permet de ne pas appauvrir les sols après la culture du maïs.

Les performances technico-économiques de ces systèmes de culture exprimés en productivité de la terre et en productivité du travail sont présentées en Figure 12. La contre-saison permet logiquement d'augmenter sensiblement la productivité par hectare de ce système.

D'autres systèmes de culture existent sur *Baiboho*, notamment un système maraîcher (en contre saison), un système de sylviculture (eucalyptus) et des systèmes d'arboriculture (Bananier et manguier) dont les productivités sont présentées en figure 3.

Ce sont des systèmes hautement productifs voire très hautement productifs à l'hectare et en homme-jour, mais nécessitant un investissement soit en travail (maraîchage), soit en foncier (arboriculture ou sylviculture) très important. Ces investissements en travail ou en foncier (début de production au bout de 5 à 8 ans, pour l'arboriculture et la sylviculture) limitent les surfaces consacrées à ces systèmes. Néanmoins, aux dires des agriculteurs, ces surfaces sont en augmentation. En effet, l'arboriculture et surtout la sylviculture sont de plus en plus rémunératrices, du fait d'une demande locale, régionale et nationale en croissance continue ces 20 dernières années.

2.1.2.1.3 Systèmes de culture sur *tanety*

Les systèmes de culture sur *tanety* sont des rotations de culture pluviale ; leur rendement étant corrélé à la pluviométrie.

La restitution de la fertilité est assurée par une jachère de 2 ans, un apport de fumure organique plus ou moins important et un apport de fumure minérale supplémentaire dans le cas des céréales des deux systèmes de culture motorisés.

	ROTATION	FERTILISATION ORGANIQUE	OUTILLAGE	FERTILISATION MINERALE
SC7	Manioc//RP//Maïs//Jachère ₂	8 t/ha	Motorisé	60 kg NPK+ 60 kg Urée
SC8		4 t/ha	Attelé	50 kg NPK
SC9	Manioc//Maïs//Manioc//Jachère ₂	8 t/ha	Motorisé	60 kg NPK+ 60 kg Urée
SC10		4 t/ha	Attelé	50kg NPK
SC11	Arachide//Maïs//Manioc//Jachère ₂	2 t/ha	Attelé	50 kg NPK
SC12	Manioc//Maïs//Arachide	2 t/ha	Attelé	Non

Tableau 2 : Typologie des différents systèmes de culture sur Tanety

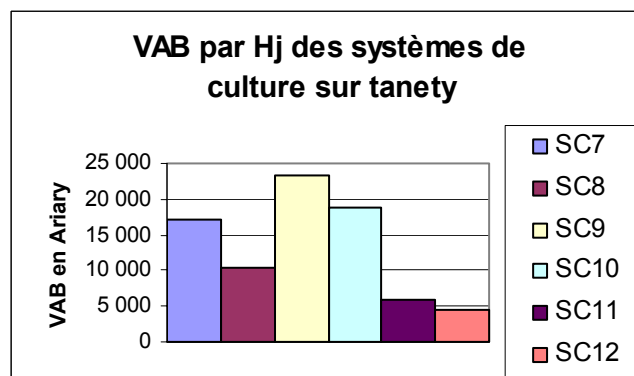
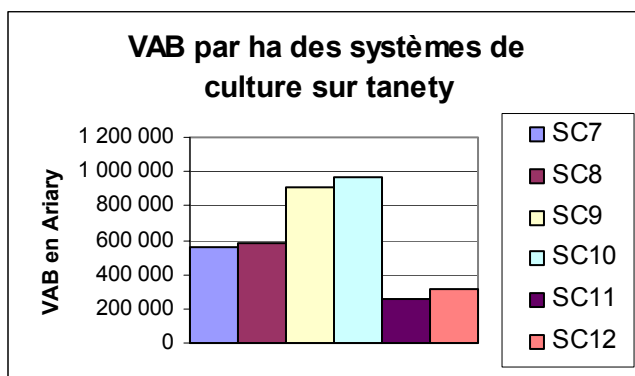


Figure 14 : Productivités de la terre et du travail des systèmes de culture sur Tanety

Les systèmes de culture en *Tanety* (voir Tableau 2) se différencient par les différents modes de gestion de la fertilité, les différentes rotations pratiquées et l'outillage (mécanisation ou moto-mécanisation).

- SC7 : Premier système moto-mécanisé, il est constitué d'une rotation quinquennale. Le manioc « culture nettoyante » se place en tête de rotation, puis sont pratiqués en deuxième et troisième année de culture le Riz pluvial et le maïs (par ordre d'exigence en fumure). Il s'ensuit une jachère de 2 à 3 ans, afin de restructurer le sol et surtout de réduire la pression parasitaire du *Striga*. Ce système est le système le plus consommateur en fumure organique et chimique (destinée pour les cultures céréalières uniquement).
- SC8 : Constitué par le même type de rotation que le précédent système, il se distingue de ce dernier par une fumure organique moindre et un outillage (charrue) à traction animale.
- SC9 : Ce système que nous verrons « alternatif » au système SC7 est constitué d'une rotation quinquennale. Le riz pluvial est absent de la rotation, le maïs s'intercalant entre deux cultures de manioc. Il permet d'être moins exigeant en fumure que les systèmes précédents puisque le maïs est la seule culture céréalière de ce système.
- SC10 : Ce système est l'homologue du système SC9 en culture en traction attelée.
- SC11 : Ce système est le dernier système à rotation quinquennale. Pratiqué en culture attelée, l'arachide est placée en tête de rotation profitant de la restructuration du sol, permise par la jachère. Le maïs est le successeur profitant des résidus de culture de l'arachide. S'ensuit alors la culture de manioc peu exigeante en intrants. Ce système économe en intrant est basé sur la complémentarité des cultures constituant la rotation.
- SC12 : Ce système est le seul système sans jachère, la rotation des cultures est la même que sur le système précédent. L'utilisation d'intrant est limitée et le but affiché de ce système est la mise en culture permanente du foncier disponible.

Les résultats technico-économiques des systèmes de culture en *Tanety* sont présentés en Figure 14). Ils apparaissent relativement hétérogènes, les systèmes de culture manioc//maïs//manioc//jachère sont les plus performants en terme de productivité du travail et de la terre, viennent ensuite les systèmes avec riziculture pluviale, puis les systèmes à faible consommation en fumure. L'utilisation de fumure organique et minérale permet ainsi naturellement d'améliorer la productivité de la terre et du travail. Néanmoins, force est de constater que les systèmes en culture attelée moins exigeants en fumure organique et minérale que les systèmes motorisés se distinguent par une meilleure productivité de la terre. De fait, le coût du gasoil réduit les performances des systèmes motorisés. A l'inverse, l'utilisation du tracteur augmente naturellement la productivité du travail des systèmes de culture moto-mécanisés.

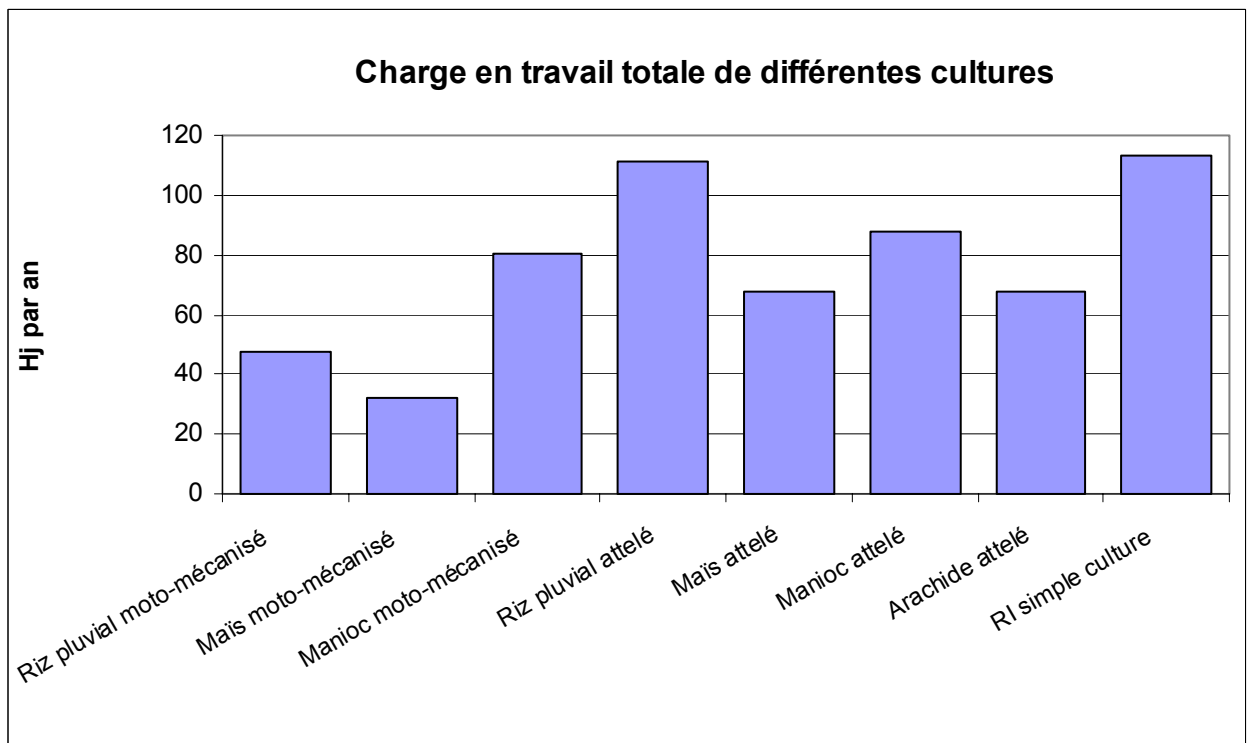


Figure 15 : Charge en travail totale de différentes cultures à Ankadinondry-Sakay

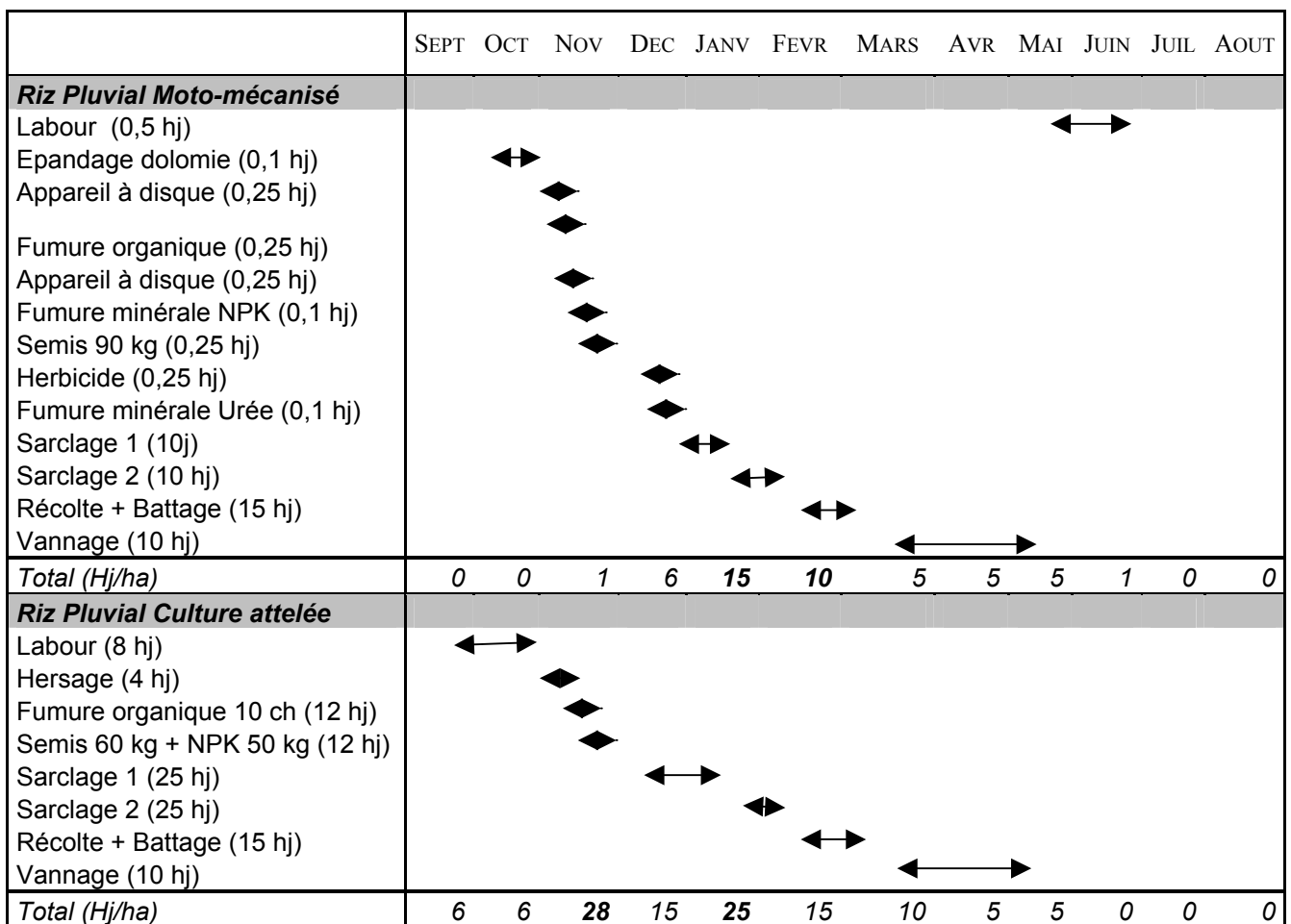


Figure 16 : Calendriers culturaux de la riziculture pluviale (source : Enquête technico-économique)

2.1.2.2 Analyse comparée des systèmes de culture

Par comparaison des différents systèmes de culture, les résultats précédemment présentés permettent de dégager au niveau technico-économique les atouts et les contraintes de cette culture. Nous étudierons ainsi la riziculture pluviale en termes de calendrier cultural (charge en travail), d'entretien de la fertilité et de protection des cultures.

2.1.2.2.1 Charge en travail

Pour évaluer la riziculture pluviale en terme de charge en travail, il est nécessaire de s'intéresser tout d'abord à la charge en travail totale, puis à la répartition de ce travail sur la saison culturale.

Le diagramme comparatif présenté en Figure 15 montre naturellement que les cultures moto-mécanisées présentent un plus faible besoin en main d'œuvre que les cultures en culture attelée. Le riz pluvial motorisé représente une charge en main d'œuvre intermédiaire entre la culture de maïs et la culture de manioc. En revanche la riziculture pluviale en culture attelée apparaît comme la culture exigeant la charge en travail maximale sur *Tanety*, charge en travail comparable à la charge en travail en riziculture irrigué simple. Cette charge en travail pour les systèmes patronaux se traduit par une contrainte en terme de besoin de trésorerie.

Les calendriers culturaux de la riziculture pluviale (en Figure 16) laissent apparaître un pic de travail aux mois de janvier-février correspondant aux périodes de sarclage. Le temps de travail en sarclage est alourdi pour la culture en culture attelée où aucun herbicide n'est utilisé. Le mois de novembre correspond aussi à une pointe de travail pour le système en culture attelée due aux travaux de préparation du sol. En comparant avec les calendriers culturaux des autres cultures pratiquées dans la commune d'Ankadinondry – Sakay, le pic de travail dû aux sarclages correspond aux travaux de repiquage, puis de sarclage du riz irrigué. Le riz pluvial rentre ainsi en concurrence en termes d'utilisation de main d'œuvre avec le riz irrigué. Cette contrainte pose un problème de main d'œuvre au niveau des systèmes de production, comme l'illustre cette citation paysanne « *Le riz pluvial est trop exigeant en travail. C'est impossible de faire les sarclages du riz pluvial et le repiquage du riz irrigué dans de bonnes conditions !* ».

Le riz pluvial apparaît donc comme une culture exigeante en travail, notamment à travers le système de culture SC8 en culture attelée et sans emploi d'herbicide. La concurrence entre le travail de repiquage du riz irrigué et de sarclage du riz pluvial semble être un facteur limitant important pour la riziculture pluviale.

2.1.2.2.2 Gestion de la fertilité et Riz pluvial

Le riz pluvial est considéré comme « *une culture demandant beaucoup de fumier et d'engrais* ». Ainsi, il n'est pas possible de cultiver du riz pluvial sans une dose minimale de 4 000 t de fumier et de 50 kg de NPK, sous peine de mauvais rendements. De fait, les systèmes SC7 et SC8 sont les systèmes les plus exigeants en intrants. Néanmoins, le besoin en fumure de la riziculture est à relativiser, car la Figure 17 et la Figure 18 montrent que pour un coût égal en fumure, le riz pluvial valorise aussi bien voire mieux la fumure que le maïs pour une année normale et une bonne année. Néanmoins, force est de constater que le manioc ou les systèmes en riziculture en bas-fond moins exigeants en fumure sont beaucoup plus productifs à l'hectare que les systèmes SC7 et SC8.

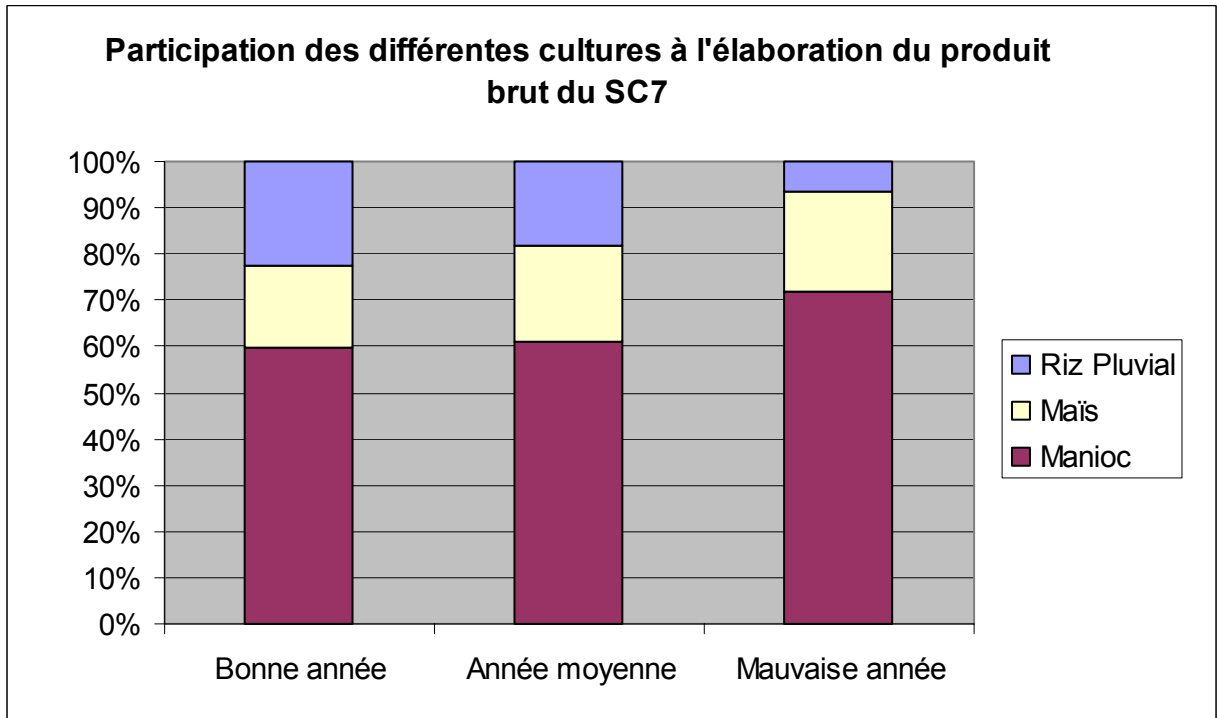


Figure 17 : Participation des différentes cultures à l'élaboration du produit brut du SC7

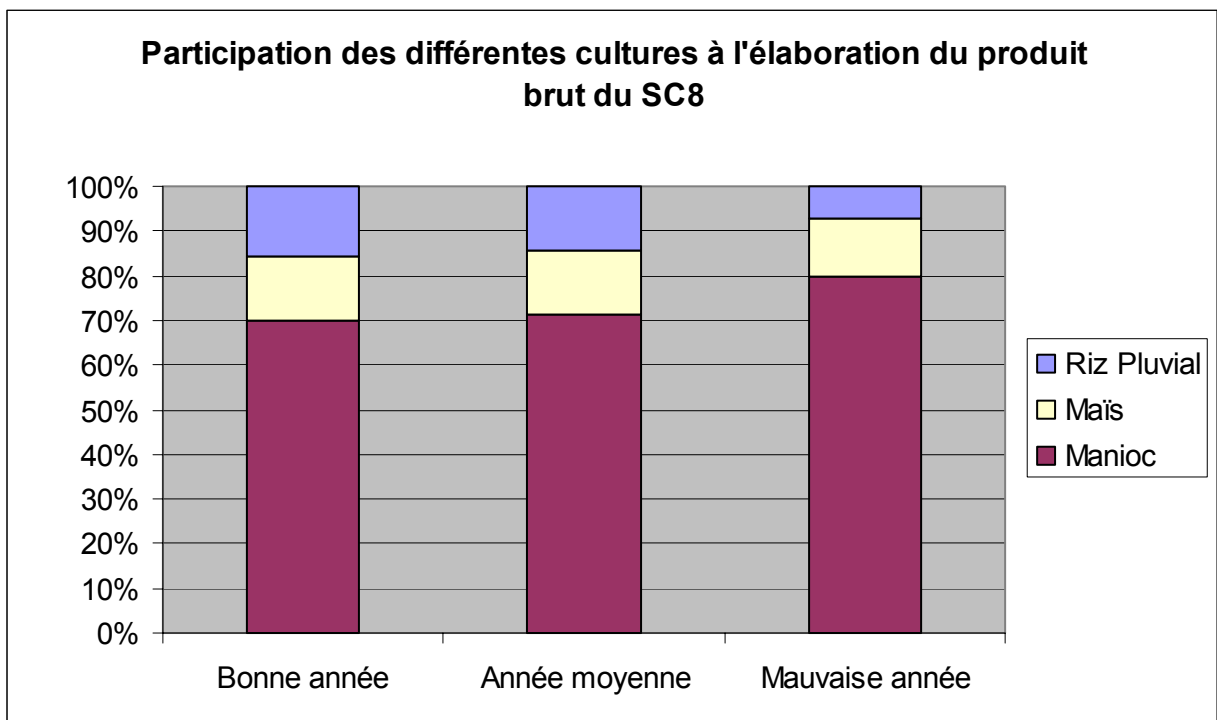


Figure 18 : Participation des différentes cultures à l'élaboration du produits brut du SC8

Ainsi en cas de production de fumure organique (fumier) limitée, les agriculteurs préfèrent des systèmes moins exigeants en intrant comme les systèmes SC9 et SC10. Le coût en fumure constitue ainsi une contrainte importante pour le développement des cultures céréalières en *Tanety*.

2.1.2.2.3 Protection des cultures et Riz pluvial

La principale contrainte identifiée par les agriculteurs est la grande variabilité des rendements en Riz pluvial, notamment à cause de sa sensibilité au *Striga* et aux aléas climatiques.

Ainsi, la Figure 17 et la Figure 18 montrent que la variation des rendements en riz pluvial est nettement plus importante que la variation de rendements des autres cultures de la rotation (maïs et manioc).

Les paysans par des pratiques de jachère et de sarclage tentent de réduire les risques liés au *Striga* et à l'approvisionnement hydrique. Mais la variabilité de rendement sur riz pluvial reste avec celle des cultures de légumineuses la plus élevée de la commune d'Ankadinondry-Sakay.

Cette variabilité des rendements rend la culture de riz pluvial plus « *risquée* », que les autres. Ainsi, selon les systèmes de production et leur gestion du risque cette variabilité des rendements peut constituer dès lors une contrainte à la riziculture pluviale, puisque les performances économiques en année normale ne sont pas plus élevées que pour les autres cultures (maïs et manioc notamment) de la zone.

2.1.2.3 Conclusion

L'analyse comparée des différents systèmes de culture de la commune d'Ankadinondry-Sakay permet de conclure sur les résultats suivants.

- Les systèmes de culture incluant la riziculture pluviale (SC7 et SC8) sont les systèmes les plus exigeants en intrants de la zone. La fumure organique et la trésorerie disponible pour mettre en place ce système peuvent alors constituer une première contrainte à son adoption.
- Cette contrainte en trésorerie peut être amplifiée pour les systèmes de production patronaux notamment pour le système de culture SC8 qui figure parmi les systèmes les plus demandeurs en travail.
- Les systèmes de culture SC7 et SC8 sont en concurrence avec la riziculture irriguée au niveau des temps de travaux. Suivant les stratégies de valorisation de la terre et du travail des systèmes de production, cette concurrence peut se révéler être pénalisante pour l'adoption de la riziculture pluviale
- Les systèmes SC7 et SC8 à cause de la riziculture pluviale sont les systèmes de culture qui connaissent la plus grosse variation de production interannuelle. La sensibilité de cette culture au *Striga* et aux aléas climatiques est la cause de cette variation. Cette variabilité peut constituer une contrainte au niveau des systèmes de production en termes de gestion du risque.

Main d'œuvre		
Nombre de personne dans la famille		3 à 9 personnes
Nombre d'actif dans la famille		2 à 7 actifs
Type de main d'oeuvre		100 % Familiale
Outillage		Culture attelée en location
Surface par actif		0.5 à 0.75 ha
Foncier		
Surface totale		1 ha à 2.5 ha
dont	Bas-fond	0.5 à 0.75 ha
	<i>Baiboho</i>	0 à 1.5 ha
	<i>Tanety</i>	0 à 0.5 ha
Gestion de la fumure		
Production de fumure organique		0
Achat de fumure organique		Jusqu'à 450 kg
Achat de fumure minérale		Jusqu'à 40 kg
Vente de fumure organique		0
Systèmes de culture pratiqués		
Bas-fond	SC2	100 %
<i>Baihobo</i>	SC5	100 %
<i>Tanety</i>	SC12	100 %
Systèmes d'élevage pratiqués		
Poules	SE1	0 à 5 poules
Autres activités :		
Sur le système de production		Maraîchage
En dehors du système de production		
Salariat agricole		Structurel (30 à 150 hj)
Travail extra agricole :		Occasionnel
Main d'œuvre non qualifié		

Tableau 3 : Caractéristiques du système de production en polyactivité SP1 à Ankadinondry-Sakay)

La riziculture pluviale est ainsi pénalisée en comparaison des autres cultures pratiquées par un système de contrainte important lié aux exigences (en intrants et main d'œuvre) et à la sensibilité de cette culture. Ces contraintes relatives semblent confirmer la dynamique de régression du riz pluvial observée dans notre analyse historique. Néanmoins, l'analyse technico-économique comparée des systèmes de culture ne peut suffire à conclure sur la situation de la riziculture pluviale dans la commune d'Ankadinondry-Sakay. En effet, les contraintes que nous avons dégagées précédemment peuvent être appréciées, selon les contraintes propres à chaque système de production.

2.1.3 Atouts et contraintes de la riziculture pluviale au sein des systèmes de production

L'objectif de cette partie est de présenter les moyens de production des différents systèmes de production, débouchant sur leur positionnement actuel vis-à-vis de la riziculture pluviale. Une analyse de la vision du futur de l'exploitation par le chef d'exploitation permettra d'aborder les perspectives de la riziculture pluviale au sein des différents systèmes de production.

2.1.3.1 Système de production en polyactivité SP1

Ce système de production correspond aux exploitations familiales ayant les plus petites surfaces cultivables par actif (voir Tableau 3). Les systèmes de culture adoptés sont dès lors des systèmes de culture sans jachère. L'élevage de poules constituant le seul système d'élevage, la production de fumier est faible voire nulle. Les moyens d'autofinancement étant limités (recours structurels au salariat agricole et aux crédits à la consommation), la trésorerie ne permet pratiquement aucun achat d'intrant.

Bien que la production en riz soit généralement insuffisante pour couvrir les besoins de la famille, la riziculture pluviale ne figure généralement pas dans les cultures du système de production. En effet, ces exploitations sont dans l'incapacité de financer l'achat des intrants nécessaires à la riziculture pluviale. D'autre part, leur surface étant très limitée, les exploitants correspondant à ce système visent à obtenir une productivité de la terre maximale malgré une utilisation d'intrant limitée. Sur *Tanety*, le système SC12 est alors privilégié, système sans jachère et très économe en intrant.

Les principales contraintes à la riziculture pluviale identifiées par les agriculteurs correspondants à ce type d'exploitation sont :

1. l'accès à la terre et à la culture attelée
2. le besoin en fumure organique et minérale (ce système de production étant incapable d'en produire ou d'en acheter),
3. la variabilité des récoltes notamment le parasitage du Striga (la présence du Striga étant exacerbée dans les systèmes de culture sans jachère),

Les exploitants de ces systèmes sont très pessimistes sur les possibilités de développement de leur exploitation. En effet, ces exploitations ont beaucoup de mal à capitaliser, l'exploitation ne répondant pas aux besoins de la famille et le travail en tant que main d'œuvre non qualifiée étant trop peu rémunéré (2 000 à 2 500 Ar la journée). Néanmoins, l'objectif commun est d'augmenter les surfaces cultivées par l'acquisition de bœufs de trait (afin de diminuer les frais de location de bœuf, d'augmenter la disponibilité en fumure et d'augmenter la production) et d'orienter leur exploitation vers une exploitation de type SP2. La riziculture pluviale ne figure pas dans les projets de ces exploitants au contraire de la riziculture en bas-fond, plus productive à l'hectare.

Main d'œuvre		
Nombre de personne dans la famille		4 à 12 personnes
Nombre d'actif dans la famille		2 à 6 actifs
Type de main d'œuvre		100 % Familiale
Outillage		Culture attelée
Surface par actif		0.75 à 2 ha
Foncier		
Surface totale		2 à 7 ha
dont	Bas-fond	0.5 à 2 ha
	<i>Baiboho</i>	0.5 à 2 ha
	<i>Tanety</i>	0 à 4 ha
Gestion de la fumure		
Production de fumure organique		Jusqu'à 2 T
Achat de fumure organique		0 T
Achat de fumure minérale		Jusqu'à 40 kg
Vente de fumure organique		Jusqu'à 450 kg
Systèmes de culture pratiqués		
Bas-fond	SC1	50 à 100 %
	SC3	0 à 50 %
<i>Baihobo</i>	SC5	100 %
<i>Tanety</i>	SC11	100 %
Systèmes d'élevage pratiqués		
Poules	SE1	5 à 20 poules
Porc naisseur	SE2	0 à 2 truies
Bovin de trait	SE4	2 Bœufs
Autres activités :		
Sur le système de production		Arboriculture
En dehors du système de production		
Salariat agricole		Occasionnel (0 à 30 hj) Prestation de labour ou de transport
Travail extra agricole Main d'œuvre non qualifiée		1 actif

Tableau 4 : Caractéristiques du système de production familial SP2 à Ankadinondry – Sakay

2.1.3.2 Système de production familial SP2

Ce système de production constitue également un système de production à main d'œuvre familiale. Il se différencie du précédent par la possession de bœufs de trait permettant de valoriser une plus grande surface, sans avoir recours à la location de bœufs de trait. Ce système a une production minimum de fumier, grâce à ses activités d'élevage. Néanmoins, il est fréquent que le fumier de ces exploitations soit vendu pour faire face aux besoins de trésorerie lors de la période des semis. En effet, les exploitants de ce système n'ont recours à aucun crédit, car ils jugent les taux d'intérêt des organismes de crédits (CECAM) trop élevés (3 % par mois).

La fumure disponible pour les systèmes de culture en *Tanety* est ainsi réduite. Néanmoins, les surfaces disponibles en *Tanety* peuvent être relativement importantes. Les paysans de ce type d'exploitation préfèrent ainsi mettre en œuvre une jachère afin de lutter contre le striga sur le maïs (nécessaire à l'alimentation des porcs) et de permettre une restructuration du sol. Bien que la production en riz soit généralement légèrement en deçà des besoins de la famille, la riziculture pluviale ne figure généralement plus dans les cultures mise en œuvre dans le système de production³. Les principales raisons évoquées sont la baisse des rendements (due à une fumure insuffisante), l'irrégularité des rendements et les charges en travail. Le système de culture pratiqué en *Tanety* est alors le système SC11.

Les principales contraintes identifiées pour la riziculture pluviale sont :

1. La demande en intrants trop importante par rapport à la fumure disponible sur l'exploitation.
2. Le besoin en travail au mois de décembre, date de repiquage du riz en bas-fond (plus productif à l'hectare).
3. La variabilité des rendements due à une présence accrue du Striga (dont le degré de parasitage augmente en cas de mauvaise fertilisation).

Les possibilités de développement de l'activité évoquées par ces agriculteurs n'incluent pas la riziculture pluviale, mais le développement d'activité d'élevages hors - sol (notamment production de poulet de chair ou d'œufs) et l'intensification des rizières en bas-fond possible à travers l'utilisation des sous-produits de ces élevages. En effet, les activités d'élevage hors-sol permettraient de mieux valoriser les cultures en *Tanety* (maïs et manioc), d'autant plus que la demande du marché d'Antananarivo pour ces produits semble s'accroître. L'utilisation de la fumure organique dégagée par ces ateliers permettrait alors d'augmenter la productivité des rizières en bas-fond et d'atteindre l'objectif d'autosuffisance en riz de la famille.

³ Les trajectoires de ces exploitations montrent un abandon de la riziculture pluviale, depuis les années 1990.

Main d'œuvre		
Nombre de personne dans la famille	2 à 10 personnes	
Nombre d'actif dans la famille	2 à 7 actifs	
Type de main d'œuvre	Familiale : 75 % Salariée : 25 %	
Outillage	Culture attelée	
Foncier		
Surface totale	4 à 25 ha	
dont	Bas-fond	1 à 6 ha
	<i>Baiboho</i>	0 à 6 ha
	<i>Tanety</i>	1 à 20 ha
Gestion de la fumure		
Production de fumure organique	Jusqu'à 6 T	
Achat de fumure organique	Jusqu'à 17 T	
Achat de fumure minérale	Jusqu'à 0.2 T	
Vente de fumure organique	0	
Gestion de la fumure	Achat jusqu'à 4 000 kg	
Systèmes de culture pratiqués		
Bas-fond	SC1	33 à 66 %
	SC3	33 à 66 %
<i>Baiboho</i>	SC6	100 %
<i>Tanety</i>	SC8	0 à 40 %
	SC10	60 à 100 %
Systèmes d'élevage pratiqués		
Poules	SE1	5 à 50 poules
Porc naisseur	SE2	1 à 3 truies
Bovin extensif	SE4	1 à 5 vaches mères
Autres activités :		
Sur le système de production	Arboriculture	
En dehors du système de production		
Salariat agricole	Jamais	
Petit commerce	Parfois	
Travail extra agricole		
Main d'œuvre qualifiée	0 à 1 actif	

Tableau 5 : Caractéristiques du système de production patronal SP3 à Ankadinondry - Sakay

2.1.3.3 Système de production patronal SP3

Ce système patronal par l'emploi de main d'œuvre salariée se distingue des systèmes précédents par une superficie cultivée supérieure, notamment en *Tanety* (voir Tableau 5). Afin d'alimenter la trésorerie nécessaire à l'emploi de main d'œuvre extérieure, il est courant qu'un des actifs de la famille travaille à l'extérieur de l'exploitation en tant que main d'œuvre qualifiée (forgeron, enseignant, épicier...). Les exploitants de ce type d'exploitation ont parfois aussi recours à un crédit de campagne de la CECAM. Ce système bien qu'ayant plusieurs activités d'élevage n'est pas autosuffisant en fumure organique, la surface en *Tanety* étant trop importante.

Ce système de production étant un système de type patronal, un de ses objectifs est d'obtenir la productivité du travail la plus importante possible, afin de rentabiliser la main d'œuvre salariée. Les systèmes de culture en *Tanety* choisis sont ainsi le SC8 et le SC10. Bien qu'autosuffisant en riz, certains de ces agriculteurs pratiquent encore la riziculture pluviale (SC8). Néanmoins, l'assolement laisse une place très réduite au riz pluvial (inférieure à 5% de la surface cultivable totale et à 10 % de la surface cultivable en *Tanety*) et cette surface tend à diminuer depuis la moitié des années 1990. En effet, une baisse de la productivité du travail est observée sur le système SC10 depuis une vingtaine d'années, à cause de l'augmentation des coûts de la main d'œuvre. D'autre part, l'instabilité relative des prix du riz pluvial couplée à la variabilité des rendements est mal perçue. Néanmoins, la riziculture pluviale permet dans une moindre mesure de satisfaire la consommation de riz en attendant la récolte de riz irrigué, mais surtout de bénéficier d'un bon prix dès la récolte et de financer les autres travaux de récolte.

Le principal atout de cette culture est ainsi de pouvoir soulager la trésorerie (prix hauts à la récolte) à la fin de la période de soudure.

Les principales contraintes identifiées sont alors :

1. Les charges salariales importantes (coût de la main d'œuvre et charge en travail élevée).
2. La variabilité des rendements et des prix du riz, ne permettant pas de couvrir les charges salariales en cas de mauvaise année.
3. Le coût en intrant, ce système ayant recours à l'achat de fumure organique et minérale.

Les perspectives de développement de l'exploitation évoquées par ces exploitants sont la diversification des productions par le développement de nouveaux ateliers d'élevage hors sols (poulet de chair, vache laitière, pisciculture,...) ou de culture (arboriculture par la baie rose ou sylviculture) et la baisse des surfaces cultivées en riziculture pluviale. En effet, le principal atout de la riziculture pluviale pour ces systèmes est de soulager la trésorerie. Or, les ateliers d'élevage hors-sol, l'arboriculture ou la sylviculture sont des activités demandant une charge de travail modérée et dégagent une forte valeur ajoutée (prix soutenus par la demande en hausse des marchés urbains). Cette valeur ajoutée pourrait alors renforcer les capacités d'autofinancement de ces systèmes de production. Ces nouvelles activités constitueraient ainsi une alternative plus rentable que le riz pluvial pour financer les activités de récolte.

Main d'œuvre		
Nombre de personne dans la famille		3 à 5 personnes
Nombre d'actif dans la famille		1 à 2 actifs
Type de main d'œuvre		100 % Salariée
Outillage		Motorisé
Foncier		
Surface totale		50 à 60 ha
dont	Bas-fond	3.5 à 6 ha
	<i>Baiboho</i>	1 à 6 ha
	<i>Tanety</i>	40 à 54 ha
Gestion de la fumure		
Production de fumure organique		Jusqu'à 12 T
Achat de fumure organique		Jusqu'à 60 T
Achat de fumure minérale		Jusqu'à 2.5 T
Vente de fumure organique		0
Systèmes de culture pratiqués		
Bas-fond	SC1	100 %
<i>Baihobo</i>	SC6	100 %
<i>Tanety</i>	SC7	0 à 100 %
	SC9	0 à 100 %
Systèmes d'élevage pratiqués		
Poules	SE1	5 à 50 poules
Porc naisseur	SE2	1 à 3 truies
Bovin extensif	SE4	1 à 5 vaches mères
Autres activités :		
Sur le système de production		Arboriculture / Sylviculture
En dehors du système de production		
Salariat agricole		Jamais
Travail extra agricole		1 à 2 actifs
Professions libérales		

Tableau 6 : Caractéristiques du système de production capitaliste moto-mécanisé SP4 à Ankadinondry - Sakay)

2.1.3.4 Système de production capitaliste moto-mécanisé SP4

Ce dernier système est identifié comme le seul système de production assimilable à un système capitaliste. En effet, le propriétaire de l'exploitation ne participe pratiquement pas aux travaux agricoles, entièrement effectués par de la main d'œuvre salariée. Les propriétaires de ces exploitations sont généralement propriétaires et gérants d'un réseau d'entreprises qui s'autofinancent (décortiquerie, commerce, transport...). Bien que disposant d'un atelier d'élevage de bœufs de trait, le fumier produit est généralement inférieur aux besoins de l'exploitation.

L'objectif principal de ce système est de dégager une production de riz suffisante pour la famille (généralement réalisée en bas-fond), puis de dégager le maximum de profit sur les capitaux investis. La productivité du travail des salariés est ainsi un indicateur surveillé par les propriétaires de ces exploitations. De fait, l'utilisation de tracteur permet d'obtenir une très bonne productivité (bien que cette productivité soit en baisse notamment à cause de la hausse relative du prix du gasoil). Ainsi, les systèmes de culture pratiqués en *Tanety* sont les systèmes de culture SC7 et SC9. Encore une fois le riz pluvial est minoritaire dans les assolements (8 % de la surface cultivée totale et 13% de la surface cultivée en *Tanety*). Vis-à-vis de la riziculture pluviale, il existe deux tendances différentes :

- un abandon progressif de la riziculture pluviale de puis les années 2000 (les coûts de production, notamment main d'œuvre, intrants, gasoil,... s'accroissant sans être compensés par une hausse du prix du riz correspondante).
- une stabilité des superficies cultivées, grâce à une meilleure valorisation de la production. Ainsi, seuls les producteurs de semences certifiées (dont le prix est 2 à 3 fois plus haut que le prix de vente normal) pensent à continuer leur activité. Le principal atout de cette culture est ainsi perçu comme une production à haute valeur ajoutée.

Les contraintes identifiées par ces exploitants sont :

1. Coûts de production important par rapport aux prix de vente, notamment au niveau du prix du gasoil, des produits chimiques et de la main d'œuvre.
2. La variabilité des rendements et la marge négative de l'activité riz pluvial en cas de mauvaise année .

Les perspectives de développement de l'activité évoquée par ces exploitants sont d'augmenter la part cultivée en manioc, voire en arachide (sous réserve de maîtrise de la production) ou en baie rose et de diminuer progressivement la riziculture pluviale (à l'exception de la production de semences). En effet, le manioc est considéré comme une culture très rentable, notamment parce qu'il n'est pas sensible au striga et peu exigeant en intrants. D'autre part, l'arachide pourrait s'avérer une culture intéressante, les coûts en intrants étant réduits et le prix plus rémunérateur que le maïs ou le riz pluvial. Enfin, la baie rose nécessitant peu d'autres charges que celles de main d'œuvre et bénéficiant d'un prix pour l'instant très rémunérateur attire l'attention de ces producteurs.

2.1.3.5 Conclusion

Les résultats du comportement des différents types d'exploitants vis-à-vis de la riziculture pluviale dans la commune d'Ankadinondry-Sakay confirment la tendance à la régression de cette culture observée dans notre approche historique.

En effet, les plus petits systèmes de production (SP1 et SP2) ne permettent pas de dégager la fumure nécessaire à sa mise en place et sont obligés de mettre en œuvre des systèmes de culture moins utilisateurs d'intrant et préfèrent intensifier la production de riz en bas-fond. Les contraintes identifiées empêchant la pratique de la riziculture pluviale sont ainsi pour ces deux systèmes de production, le besoin en fumure de cette culture, sa sensibilité au striga et la concurrence entre les travaux de sarclages et le repiquage du riz en bas-fond.

Au sein des systèmes de production patronaux (SP3) et capitalistes (SP4), la part des systèmes de culture sur *Tanety* est plus importante. Néanmoins, la riziculture pluviale est en constante régression dans les assolements. Les coûts de production (gasoil, intrants et main d'œuvre) sont jugés de plus en plus importants, le prix du riz pluvial n'étant pas corrélé à la hausse de ces coûts de production. Ces mécanismes révèlent un resserrement des prix. Ainsi, la marge de cette culture se réduit et ne couvre plus le risque lié à la variabilité de la production. Ainsi, à l'exception de quelques exploitants produisant des semences de riz pluvial, les producteurs agricoles diminuent progressivement la part de la riziculture pluviale et pensent à son abandon. Les contraintes identifiées sont ainsi, le coût de production et le risque de cette culture, liés aux fortes variabilités de rendements.

2.1.4 Atouts et contraintes de la riziculture pluviale pour les autres acteurs du mésosystème productif agricole

Afin d'affiner l'étude de la place du riz pluvial au sein de l'agriculture de la commune d'Ankadinondry-Sakay, l'étude des interactions au sein du mésosystème productif agricole permettra de dégager les dynamiques actuelles autour de cette production. Ces dynamiques résultent des institutions mises en place par les différents acteurs du mésosystème, découlant elles-mêmes des contraintes liées à la riziculture pluviale reposant sur les différents acteurs du mésosystème.

Les différents acteurs du méso-système productif ont été identifiés en Figure 10. Cette partie vise à présenter ces différents acteurs et leurs relations au sein du mésosystème.

2.1.4.1 Présentation des fournisseurs de fumure organique ou minérale

Il existe plusieurs fournisseurs de fumure organique et minérale :

- Des organisations de producteurs : FITAFA
- Des opérateurs privés : les producteurs SP2 et commerçants type SEPCM ou Mizami

FITAFa
(Abrégé en malgache de « Association des paysans du Moyen-Ouest »)

Statut social : Organisation Professionnelle Agricole, Union de coopérative

Date de création : 1995

Historique : Création appuyée par l'ONG FERT (Formation pour l'Epanouissement et le Renouveau de la Terre), ayant pour objectif d'assurer un approvisionnement en intrants et en matériel à moindre coût aux producteurs en vue d'inciter à l'intensification et de palier aux phénomènes d'oligopoles observés sur ces filières. Des expériences de diversification ont été menées à partir des années 2000. En 2004, avec la volonté d'intégrer la filière rizicole une activité de collecte a été menée. S'étant déroulé en pleine crise du riz, cette activité s'est avéré être un échec commercial. Pour des raisons financières (désengagement de FERT en 2007), la diversification de l'activité passe aujourd'hui par le négoce de produits tel que des cartes téléphoniques...

Activité actuelle : Approvisionnement en intrants (Produits vétérinaires, phytosanitaire, engrais chimiques, semences...) et matériel (charrue, semoir...) à travers des points de vente communaux, dans la région du Bongolavo. L'activité commerciale est couplée par un service de conseil, à travers la diffusion de fiches techniques. Les prix pour les membres et les non membres ne sont pas différenciés.

Figure 19 : Présentation générale de FITAFa

2.1.4.1.1 L'organisation paysanne : FITAFA

FITAFA (abrégé en malgache de « *Association des paysans du Moyen-Ouest* ») est une union de coopératives, dont la création a été appuyée par l'ONG française FERT (voir Figure 19). Son principal objectif est de pouvoir fournir aux producteurs des intrants de qualité à un prix réduit afin de palier aux oligopoles des fournisseurs privés

FITAFA distribue des produits spécifiques à la riziculture pluviale (notamment semences issues du CMS et produits phytosanitaires) et des services associés à la vente de ces produits (conseils à travers la diffusion de fiches techniques). Sur ces produits, FITAFA observe une baisse du chiffre d'affaire, expliqué par le désintéressement des producteurs de la riziculture pluviale, notamment à cause du coût trop élevé en intrants. Il apparaît néanmoins difficile pour FITAFA de baisser les prix de vente, notamment pour couvrir ses propres frais de fonctionnement.

En effet, la principale limite au développement de l'activité de FITAFA est la fragilité financière de l'OPA. Cette fragilité financière résulte d'un chiffre d'affaire limité (non communiqué) pour une structure assez importante 7 techniciens salariés et 10 points de vente fixe. Le chiffre d'affaire paraît limité pour les raisons suivantes :

- L'instabilité des prix en amont,
- La concurrence des opérateurs privés,
- La concurrence des projets de développement type PSDR distribuant des intrants subventionnés

FITAFA est en interaction avec tous les types de systèmes de production de la commune d'Ankadinondry-Sakay. En effet, il n'existe pas de tarif préférentiel aux membres. Peu d'agriculteurs voient dès lors l'intérêt d'être membres de FITAFA. Il apparaît néanmoins que se sont les systèmes de production qui sont les plus consommateurs d'intrants chimiques (SP3 et SP4) qui sont le plus en lien avec cette organisation.

Bien que les systèmes de production en relation avec FITAFA soient producteurs de riz pluvial, la baisse du chiffre d'affaire sur les produits spécifiques à la riziculture pluviale et les contraintes intrinsèques de FITAFA laisse à présager que FITAFA puisse se désintéresser de la vente de produits spécifiques pour le riz pluvial et se tourne vers des produits plus demandés. Ainsi, depuis début 2006, FITAFA fait du négoce de cartes téléphoniques en vue d'augmenter son chiffre d'affaire.

2.1.4.1.2 Les opérateurs privés type Mizami ou SEPCM

Il ne sera étudié que la SEPCM, l'entreprise Mizami n'ayant pas pu être rencontrée. Bien que situé à Antananarivo, certains agriculteurs se fournissent en intrants chimiques auprès de la SEPCM (voir Figure 20).

La SEPCM, principal importateur d'intrants agricoles à Madagascar, fournit des intrants spécifiques à la riziculture pluviale (engrais NPK et produits phytosanitaires). Bien que l'activité de la SEPCM soit en légère hausse, son évolution historique reste limitée par le manque du dynamisme du marché. La principale contrainte reposant sur l'activité d'importation et de commercialisation d'engrais étant leur faible demande, lié aux coûts des intrants.

SEPCM
(Société d'Engrais et de Produits Chimiques de Madagascar)

Statut social : Entreprise publique française, filiale du groupe Potasses d'Alsace

Date de création : 1958

Historique : Société créée par le groupe Potasses d'Alsace ; la SEPCM est depuis toujours, la première entreprise d'importation et de commercialisation d'intrants agricoles chimiques. La SEPCM a sa création possédait d'entrepôts/vente, dans toutes les grandes villes malgaches. Après la réquisition de ses entrepôts sous la deuxième république, deux entrepôts ont été gardés l'un à Antananarivo (au siège) et l'autre à Antsirabe. Depuis la deuxième république, son activité a peu évolué du fait de l'évolution limitée du marché des intrants agricoles à Madagascar.

Activité actuelle : Importations et commercialisation d'intrants (Produits vétérinaires, phytosanitaire, engrais et amendements chimiques). Les engrais (11-22-16) constituent les produits les plus importants, puisqu'ils représentent 60% du chiffre d'affaire. La SEPCM possède trois voies de commercialisation : la vente directe aux producteurs (à Antananarivo et à Antsirabe), la vente à des revendeurs sous contrat et la vente à des revendeurs. L'activité commerciale est couplée par un service de recherche/développement sur les pratiques de fertilisation et les produits susceptible de répondre à la demande des paysans et par un service de conseil aux paysans sur l'utilisation des produits vendus.

Figure 20 : Présentation générale de la SEPCM

Ce coût élevé s'explique pour la SEPCM par :

- Un volume d'activité limité par la demande (perturbée par la distribution d'intrants subventionnés) ne permettant pas la réalisation d'économie d'échelle,
- La fluctuation et l'augmentation des cours de l'urée et des phosphates sur le marché international,
- La faiblesse de l'ariary.

Le point de vente de la SEPCM étant situé à Antananarivo seuls les agriculteurs utilisant beaucoup d'intrants ont un véritable intérêt économique à s'y approvisionner. Ainsi, la majorité des systèmes SP4 et quelques systèmes SP3 sont en relation avec la SEPCM.

2.1.4.1.3 Les fournisseurs de Fumure Organique

L'étude des systèmes de production a permis d'identifier le système de production SP2, comme fournisseur de fumure organique pour les autres systèmes de production. Il paraît néanmoins que d'autres fournisseurs existent sur la zone :

- Des systèmes de production SP3 bis diversifié sur des ateliers hors sol importants (notamment en porc)
- Des commerçants de zébus qui parquent des animaux en transit du marché de Tsiroanomandidy vers le marché d'Antananarivo.

Ces fournisseurs de fumure organique sont généralement en relation étroite avec les systèmes de production SP3 et SP4 qui sont très demandeurs en fumure organique. Néanmoins, l'offre de fumier dans la commune est limitée par le nombre de bétail sur la zone. Ainsi, une baisse de prix de la fumure organique paraît invraisemblable sans la diminution de la demande ou l'importation de fumier d'autres communes. Ainsi, une augmentation du nombre de systèmes SP3 et SP4 poserait ainsi un problème d'approvisionnement en fumure organique.

2.1.4.1.4 Un service d'approvisionnement en intrant non efficient

Le service d'approvisionnement en intrants est ainsi assuré par plusieurs types de fournisseurs, organisations de producteurs, entreprises privées ou producteurs agricoles. Néanmoins, l'utilisation d'intrant est loin d'être généralisée sur la commune d'Ankadinondry-Sakay. Ainsi, seuls les systèmes de production SP3 et SP4 semblent mettre en œuvre des systèmes de culture avec une utilisation relativement importante d'intrants. Tous les producteurs font le constat de la cherté des intrants. Le prix des intrants semble néanmoins résulter d'un équilibre entre l'offre et la demande sans perturbations majeures du marché. Ainsi, si le marché peut sembler efficace, il n'est pas efficient aux yeux des acteurs de la filière intrant. Les producteurs tout d'abord font le constat de la dégradation des termes de l'échange entre intrants et produits agricoles. Ceux qui utilisent le plus d'engrais (SP3 et SP4) semblent aussi regretter le manque de conseil, comme l'indique cette citation « *Dans le temps, on nous a conseillé d'utiliser du 11-22-16, maintenant c'est le DAP. Mais comment un seul type d'engrais pourrait convenir à toutes les cultures et les types de sols ? En adaptant nos fertilisations, on pourrait dépenser moins et gagner plus !* » (Agriculteur de type SP4).

CMS (Centre de Multiplication de Semence) de Sakay

Statut social : Entreprise Publique à caractère Industrielle et Commerciale (EPIC) sous la tutelle du MAEP (via la DRDR).

Date de création : 1995

Historique : Société créée en 1995 sur un financement du Fond Européen de Développement (FED), dans l'objectif de fournir des semences améliorées aux paysans du Bongolavo. L'activité du CMS a peu évoluée depuis sa création, si ce n'est une production de semence de maïs en progression au détriment de la production de semence de riz pluvial. Dans une optique de privatisation de l'économie, le CMS pourrait être privatisé en 2008.

Activité actuelle : Production (une partie étant sous-traitée par des agriculteurs sous contrat), conditionnement et commercialisation des semences. Pour 2006, la commercialisation de semences en Riz pluvial est estimée autours de 50 T, sur une commercialisation de 130 T de semences (75 T de semences de Maïs et 5 T de riz irrigué). Le CMS fournit en parallèle de son activité de commercialisation un conseil technique aux producteurs (diffusion de fiches techniques, conseils particulier à la demande du client).

Figure 21 : Présentation générale du CMS de Sakay

Ensuite, les fournisseurs d'intrants semblent dans l'incapacité de fournir des intrants à un prix inférieur au prix actuel. Au niveau des producteurs de fumure organique, un gain de production au niveau local est peu envisageable, sauf dans le cas d'une sensibilisation des producteurs sur la production de fumier, notamment par le biais de stabulations couvertes. Au niveau des importateurs et commerçants de fumure minérale, plusieurs contraintes reposent sur l'activité. D'une part, la faiblesse de l'Ariary couplée à la hausse des intrants sur le marché international pose le problème du coût des importations. D'autre part, comme ce coût est directement retransmis dans le prix de vente, la demande faiblit logiquement, ce qui empêche à l'heure actuelle toute économie d'échelle sur la filière.

Enfin, le PSDR que nous avons choisi de ne pas présenter dans ce paragraphe (voir § 2.1.4.5.1) mène aussi une activité de distribution d'intrants. En effet, des intrants subventionnés sont octroyés aux groupements de producteurs à titre d'aide à la réalisation de projet. Mis à part les bénéficiaires (voir § 2.1.4.5.1), tous les acteurs dénoncent cette aide. Les producteurs non membres se trouvent lésés, comme l'indique cette citation : « *on paye des impôts à titre individuels et les aides de l'Etat sont reversés à titre collectif pour certains producteurs* ». Les commerçants d'intrants accusent l'Etat de casser le prix du marché et d'affaiblir la filière.

2.1.4.2 Présentation des fournisseurs de semences

2.1.4.2.1 Le Centre Multiplicateur de Semence d'Ankadinondry - Sakay

L'unique centre d'approvisionnement en semences de la commune d'Ankadinondry – Sakay est le Centre Multiplicateur de Semences de Sakay (CMS, voir Figure 21). FITAFA commercialise aussi des semences de riz pluvial mais se fournit auprès du CMS.

Bien que la commercialisation de semences de riz pluvial ait historiquement dominé l'activité du CMS, la récente tendance est à l'augmentation de la production de semences de maïs (qui est passé de 30 t à 75 t entre 1995 et 2006) et la stabilisation de la production de riz pluvial (50 t depuis 1995). Cette tendance est justifiée par le CMS par la demande croissante de semences de maïs alimentée par une demande de maïs assez forte au niveau national et international (marché mauricien). La principale contrainte au développement de l'activité de production semencière de riz pluvial est donc la faiblesse de la demande en semences.

Censé se positionner à l'interface entre la recherche et les producteurs, le CMS déplore le manque de communication entre les producteurs, les centres de multiplication de semences et les centres de recherche variétale notamment autour des critères de sélection qui ne sont pas toujours définis en fonction des problèmes des producteurs. Ainsi, l'absence de recherche sur des variétés résistantes au Striga et/ou précoce se traduit pour le CMS comme une contrainte à la diffusion de semences de riz pluvial.

Au niveau du MPA, le CMS est en relation avec tous les systèmes de production producteurs de riz pluvial (essentiellement SP3 et SP4). En effet, l'auto approvisionnement en semences de riz pluvial et l'échange de semences entre producteurs sont limités, dans la zone. La sensibilité du riz pluvial à la pyriculariose et au climat rend obligatoire l'utilisation de semences sélectionnées. Les producteurs renouvellent leurs semences généralement tous les deux ou trois ans.

GALANA

Statut social : Entreprise privée multinationale (malgacho-mauricienne).

Date de création : 1991, Installation à Madagascar, depuis 2000.

Historique : Société implantée à Madagascar suite à la libéralisation du secteur pétrolier à Madagascar. L'activité n'a pas vraiment évolué, depuis l'installation à Madagascar. Une extension du réseau en zone rurale est en cours, une station Galana a ainsi été ouverte sur la commune d'Ankadinondry – Sakay, début 2006.

Activité actuelle : Importation et commercialisation d'hydrocarbures (diesel, essence, fuel). La société Galana s'associe aux autres firmes pétrolières (Shell, Total, Jovenna) pour son activité d'importation (Association Nationale de Transporteurs d'Hydrocarbures). Le marché pétrolier étant trop petit en volume à Madagascar, ces firmes réalisent ainsi des économies d'échelle. Les hydrocarbures arrivés à Antananarivo, les firmes se partagent les volumes, selon leur commande. Galana gère alors la commercialisation auprès des particuliers (stations service) et auprès des privés (approvisionnement en gros). L'installation d'une station service est réalisée après une étude de marché basée sur le nombre de véhicule fréquentant la route et le nombre de concurrent. La fourniture d'hydrocarbure au particulier est réalisée sous condition d'une consommation minimum de 20 000 l, si le particulier se situe sur le trajet du camion d'approvisionnement des stations service. Dans le cas contraire, Galana exige une consommation minimum de 50 000 l par an).

Figure 22 : Présentation générale de Galana

En situation de monopole sur la production de semences, le prix de vente des semences est fixé chaque année par le comité de direction du CMS. Il est calculé sur le prix du riz pluvial « tout-venant » (prix multiplié par 2.5 à 3). Le but est que les semences ne soient pas réintégrées dans un circuit de commercialisation classique⁴ et qu'elles soient abordables par le plus grand nombre d'exploitants. Aux dires des acteurs, ces objectifs sont réalisés et peu d'agriculteurs critiquent l'activité du CMS.

2.1.4.3 Présentation des fournisseurs de carburant

2.1.4.3.1 L'entreprise privée GALANA.

Galana (voir Figure 22) s'étant implanté sur la commune d'Ankadinondry-Sakay début 2006 constitue à l'heure actuelle le principal fournisseur de carburant de la commune. Néanmoins, ni l'activité, ni l'installation de Galana sur la commune n'est en relation directe avec le secteur agricole. En effet, Galana raisonne son activité en fonction de la distribution de carburants aux véhicules de passage entre Tsiroanomandidy et Antananarivo.

Néanmoins, Galana propose un service de distribution de carburant aux opérateurs privés sous réserve d'une consommation minimale de carburant (aux alentours de 20 000 l par an dans la commune d'Ankadinondry-Sakay puisque Galana y est présent). Ce service s'accompagne d'un prix à tarif réduit. L'étude des systèmes de culture montre qu'il faudrait pour une telle consommation la mise en culture de 300 ha. Aucun agriculteur sur la zone ne met en valeur une telle surface. Cependant, un groupement d'achat serait réalisable. Galana semble néanmoins assez dubitatif sur une telle organisation, prendrait-elle le risque de travailler avec une organisation paysanne ?

Il apparaît en tout cas difficile que le coût du carburant diminue significativement pour les producteurs de cette manière. D'autre part, Galana constate une baisse de son chiffre d'affaire due à la baisse de la demande consécutivement à la hausse des prix au niveau international. Les principales contraintes de l'activité de Galana sont comparables à celles rencontrés pour les importateurs d'intrants chimiques :

- Prix à la hausse au niveau international
- Faiblesse de l'Ariary
- Faible demande
- Taxes importantes sur le secteur pétrolier

Ainsi, Galana ne semble pas en mesure de répondre au problème de coût du carburant pour les agriculteurs motorisés. Les acteurs de cette filière regrettent le fort taux de taxe s'appliquant aux carburants à Madagascar de l'ordre de 40 % du prix au particulier. Pour ces acteurs, le développement basé sur des exploitations moto-mécanisées ne pourra être réalisé qu'autours d'une exonération de ces taxes. Une possibilité serait pour ces types de producteurs de se monter en lobby pour obtenir ce dégrèvement. Cependant, la rente de l'Etat sur les taxes des hydrocarbures constitue sa deuxième source de revenu. Il est dès lors peu envisageable que l'Etat ampute ce revenu.

4 Cela poserait notamment des problèmes sanitaires les semences étant traitées avec des pesticides.

CECAM (Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutualiste)

Statut social : Institution Financière Mutualiste

Date de création : 1992

Historique : Création en 1992 au sein du Département Financier de la FIFATA, association régionale d'encadrement pour les paysans pour proposer des crédits et un encadrement technique aux membres de cette organisation. Indépendance de la CECAM en 1994 et recentrage sur les activités financières. Adoption du statut d'institution financière mutualiste avec objectif unique le financement du monde rural (agriculteurs et autres opérateurs économiques).

Activité actuelle : Présente sur l'ensemble du pays, la CECAM dispose d'une Union Régionale (URCECAM) à Antsirabe. Fourniture de services et produits financiers aux opérateurs du monde rural. Forte décentralisation avec des antennes locales en milieu rural.

Financement d'une partie du réseau des CECAM par des subventions de l'Union Européenne et de l'AFD sous forme de fonds affectés. Financement des produits financiers sur le marché financier auprès des banques commerciales (taux d'intérêt fonction de celui du marché).

Produits financiers proposés aux agriculteurs :

- *crédit productif* : limité à un montant de 2 000 000 ariary avec un taux d'intérêt mensuel de 3% sur une durée maximale de 12 mois; ce crédit de campagne a pour objectif de financer un projet précis proposé par les agriculteurs

- *crédit Location Vente Mutualiste (LVM)* : taux d'intérêt mensuel de 2,5% sur une durée maximale de 36 ans; ce crédit à moyen terme n'est pas limité en montant et a pour objectif de financer l'équipement

- *Grenier Commun Villageois (GCV)* : financement du stockage de la récolte au niveau de l'antenne locale de la CECAM

- *crédit social* : limité à un montant de 200 000 ariary avec un taux d'intérêt mensuel de 4% sur une durée maximale de 6 mois; ce crédit de court terme a pour objectif de permettre de faire face à un manque conjoncturel de trésorerie

- *trois modes d'épargne* : le dépôt à vue non rémunéré, le dépôt à terme limité à 12 mois est rémunéré à hauteur de 6 à 12% par an et le plan d'épargne également limité à 12 mois est rémunéré à hauteur de 9% par an.

Conditions d'attribution des crédits : Attribution réservée aux membres de la CECAM et conditionnée à l'étude du dossier de chaque demande. Constitution d'un dossier de présentation du projet et de la situation de l'exploitation (compte d'exploitation et compte de trésorerie) étudié par un conseiller technique. Etude détaillée du dossier et visite du conseiller technique chez l'exploitant préalable à l'attribution du financement selon 4 critères : la moralité de l'exploitant (neutralité du casier judiciaire, absence de dette), sa capacité de remboursement (étude de rentabilité du projet), sa capacité d'endettement (étude de son patrimoine) et la garantie proposée. Attribution conditionnée à une part d'autofinancement du projet et à une lettre d'offre de garantie matérielle (bétail, matériel, terrains titrés) susceptible d'être nantie en cas de non remboursement. Décision d'octroi du crédit par le comité d'octroi de prêt constitué des techniciens locaux et de membres locaux élus. Délai inférieur à 30 jours entre la constitution du dossier et l'attribution d'un crédit (réunion mensuelle du comité d'octroi).

Figure 23 : Présentation générale de la CECAM

2.1.4.4 Présentation des services de crédit

Il existe deux types de fournisseur de crédit dans la commune d'Ankadinondry-Sakay, la CECAM et les fournisseurs informels de crédit.

2.1.4.4.1 La CECAM d'Ankadinondry - Sakay

La CECAM (Caisse d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuel) est le seul fournisseur formel de crédit, dans la commune d'Ankadinondry-Sakay (voir Figure 23). La caisse communale a ouvert ses portes en 1993.

La répartition des différents types de crédit sur l'encours 2005 de la CECAM d'Ankadinondry-Sakay (voir Figure 24) montre la prédominance de 2 types de crédits, le crédit Commerce Individuel et le Crédit Grenier Commun Villageois représentant chacun 1/3 de l'encours. Le crédit Location Vente Mutualiste et le crédit productif sont les deux autres crédits ayant une part non négligeable dans l'encours de la CECAM d'Ankadinondry-Sakay. Ce dernier type de crédit serait en progression.

Concernant l'activité de riziculture pluviale, deux crédits peuvent aider au financement de cette activité le crédit Location Vente Mutualiste à travers l'achat de matériel agricole et le crédit productif à travers le financement des coûts de cette activité. Bien que la caisse d'Ankadinondry-Sakay présente de bons résultats financiers⁵, le développement de son activité paraît limité par la demande de crédit. Deux contraintes sont identifiées à l'augmentation de cette demande :

- les taux d'intérêt trop élevés, (voir étude détaillée en Annexe 7) (coût de fonctionnement de la CECAM).
- le manque de financement des activités de la CECAM

Ainsi, peu d'agriculteurs enquêtés ont récemment emprunté à la CECAM. L'enquête montre que les agriculteurs membres de la CECAM correspondent à des chefs d'exploitation appartenant aux systèmes de production SP3 et SP4.

Concernant le crédit Location Vente Mutualiste, seuls quelques agriculteurs des systèmes SP3 et SP4, y ont recours, le taux d'intérêt étant rédhibitoire pour les plus petits paysans : sur une durée de 36 mois le coût du crédit équivaut à la moitié de la somme empruntée. Le bénéfice réalisé sur le coût de l'emprunt est perçu comme trop faible, comme l'illustre cette citation : « *Ce que je gagne je le garde pour moi, je ne veux pas le donner à la CECAM* ». De plus, pour ces types d'exploitation ces crédits auraient pour principal objectif de financer l'achat de bœuf de trait, or dans le cas de mort d'un des animaux achetés, il est pratiquement impossible de dégager le coût du crédit.

De même, le crédit productif n'apparaît pas compatible selon les agriculteurs avec la riziculture pluviale, le coût du crédit s'ajoutant aux coûts de production déjà élevés. De plus, en cas de mauvaise année le paiement des intérêts provoque une perte sur la riziculture pluviale, comme le montre cette citation : « *il est trop risqué d'emprunter à la CECAM avec une production spécialisée sur le riz pluvial* » (agriculteur SP4).

⁵ Le taux de non remboursement est de 5 % aux dates d'échéance et de 1 % à 90 jours.

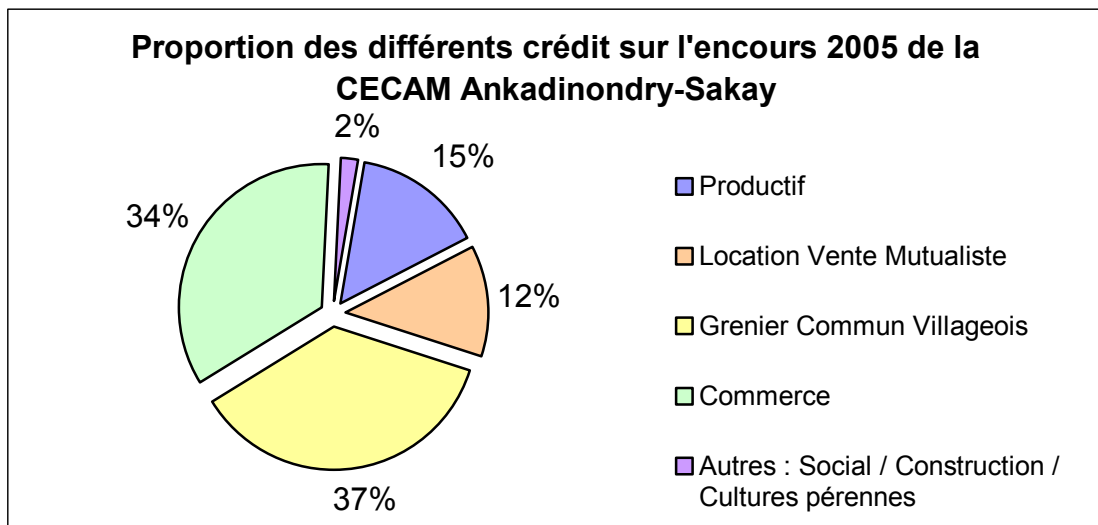


Figure 24 : Proportion des différents crédits sur l'encours 2005 de la CECAM d'Ankadinondry – Sakay

Ainsi, beaucoup d'agriculteurs de type SP3 et SP4 ont une vision négative d'un emprunt auprès de la CECAM, la plupart de ceux y ayant eu recours avouent ne plus vouloir recommencer, comme le montre cette citation : « *J'ai peur de la CECAM (...) parce que j'y ai déjà emprunté et je ne veux plus recommencer* » (Agriculteur type SP3). Pour les producteurs des systèmes de production SP1 et SP2, ce problème de remboursement en cas de mauvaise année s'ajoute au problème de pouvoir disposer d'une garantie. Les perceptions sont beaucoup plus négatives, du type « *La CECAM ? C'est vraiment du vol !* » (Agriculteur type SP4) ou « *les intérêts pour la CECAM montent le jour et la nuit !* » (Agriculteur type SP3).

Les produits de la CECAM semblent ainsi avoir un effet limité pour lever les contraintes liées à la riziculture pluviale. La variabilité des rendements sur *Tanety* et du revenu annuel empêche ainsi les agriculteurs de prévoir des plans de financement.

2.1.4.4.2 Les fournisseurs informels de crédit

En plus, de la relation vente-achat de main d'œuvre entre les systèmes de production, des relations de créancier-débiteur s'instaurent entre eux. Les systèmes patronaux type SP3 et dans une moindre mesure les systèmes capitalistes SP4 fournissent ainsi des crédits informels aux systèmes SP1.

Ces crédits informels sont des crédits à la consommation et à court terme. Ils permettent aux agriculteurs des systèmes SP1 d'obtenir rapidement des fonds pour la consommation du ménage, en période de soudure (novembre à janvier). Plusieurs systèmes de remboursement existent : en nature, en monétaire ou en travail. Le remboursement en travail est le plus fréquent, la somme allouée en crédit étant convertie en journée de travail. Les intérêts de ces types de crédit sont variables, notamment en fonction de la relation sociale que noue le créancier avec le débiteur (parenté, employeur-salarié, autre...). Le coût total de ces intérêts varierait ainsi entre 0 et 30 % pour un emprunt pouvant courir pendant 4 à 5 mois au maximum (un cycle cultural). Bien que l'intérêt soit plus important que celui de la CECAM⁶, ce type de crédit est préféré aux crédits de la CECAM par les agriculteurs SP1 parce que le délai d'obtention est rapide, parce qu'il n'existe pas de garantie matérielle (le système reposant sur des garanties sociales) et parce qu'il est remboursable en travail.

Ce système de crédit permet ainsi d'assurer un accès à des financements « vitaux » pour les familles paysannes les plus démunies en période de soudure. D'autre part, le principe de remboursement en travail permet aussi aux exploitations ayant recours à la main d'œuvre salariée de s'assurer la présence de travailleurs en période de pic de travail.

2.1.4.4.3 Conclusion : Des systèmes de crédit ne répondant pas aux besoins des riziculteurs pluviaux

Les services de crédit existant sur la commune d'Ankadinondry-Sakay s'adressent à plusieurs types de systèmes de production. D'après les résultats d'enquêtes, les services de la CECAM peuvent permettre le financement des activités des systèmes de production SP3 et SP4. Ces systèmes de production, pouvant assumer le coût de ces services et les garanties nécessaires, ont recours aux crédits Location Vente Mutualiste, aux crédits productifs et au Crédit Grenier Commun Villageois. Néanmoins, ces deux derniers crédits ne répondent pas aux contraintes spécifiques de la riziculture pluviale.

⁶ Le coût d'un crédit social de la CECAM pour une durée de 5 mois revient à 20 % du capital emprunté.

PSDR (Projet de Soutien au Développement Rural)

Statut social : Projet National sous tutelle du MAEP et financé par la Banque Mondiale

Date de création : 2001

Historique : Suite à la clôture des projets régionaux (type PDMO dans le Moyen-Ouest) et du PNVA, la Banque Mondiale a financé la mise en place du PSDR, dernière déclinaison des projets de développement régionaux,

Activité actuelle : D'envergure nationale, le PSDR a néanmoins concentré son action sur certaines régions cibles dont le Bongolavo. Le PSDR s'inscrit dans le cadre du PNDR et se veut refléter les orientations de développement données par le PRDR et le PRD des régions où il s'inscrit. Le principe de fonctionnement est basé sur une contractualisation entre des groupements de producteurs et le PSDR. Le groupement de producteurs doit soumettre une demande d'appui auprès du bureau du PSDR qui, si le projet rentre dans une des lignes de crédit du projet, finance le groupement. Ce financement est officiellement basé sur le système de « Fund revolving ». Néanmoins, à l'heure actuelle le MAEP constate que dans la plupart des cas les financements ne sont pas remboursés par les groupements. Le PSDR accompagne les groupements par des conseils de fonctionnement, techniques, économiques et commerciaux.

Statuts et fonctionnement des groupements de producteurs : Afin de bénéficier d'un financement du PSDR, les producteurs désirant être financés doivent s'associer dans un groupement de producteurs formellement constitué (sous un statut d'association dont le dossier est instruit par la mairie). Ces associations doivent regrouper dans la commune d'Ankadinondry-Sakay 15 producteurs réunis autour d'un projet commun. Un bureau de 6 membres doit être constitué et des assemblées générales réalisées périodiquement.

Exemple de financements octroyés par le PSDR : Le PSDR intervient par l'intermédiaire du financement d'une trentaine de groupement dans la commune d'Ankadinondry – Sakay. Les groupements mis en avant dans cette commune au niveau régional sont des groupements de producteurs désirant diversifier leur activité sur la production de baie rose, ces groupements financés par le PSDR ont contractualisé avec une multinationale indienne de négoce d'épice. D'autre groupement ont réalisé des investissements sur le melon irrigué, le poulet de chair (en voie de contractualisation avec des hôteliers d'Antananarivo), le riz irrigué à travers l'aménagement de micro-bassins irrigués...

Figure 25 : Présentation générale du PSDR et des groupements PSDR

D'une part, le Grenier Commun Villageois ne permet pas, au contraire d'autre production, de valoriser la production de Riz pluvial le prix à la récolte étant élevé. D'autre part, le crédit productif amplifie le risque lié à la variabilité des rendements sur la riziculture pluviale. Le crédit Location Vente Mutualiste permet à ces systèmes de production disposant d'un équipement conséquent de financer le renouvellement du parc matériel. Néanmoins, l'autofinancement reste le moyen de financement privilégié de ces systèmes de production.

Les systèmes de production SP1 (et parfois SP2) bénéficient des systèmes de crédit informel proposé par les systèmes de production ayant recours à la main d'œuvre salariée. Ces crédits destinés à la consommation permettent de ne pas décapitaliser le peu de biens productifs appartenant à ces familles. Néanmoins, ils ne permettent pas de répondre aux coûts de mise en œuvre de la riziculture pluviale. Ces systèmes de production semblent en marge du système financier proposé par la CECAM. D'une part, faiblement capitalisés, il est difficile pour les exploitants correspondant de répondre aux exigences de garantie. D'autre part, ces petits systèmes sont vulnérables par rapport aux incidents climatiques et un plan de financement leur est très risqué.

2.1.4.5 Les organismes d'appui à la production

Deux types d'OP, ayant pour rôle d'assurer un appui technico-économique aux producteurs, sont présentés sur la commune d'Ankadinondry-Sakay : les groupements de producteurs appuyés par le PSDR (groupement PSDR) et les associations paysannes rattachées à l'APDIP.

2.1.4.5.1 Les groupements PSDR

Ces groupements de producteurs sont des associations de producteurs souvent créées ou transformées pour obtenir les fonds subventionnés du PSDR (voir Figure 25). L'objectif de ce projet est de professionnaliser les agriculteurs et de leur permettre d'intégrer des marchés porteurs. Une très faible proportion de groupement a choisi de s'orienter vers la riziculture pluviale (3 groupements sur une trentaine, source : Mairie d'Ankadinondry-Sakay).

Nous prendrons l'exemple de *Jasma Matsinlo* (jeunes agriculteurs intelligents) créée par 7 agriculteurs en 1997 avant l'intervention du PSDR (voir Figure 26).

L'aperçu de l'histoire de cette association montre l'adaptation des paysans pour capter la rente du développement. Ainsi, les membres réfléchissent actuellement sur un changement de statut et de faire reconnaître leur association comme une ONG, afin de drainer plus de financements (notamment des ONG internationales). Le choix de l'activité en riz pluvial est révélateur, car sans les intrants subventionnés du PSDR, cette activité aurait été abandonnée par les membres, selon un des membres de l'association.

Ce phénomène d'opportunisme est observable, pour la majorité des membres des groupements PSDR rencontrés. Néanmoins, ce phénomène n'est pas condamnable, car il constitue la vision commune des membres indispensable au fonctionnement d'une association. Il est cependant, illusoire de penser à une pérennisation de ce type de groupement sans un appui extérieur d'un programme finançant les activités. En effet, ces associations n'ont pas la possibilité de financer elles-mêmes un approvisionnement subventionné en intrants. Ainsi, les principales contraintes des groupements PSDR riz pluvial est la pérennisation des activités et la recherche de financements extérieurs.

Association *Jasma Matsinlo*
(en malgache jeunes agriculteurs intelligents)

Statut social : Association à but non lucratif

Date de création : 1997

Historique : L'objectif initial de la création de l'association est clairement énoncé par les membres, comme un moyen de bénéficier des aides de l'Etat. Ainsi, le PDMO a financé à hauteur de 60 % une opération de terrassement des parcelles en *Tanety* des membres en 1997. D'autres activités ont été mises en œuvre par l'association la création d'un Grenier Villageois, d'une bibliothèque technique et de formation des membres financées en partie par le PDMO. Le PDMO clôturé, les membres se sont retournés vers d'autres sources de financement comme ceux du PSDR. L'association a ainsi recherché 8 autres membres pour pouvoir obtenir les financements PSDR (débloqués pour des groupements de 15 agriculteurs).

Fonctionnement : Cette association formellement créée fonctionne avec un bureau de 5 membres élus par assemblée générale. Le fonctionnement institutionnel de l'association semble respecter les statuts de l'association, par l'élection du bureau et les la convocation semestrielle d'assemblée générale.

Activité actuelle : En outre des activités mise en place auparavant, l'association a mis en place un projet riz pluvial, dont l'objectif officiel est d'augmenter les productivités en riz pluvial des membres à travers de la sensibilisation technique aux membres, la mise en commun d'un motoculteur de 4 bœufs de traits de deux charrues, d'engrais chimiques et de semences financés par le PSDR.

Figure 26 : Présentation générale de l'association *Jasma Matsinlo*

APDIP
(Association des Paysans pour le Développement InterProfessionnel)

Statut social : Association d'association de producteur à but non lucratif

Date de création : 1991

Historique : Création appuyée par l'ONG français AFDI (Agriculteurs Français pour le Développement International), ayant pour double objectif de faire émerger un syndicalisme agricole régional et de « *professionnaliser les adhérents à travers des filières identifiées comme porteuse* ». L'amélioration des conditions de vie des paysans est ainsi perçue par l'amélioration des activités agricoles à destination commerciale. Le but est ainsi d'améliorer la valeur ajoutée dégagée par les exploitations. L'AFDI a entamé un processus de désengagement de la gestion de l'APDIP l'année dernière. A terme, l'AFDI n'assurera plus que le suivi des activités de l'APDIP.

Activité actuelle L'assemblée générale des représentants des 21 associations membres décident annuellement des filières à appuyer (à l'heure actuelle, Riz en bas-fond et pluvial, Oignon, Maïs, Poulet de chair, Pisciculture, Eucalyptus), puis d'un plan d'action à mettre en œuvre. Les activités menées présent sont centrées sur l'appui technique à la réalisation des projets des agriculteurs membres (formations, conseils...). L'APDIP aimerait à terme structurer des filières par des activités d'approvisionnement et de commercialisation.

Figure 27 : Présentation générale de l'APDIP

Ainsi, si ces groupements PSDR permettent de redistribuer des subventions aux agriculteurs, en aucun cas ces groupements possèdent une vision à long terme. L'information redondante dans nos enquêtes de l'inactivité ou des dysfonctionnements de la plupart de ces groupements (mauvaise répartition des biens de l'association, exclusions officieuses de membres...) s'expliquerait par la vision de captation de richesse à court terme des membres. Il convient de préciser que les activités d'appuis techniques sont perçues par la quasi unanimité des agriculteurs, comme le confirme cette citation : « *le conseil agricole ça marche toujours sur table et sur le terrain ça ne marche pas jamais !* » (agriculteur de type SP4)

Au niveau du MPA, la plupart de ces groupements est constituée d'agriculteurs dont les exploitations correspondent aux systèmes de production SP3 et SP4. Il semble ainsi s'effectuer une exclusion sociale des agriculteurs à faible revenu. Cette exclusion semble avoir plusieurs causes. Tout d'abord, les agriculteurs des systèmes de production SP1 et SP2 ne sont généralement pas informés sur la démarche à suivre pour la création d'un dossier et n'ont généralement pas les capacités d'élaboration de dossier (analphabétisme). Ensuite, les groupements PSDR devant être constitués de 15 membres, ces types d'agriculteurs ne peuvent intégrer un groupement déjà formé et sont rarement sollicités à la création d'un groupement. En effet, il apparaît qu'à la formation d'un groupement, les membres sont souvent issus d'une même origine sociale voire familiale. Enfin, les chefs d'exploitations des systèmes de production type SP1 et SP2 ont fréquemment déclarés dans nos enquêtes être victimes d'« *une sélection des membres des groupements PSDR* » notamment par des démarches bloquées à différents niveaux de constitution du dossier et de conclure sur un discours acerbe « *si tu veux être riche, sois proche du pouvoir* ».

Au niveau des autres acteurs du MPA, peu de relations sont tissées avec les groupements PSDR. Néanmoins, le CMS est un partenaire privilégié puisque les groupements PSDR s'y fournissent en semences et qu'il est responsable de la délivrance des engrais (par délégation de la DRDR). Les fournisseurs d'engrais reprochent au PSDR de casser le marché des intrants agricoles par l'approvisionnement en intrants subventionnés (voir § 2.1.4.1.4).

2.1.4.5.2 Les associations de producteurs membres de l'APDIP

Sur la commune d'Ankadinondry – Sakay, quatre associations sont membres de l'APDIP (voir Figure 27). Parmi les activités mises en œuvre sur la commune figure l'appui à la riziculture pluviale.

Ainsi, l'APDIP dresse le constat que le Riz pluvial reste une filière peu dynamique pour les agriculteurs membres, notamment à cause de la variabilité des rendements. L'APDIP essaie d'améliorer les connaissances de ses membres sur l'élaboration du rendement, notamment à travers des demandes de collaboration prévues avec le CMS et l'URP SCRiD (Sur la sélection de semences adaptées aux conditions du bongolavo, en termes de résistance à la sécheresse, et au striga). Néanmoins, à la fois les producteurs et les techniciens de l'APDIP constatent des résultats mitigés sur les activités riz pluvial. En effet, peu de solutions technico-économiques ont été trouvées en réponse aux problèmes rencontrés par les riziculteurs pluviaux.

Comme FITAFA, le point faible de l'activité de l'APDIP est le financement des activités jusqu'à présent assuré par l'AFDI qui dès l'année prochaine devrait se retirer son appui financier. L'intégration des filières permettrait à l'APDIP de prélever des marges commerciales permettant d'assurer son fonctionnement. D'autre part, l'activité de conseil ne pourra se développer qu'avec un partenariat durable avec des organismes de recherche et de formation. Or, ces partenariats sont encore des projets à concrétiser.

Les relations de l'APDIP avec le MPA sont encore relativement limitées. Les zones d'implémentation de l'APDIP sont très localisées, peu d'agriculteurs y sont membres. Ainsi, sur la commune d'Ankadinondry-Sakay, seuls deux Fokotan⁷ sont géographiquement couverts par des associations de producteurs membres de l'APDIP. Les agriculteurs membres de ces associations proviennent d'exploitations type SP1, SP2 et SP3 et sont généralement des agriculteurs désireux de diversifier leurs activités. L'APDIP est en contact avec les autres OP intervenant dans la Bongolavo pour des échanges d'expérience et pour l'élaboration de ligne de négociation dans les comités du GTDR (où les OP sont majoritaires) et les comités de réflexion animé par la région pour l'élaboration du PRD (Plan Régional de Développement).

2.1.4.5.3 Conclusion : Un encadrement non satisfaisant des Organismes d'appui à la production

Ces organismes constitués par le PSDR et l'APDIP ne semblent pas être en mesure de répondre aux problèmes technico-économique des riziculteurs pluviaux. S'appuyant sur des groupements de producteurs à la fois l'AFDI et le PSDR ont créés des OP encore très faiblement institutionnalisées.

Les groupements PSDR riz pluvial semblent ainsi être issus d'une réaction opportuniste d'agriculteurs issus des systèmes SP3 et SP4. Ces groupements ne semblent pas être en mesure de pérenniser leur activité, artificiellement créée par un financement PSDR. Néanmoins, par l'apport d'intrants subventionnés et de matériel aux paysans, ils contribuent à l'allègement des contraintes pesant sur la riziculture pluviale. Les agriculteurs s'adaptent en adhérant à ses groupements aux nouvelles orientations des politiques de développement rural qui imposent de fournir un appui indirect aux agriculteurs via des groupements. Néanmoins, une majorité de paysans est exclu de ce système imparfait.

Les associations membres de l'APDIP bien qu'ayant reconnu le riz pluvial, comme filière porteuse, ne semblent pas proposer un appui technico-économique capable de relancer la culture de riz pluvial auprès de leurs membres. Cela pouvant s'expliquer par un conseil technique défaillant. Pour y remédier, l'APDIP tente de se tisser un réseau de organismes de recherche et de formation, afin d'adapter les conseils aux problèmes de ses membres.

2.1.4.6 Présentation des services en aval de la filière

Une grande variété d'acteurs gravite autour de la commercialisation du riz pluvial, dans la commune d'Ankadinondry – Sakay. L'ensemble de ces acteurs est constitué par des opérateurs privés. Il se distingue alors les dépailleurs-décortiqueurs, les sous-collecteurs, les collecteurs.

⁷ Fokontany de Soniary et d'Anosibe

L'aval de la filière riz pluvial prend trois formes différentes après les systèmes de production :

- une partie du paddy est directement vendue au consommateur ou autoconsommée par le producteur parfois décortiquée ou dépaillée par un décortiqueur ou un dépailleur
- une partie est vendue à des sous-collecteurs revendant à des collecteurs acheminant le paddy jusqu'au marché d'Antananarivo
- une partie est directement vendue à des collecteurs / Transporteurs faisant des tournées de brousse et acheminant le paddy jusqu'aux grossistes d'Antananarivo.

2.1.4.6.1 Les dépailleurs-décortiqueurs

Plusieurs dépailleurs ou décortiqueurs travaillent dans la commune d'Ankadinondry – Sakay. Ce sont généralement des producteurs agricoles des systèmes SP3 ou SP4 ayant décidé de diversifier leurs activités en investissant dans une installation coûtant environ 5 millions d'Ariary.

Le service rendu est de dépailler ou de décortiquer le paddy, en vue de le transformer en riz blanc. Le dépaillage est une opération visant à retirer les balles de son du paddy, le décortiquage permettant de blanchir le paddy et d'enlever toutes impuretés. Le débit de dépaillage ou de décortiquage des variétés de riz pluvial serait légèrement plus élevé que les variétés de riz en bas-fond. Les décortiqueurs et dépailleurs sont alors intéressés par la transformation de riz pluvial, le prix de décortiquage ou de dépaillage ne variant pas selon le type de riz. En effet, ce service est rémunéré à la quantité de paddy à décortiquer, le transformateur gardant en sus le son produit. Néanmoins, d'après l'enquête menée auprès de ces acteurs la part du riz pluvial dans leur activité est quasi-négligeable.

Il existe deux contraintes au développement de cette activité :

- l'investissement en matériel
- le coût en énergie

L'investissement en matériel de 5 millions d'Ariary est un coût difficilement supportable pour les entrepreneurs. Néanmoins, le crédit Location Vente Mutualiste proposé par la CECAM semble adapté au financement de ce type de matériel. Le coût en énergie de la transformation semble plus préoccupant pour ces transformateurs. En effet, le prix du gasoil augmentant, les marges se réduisent drastiquement. Le projet d'électrification de la commune urbaine d'Ankadinondry-Sakay est ainsi très soutenu par ces entrepreneurs.

Ces entrepreneurs sont en relation avec très peu d'acteurs du MPA. En effet, ces entreprises ont pour clientèle plus de consommateurs de riz que de producteurs, les consommateurs (restaurateurs essentiellement) venant décortiquer le riz qu'ils ont acheté localement (le différentiel de prix entre paddy et riz décortiqué étant plus intéressant pour le consommateur que pour le producteur). Malgré cela, ils sont en contact direct avec la CECAM et quelques producteurs désireux de vendre du riz blanc sur le marché local.

2.1.4.6.2 *Les sous-collecteurs*

Les sous-collecteurs sont des commerçants individuels achetant, puis revendant des produits agricoles aux collecteurs approvisionnant le marché d'Antananarivo. Ces collecteurs sont généralement des agriculteurs diversifiant l'activité d'un système de production SP3 et SP4 par une activité de négoce (généralement à flux tendus).

Ces sous-collecteurs font du négoce de tous les produits agricoles non périssables : maïs, manioc, riz. Ces sous collecteurs différencient les variétés de riz par rapport à la longueur du grain. Les variétés de riz pluvial étant des variétés à grain long sont payées plus cher que les variétés à grain court. La différence de prix appliquée serait stable dans l'année, soit 20 ar. par kg de paddy.

Ces sous-collecteurs apprécient ainsi particulièrement le négoce de riz pluvial, car leur marge est relativement plus importante pour le riz pluvial que pour le riz irrigué (tout venant). En effet, les collecteurs se renseignent sur le prix du riz au niveau local et appliquent un pourcentage fixe pour définir le prix d'achat des produits agricoles aux sous-collecteurs (2 à 3 % au-dessus du prix local). Malgré une période de négoce courte (avril à mai), la participation du riz pluvial à la marge brute totale de l'activité de négoce des sous-collecteurs n'est ainsi pas négligeable (de l'ordre de 20 %).

Malgré l'atout d'une bonne rémunération du négoce de riz pluvial, plusieurs contraintes peuvent être identifiées pour cette activité :

- l'offre de riz pluvial de plus en plus faible
- le financement de l'activité à flux tendu (les crédits commerce individuel de la CECAM ayant un taux d'intérêt mensuel de 4 % sont trop chers par rapport à la marge prélevée par les sous-collecteurs)

De par leur activité, les sous-collecteurs sont en relation au niveau du MPA avec les producteurs agricoles qui viennent leur apporter leur production. Ils tiennent à instaurer une relation de confiance avec les plus grands producteurs, ceux appartenant aux systèmes SP3 et SP4 (transport des marchandises, avances...). Puis, avec les collecteurs approvisionnant le marché d'Antananarivo, pour lesquels ils essaient d'instaurer une relation de confiance par un approvisionnement régulier. Enfin, ils sont en relation avec la CECAM non pour les crédits commerce individuel, mais pour le crédit Grenier Commun Villageois qu'ils souscrivent à la récolte des produits agricoles. Néanmoins, les producteurs étant peu informés sur l'évolution des prix à Antananarivo sont très méfiants et ont une vision négative des sous-collecteurs ayant parfois le sentiment d'être trompés sur le prix du riz. C'est pourquoi, les producteurs font systématiquement marcher la concurrence entre acheteurs en se renseignant sur les prix d'achat de plusieurs sous-collecteurs au marché.

2.1.4.6.3 *Les collecteurs / transporteurs*

Les collecteurs/transporteurs sont des opérateurs privés (souvent des entreprises familiales) achetant des produits agricole en campagne pour les revendre aux grossistes d'Antananarivo (en flux tendus).

Ils font du négoce des produits agricoles non périssable : riz, maïs, manioc, haricots, arachides. Ils travaillent avec les sous-collecteurs auxquels ils s'approvisionnent une fois par semaine. En période de récolte, ils vont directement s'approvisionner dans les différents Fokotany. Certains d'entre eux sont présents au marché hebdomadaire 9 mois sur 12 (à l'exception de la période de soudure des mois d'août/septembre/octobre). Ces collecteurs différencient le riz pluvial (riz long) du riz irrigué (riz court). Pour eux le négoce de riz pluvial est beaucoup plus rentable que celui du riz. Certains expliquent que le riz court permet d'amortir le coût du transport, mais ne permet pas de dégager de marge au contraire du maïs, du riz pluvial, du pois de terre ou de l'arachide.

Ainsi, la baisse de l'offre de riz pluvial est mal perçue par ces collecteurs. Plusieurs autres contraintes s'ajoutent à cela :

- la hausse du prix du carburant
- les phénomènes de stockage/déstockage ou d'importations massives cassant les prix du marché d'Antananarivo

Au sein du MPA, ces collecteurs sont en relation avec les producteurs, les sous-collecteurs et les grossistes. Ils constituent le pont entre le marché local et le marché d'Antananarivo. Cette place stratégique leur confère peu de confiance de la part des producteurs, car la diffusion de l'information sur l'état du marché à Antananarivo est de leur ressort. Ainsi, les producteurs nouent rarement une relation durable avec un collecteur en particulier mais ils chercheront à s'orienter toujours vers le plus offrant.

2.1.4.6.4 Un service de commercialisation fonctionnel et intéressé par le riz pluvial

Les acteurs de la commercialisation apprécient unanimement le riz pluvial pour ses bonnes capacités commerciales (riz long considéré comme riz de qualité). Néanmoins, tous se sentent impuissants face à la baisse de l'offre du marché d'Ankadinondry-Sakay.

Le marché du riz semble être relativement fluide au niveau de la commune, bien que l'information sur les prix du marché d'Antananarivo transmise par les collecteurs soit difficilement vérifiable par les producteurs. Néanmoins, le nombre élevé de collecteurs semble éviter toute situation d'oligopole. Les principales contraintes sont la hausse du coût du carburant « éloignant » le marché d'Antananarivo et l'imprévisibilité du marché amplifié par des phénomènes de stockage/déstockage et des importations massives.

Les systèmes de production qui ont les relations les plus étroites avec les services de commercialisation sont les systèmes SP3 et SP4. D'une part, leur production importante leur confère un plus grand intérêt de la part des collecteurs. D'autre part, ces exploitants intègrent le système de commercialisation par le développement d'activité extérieure comme la collecte ou de décortilage/dépaillage.

Les systèmes SP1 et SP2 sont eux plus en marge de ce système. D'une part, les exploitations de ses systèmes approvisionnent le marché local en plus petite quantité. D'autre part, ces exploitants ne disposent pas de moyen de vérifier l'information sur les marchés transmise par les collecteurs, ils critiquent alors ouvertement le manque de transparence du marché du riz.

2.1.5 Conclusion générale sur la riziculture pluviale a Ankadinondry-Sakay

Les résultats du travail de diagnostic mené dans la commune d'Ankadinondry-Sakay montrent une filière riz pluvial en régression. En effet, l'étude du mésosystème productif agricole riz pluvial à l'échelle de cette commune dénote beaucoup de contraintes.

Au niveau des systèmes de production, la riziculture pluviale se marginalise d'année en année depuis 1990. En 2006, elle figure dans uniquement deux des quatre systèmes de production étudiés. Bien que ne disposant pas de résultats quantitatifs sur la représentativité de ces systèmes de production, il apparaît néanmoins que ces systèmes (SP3 et SP4) sont largement minoritaires dans la zone. Les enquêtes auprès de ces systèmes montrent que seuls les exploitants motomécanisés et produisant des semences de riz pluvial pensent à continuer la riziculture pluviale.

Ce désintérêt des agriculteurs pour la riziculture pluviale est lié à un système de contraintes fort. D'une part, la riziculture pluviale est une culture « risquée » du fait d'une grande variabilité des rendements. D'autre part, ce risque n'est pas couvert par des résultats technico-économiques en cas de bonne année ou d'année normale. En effet, les charges de travail sont lourdes, le coût en intrant (et notamment en gasoil) de cette culture est très élevé et les prix ne sont pas assez rémunérateurs.

Or, dans cette commune excédentaire en riz, le riz pluvial n'est pas considéré comme une culture vivrière au contraire de la riziculture en bas-fond, mais comme une culture commerciale. Les agriculteurs s'orientent alors naturellement vers des productions plus valorisantes en productivité de la terre (riziculture en bas-fond, manioc, élevage hors-sol) ou en productivité du travail (manioc, maïs pour élevage hors-sol, baie rose...). Une citation d'enquête illustre parfaitement cette dynamique : « *On nous dit toujours de produire du riz ! On en produit pour nous, mais en produire pour la vente, cela n'est pas rentable ! Autant faire autre chose...* » (Agricultrice du type SP3).

Les autres acteurs du mésosystème productif agricole sont aussi unanimes : la part des services ou des produits qu'ils proposent pour la riziculture pluviale est en régression dans leurs activités. Néanmoins, le riz pluvial est un produit que les opérateurs en aval de la production apprécient car le marché est pour eux rémunérateur. En effet, peu de risques sont liés à la commercialisation du riz pluvial, le coût de commercialisation est le même que pour une autre denrée agricole et le prix est assez rémunérateur (relativement au du riz court, variétés de bas-fond). Pour les autres acteurs du MPA, les services et les produits proposés pour les riziculteurs pluviaux ne parviennent pas alléger les contraintes des riziculteurs. Ainsi, les services financiers ont un coût trop élevé pour être supporté par l'activité de riziculture pluviale, d'autant plus qu'ils ne sont pas adaptés à la variabilité des rendements du riz pluvial (crédit court terme). Les organismes d'approvisionnement en intrant ne semblent pas en mesure de réduire les prix des intrants pour réduire le coût de cette culture... Les contraintes de ces acteurs sont souvent liées à des problèmes de financement des activités, de coût du service (gasoil, frais de fonctionnement des OPA) et d'une structuration des filières non optimale.

Force est de constater la faiblesse des Organisations Paysannes ou des Organisations Mutualistes, considérées dans les orientations stratégiques des bailleurs de fonds et du gouvernement comme un moyen de professionnaliser les agriculteurs et de structurer les filières. Aucune n'a atteint un volume d'activité suffisant pour s'autofinancer. Ce problème semble lié à des problèmes de financement extérieur de l'activité. Mais, il se pose aussi le problème de pénétration du marché et de structuration de ces organisations. En effet, leur volume d'activité n'est à l'heure pas suffisant pour proposer des prix compétitifs. Ainsi, FITAFA connaît beaucoup de difficulté à se maintenir sur le marché des intrants tout en couvrant ses frais de fonctionnement et la CECAM semble avoir une action limitée en terme de financement rural.

De ce diagnostic, se dégage ainsi plusieurs contraintes relatives à la riziculture pluviale dans la commune d'Ankadinondry-Sakay. Notamment en terme de coûts d'accès aux moyens de production (terres, équipements, intrants), aux coûts relativement élevés des financements proposés et aux risques liés à cette culture. Le mésosystème productif semble ne pas être en mesure d'atténuer ces contraintes. Une intervention publique peut dès lors être envisagée, d'autant plus que ces contraintes ont souvent pour origine une défaillance de marché (voir § 0).

2.2 LA RIZICULTURE PLUVIALE DANS LE FOKONTANY DE ANTSAPANIMHAZO

Cette étude se base sur le travail de Goudet (2003) complété par des enquêtes réalisés auprès des exploitants et des autres acteurs du méso-système productif.

2.2.1 Présentation générale de l'évolution du système agraire

L'installation des premiers habitants à Antsapanimahazo remonte à la dynamique d'exode de la fin du XIXème où des populations Merina quittèrent les Hautes Terres Centrales fortement peuplées pour s'installer dans le Vakinankaratra. A l'époque, une piste qui relie Antananarivo à Antsirabe traverse Antsapanimahazo. En 1922, sa viabilisation (RN7) s'accompagne de la construction d'une voie ferrée qui la longe.

2.2.1.1 Une mise en valeur extensive du milieu: riz de bas-fond et cultures extensives sur *tanety*

L'appropriation des terres par les premières familles installées puis la distribution aux familles suivantes permet de disposer de superficies par famille relativement élevées (de 5 à 10 ha). La mise en valeur du milieu permet alors de cultiver les deux étages écologiques : les bas-fonds et les *tanety* selon des modalités différentes.

L'aménagement des bas-fonds en rizières terrassées permet de maîtriser l'irrigation et d'y cultiver du riz à l'*angady*, bêche métallique utilisée pour les travaux du sol et pour la lutte contre les adventices (sarclage). La restitution de la fertilité s'effectue par lessivage des éléments minéraux fins et de la matière organique depuis l'amont.

Sur les *tanety*, des cultures pluviales telles que la pomme de terre, le maïs, le haricot, le manioc, la patate douce, ... sont cultivées à l'*angady*. La superficie disponible n'étant pas un facteur limitant, la productivité du travail la plus élevée pour ces cultures pluviales s'obtient par la pratique de cultures extensives. Ainsi, la reproduction de la fertilité est assurée par transfert vertical des éléments minéraux du sol par une mise en jachère de 3 ans au bout de 5 ans de culture.

Les éventuels surplus de récolte permettent de constituer des stocks ou sont vendus pour être épargnés sous forme animale. Ainsi, en fonction des revenus, l'épargne se fait sous forme de volailles, de porcins ou de bovins. Ces animaux ainsi que ceux issus de leur reproduction pourront ensuite être vendus en fonction des besoins des familles.

2.2.1.2 Saturation foncière et intensification des cultures : l'association agriculture élevage

Une fois l'ensemble des terres distribuées, les installations de familles et surtout les transmissions de terre par héritage au sein des familles induisent rapidement une diminution des superficies disponibles par exploitation. A cette époque, l'aménagement en rizière de la totalité des bas-fonds cultivables est réalisée et sur les *tanety*, des terrasses, dont la largeur dépend de l'importance de la pente, sont aménagées.

Cette saturation foncière va engendrer une dynamique d'intensification par les cultivateurs de la zone en passant d'un système extensif à jachère à un système d'association entre agriculture et élevage. En effet, l'utilisation du fumier produit par les animaux des cultivateurs (volailles, porcins et bovins) ainsi que diverses techniques de compostage vont permettre d'intensifier en fumure organique les cultures et ainsi d'augmenter la productivité de la terre, facteur désormais limitant.

Il convient de préciser que cette intensification majeure est permise par l'acquisition (ou la location) d'une charrette nécessaire au transport de la fumure organique.

Dans les bas-fonds, l'apport de fumure organique sur la pomme de terre cultivée en contre saison permet de compléter la restitution de la fertilité par lessivage. Cette intensification en fumure organique s'accompagne également d'une intensification en travail par l'adoption de techniques améliorées de repiquage (en ligne puis en carreau).

Sur *tanety*, la jachère est abandonnée et l'apport de fumure organique s'effectue sur toutes les cultures. Par ailleurs, au début des années 2000, la diffusion de variétés de riz pluvial adaptées aux conditions d'altitude va engendrer l'adoption massive de cette culture par les cultivateurs de la zone. En effet, face à une diminution des surfaces de bas-fonds et par conséquent de la production rizicole, la totalité des cultivateurs intègre cette culture dans leurs rotations sur *tanety*.

Outre la fonction classique d'épargne, l'acquisition d'animaux, bovins essentiellement, a pour objectif de maximiser la production de fumier et donc la possibilité de mettre en œuvre des systèmes de culture plus intensifs. Il convient de préciser que les plus gros propriétaires de bovins mettent également en place des systèmes de culture fourrager (foin sur *tanety* et avoine de contre saison en bas fond) afin de compléter l'alimentation de leurs bovins en pâturage et résidus de culture (pailles de riz et de maïs essentiellement).

Par ailleurs, la disponibilité en fumure minérale permet désormais à ceux qui en ont les moyens d'intensifier en intrants les cultures en bas-fonds et éventuellement les cultures sur *tanety*.

2.2.1.3 Diversité actuelle des systèmes de production

Ainsi la dynamique du système agraire d'Antsapanimahazo est celle du passage d'un système à jachère extensif, permettant de générer une productivité du travail élevée dans un contexte de disponibilité foncière (main d'œuvre limitante), à un système basé sur l'association entre agriculture et élevage maximisant la productivité de la terre dans un contexte de saturation foncière (terre limitante). Elle aboutit à une évolution des systèmes de production telle que les deux principaux critères actuels de différenciation sont la superficie foncière disponible (superficie cultivée par actif) et la taille des troupeaux bovins. Ainsi, on distingue :

- **SP1 : Petites exploitations familiales sans animaux** et déficitaires en fumure organique (achat nécessaire)
- **SP2 : Petites exploitations familiales** dont le niveau de capitalisation en animaux porcins et bovins permet une intensification en fumure organique des systèmes de culture
- **SP3 : Grandes exploitations patronales de cultivateurs** dont le niveau de capitalisation en animaux porcins et bovins permet une intensification en fumure organique des systèmes de culture
- **SP4 : Grandes exploitations patronales d'éleveurs** dont le niveau de capitalisation en animaux porcins et bovins permet d'une part une intensification en fumure organique des systèmes de culture et dont les revenus procurés par l'élevage laitier permet une utilisation de fumure minérale.

	ROTATION	FUMURE ORGANIQUE	FUMURE MINÉRALE
SC1	Riz//Riz		
SC2	Riz/PdT//Riz/PdT	PdT : 100 charrettes/ha	
SC3			200 kg NPK/ha
SC4	Riz/Avoine//Riz/Avoine	Avoine : 100 charrettes/ha	200 kg NPK/ha

Figure 28 : Caractéristiques des systèmes de culture de bas-fonds

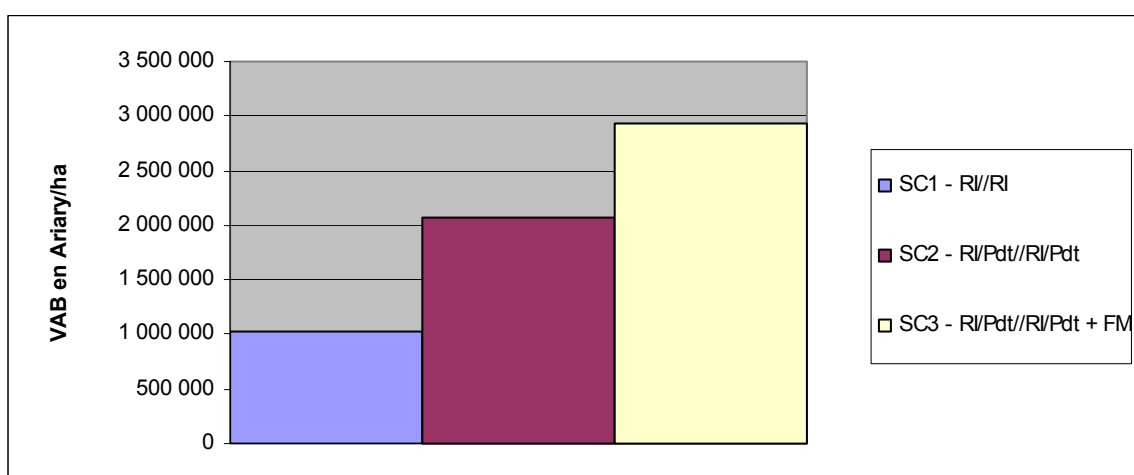


Figure 29 : Productivité de la terre en année normale des systèmes de culture de bas-fonds (VAB/ha)

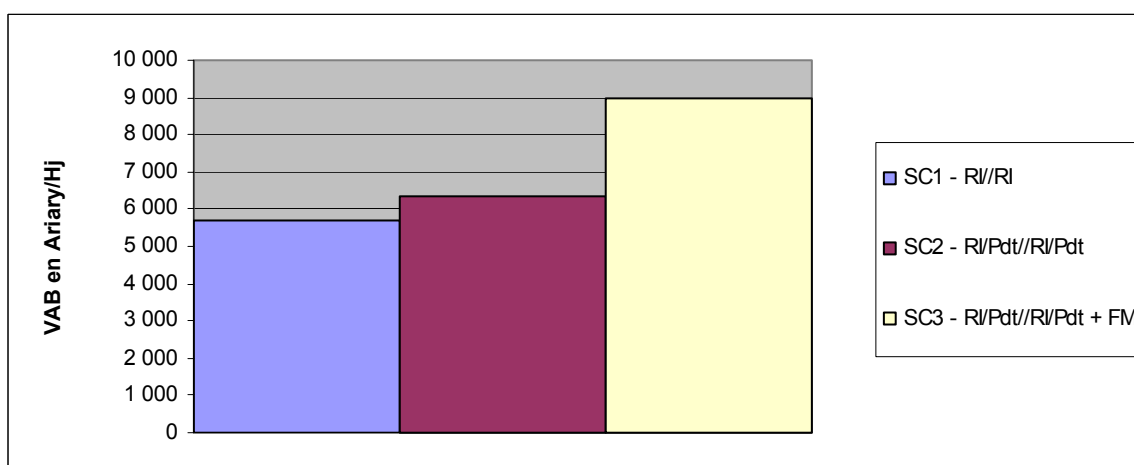


Figure 30: Productivité du travail en année normale des systèmes de culture de bas-fonds (VAB/Hj)

2.2.2 Atouts et contraintes des systèmes de culture intégrant le riz pluvial

Le détail des calculs des performances technico-économiques des systèmes de culture est présenté en annexes (voir Annexe 8).

2.2.2.1 Systèmes de culture de bas-fonds

Dans les rizières aménagées des bas-fonds, les systèmes de culture comprennent tous une culture de riz repiqué en décembre. L'outillage disponible pour la mise en œuvre de ces systèmes de culture est strictement manuel (*angady*, sarleuse et faucille). La présence ou non d'une culture de contre saison et les modalités de fumure permettent de distinguer 4 systèmes de culture :

- SC1 : une rotation Riz//Riz dont la restitution de la fertilité est uniquement assurée par le lessivage des éléments minéraux fins et de la matière organique
- SC2 : une rotation Riz/Pomme de Terre//Riz/ Pomme de Terre dont la culture de pomme de terre en contre saison reçoit un apport de 100 charrettes de fumure organique par ha
- SC3 : une rotation Riz/Pomme de Terre//Riz/ Pomme de Terre dont la culture de pomme de terre en contre saison reçoit un apport de 100 charrettes de fumure organique par ha et un apport de 200 kg de NPK par ha
- SC4 : une rotation Riz/Avoine//Riz/Avoine dont le niveau de fertilisation est identique au SC3 et permet une intensification fourragère.

Un tableau récapitulatif permet de cerner les différences de fertilisation entre ces systèmes (voir Figure 28)

Les graphiques présentent les performances technico-économiques en année normale de ces systèmes de culture exprimées en productivité de la terre (voir Figure 29) et en productivité du travail (Figure 30). Dès lors, il convient de constater qu'en année normale les productivités de ces systèmes de culture varient de 1 000 000 à 3 000 000 ariary/ha et de 5 700 à 9000 ariary/Hj. Ci-dessous, nous verrons que les productivités des systèmes de culture céréaliers sur *tanety* en année normale varient de 800 000 à 1 700 000 ariary/ha et de 6 200 à 11 500 ariary/Hj. Ce différentiel de productivité entre les systèmes de culture des bas-fonds et les systèmes de culture sur *tanety* s'explique par la maîtrise de l'eau en bas-fonds et par l'accumulation d'éléments fins en bas de toposéquence. Ces performances technico-économiques supérieures en bas-fonds expliquent la priorité donnée à la mise en culture et à la fertilisation des rizières par rapport au *tanety*.

	ROTATION	FUMURE ORGANIQUE	FUMURE MINERALE
SC6	M+H	50 charrettes/ha	
SC7	M+H//Riz	M+H : 50 charrettes/ha Riz : 50 charrettes/ha	
SC8	PdT//M+H	PdT : 100 charrettes/ha M+H : 50 charrettes/ha	
SC9	PdT//M+H//Riz	PdT : 100 charrettes/ha M+H : 50 charrettes/ha Riz : 50 charrettes/ha	
SC10			PdT : 200 kg NPK - M+H : 100 kg Urée Riz : 150 kg Urée

Figure 31 : Caractéristiques des systèmes de culture céréalières sur *tanety*

2.2.2.2 Systèmes de culture sur tanety

2.2.2.2.1 Diversité des systèmes de culture sur tanety

Sur les *tanety*, on distingue plusieurs systèmes de culture en fonction des espèces cultivées, des rotations et des modalités de fumure. Les semis s'effectuent en novembre et le cycle des cultures est totalement tributaire de la pluviométrie. L'outillage disponible pour la mise en œuvre de ces systèmes de culture est strictement manuel (*angady* et faucille). On distingue ainsi :

- SC5 : une rotation Patate Douce//Manioc (2 ans) dont la culture de Patate Douce reçoit un apport de 30 charrettes de fumure organique par ha et celle de Manioc un apport de 30 charrettes de fumure organique par ha la première année
- SC6 : une monoculture de Maïs + Haricot (association) dont la restitution de la fertilité est assurée par l'enfouissement des résidus de culture de haricot (légumineuse) et par un apport de 50 charrettes de fumure organique par ha
- SC7 : une rotation Maïs + Haricot//Riz Pluvial dont la restitution de la fertilité similaire à celle du SC6 est complétée par un apport de 50 charrettes de fumure organique par ha sur le riz pluvial
- SC8 : une rotation Pomme de Terre//Maïs + Haricot dont la restitution de la fertilité est assurée par l'enfouissement des résidus de culture de haricot (légumineuse) et par un apport de 100 charrettes de fumure organique par ha sur la pomme de terre et de 50 charrettes par ha sur le maïs
- SC9 : une rotation Pomme de Terre//Maïs + Haricot//Riz Pluvial dont la restitution de la fertilité similaire à celle du SC8 est complétée par un apport de 50 charrettes par ha sur le riz pluvial
- SC10 : une rotation Pomme de Terre//Maïs + Haricot//Riz Pluvial dont la restitution de la fertilité similaire à celle du SC9 est complétée par un apport de 200 kg de NPK par ha sur la pomme de terre, de 100 kg d'Urée par ha sur le maïs et de 150 kg d'urée par ha sur le riz pluvial
- SC11 : un système de culture fourrager dont la restitution de la fertilité est assurée par un apport de 50 charrettes de fumure organique par ha
- SC12 : un système de cultures pérennes sur des parcelles boisées de pins et d'eucalyptus

2.2.2.2.2 Atouts et contraintes de la riziculture pluviale

Suite à l'introduction de variétés de riz pluvial adaptées aux conditions d'altitude, la dynamique d'adoption de la riziculture pluviale observée depuis le début des années 2000 s'est effectuée dans des systèmes de culture céréaliers comprenant déjà une culture de maïs+haricot et parfois de pomme de terre., La comparaison des divers systèmes de culture céréaliers (voir Figure 31) permet de mieux cerner les atouts et contraintes du riz pluvial.

La raison majeure évoquée pour l'adoption de cette culture est celle de l'autosuffisance alimentaire et surtout de la réduction de la période de soudure permise par cette culture. En effet, le cycle court de cette culture autorise un semis dès la fin du mois d'octobre et une récolte dès la fin du mois de mars et jusqu'en avril.

	NOV	DÉC	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOÛT	SEP	OCT	(Hj/ha)
Labour										↔			40
Fumure organique												↔	10
Semis												↔	25
Sarclage 1	↔												35
Sarclage 2			↔										35
Récolte + Battage					↔								15
Vannage							↔						10
Total (Hj/ha)	20	15	35		5	10	10			20	20	35	170

Figure 32 : Calendrier culturel du riz pluvial

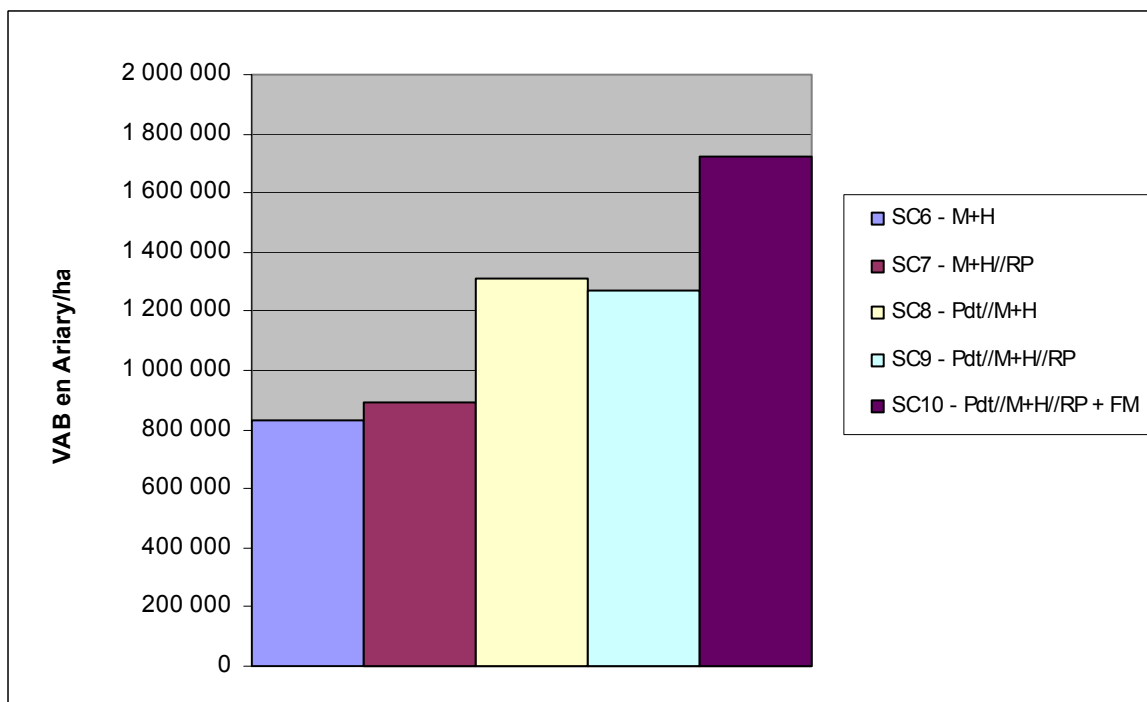


Figure 33 : Productivité de la terre en année normale des systèmes de culture céréalières sur *tanety* (VAB/ha)

Atouts et contraintes techniques de la riziculture pluviale :

L'introduction de la culture de Riz Pluvial dans les systèmes de culture s'est faite en suite d'une culture de maïs associée à une culture de haricot bénéficiant ainsi de l'effet précédent dû à l'enfouissement des résidus de culture de haricot riches en azote.

Par ailleurs, dans les systèmes de culture SC9 et SC10, la tête de rotation est assurée par une culture de pomme de terre abondamment fumée (100 charrettes par ha) dont l'effet précédent bénéficie aux cultures céréalières suivantes que sont le maïs et le riz pluvial.

Enfin, le SC10 plus intensif en intrants bénéficie d'un apport conséquent de fumure minérale sur les trois cultures de la rotation : un apport de fond (NPK) sur la tête de rotation qu'est la pomme de terre bénéficie à l'ensemble des cultures de la rotation et est complété par des apports d'engrais azotés (Urée) sur les cultures céréalières suivantes.

Le calendrier de travail d'1 ha de riz pluvial cultivé à l'*angady* est le suivant est présentée sur le tableau suivant (voir Figure 32).

Il convient de préciser que l'introduction de la riziculture pluviale s'accompagne d'une augmentation du travail nécessaire. En effet, 135 Hj/ha sont nécessaires pour la mise en œuvre d'1 ha de maïs associé au haricot et 147 Hj/ha pour la pomme de terre contre 170 Hj/ha pour le riz pluvial. Cette différence est essentiellement due aux temps de travaux nécessaires aux sarclages : le riz pluvial exige en effet au minimum 2 sarclages de 35 Hj/ha chacun contre un seul sarclage de 30 Hj/ha pour le maïs + haricot et un seul sarclage (butage) de 10 Hj/ha pour la pomme de terre. Ainsi, la main d'œuvre disponible et la concurrence avec les autres cultures lors de la pointe de travail du mois de janvier (sarclage du riz de bas-fond, sarclage du maïs+haricot, deuxième sarclage du riz pluvial) est une des contraintes majeures pour l'ensemble des systèmes de production à la mise en œuvre des systèmes de culture comprenant le riz pluvial.

Par ailleurs, la dynamique d'adoption de la riziculture pluviale a été croissante pour l'ensemble des systèmes de production lors des campagnes 2001/2002, 2002/2003, 2003/2004 et 2004/2005. Cependant, si l'augmentation constatée des surfaces de systèmes de culture comprenant cette culture est expliquée par les cultivateurs comme la conséquence de "*bons résultats en terme de rendement les premières années de culture*", tous signifient que le déficit pluviométrique de la campagne de 2004/2005 a révélé "*la grande sensibilité de cette culture à la sécheresse engendrant des rendements très faibles*".

Atouts et contraintes économiques de la riziculture pluviale :

La productivité de la terre en année normale des systèmes de culture céréaliers sur tanety exprimée en VAB/ha est présentée sur la Figure 33.

La comparaison des systèmes de culture avec ou sans riz pluvial laisse apparaître le fait qu'en terme de productivité de la terre, l'introduction du riz pluvial dans la rotation n'induit pas une grande variation : une augmentation de l'ordre de 7% entre SC6 et SC7 et une légère diminution de l'ordre de 3 % entre SC8 et SC9. Cependant, une intensification en intrants chimiques permet d'obtenir une augmentation de 31 % entre SC8 et SC10.

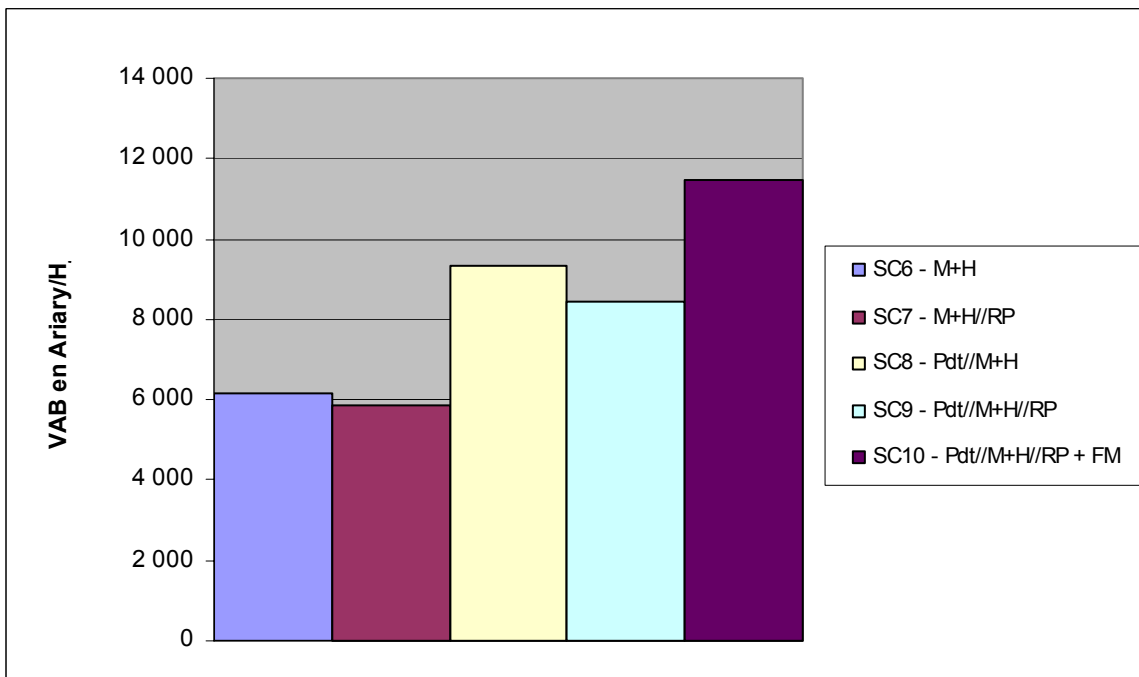


Figure 34 : Productivité du travail en année normale des systèmes de culture céréalières sur tanety (VAB/Hj)

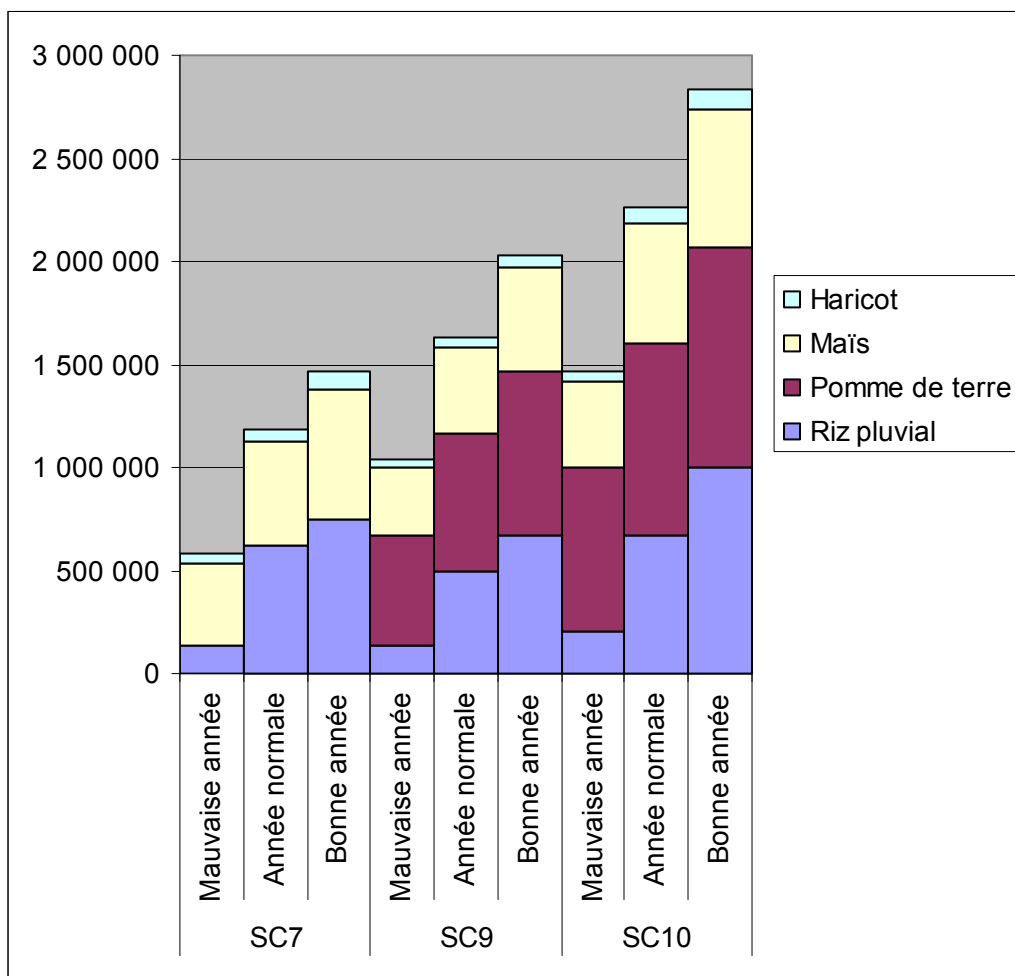


Figure 35 : Contribution des différentes cultures à la formation du Produit Brut des SC incluant le riz pluvial

La productivité du travail en année normale des systèmes de culture céréaliers sur *tanety* exprimée en VAB/Hj est présentée sur la Figure 34.

En terme de productivité du travail, la diminution de la Valeur Ajoutée Brute (VAB) produite par Hj investi est de l'ordre de 5 % entre SC6 et SC7 et de 9 % entre SC8 et SC9; la diminution observée dans les deux cas est due à l'augmentation du temps de travail induite par l'introduction de la culture de riz pluvial. Seule une intensification en intrants chimiques permet d'obtenir une augmentation de l'ordre de 23 % entre SC8 et SC10.

Cependant, il convient de rappeler que l'adoption massive des systèmes de culture SC7 et SC8 incluant le riz pluvial et sans intrant chimique malgré une telle variation non significative de la productivité de la terre et une diminution de la productivité du travail s'explique par d'autres facteurs. En effet, le cycle court du riz pluvial permet de réduire la période de soudure en riz en autorisant une récolte dès la fin du mois de mars permettant ainsi de limiter le déficit de trésorerie dû aux achats de riz à cette époque-là et d'ainsi limiter une éventuelle décapitalisation des systèmes de production.

Par ailleurs, les résultats économiques présentés ci-dessus ne permettent pas de constater la grande sensibilité de la culture de riz pluvial à la sécheresse. Par contre, la Figure 35 confirme cette sensibilité en montrant la contribution des différentes cultures à la formation du Produit Brut (PB) des systèmes de culture incluant le riz pluvial en fonction que l'année est dite "mauvaise", "normale" ou "bonne" en terme de rendements, ce qui correspond à estimer la sensibilité à la pluviométrie puisque c'est le principal facteur d'explication de la variation des rendements.

Entre une mauvaise année et une année normale, la contribution de la production de riz pluvial à la formation du Produit Brut des systèmes de culture varie de l'ordre de 23 à 53 % pour SC7, de 13 à 31 % pour SC9 et de 14 à 30 % pour SC10. Cette variation est moindre pour les autres cultures de la rotation.

Quant à la Valeur Ajoutée Brute à l'ha (VAB = Produit Brut – Consommations intermédiaires) obtenue entre une mauvaise année et une année normale, elle varie de l'ordre de 211 % pour SC7 (de 288 000 à 895 000 ar./ha), de 87 % pour SC9 (de 680 000 à 1 273 000 ar./ha) et de 85 % pour SC10 (de 935 000 à 1 726 000 ar./ha) alors que pour les systèmes de culture céréaliers sans riz pluvial cette variation n'est que de l'ordre de 38 % pour SC6 (M+H) et de 35 % pour SC8 (M+H//PdT).

Cette constatation montre que l'adoption de la mise en œuvre des systèmes de culture incluant le riz pluvial est une pratique risquée. Aussi, la mise en œuvre de plusieurs systèmes de culture complémentaires au sein des systèmes de production, outre une stratégie de gestion optimale des ressources (essentiellement fumure organique et main d'œuvre par l'optimisation du calendrier de travail), relève-t-elle également d'une stratégie de gestion du risque.

Main d'œuvre		
Nombre de personne dans la famille	2 à 7 personnes	
Nombre d'actif dans la famille	2 à 3 actifs	
Type de main d'œuvre	Familiale	
Outillage	Manuel	
Surface par actif	25 à 40 ares	
Foncier		
Surface totale	30 à 75 ares	
dont	Bas-fond	5 à 25 ares
	Tanety	25 à 50 ares
Gestion de la fumure		
Production de fumure organique	10 à 15 charrettes	
Achat de fumure organique	10 à 20 charrettes	
Achat de fumure minérale	non	
Vente de fumure organique	non	
Systèmes de culture pratiqués		
Bas-fond	SC1	75%
	SC2	25%
Tanety	SC5	10 à 20%
	SC7	40 à 50%
	SC9	40 à 50%
Systèmes d'élevage pratiqués		
Poules	SE1	0 à 2 poules
Autres activités :		
Sur le système de production	Arboriculture (5 à 15 pieds) Parcelles boisées (10 à 20 ares)	
En dehors du système de production	Artisanat Travail en ville	
Salariat agricole	Vente de la force de travail (1 ou 2 actifs)	

Figure 36 : Caractéristiques du SP1

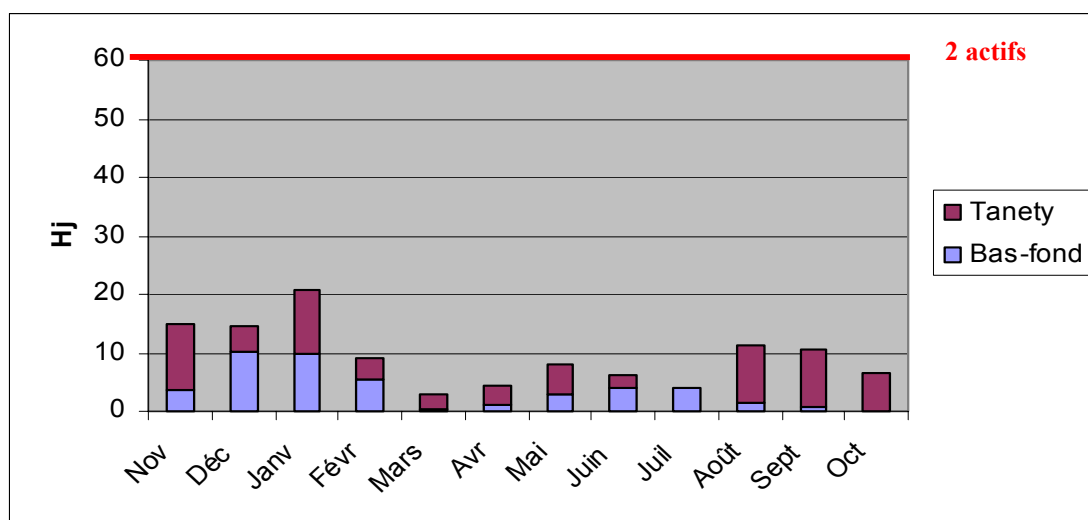


Figure 37: Calendrier de travail du SP1

2.2.3 Atouts et contraintes de la riziculture pluviale au sein des systèmes de production

Le détail des calculs des calendriers de travaux des systèmes de production est présenté en annexes (voir Annexe 9).

2.2.3.1 SP1 : Petites exploitations familiales sans animaux et déficitaires en fumure organique

Les petites exploitations de type SP1 (voir Figure 36) issues d'une installation récente dans le *fokontany* ou d'une transmission par héritage sont très peu capitalisées. L'outillage disponible se limite à une *angady*, une faucille et une sarceuse pour le riz irrigué par actif. La superficie disponible et la fumure organique disponible sont les principaux facteurs limitants. Le capital foncier disponible est de 5 à 25 ares de rizières et de 25 à 50 ares de *tanety* et cette superficie ne permet pas d'occuper l'ensemble de la main d'œuvre disponible (voir Figure 37). La vente de la force de travail excédentaire alors possible permet d'obtenir un revenu monétaire. Toutefois, il convient de préciser que le revenu global de la famille (activités agricoles et salariat) ne permet pas d'atteindre le seuil de survie. Pour ne pas avoir recours à la décapitalisation, ces familles exercent donc des activités extérieures (artisanat, prolétariat en ville, ...).

La faiblesse du niveau de revenu ne permet donc pas de capitaliser et l'élevage est absent ou se réduit à 1 ou 2 poules. Le fumier de poule et/ou un compost réalisé avec des débris végétaux collectés, des cendres et les ordures ménagères permettent d'obtenir une quantité de fumure organique équivalente à 10 à 15 charrettes. Le déficit en fumure organique produite est complétée par un achat de 10 à 20 charrettes afin de permettre une intensification des rizières par une double culture avec la mise en oeuvre de SC2 (RI/PdT//RI/PdT) sur environ 25% de la superficie complétant le SC1 (RI//RI). Par ailleurs, la fumure organique est également utilisée sur *tanety* pour la mise en oeuvre des SC5 (P.Douce//McMc), SC7 (M+H//RP) et SC9 (PdT//M+H//RP).

Les principales conséquences du faible niveau de capitalisation de ces exploitations est le déficit alimentaire structurel et le manque de trésorerie disponible au cours de l'année. Par conséquent, les stratégies de salariat agricole et de revenus extérieurs sont nécessaires pour résoudre le problème de trésorerie et permettre de subvenir aux besoins familiaux.

Face à ce déficit vivrier, l'adoption du riz pluvial a permis de réduire la période de soudure en riz, aliment de base de la consommation des familles. En effet, d'une part le cycle court du riz pluvial permet de récolter du riz dès le mois de mars au lieu d'avril pour le riz irrigué. D'autre part l'augmentation de la quantité de riz produite permet une autoconsommation de riz jusqu'en novembre au lieu d'août sans riz pluvial.

Cependant, face à la grande sensibilité à la sécheresse de cette culture, la gestion du risque climatique implique d'une part une augmentation limitée des superficies cultivées en riz pluvial au profit d'autres cultures de *tanety* moins risquées (maïs et tubercules) et d'autre part une intensification en premier lieu des rizières (fumure organique) où le risque climatique est moindre. L'absence de trésorerie disponible au moment des semis et le coût trop élevé de la fumure minérale n'autorise pas une intensification des cultures en fumure minérale.

Le faible niveau de revenu de ces exploitations limite leurs perspectives d'avenir. Un éventuel excédent monétaire est épargné sous forme de poules. A terme, l'objectif de ces exploitations est de pouvoir capitaliser sous forme de bovins afin de disposer de fumure organique pour l'intensification des cultures et la réduction du déficit vivrier.

Main d'œuvre		
Nombre de personne dans la famille	2 à 7 personnes	
Nombre d'actif dans la famille	2 à 3 actifs	
Type de main d'œuvre	Familiale	
Outillage	Manuel	
Surface par actif	25 à 50 ares	
Foncier		
Surface totale	30 ares à 1 hectare	
dont	Bas-fond	5 à 25 ares
	Tanety	25 à 75 ares
Gestion de la fumure		
Production de fumure organique	15 à 30 charrettes	
Achat de fumure organique	non	
Achat de fumure minérale	non	
Vente de fumure organique	non	
Systèmes de culture pratiqués		
Bas-fond	SC1	50%
	SC2	50%
Tanety	SC5	10 à 20%
	SC6	40 à 50%
	SC9	40 à 50%
Systèmes d'élevage pratiqués		
Poules	SE1	0 à 2 poules
Porcs	SE2	1 à 2 porcs
Bœufs de trait	SE3	1 à 2 Bœufs de trait
Autres activités :		
Sur le système de production	Arboriculture (5 à 15 pieds) Parcelles boisées (10 à 20 ares)	
En dehors du système de production	Artisanat Travail en ville	
Salariat agricole	Vente de la force de travail (1 ou 2 actifs)	

Figure 38 : Caractéristiques du SP2

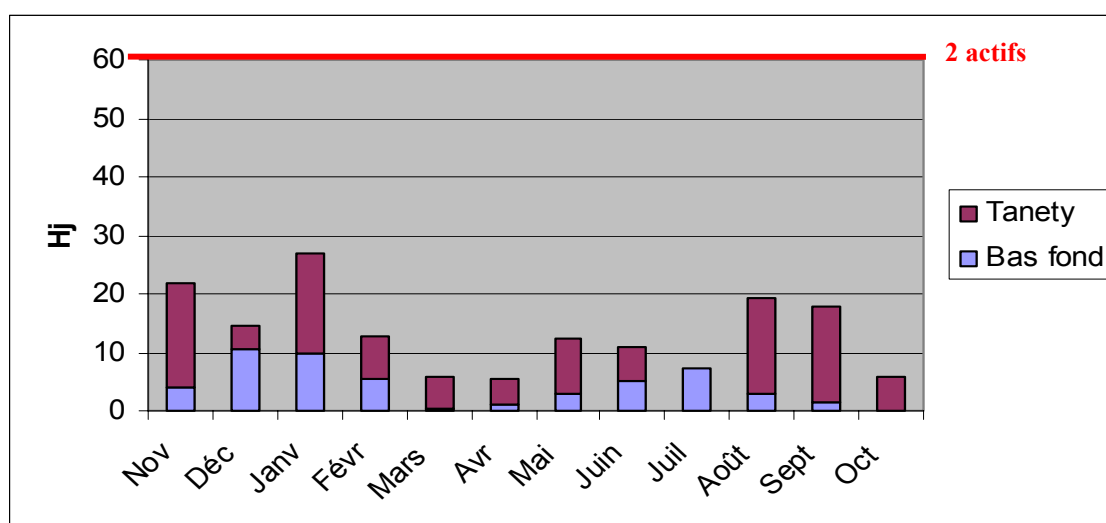


Figure 39 : Calendrier de travail du SP2

2.2.3.2 SP2 : Petites exploitations familiales dont le niveau de capitalisation permet une intensification en fumure organique

Les petites exploitations de type SP2 (voir Figure 38) ont un niveau de capitalisation légèrement supérieur à celles de type SP1. Un revenu extérieur ou une dotation initiale en capital plus élevée lors de la transmission par héritage ont permis une capitalisation sous forme d'épargne animale.

L'achat d'une poule, puis d'un porc et ensuite de bœufs de trait constituent ainsi une épargne des revenus. L'outillage disponible se limite à une *angady*, une faucille et une sarceuse pour le riz irrigué par actif.

Comme pour les exploitations de type SP1, la superficie limitée induit une vente de la force de travail excédentaire (voir Figure 39). Par ailleurs, des revenus extérieurs non agricoles sont nécessaires et permettent la capitalisation sous forme animale.

La fumure organique obtenue par les activités d'élevage complétée par un compost permet une intensification des rizières par la mise en œuvre du SC2 (RI/PdT//RI/PdT) sur environ 50% de la superficie complétant le SC1 (RI//RI).

Comme pour les exploitations de type SP1, ces exploitations sont confrontées à un déficit vivrier et à des problèmes de trésorerie. Les revenus extérieurs contribuent ainsi à subvenir aux besoins familiaux.

De la même manière, l'adoption du riz pluvial a permis de réduire l'achat de riz face à une faible superficie de rizière disponible limitant la production de riz irrigué. Cependant, face au risque l'introduction du riz pluvial par la mise en œuvre de SC9 (PdT//M+H//RP) est limitée et s'accompagne de la mise en œuvre de SC6 (M+H//M+H) moins sensible à la sécheresse.

Les perspectives d'avenir de ces exploitations sont une capitalisation sous forme animale pour disposer d'une quantité de fumure organique supérieure et ainsi pouvoir intensifier les rizières en double culture (SC2).

L'utilisation de fumure minérale sur les rizières est également souhaitée mais l'absence de trésorerie disponible au moment des semis et le coût trop élevé de la fumure minérale n'autorise pas ce type d'intensification. Par ailleurs, l'acquisition éventuelle de terre en *tanety* en cas de disponibilité est envisagée. Il convient de préciser que si des terres en *tanety* sont régulièrement vendues à Antsapanimahazo, ce n'est pas le cas pour les bas-fonds.

Main d'œuvre		
Nombre de personne dans la famille		2 à 7 personnes
Nombre d'actif dans la famille		2 à 3 actifs
Type de main d'œuvre		Familiale
Outillage		Manuel + Charrette
Surface par actif		1 à 2 hectares
Foncier		
Surface totale		1 à 5 hectares
dont	Bas-fond	15 à 75 ares
	Tanety	85 ares à 4 hectares
Gestion de la fumure		
Production de fumure organique		100 à 200 charrettes
Achat de fumure organique		non
Achat de fumure minérale		non
Vente de fumure organique		occasionnelle
Systèmes de culture pratiqués		
Bas-fond	SC1	30 à 40%
	SC3	60 à 70%
Tanety	SC5	20 à 30%
	SC6	20 à 30%
	SC7	20 à 30%
	SC9	15 à 25%
Systèmes d'élevage pratiqués		
Poules	SE1	0 à 2 poules
Porcs	SE2	1 à 2 porcs
Bœufs de trait	SE3	2 à 3 Bœufs de trait
Vache laitière (race locale)	SE4	1 à 3 Vaches laitières
Autres activités :		
Sur le système de production		Arboriculture (50 à 100 pieds) Parcelles boisées (50 ares à 2 hectares)
En dehors du système de production		non
Salariat agricole		non

Figure 40 : Caractéristiques du SP3

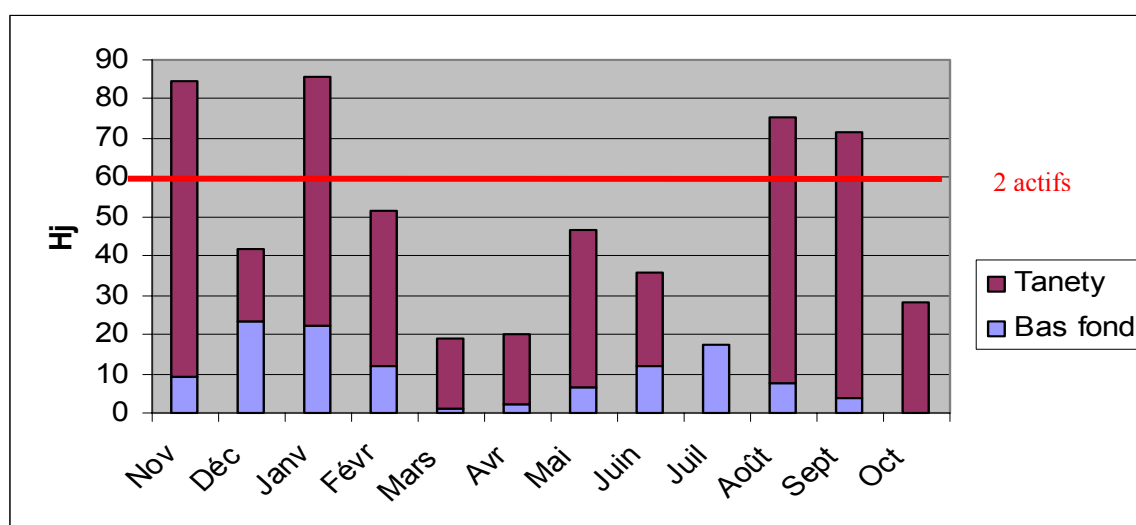


Figure 41 : Calendrier de travail du SP3

2.2.3.3 SP3 : Grandes exploitations patronales de cultivateurs intensifs en fumure organique

Les grandes exploitations de type SP3 (voir Figure 40) sont issues de transmission par héritage d'exploitations dont le niveau de dotation en capital initial est plus élevé. Ainsi, elles disposent d'une superficie largement supérieure aux exploitations de type SP1 et SP2. Par ailleurs, les revenus obtenus sont épargnés sous forme animale avec un cheptel bovin plus important. L'outillage disponible est également complété par une charrette nécessaire pour le transport de la fumure organique et des récoltes.

La superficie disponible de ces exploitations ne peut pas être mise en culture par la seule main d'œuvre familiale (voir Figure 41). Ces exploitations sont donc patronales et emploient structurellement de la main d'œuvre extérieure (système patronal). L'élevage laitier avec des vaches de race locale et des revenus extérieurs non agricoles permettent de financer cette main d'œuvre.

L'adoption du riz pluvial a permis à ces exploitations d'augmenter leur production de riz et d'assurer l'autosuffisance familiale en riz.

L'importance de la charge de travail nécessaire à la mise en œuvre des systèmes de culture à base de riz pluvial constitue une contrainte à l'adoption de ces systèmes de culture. Par ailleurs, une stratégie de gestion du risque climatique implique une limitation des superficies semées en riz pluvial. Par conséquent, ces deux contraintes impliquent comme stratégie de gestion de la main d'œuvre et du risque climatique la mise en œuvre en proportions à peu près égales des systèmes de culture suivants : SC5 (P.Douce//McMc), SC6 (M+H//M+H), SC7 (M+H//RP) et SC9 (PdT//M+H//RP).

Enfin, ces exploitations sont en mesure d'acquérir de la fumure minérale et l'intensification des cultures se fait dans les rizières où la production est moins aléatoire que sur *tanety* (risque climatique moindre) et étalée dans l'année (double culture : pomme de terre et riz irrigué). La fumure organique produite et l'achat de fumure minérale permettent ainsi une intensification des rizières par la mise en œuvre du SC3 (Pdt/RI//Pdt/RI + FM) sur plus de 50% de la superficie en rizière en plus de la mise en œuvre du SC1 (RI//RI).

Ces intensifications permettent à ces exploitations de dégager un surplus commercialisable lors des bonnes années. Les cultures vendues sont la pomme de terre, le maïs et le manioc.

Les perspectives d'avenir de ces exploitations sont une orientation vers un élevage plus intensif avec l'acquisition de vaches laitières de race améliorée et l'adoption de cultures fourragères.

Main d'œuvre		
Nombre de personne dans la famille		2 à 7 personnes
Nombre d'actif dans la famille		2 à 3 actifs
Type de main d'œuvre		Familiale
Outillage		Manuel + Charrette
Surface par actif		1 à 2 hectares
Foncier		
Surface totale		1 à 5 hectares
dont	Bas-fond	15 à 75 ares
	Tanety	85 ares à 4 hectares
Gestion de la fumure		
Production de fumure organique		100 à 200 charrettes
Achat de fumure organique		non
Achat de fumure minérale		non
Vente de fumure organique		occasionnelle
Systèmes de culture pratiqués		
Bas-fond	SC1	30 à 40%
	SC3	60 à 70%
Tanety	SC5	20 à 30%
	SC6	20 à 30%
	SC7	20 à 30%
	SC9	15 à 25%
Systèmes d'élevage pratiqués		
Poules	SE1	0 à 2 poules
Porcs	SE2	1 à 2 porcs
Bœufs de trait	SE3	2 à 3 Bœufs de trait
Vache laitière (race locale)	SE4	1 à 3 Vaches laitières
Vache laitière (améliorée)	SE5	2 à 4 Vaches laitières améliorées
Autres activités :		
Sur le système de production		Arboriculture (50 à 100 pieds) Parcelles boisées (50 ares à 2 hectares)
En dehors du système de production		non
Salariat agricole		non

Figure 42 : Caractéristiques du SP4

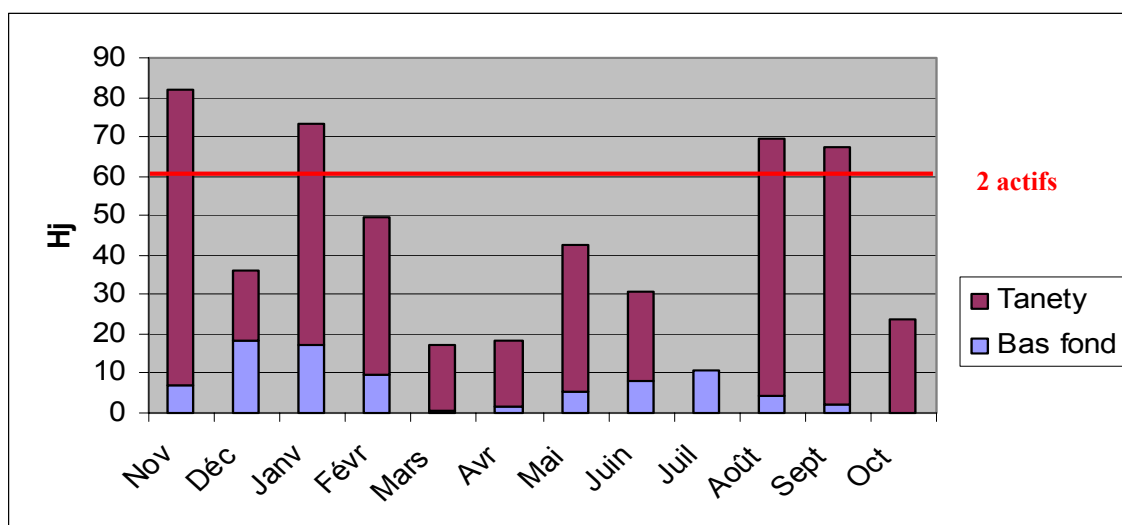


Figure 43 : Calendrier de travail du SP4

2.2.3.4 SP4 : Grandes exploitations patronales d'éleveurs laitiers et intensifs en fumure organique et minérale

Les grandes exploitations de type SP4 (voir Figure 42) ont une situation proche des exploitations de type SP3. Toutefois, leur niveau de capitalisation est supérieur et tourné vers l'élevage laitier intensif.

Le cheptel bovin est constitué de vaches laitières de race améliorée (croisement avec des Pies Rouges Norvégiennes) plus productives. Cette orientation laitière s'accompagne de la mise en œuvre du système de culture fourrager SC4 (Avoine/RI//Avoine/RI + FM) sur rizière au détriment du système SC3 (Pdt/RI//Pdt/RI + FM) ainsi que du système de culture fourrager SC11 (Foin) sur *tanety* à base de *Bracharia spp.*, *Penicetum spp.* et autres espèces fourragères.

Cette orientation vers l'élevage permet d'augmenter le revenu disponible de ces exploitations. La vente quotidienne du lait permet également de s'affranchir des contraintes de trésorerie. Ainsi, les fonds disponibles permettent l'achat de fumure minérale et une intensification des cultures sur rizière avec la mise en œuvre de SC3 (Pdt/RI//Pdt/RI + FM) et de SC4 (Avoine/RI//Avoine/RI + FM). Par ailleurs, contrairement à SP3, ces exploitations réalisent une intensification en fumure minérale sur *tanety* avec la mise en œuvre de SC10 (PdT//M+H//RP + FM) au détriment de SC9 (PdT//M+H//RP).

Tout comme pour SP3, l'adoption du riz pluvial est limitée par les risques climatiques et l'importance de la charge de travail.

Cette stratégie d'adoption de la riziculture pluviale et d'intensification en fumure minérale permet d'une part d'être autosuffisant en riz mais également de dégager des excédents structurellement commercialisables. Les cultures vendues sont la pomme de terre, le maïs, le manioc et le riz.

Cependant, il convient de préciser que si ces exploitations sont positionnées sur la vente du riz, le riz pluvial est prioritairement consommé par les familles et le riz irrigué est celui qui est vendu. En effet, le riz pluvial bénéficie d'une part d'un goût plus apprécié par les familles et d'autre part il gonfle plus à la cuisson et permet donc de nourrir la famille avec une quantité inférieure à celle de riz pluvial.

Seule une quantité minimale de riz pluvial est conservée pour être vendue en septembre-octobre sous forme de paddy pour servir de semences aux autres cultivateurs.

Il convient de préciser que le prix d'achat du riz pluvial à Antsapanimahazo est le même que celui du riz irrigué.

Les perspectives d'avenir pour ces exploitations sont d'une part une intensification de l'élevage laitier et un agrandissement du cheptel et d'autre part une amélioration des techniques culturales et éventuellement une intensification en fumure minérale toutefois limitée par le prix élevé des intrants chimiques.

2.2.3.5 Synthèse

Ainsi, dans le *fokontany* d'Antsapanimahazo, les variétés améliorées de riz pluvial introduites depuis les années 2000 ont été adoptées par l'ensemble des cultivateurs. Pour l'ensemble des systèmes de production cette adoption s'est fait dans un contexte de saturation des rizières cultivées dans un objectif d'autosuffisance en riz. Par ailleurs, dans un contexte de limitation des terres disponibles, deux stratégies sont mises en œuvre par les exploitations. D'une part, une intensification des cultures en fumure organique puis en fumure minérale pour les exploitations qui en ont les moyens financiers. D'autre part, une orientation vers l'élevage de bovins laitiers plus ou moins intensif en fonction des moyens financiers.

Ainsi, pour les exploitations de type SP1, l'adoption du riz pluvial a permis de réduire la période de soudure sans pour autant permettre une autosuffisance totale en riz. Ces exploitations sont contraintes de pratiquer le salariat agricole et sont tributaires de revenus extérieurs pour assurer leur renouvellement.

Pour les exploitations de type SP2, une intensification en fumure organique des rizières et l'adoption du riz pluvial permettent également de réduire la période de soudure. Des revenus extérieurs et la pratique du salariat agricole sont toutefois nécessaires pour assurer l'autosuffisance alimentaire. L'adoption du riz pluvial est limitée par le risque climatique.

Les exploitations de type SP3 ont quant à elle adoptée la riziculture pluviale qui, associée à une intensification en fumure minérale dans les bas-fonds, a permis d'atteindre l'autosuffisance alimentaire en riz. Les excédents commercialisés ne concernent pas le riz mais des cultures telles que les tubercules ou le maïs. La charge de travail importante nécessitant un emploi de main d'œuvre salariée est une contrainte au développement du riz pluvial.

Pour les exploitations de type SP4, l'orientation vers un élevage laitier intensif permet d'une part de financer l'emploi de la main d'œuvre salariée et d'autre part de financer l'intensification en fumure minérale des cultures tant sur rizière que sur *tanety*. Cette stratégie permet d'atteindre non seulement l'autosuffisance alimentaire mais également de produire des excédents en riz commercialisables. Cependant, le riz irrigué est vendu alors que le riz pluvial est préféré pour la consommation familiale. Seule une petite quantité de riz pluvial paddy est stockée et commercialisée sous forme de semences au moment des semis.

Ainsi, pour les exploitants agricoles d'Antsapanimahazo, l'adoption des variétés améliorées de riz pluvial a été un véritable succès dans un contexte de déficit en riz, de prix de cette denrée extrêmement variables (variations intra annuelles et interannuelles) et de possibilités d'intensification des rizières limitées d'une part par un manque de fumure organique et d'autre part par un coût de la fumure minérale élevé.

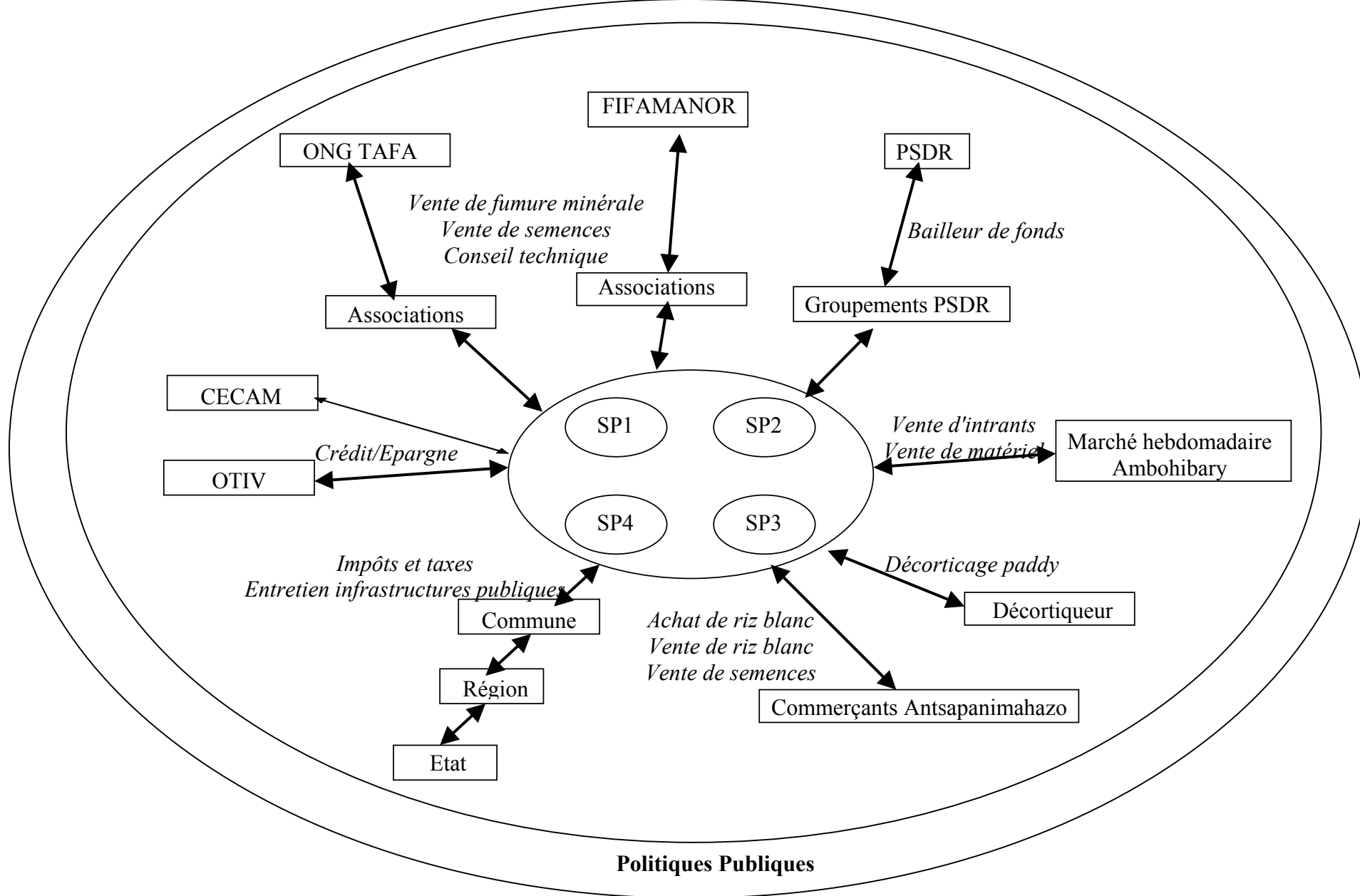


Figure 44 : Représentation schématique des acteurs du MPA de Antsanimahazo

Cependant, le développement de la riziculture pluviale est limité par :

- le sensibilité de cette culture à la sécheresse qui incite les agriculteurs à préférer d'une part une intensification des rizières lorsqu'elle est possible et d'autre part la mise en œuvre de systèmes de culture sur *tanety* moins risqués
- la faiblesse des revenus et le manque de trésorerie disponible au moment des semis face au coût élevé de la fumure minérale limitant ainsi l'intensification en fumure minérale
- un prix non incitatif en comparaison avec celui du riz irrigué qui n'incite pas à la commercialisation du riz pluvial.

2.2.4 Atouts et contraintes de la riziculture pluviale pour les autres acteurs du mésosystème productif agricole

Si les systèmes de production ont des contraintes fortes quant au développement de leur activité et de la riziculture pluviale, d'autres acteurs avec lesquels ils sont en relation influent sur ces contraintes. Aussi convient-il de mieux cerner comment les autres acteurs du mésosystème productif agricole sont en mesure ou non d'atténuer ces contraintes. Par ailleurs, il convient d'étudier les contraintes propres à chacun de ces acteurs.

La Figure 44 représente la diversité des acteurs du mésosystème productif agricole influant sur le développement de la riziculture pluviale à Antsapanimahazo.

ONG Tafa

Statut social : Organisation Non Gouvernementale - Association

Date de création : 1995

Historique : Création en 1995 sur financement de l'Agence Française de Développement (AFD) pour continuer la recherche sur le semis direct réalisée entre 1986 et 1994 dans le cadre de l'Opération Blé. Groupement des anciens partenaires de l'opération.

Depuis 1995 : activités de recherche (promotion du semis direct par l'adaptation des itinéraires techniques, mise en œuvre des sites de référence et création de matériel végétal de couverture).

Depuis 2003 : activités de vulgarisation et de diffusion du semis direct en milieu paysan techniques en complément de la recherche.

Activité actuelle : Emploi actuel de 108 personnes. Techniciens affectés sur différentes zones d'intervention (*fokontany* ou commune) où des agriculteurs ont préalablement accepté de laisser un terrain à disposition de l'ONG comme site de référence pour les expérimentations et la formation. Constitution en association des agriculteurs intéressés pour collaborer avec Tafa. Offre de conseil technique concernant le semis direct, de semences, de produits phytosanitaires et de fumure minérale à crédit de la part de Tafa.

Figure 45 : Présentation générale de Tafa

2.2.4.1 Les organismes d'appui à la production

Dans le *fokontany* d'Antsapanimahazo, deux agents techniques sont détachés pour exercer un rôle de vulgarisation et de conseil technique auprès des agriculteurs. Ils sont issus de l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) TAFa et de l'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) FIFAMANOR. Outre, la fonction de conseil technique, ces deux structures procurent également un rôle de fournisseurs d'intrants (semences et/ou fumure minérale).

2.2.4.1.1 L'Organisation Non Gouvernementale TAFa

Le fonctionnement général de cette ONG est présenté sur la Figure 19.

A Antsapanimahazo, deux associations d'une vingtaine de membres chacune ont été constituées pour travailler avec TAFa. Les raisons énoncées concernent principalement la protection de l'environnement et l'amélioration du niveau de vie par l'augmentation des rendements. Il semble que la motivation première des agriculteurs à collaborer avec l'ONG TAFa est de pouvoir disposer d'un crédit de campagne pour la fourniture d'intrants. En fonction de la surface que chaque agriculteur s'engage à cultiver en zéro labour, il peut bénéficier d'une certaine quantité de fumure minérale (1 kg d'urée/are et de 2 à 3 kg de NPK/are), de semences et de produits phytosanitaires. Les intrants sont livrés à l'association en début de campagne agricole et seront remboursés 9 mois plus tard à un taux mensuel de 2,5%. Un système de responsabilisation de l'association permet de mutualiser le risque de non remboursement et offre ainsi comme garantie la caution solidaire des membres de l'association. Il convient de préciser que l'achat groupé d'intrants par TAFa au travers du Groupement Semis Direct à Madagascar (GSDM) permet d'obtenir un tarif préférentiel. Par exemple 1 kg d'urée sera vendu à 1020 ariary contre 1200 ariary au prix du marché.

Si en théorie l'ONG TAFa s'adresse à l'ensemble des agriculteurs du *fokontany*, les seuls exploitants rencontrés engagés dans cette démarche sont issus des type SP3 et SP4. En effet, la mise en œuvre de techniques culturales de semis direct est risquée et les résultats obtenus sont contrastés. Les exploitants de type SP1 et SP2 ne peuvent par conséquent pas s'engager dans cette démarche malgré leur nécessité de bénéficier de fumure minérale. En outre, même chez les agriculteurs de type SP3 et SP4 les superficies cultivées selon les techniques de zéro labour sont limitées et dépassent rarement 10% de la superficie de *tanety*.

Cependant, les actions de vulgarisation de TAFa se destinent dans les faits à une frange limitée d'exploitants tant qualitativement (SP3 et SP4) que quantitativement (environ 40 familles), il convient de préciser que les innovations introduites avec succès peuvent être diffusées aux autres exploitants du *fokontany*. C'est notamment le cas pour la riziculture pluviale puisque TAFa contribue à la fourniture de semences améliorées de riz pluvial aux producteurs qui travaillent avec l'ONG. Et, d'année en année, ces producteurs revendent une partie de leur production sous forme de semences aux autres exploitants du *fokontany*. Ainsi, bien que dans le discours des responsables de l'ONG le riz pluvial ne soit pas considéré avec plus d'attention que les autres cultures pluviales, il est indéniable que TAFa ait participé à l'adoption massive de cette culture à Antsapanimahazo par l'introduction de semences.

FIFAMANOR

Statut social : Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) sous tutelle du MAEP

Date de création : 1972

Historique : Création en 1972 par un accord bilatéral entre l'Etat malgache et l'Agence Norvégienne de Développement International (NORAD) pour permettre la diffusion du blé, de variétés améliorées de pomme de terre et de la race bovine laitière Pie Rouge Norvégienne. Intégration progressive de nouvelles activités.

Activité actuelle : Emploi actuel de 167 personnes. 7 départements : Recherche, Vulgarisation, Elevage, Cellule Semences, Cellule Pistes Rurales, Suivi Evaluation, Administratif et Financier. 34 agents polyvalents vulgarisateurs détachés sur différentes communes. Travail avec des groupements de paysans (associations ou coopératives). Activités d'appui technique : élevage laitier, nutrition animale, diverses cultures fourragères, pomme de terre, manioc, patate douce, riz pluvial et blé.

Figure 46 : Présentation générale de FIFAMANOR

Les exploitants regroupés en association relèvent cependant certaines difficultés dans leur relation avec TAFa. En effet, le message de diffusion n'est pas toujours clair et compréhensible, ni adapté aux réalités paysannes. Par exemple, il semblerait que lorsque les résultats des cultures ne soient pas satisfaisants sur les parcelles paysannes, les agriculteurs soient dénoncés comme fautifs sans remise en question des techniques promues alors que l'approche techniciste de celles-ci imposent par exemple un calendrier technique de réalisation en décalage avec les possibilités des producteurs. Par ailleurs, dans l'accès aux intrants, certains retards de livraison ne sont pas en concordance avec les pratiques paysannes. En outre, cette année, suite à la sécheresse de la campagne 2005/2006, des problèmes de non remboursement généralisé se posent.

Si la non concordance entre certains messages énoncés et les réalités paysannes n'est pas énoncée par les responsables de TAFa, les problèmes de délai de livraison et de non remboursement sont quant à eux connus. Des possibilités d'échelonnement du paiement sont actuellement envisagées.

La pérennité de TAFa dans ses actions de vulgarisation semblent par ailleurs menacée suite à des évaluations externes qui conduirait à un changement de mode de fonctionnement du GSDM pour l'appui à la diffusion du semis direct. En effet, actuellement cette diffusion est limitée à certains secteurs et à certains opérateurs de diffusion. Le fonctionnement envisagé serait de faire des appels d'offres par secteur pour la diffusion mais le rôle assigné à TAFa serait de se recentrer sur la recherche et d'abandonner les activités de vulgarisation.

2.2.4.1.2 L'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial FIFAMANOR

Le fonctionnement général de cet EPIC est présenté sur la Figure 46.

A Antsapanimahazo, plusieurs associations se sont constituées pour travailler avec la technicienne affectée à la commune d'Antsoatany. Régulièrement des sessions de formation sont organisées pour l'appui technique et lors de chaque campagne des semences sont commercialisées auprès des associations qui sont également incitées à les multiplier pour en revendre ensuite aux autres agriculteurs. Il convient de préciser que les exploitants rencontrés travaillant avec FIFAMANOR disent le faire en premier lieu pour leur activité d'élevage plutôt que pour les cultures.

De la même manière que pour l'ONG TAFa, les exploitants travaillant avec FIFAMANOR sont essentiellement issus des types SP3 et SP4 bien que quelques exploitants de type SP2 soient également concernés étant donné l'amplitude large des activités de FIFAMANOR. On constate toutefois que les innovations introduites par FIFAMANOR auprès des exploitations se diffusent ensuite par réseau de connaissance au sein du *fokontany*. Ainsi, aujourd'hui, l'ensemble des exploitants qui en ont les moyens sont susceptibles de disposer de variétés de pomme de terre améliorée, de riz pluvial amélioré, de semences fourragères ou de race bovine laitière issus des travaux de recherche/vulgarisation de FIFAMANOR.

Dans le cas de la riziculture pluviale, FIFAMANOR a un rôle important dans la diffusion des semences améliorées. En effet, d'une part cet organisme obtient des semences de la part du FOFIFA, organisme de recherche producteur des variétés améliorées de riz pluvial, dans l'objectif d'en assurer la multiplication et la diffusion et d'autre part, FIFAMANOR incite les associations à multiplier les semences pour en assurer la diffusion aux autres agriculteurs.

Il semble cependant que du fait de la grande diversification des activités de FIFAMANOR d'une part les agriculteurs ne peuvent définir clairement la mission de cet organisme et d'autre part que les techniciens ne soient pas spécialisés sur une activité et aient des difficultés à réaliser un appui technique de qualité pour l'ensemble des missions qui leur sont affectées.

Cependant, si cette contrainte s'observe sur le terrain, le mode de fonctionnement de la vulgarisation est en train d'évoluer vers une spécialisation des techniciens par type d'activité plutôt que par zone d'intervention.

Il convient de préciser que puisque cet organisme est placé sous tutelle du MAEP, les orientations choisies par le comité de direction émanent d'instructions du Ministère. Ainsi, le modèle d'agriculture promu par le FIFAMANOR se doit de refléter la politique nationale et régionale. Pour cela, 2 axes majeurs sont préconisés : le renforcement et la responsabilisation des organisations paysannes et la promotion d'exploitations agricoles spécialisées sur une production et tournées vers le marché. Sur ce dernier point les responsables du FIFAMANOR émettent certains doutes quant à l'efficacité réelle de ce type d'exploitations au regard de la polyvalence actuelle des exploitations et de la faible rentabilité des prix des différentes productions. Aussi, à l'heure actuelle, les activités de FIFAMANOR se concentrent-elles sur une augmentation globale de la productivité via une amélioration des rendements.

2.2.4.1.3 Le Projet de Soutien au Développement Rural

A Antsapanimahazo, plusieurs associations se sont constituées dans l'objectif d'obtenir un financement de la part du PSDR pour la culture du riz pluvial. Cependant l'envoi des dossiers de demande à la DRDR d'Antsirabe en 2005 n'a abouti à aucun retour.

Dans le *fokontany* d'Antsapanimahazo, de nombreuses associations de ce type existent. Cependant, la plupart ont été créées suite à des opportunités de financement pour obtenir du matériel agricole, des intrants ou du financement dans différents cadres (projets, BTM; ...). Suite à l'échéance de ces possibilités, ces associations n'ont pas été dissolues mais elles n'ont plus aucun rôle actif actuellement. Cependant, lorsque de nouvelles opportunités existent, elles peuvent faire valoir leur statut associatif pour en bénéficier comme c'est le cas actuellement avec le PSDR.

2.2.4.2 Les organismes de financement de l'agriculture

Outre les financements du PSDR et les crédits de campagne proposés par TAFA, les agriculteurs d'Antsapanimahazo peuvent théoriquement bénéficier de produits financiers proposés par deux institutions de microfinance : l'OTIV (Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola) et la CECAM (Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuelle). Si les deux sont régies par la loi 96-020 définissant leur statut d'Institution Financière Mutualiste, leur mode de fonctionnement diffère.

2.2.4.2.1 La Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutualiste

Le fonctionnement général de cette Institution Financière Mutualiste est présenté précédemment.

OTIV

Statut social : Institution Financière Mutualiste

Date de création : 1994

Historique : Création en 1994 sur financement de la DID (Développement International Desjardins), groupe coopératif financier canadien et de la Banque Mondiale. Objectif initial de rendre accessible de façon pérenne et rentable des produits et services financiers de proximité aux populations les moins favorisées et aux micro-entrepreneurs. Autonomie financière depuis 2001, et extension progressive dans le pays

Activité actuelle : Fourniture de services et produits financiers. 16 produits financiers proposés. Non exclusivité aux opérateurs du monde rural (contrairement à la CECAM).

Produits financiers proposés aux agriculteurs :

- *Crédit paysan* : crédit de campagne limité à un montant de 400 000 ariary avec un taux d'intérêt mensuel dégressif de 3 à 1,5% sur une durée de 3 à 9 mois

- *Crédit solidaire* : proposé à un groupement de 3 à 5 exploitants agricoles, artisanaux ou commerciaux limité à un montant de 400 000 ariary par adhérent avec un taux d'intérêt mensuel dégressif de 3 à 1,5% sur une durée de 6 mois; ce crédit peut être contracté sans garantie matérielle (caution solidaire)

- *Prêt aux investissements* : taux d'intérêt mensuel dégressif de 3 à 1,5% sur une durée de 12 à 60 mois

- *Trois modes d'épargne* : le dépôt à vue non rémunéré, le dépôt spécialisé permet au membre de garder en réserve des sommes d'argent qu'il peut retirer à tout moment et le dépôt à terme de 3 à 12 mois avec un minimum de 200 000 ariary est rémunéré au taux du marché.

Conditions d'attribution des crédits : Mode et délai d'attribution des crédits semblables à ceux de la CECAM à l'exception de l'épargne préalable obligatoire et de la possibilité d'avoir recours à la caution solidaire.

Figure 47 : Présentation générale de l'OTIV

La spécificité du réseau CECAM est d'une part de pouvoir proposer des crédits de petit montant à de nombreux clients et d'autre part de disposer de caisses locales décentralisées en milieu rural (36 antennes locales pour l'URCECAM du Vakinankaratra). Dans ce cadre, il existe une antenne locale à Ambohibary (10 km d'Antsapanimahazo). Il convient de préciser que pour la caisse locale d'Ambohibary les membres de la CECAM sont à 60% des agriculteurs et à 40% des commerçants ou autres opérateurs du monde rural.

Puisque la CECAM finance ses produits financiers sur le marché bancaire auprès des banques commerciales, le taux d'intérêt proposé dépend de celui du marché. Il est toutefois supérieur à celui des banques classiques, car les charges de fonctionnement sont supérieures. En effet, le fonctionnement décentralisé et l'attribution de crédits de petits montants nécessitent l'emploi de nombreux techniciens et des frais de dossiers élevés engendrant par conséquent un coût du service financier élevé. Ce coût élevé explique la faible utilisation des crédits CECAM par les cultivateurs d'Antsapanimahazo.

Les responsables locaux et régionaux de la CECAM identifient à l'heure actuelle plusieurs contraintes au développement de leurs activités. Tout d'abord, le financement de leurs activités est limité par un faible volume d'épargne de la part des agriculteurs. Ainsi, la majorité des fonds épargnés le sont au niveau des caisses urbaines de la CECAM.

Ensuite, des problèmes de non remboursement affectent le fonctionnement de la CECAM. En effet, le taux actuel de remboursement est seulement de 85%. L'explication donnée par les responsables de la CECAM est la destination des fonds prêtés qui seraient affectés à des activités autres que celles énoncées dans les dossiers de projet. Par ailleurs, ils déplorent que *"les agriculteurs ne prennent pas au sérieux le mode de fonctionnement de la CECAM [et souhaitent] une plus grande responsabilisation des agriculteurs"*. Ce risque de non remboursement et ce manque de confiance de la part des responsables de la CECAM vis à vis de leurs membres expliquent en partie la lourdeur de la procédure administrative d'octroi des crédits.

2.2.4.2.2 OTIV

Le fonctionnement général de cette ONG est présenté sur la Figure 47.

Dans le cadre de l'extension du réseau OTIV, une caisse locale est ouverte dans la région depuis décembre 1995. Contrairement à la CECAM, l'OTIV ne s'adresse pas exclusivement aux opérateurs du monde rural si bien que la seule caisse locale se situe en milieu urbain à Antsirabe et propose ses services dans un rayon de 30 km. Il convient de préciser que la non décentralisation des antennes en milieu rural et le financement par l'épargne permettent à cet organisme de réduire les coûts et de proposer des taux d'intérêt plus avantageux que la CECAM. Par ailleurs, le crédit est conditionné à une épargne préalable de la part des membres et le remboursement peut s'effectuer mensuellement avec un taux dégressif en fonction du capital restant dû.

Les responsables de l'OTIV constatent une méconnaissance actuelle en milieu rural du réseau de l'OTIV dans la région. Cependant, elle s'explique par l'installation récente de la caisse locale à Antsirabe (moins d'un an) et la diversité des acteurs économiques que cet organisme cible. En effet, le monde rural n'est pas la priorité puisque seuls 23% des membres épargnants sont des agriculteurs parmi lesquels 9% ont bénéficié de crédits.

Par ailleurs, le volume budgétaire déterminé par le volume d'épargne constitué est le facteur limitant au développement des activités de l'OTIV. Il convient tout de même de préciser que l'équilibre budgétaire de cette structure ne s'effectue pas au niveau d'une caisse locale mais au niveau de l'union nationale des OTIV.

2.2.4.2.3 Les fournisseurs informels de crédit

Outre ces deux organismes de financement du monde rural, des modes informels de financement existent au sein du *fokontany*. En effet, en cas de problème conjoncturel de trésorerie, les agriculteurs font généralement appel à leur réseau de connaissance pour bénéficier d'un prêt d'argent de la part d'une autre exploitation agricole. Ces crédits sont généralement de très court terme puisqu'ils n'excèdent rarement 1 mois et ils se font sans intérêt. Une activité extérieure (artisanat ou vente de la force de travail) permet de procéder au remboursement du prêt. Il convient de préciser qu'à Antsapanimahazo, aucun particulier ne réalise de prêts à moyen ou à long terme ni de prêts rémunérés.

2.2.4.2.4 Conclusion sur les organismes de financement

Si les différents produits financiers proposés par les institutions financières et leur mode de fonctionnement ont été élaborés de manière à répondre aux attentes du monde rural et notamment des agriculteurs, ils sont utilisés de manière très marginale à Antsapanimahazo. La lourdeur de la procédure d'attribution et les démarches à effectuer expliquent en grande partie la rareté de la demande.

Par ailleurs, certains produits proposés entrent en concurrence avec les pratiques locales beaucoup mieux adaptées aux contraintes économiques et au mode de fonctionnement du système agraire d'Antsapanimahazo. En effet, les prêts informels à court terme et non rémunérés réalisés entre famille sont moins coûteux et plus facile à obtenir que le crédit social de la CECAM. De même, les produits d'épargne proposés par les deux Institutions de MicroFinance (IMF) entrent en concurrence avec l'épargne paysanne réalisée sous forme animale. En effet, cette dernière permet aux systèmes de production d'épargner un volume en fonction de leur disponibilité monétaire en optant pour un élevage plus ou moins coûteux en investissement (de la poule à la vache laitière). La vente des produits issus de cet élevage et, le cas échéant, la vente de l'animal acheté peut par ailleurs s'effectuer à tout moment. Enfin, cet épargne animale s'accompagne d'une production de fumure organique indispensable à l'intensification des systèmes de production.

A Antsapanimahazo, seuls les systèmes de production SP3 et SP4 qui disposent de revenu extérieur ou d'un capital permettant d'amortir le risque peuvent prendre le risque de recourir à un crédit. Toutefois, même parmi ces systèmes de production, le nombre d'exploitations ayant contracté un emprunt auprès de la CECAM est très réduit. La garantie matérielle exigée pour l'attribution d'un crédit individuel limite l'accès aux crédits. En effet, les systèmes de production SP1 et SP2 ne disposent pas de garantie matérielle et les autres systèmes de production sont souvent réticents à s'engager sur leur faible capital disponible (animaux essentiellement). Les crédits proposés ont ainsi mauvaise presse en milieu rural, car les risques inhérents aux activités agricoles (risque climatique) et aux activités d'élevage (risque sanitaire) sont évoqués par les agriculteurs comme un frein à la demande de crédits.

Par ailleurs, les taux élevés des crédits proposés sont difficilement supportables face aux revenus générés par les activités agricoles et les activités d'élevage d'Antsapanimahazo (voir étude détaillée en Annexe 7).

Toutefois, lorsque des crédits sont effectivement contractés pour la production agricole, ils ne le sont généralement pas pour la culture de riz pluvial. D'après les responsables de la caisse locale d'Ambohibary, la majorité des crédits agricoles concernent la culture de pomme de terre. En effet, cette culture de bas-fond est peu risquée et l'intensification en fumure minérale des agriculteurs de la zone s'effectue prioritairement dans les rizières. Par ailleurs, la pomme de terre bénéficie de débouchés stables et à un prix rémunérateur permettant de rembourser facilement le crédit contracté. Enfin, cette intensification bénéficie à la culture de riz irrigué qui suit dans la rotation.

Enfin, il convient de noter que si des crédits permettent de financer une culture spécifique comme la pomme de terre, les disponibilités en trésorerie de l'exploitation qui auraient été affectées à cette culture peuvent être utilisées pour le financement d'autres activités productives comme l'intensification en fumure minérale des cultures pluviales sur *tanety* (cf fonctionnement des SP4).

2.2.4.3 Les fournisseurs privés d'intrants

2.2.4.3.1 Semences

Comme il a été précisé précédemment TAFE et FIFAMANOR sont les organismes de développement qui ont introduit les semences améliorées de riz pluvial d'altitude élaborées par la recherche (FOFIFA-CIRAD). Ces semences vendues auprès des exploitants travaillant en partenariat avec ces organismes ont ensuite été diffusées à l'ensemble des exploitants. En effet, dans le *fokontany*, les ventes de semences de riz pluvial se font directement entre exploitants ou par l'intermédiaire des commerçants d'Antsapanimahazo qui achètent le riz sous forme de paddy au moment du semis pour le revendre ensuite.

Par ces deux moyens, l'ensemble des exploitants peut renouveler son stock de semences de riz pluvial.

2.2.4.3.2 Fumure minérale

Les quantités de fumure minérale vendues par les commerçants d'Antsapanimahazo sont très faibles. En effet, la majorité des exploitants rencontrés qui utilisent de l'urée ou du NPK s'approvisionnent au marché hebdomadaire d'Ambohibary à 10 km du *fokontany*.

Trois types d'opérateurs vendent de la fumure minérale :

- une douzaine d'épiceries et quincailleries commercialisent de 5 à 15 tonnes d'engrais en plus des autres produits vendus
- deux commerçants spécialisés dans les intrants agricoles commercialisent entre 25 et 40 tonnes de fumure minérale par an
- des vendeurs ambulants qui se déplacent de marché en marché commercialisent de 35 à 50 tonnes de fumure minérale par an.

L'ensemble de ces opérateurs s'approvisionnent auprès des vendeurs spécialisés dans les produits agricoles d'Antsirabe (SEPCM, SDC ou UNOH). Le prix d'achat est négociable en fonction des volumes achetés. Cependant la faible trésorerie disponible des épiceries et quincailleries engendre une stratégie de stock minimal et d'achat fréquent et en petite quantité (de 100 kg à 1 tonne). Pour les autres opérateurs, l'achat peut atteindre les 5 ou 10 tonnes et ils peuvent ainsi bénéficier d'un prix de 1000 ariary/kg contre 1050 ariary/kg au détail.

Le paiement du docker, le transport des engrais en taxi brousse depuis Antsirabe et le déchargement des sacs contribuent à augmenter le prix de vente au détail. Au final, la marge commerciale se situe entre 40 et 80 ariary/kg pour un prix de vente qui varie entre 1150 et 1200 ariary/kg en fonction du volume vendu et de la négociation avec les exploitants.

Ainsi, le coût élevé de la fumure minérale disponible pour les exploitants d'Antsapanimahazo n'est pas imputable aux commerçants privés locaux puisqu'ils répercutent un prix d'achat élevé auprès des fournisseurs d'Antsirabe et que leur marge est relativement faible.

2.2.4.3 Fumure organique

La fumure organique est un produit relativement rare à Antsapanimahazo puisque c'est sa disponibilité qui conditionne l'intensification des cultures et par conséquent le revenu agricole des familles. La commercialisation entre systèmes de production reste par conséquent très occasionnelle. L'approvisionnement entre exploitations et toutefois complété par la possibilité d'acheter de la fumure organique au marché d'Ambohibary où des éleveurs porcins et avicoles en commercialisent. Par ailleurs, les déchets de la production des savonneries artisanales sont commercialisés à Antsirabe et sont considérés par les exploitants d'Antsapanimahazo comme "*des intrants organiques aussi efficaces que la fumure minérale en terme de fertilisation*".

2.2.4.4 Les commerçants de riz pluvial

A Antsapanimahazo, deux types d'opérateurs sont en mesure d'acheter du riz aux exploitants :

- 7 épiceries achètent les différents produits agricoles que les exploitants cherchent à vendre parmi lesquels ils commercialisent chacun un volume de 5 à 10 tonnes de riz par an
- de 2 à 3 personnes postées en bord de route principale achètent quotidiennement du riz aux exploitants pour un volume global qui n'excède pas 2 tonnes par an.

Il convient de préciser que le *fokontany* est globalement déficitaire en riz si bien que le flux de commercialisation principal de cette denrée s'effectue depuis l'extérieur vers Antsapanimahazo. En effet, si les commerçants achètent du riz entre avril et octobre auprès des exploitants du *fokontany*, de novembre à mars ils achètent du riz auprès de collecteurs venus des environs de Farahitsoa (à 50 km au Nord-Ouest) qui se déplacent en camions jusqu'à Antsapanimahazo.

A l'inverse, les commerçants d'Antsapanimahazo commercialisent de la pomme de terre, du manioc ou du maïs produits par les exploitants du *fokontany*.

Il convient de préciser qu'à Antsapanimahazo, le prix du riz pluvial n'est en règle générale pas supérieur à celui du riz irrigué. Par conséquent, les exploitants qui commercialisent du riz vendent en priorité le riz irrigué moins apprécié que le riz pluvial. Seul au moment des semis, le prix élevé du riz pluvial en paddy destiné à être semé incite les exploitants à en revendre auprès des commerçants. En outre, l'ensemble des exploitants enquêtés précise que "*même une augmentation de prix d'achat du riz pluvial ne les inciterait pas à se positionner sur la vente de ce produit agricole, car c'est avant tout un produit d'autoconsommation*".

2.2.5 Conclusion générale sur la riziculture pluviale à Antsapanimahazo

La création récente de variétés améliorées de riz pluvial par la recherche a permis aux organismes d'encadrement de l'agriculture de proposer ces semences aux agriculteurs d'Antsapanimahazo. Or, dans cette localité un déficit structurel en riz obligeait les commerçants à fournir du riz provenant de l'extérieur du fokontany à des prix intra et inter annuels très variables. Si bien que les exploitants agricoles ont massivement adopté cette innovation pour répondre à leur besoin de consommation et tendre vers une autosuffisance en riz. En effet, dans un contexte de forte variation des prix et de risque de non disponibilité sur le marché, il est plus intéressant de produire du riz plutôt que d'en acheter.

Cependant, si cette culture est désormais pratiquée par l'ensemble des systèmes de production, son développement est limité par un système de contraintes fort.

Le risque lié à cette culture pluviale particulièrement sensible à la sécheresse a en effet deux conséquences. D'une part, la mise en œuvre sur *tanety* de la riziculture pluviale s'accompagne toujours de la mise en œuvre de cultures moins risquées. D'autre part, lorsque les agriculteurs sont en mesure d'intensifier en fumure (organique ou minérale) leurs systèmes de culture, ils le font prioritairement sur les cultures des rizières.

Dans ce contexte, plusieurs secteurs encadrés par les autres acteurs du mésosystème productif agricole semblent influencer le développement de la riziculture pluviale.

Le secteur du financement de l'agriculture représentée par les IMF est nécessaire pour répondre aux problèmes de trésorerie nécessaire à l'achat de fumure minérale ou au paiement de la main d'œuvre salariée. Toutefois, face à la faiblesse des revenus procurés par la riziculture pluviale en mauvaise année, les crédits accordés sont généralement utilisés pour l'intensification des cultures de rizière plus productives comme par exemple la pomme de terre.

Ensuite, le prix de la fumure minérale et par conséquent la filière d'approvisionnement en intrants influent grandement sur les performances de la riziculture pluviale. En effet, les systèmes de production SP3 et SP4 qui disposent de revenus suffisants pour intensifier leurs systèmes de culture en fumure minérale obtiennent des rendements bien supérieurs. Cependant, si ces intrants permettent d'augmenter la production rizicole, ils servent prioritairement à intensifier les cultures de rizière pour les systèmes de production SP3. Enfin, pour les systèmes de production SP4 qui sont les seuls à commercialiser du riz, l'intensification se fait sur rizière mis également sur *tanety*. Toutefois, pour ce dernier système de production, l'intensification en fumure minérale des systèmes de culture à base de riz pluvial sur *tanety* a pour objectif principal de produire un riz pluvial de consommation et de pouvoir commercialiser le riz irrigué produit en excédent.

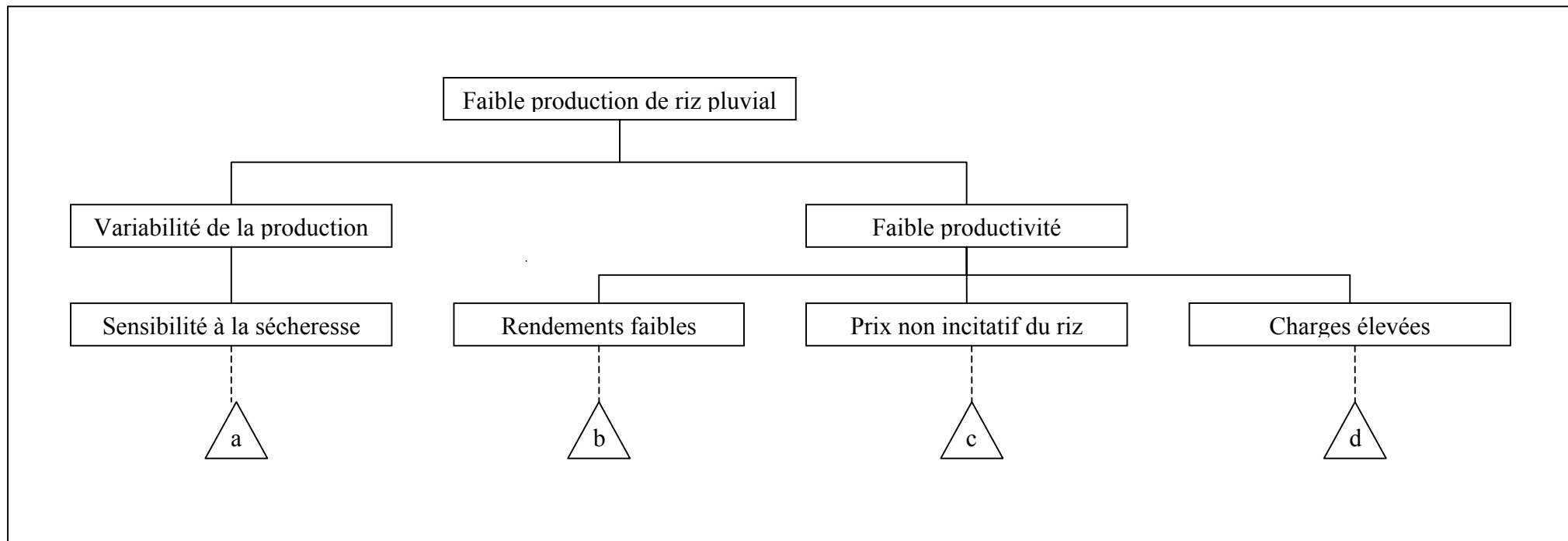


Figure 48 : Arbre à problème (1/4)

En effet, le prix du riz irrigué est le même que celui du riz pluvial face à une qualité du riz pluvial plus appréciée par les familles. Seules des semences de riz pluvial sous forme de paddy sont vendues au moment des semis où le prix du riz est maximal. Ainsi, le prix de vente du riz pluvial est un facteur limitant d'une part le développement de cette culture et d'autre part l'intégration de ce produit au marché. Aussi, la filière de commercialisation du riz pluvial déterminant le prix du riz payé au producteur est décisive quant au développement de la riziculture pluviale.

2.3 CONCLUSION GENERALE

2.3.1 Le système de contraintes au développement de la riziculture pluviale

Dans les deux zones d'étude, les contraintes majeures au développement de la riziculture pluviale sont similaires. Par ailleurs, les contraintes sont proches pour l'ensemble des systèmes de production bien que chacune ne s'applique pas avec la même intensité en fonction des types d'exploitation. Ainsi, le système des contraintes principales au développement de la riziculture pluviale peut-être représenté sous la forme d'un arbre à problèmes commun aux deux zones et à l'ensemble des systèmes de production.

Toutefois, il convient de préciser que, par la suite, il sera légèrement nuancée en fonction des quelques spécificités de chaque zone.

2.3.1.1 Un arbre à problème comme mode de représentation

La faible production de riz pluvial au sein des exploitations agricoles des deux zones d'étude s'explique par deux raisons principales :

- La variabilité de la production de riz pluvial qui induit une forte variation de la productivité en fonction des années et dissuade donc les agriculteurs de pratiquer cette production risquée : la variable principale d'explication de cette variabilité est la pluviométrie puisque le riz pluvial est très sensible à la sécheresse
- La faible productivité de cette culture due à des rendements faibles, à un prix non incitatif à la production de cette culture et à des charges élevées inhérentes à sa mise en culture.

On se propose donc de comprendre les raisons de ces 4 facteurs limitants la production de riz pluvial que sont :

- La sensibilité à la sécheresse
- Les rendements faibles
- Le prix non incitatif du riz pluvial
- Les charges élevées

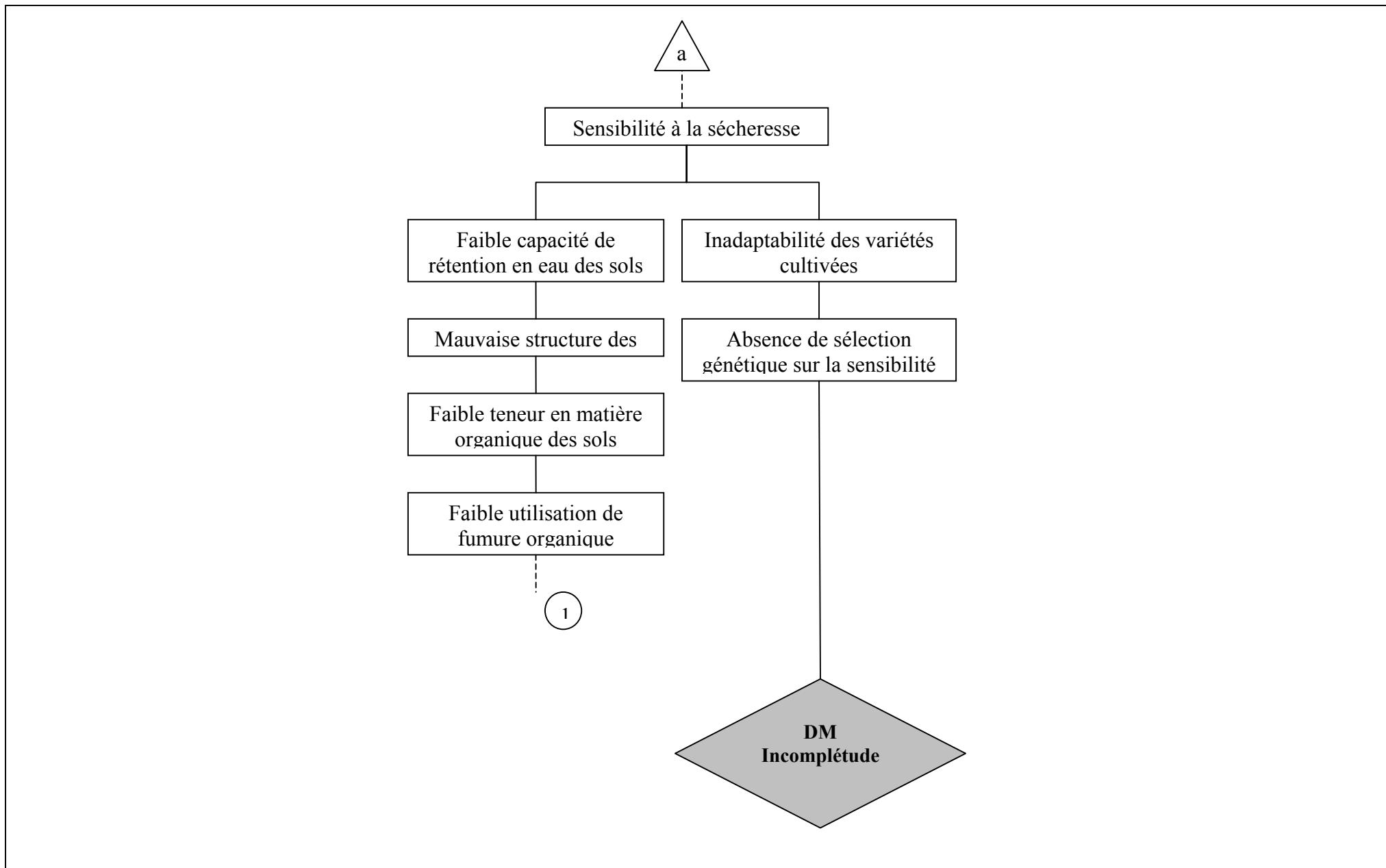


Figure 49 : Arbre à problème (2/4)

2.3.1.1.1 La sensibilité à la sécheresse

Les aléas climatiques se traduisant par des déficits hydriques au moment de la floraison du riz pluvial affectent régulièrement les rendements de cette culture. Ces contraintes naturelles pourraient être allégées par deux innovations techniques :

- L'adoption de variété précoce permettant de réduire le cycle végétatif du riz pluvial et d'obtenir une floraison en début janvier, période peu soumise aux déficits hydriques,
- Un meilleur entretien de la structure du sol et un amendement plus important en fumure organique.

Or, à l'heure actuelle aucune variété précoce n'est proposée sur le marché, ce qui constitue une incomplétude du marché, donc une défaillance du marché.

D'autre part, l'entretien de la structure physique et de la rétention en eau du sol par le biais d'une utilisation accrue de fumure organique n'est pas réalisé pour des raisons qui seront évoquée par la suite.

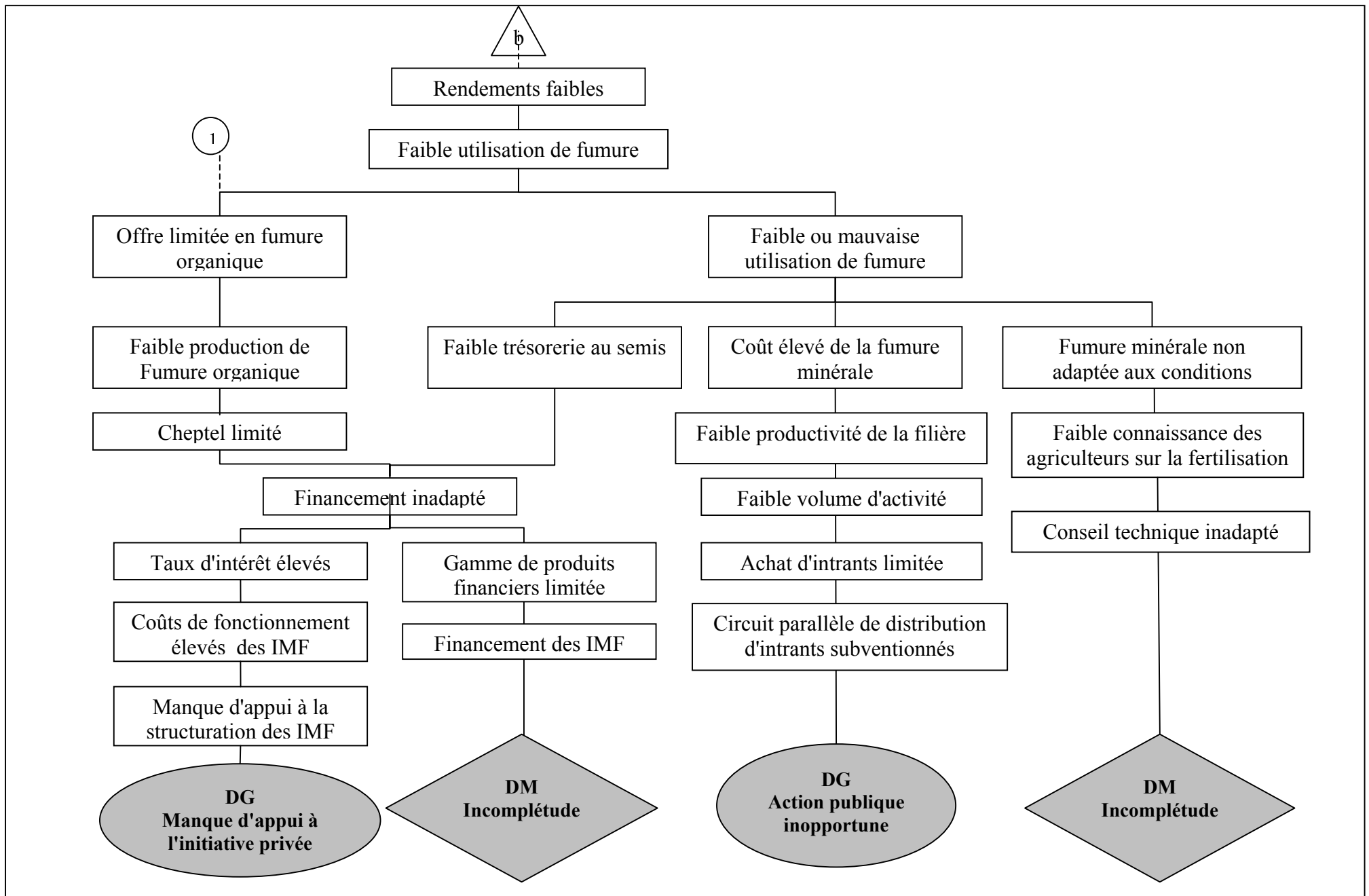


Figure 50 : Arbre à problème (3/4)

2.3.1.1.2 Les rendements faibles

Les rendements faibles affectent la productivité du riz pluvial et rendent cette culture peu compétitive par rapport à d'autres activités culturelles sur les deux zones. Ces rendements faibles s'expliquent principalement par une intensification limitée par l'emploi de fumure organique ou minérale.

La production de fumure organique étant fortement corrélée au cheptel présent sur les deux zones d'étude une plus grande utilisation de fumure organique nécessiterait une croissance du cheptel. Or, à l'heure actuelle, les agriculteurs n'ont pas d'autres moyens que l'autofinancement pour investir dans le bétail. En effet, les crédits proposés pour investir dans du cheptel sont inadaptés aux besoins des agriculteurs. En effet, les taux d'intérêt paraissent trop élevés, la durée des emprunts est réduite et les garanties difficiles à réunir pour tous les agriculteurs. Ces problèmes reposent sur une faible productivité de la filière de financement essentiellement due à :

- Des coûts de fonctionnement élevés (problème de structuration des IMF),
- Des problèmes de financements de l'activité des IMF (limitant la gamme de produits proposés).

Le problème de structuration des IMF est dû à l'absence d'un véritable appui de ces structures et pourrait relever d'une défaillance de gouvernement, dans le sens du manque d'accompagnement de l'initiative privée.

Les problèmes de financement des activités des IMF renvoient à une défaillance de marché.

De même, l'utilisation de fumure minérale relève tout d'abord d'un problème de financement de l'achat d'intrants. A ce problème se rajoute le manque de connaissances des producteurs sur les méthodes de fertilisation, notamment en terme des différents plans de fumure réalisables en fonction des conditions agro-écologiques et technico-économiques.

Enfin, le problème de la cherté des intrants peut-être soulevé du fait d'une faible productivité de la filière d'approvisionnement due à un faible volume d'activité ne permettant pas d'obtenir d'économie d'échelle. L'activité limitée est due à des interventions publiques inopportunes sous forme de subventions PSDR. En effet, ces subventions perturbant le marché (dans le sens où elles ne sont pas généralisées et proviennent d'engrais donnés par des gouvernements étrangers) elles peuvent être analysées comme une défaillance de gouvernement.

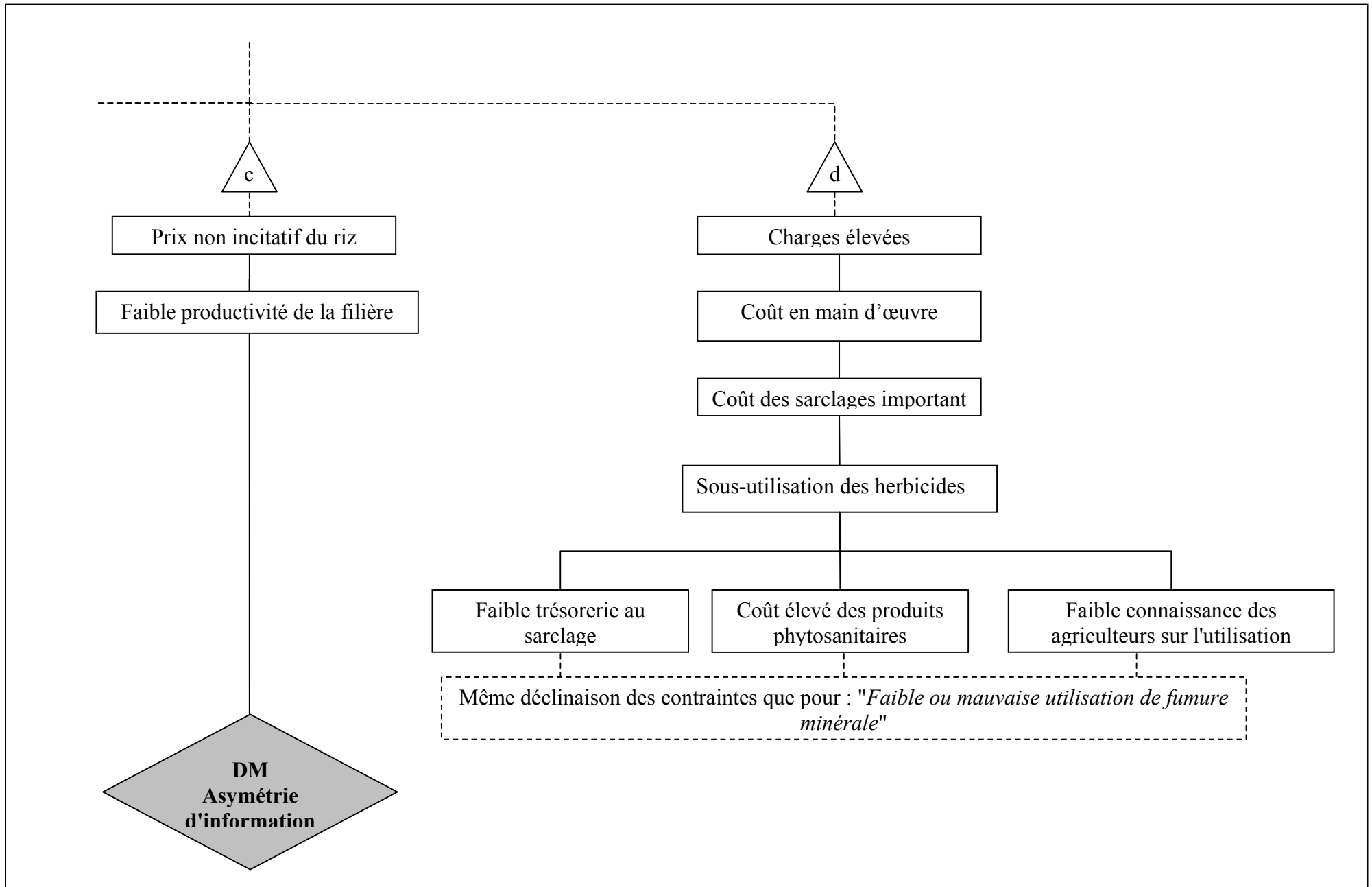


Figure 51 : Arbre à problème (4/4)

2.3.1.1.3 Le prix non incitatif du riz pluvial

Le niveau de prix bord champ payé au producteur est un élément déterminant de la productivité du riz pluvial. Or, on constate que même dans la zone d'étude du Bongolava (Ankadinondry-Sakay) où le prix du riz pluvial est rémunéré à un prix supérieur à celui du riz irrigué, ce prix n'est pas suffisamment rémunérateur pour inciter à la production.

La principale contrainte généralement énoncée à Madagascar déterminant ce niveau de prix concerne la diffusion des signaux de prix le long de la filière aval (commercialisation) où la marge des opérateurs est, dans certaines zones, supérieure à celle des agriculteurs. Cependant, d'après le discours des personnes ressources rencontrées et d'après notre diagnostic, il apparaît que le marché rizicole national est très compartimenté et que, dans nos deux zones d'étude, il n'y ait pas de problème majeur de transport (infrastructures routières en bon état), ni d'oligopole (plusieurs collecteurs).

Toutefois, la contrainte énoncée par les producteurs (essentiellement pour ceux qui commercialisent le riz pluvial) concerne une asymétrie d'information puisqu'ils affirment "*ne pas connaître le prix du riz sur les marchés urbains et sont contraints de se fier au niveau de prix fixé par les collecteurs*".

2.3.1.2 Les charges élevées

Les coûts de production du riz pluvial constituent également un facteur influençant la productivité de cette culture. L'essentiel de ces coûts de production est représenté pour les systèmes de production patronaux par le coût en main d'œuvre. Pour les systèmes de production familiaux, la charge en travail peut être assimilée à un coût d'opportunité. L'essentiel du travail sur le riz pluvial correspondant aux travaux de sarclages, ce coût d'opportunité est important puisque la période de sarclage est concomitante à la période de repiquage du riz irrigué.

L'importance de la charge en travail pourrait être réduite par l'utilisation d'herbicides sélectifs. Ces herbicides sont distribués à la fois dans le Vakinankaratra et dans le Bongolava, il n'y a donc pas d'incomplétude du marché. Néanmoins, il est possible de décliner le problème de l'utilisation d'herbicides en problème de financement de leur achat, aux coûts élevés de ces produits et à la faible connaissance des agriculteurs sur leur utilisation. Ces problèmes renvoient à ceux liés à la "*Faible ou mauvaise utilisation de fumure minérale*", étudiés précédemment.

2.3.1.3 Précisions à apporter quant à la zone d'étude du Bongolava

Plusieurs nuances sont à apporter quant à l'arbre à problèmes présenté précédemment. Ainsi, plusieurs problèmes paraissent spécifiques à la commune d'Ankadinondry – Sakay.

Premier point, concernant la variabilité de la production, le parasitage du riz pluvial par le striga s'avère être une contrainte non négligeable. Or, les producteurs n'ont ni accès à des conseils techniques pour enrayer ce parasitage, ni accès à des produits phytosanitaires ou à des variétés améliorées. En effet, le striga semble peu étudié par les organismes de recherche, malgré que se soit une problématique primordiale pour les cultures pluviales, sur la commune d'Ankadinondry – Sakay. Il est donc possible de recenser une incomplétude du marché à ce niveau et donc une défaillance du marché des services de conseil et de recherche agronomique.

Concernant le striga, le principal moyen de lutte mis en œuvre sur la commune d'Ankadinondry-Sakay est l'intégration d'une jachère dans les rotations. Or, les plus petits systèmes de production (SP1) ne disposent pas d'assez de foncier pour mettre en œuvre cette jachère. Notons que dans la commune d'Ankadinondry – Sakay une partie (chiffres non communiqués) de la SAU disponible n'est pas exploitée, car elle appartient au domaine public (terres de la SOMASAK et de la SPAS nationalisées et non redistribuées). Il est quasi impossible pour les producteurs d'acquérir ces terres (coûts de procédure rédhibitoires). Il est donc possible de déceler une défaillance du marché foncier, se traduisant par une gestion non optimale du bien public. A noter, que l'exploitation de ses terres permettrait aux plus petits producteurs de pouvoir pratiquer la jachère et au plus gros de bénéficier d'une SAU plus grande et de produire ainsi plus de riz pluvial.

Concernant l'offre de fumure organique limitée, deux problèmes autres que le financement s'y ajoutent. Le premier est le risque lié à la capitalisation en bétail. En effet, la commune d'Ankadinondry-Sakay, à l'image du Moyen-Ouest, est sujette à l'insécurité du bétail, des vols de zébus sévissant régulièrement dans la zone. Une défaillance de gouvernement n'assurant pas la protection des biens de production est ainsi à relever. Le deuxième se traduit par une mauvaise production de fumure organique. En effet, les parcs à bétails sont situés en plein air, généralement peu paillés et laissés à l'exposition des précipitations (engendrant des pertes par lessivage des éléments fertilisants). Une méconnaissance des producteurs sur les bonnes pratiques de production de fumier est tout d'abord à relever, dont la première cause apparente semble être une lacune dans le conseil technique. Une défaillance du marché du service de conseil est donc à recenser, défaillance due à une incomplétude du marché. Néanmoins, il faut rajouter à cette lacune du service de conseil, une lacune du service de financement, car une fois encore l'accès au financement pour la construction de bâtiments d'élevage et de stockage du fumier semble imparfait. Ce problème de financement a déjà été décrit.

Enfin, pour les systèmes de production moto-mécanisés (SP4), la faible productivité du riz pluvial est à mettre en relation avec un coût important en gasoil. Ce coût pourrait être réduit, si les producteurs s'associaient et pourraient ainsi bénéficier d'un prix réduit sur leur fourniture en carburant. Une défaillance du service d'appui à ces producteurs est donc à relever, une défaillance de marché (asymétrie de l'information) et de gouvernement (appui à l'institutionnalisation du secteur privée) sont à relever à ce niveau. Enfin, certains groupes d'acteurs sont exonérés de taxes sur les hydrocarbures (dans la production de crevettes notamment. Cette exonération d'un secteur particulier relève d'une « inéquité », dans le cadre réglementaire et fiscal touchant aux différents acteurs privés.

Si l'arbre à problème maintenant amendé des problèmes spécifiques à la zone d'Ankadinondry – Sakay permet de synthétiser les différents problèmes reposant sur la production de riz pluvial, il ne permet pas de hiérarchiser ces problèmes. Or, cette hiérarchisation est une problématique importante dans le cadre d'une intervention publique. Elle dépend, d'une part de la spécificité des zones de production, mais aussi des systèmes de production. Ainsi, les problèmes évoqués n'ont pas les mêmes effets sur les différents systèmes de production.

Pour les systèmes SP1, faiblement capitalisés et disposant de peu de terre, il apparaît naturellement que l'acquisition de biens de production est la priorité, notamment en terme de terre et de bétail. Les problèmes liés à l'acquisition de terre (défaillance de gouvernement dans la gestion des biens publics) et de bétails (défaillance de marché dans le secteur financier) apparaissent prioritaires.

Pour les systèmes SP2, disposant des biens primordiaux de production (terre et culture attelée), la premier problème ce système semble être l'accès aux intrants (fumure et produits phytosanitaires).

Pour ces deux systèmes, la variabilité de la production du riz pluvial (relative par rapport à d'autres culture comme le manioc) pose néanmoins problème et apparaît comme un problème déterminant dans le choix de l'utilisation des moyens de production, obtenu si leur problèmes spécifiques sont résolus.

Pour les système SP3 et SP4, excédentaires en riz, le riz pluvial est considéré comme une culture commerciale. La faible de productivité relative du riz pluvial ne couvrant pas les risques liés à la variabilité importante de la production n'incite pas ces unités de production à la riziculture pluviale. Les problèmes liés à la productivité de cette production affectant l'ensemble des cultures pluviales, il ne semble pas que la résolution de ces problèmes suffise à la relance de la riziculture pluviale. En revanche, la minimalisation de la variabilité de la production permettrait d'obtenir des résultats comparables à d'autres cultures pluviales (notamment le maïs). Ainsi, les problèmes liés à la sensibilité du riz pluvial à la sécheresse et au striga semblent prioritaires.

2.3.1.4 Précisions à apporter quant à la zone d'étude du Vakinankaratra

A Antsapanimahazo, force est de constater que les contraintes de sécurité et de striga ne se posent pas. Cependant, une spécificité de cette zone d'étude relève du différentiel de prix entre le riz irrigué et le riz pluvial inexistant à la récolte. Le riz pluvial y est avant tout un produit d'autoconsommation familiale. Le seul différentiel de prix observable s'effectue au moment des semis où le riz pluvial sous forme de paddy (semences) peut être commercialisé à un prix supérieur de 20 à 50 ariary/kg.

Par ailleurs, dans cette zone d'étude où l'association entre agriculture et élevage est la base de l'agriculture et le déterminant principal des rendements, l'élevage limité (et donc la capacité de financement) apparaît comme une contrainte majeure. Aussi, toutes les familles mettent-elles en œuvre des stratégies d'affouragement (résidus de récolte, récolte de fourrages sauvages, voire intensification fourragère). En outre, chaque producteur dispose de stratégie pour produire de la fumure organique supplémentaire (fosses compostières, productions de cendres, récolte des bouses...).

Concernant les systèmes de production, on peut dire que les contraintes sont à nuancer, en effet :

- pour les systèmes familiaux (SP1 et SP2), les deux contraintes majeures sont celles de la sensibilité à la sécheresse du riz pluvial (et donc du risque associé) et de la fumure organique produite limitée (capacité de financement limitée en élevage).
- pour les systèmes patronaux (SP3 et SP4), les contraintes majeures sont celles de la sensibilité à la sécheresse du riz pluvial (et donc du risque associé), des charges élevées inhérentes à cette culture (paiement de la main d'œuvre) et du prix non incitatif à la vente pour ces exploitations actuellement susceptibles de dégager un excédent commercialisable.

Enfin, l'intensification en fumure minérale (et la capacité de financement associée) limite également les rendements du riz pluvial, du fait :

- du coût élevé de cette fumure minérale pour les systèmes familiaux
- d'une intensification prioritaire des bas-fonds pour les systèmes patronaux.

2.3.2 Conclusion sur le système de contraintes au développement de la riziculture pluviale

2.4 DE L'ARBRE A PROBLEMES A L'ARBRE A OBJECTIFS

L'analyse du mésosystème productif agricole des deux zones d'étude au regard des contraintes au développement de la riziculture pluviale a donc permis d'établir un arbre des problèmes communs aux deux zones. Il est nuancé par quelques spécificités à chaque zone et type de systèmes de production.

Il convient maintenant de convertir cet arbre à problèmes en arbre à objectifs afin de déterminer quels sont les objectifs principaux assignés aux politiques publiques qui seraient susceptibles d'atténuer les contraintes au développement de la riziculture pluviale.

Les figures suivantes (Figure 52, Figure 53, Figure 54 et Figure 55) présentent donc l'arbre à objectifs.

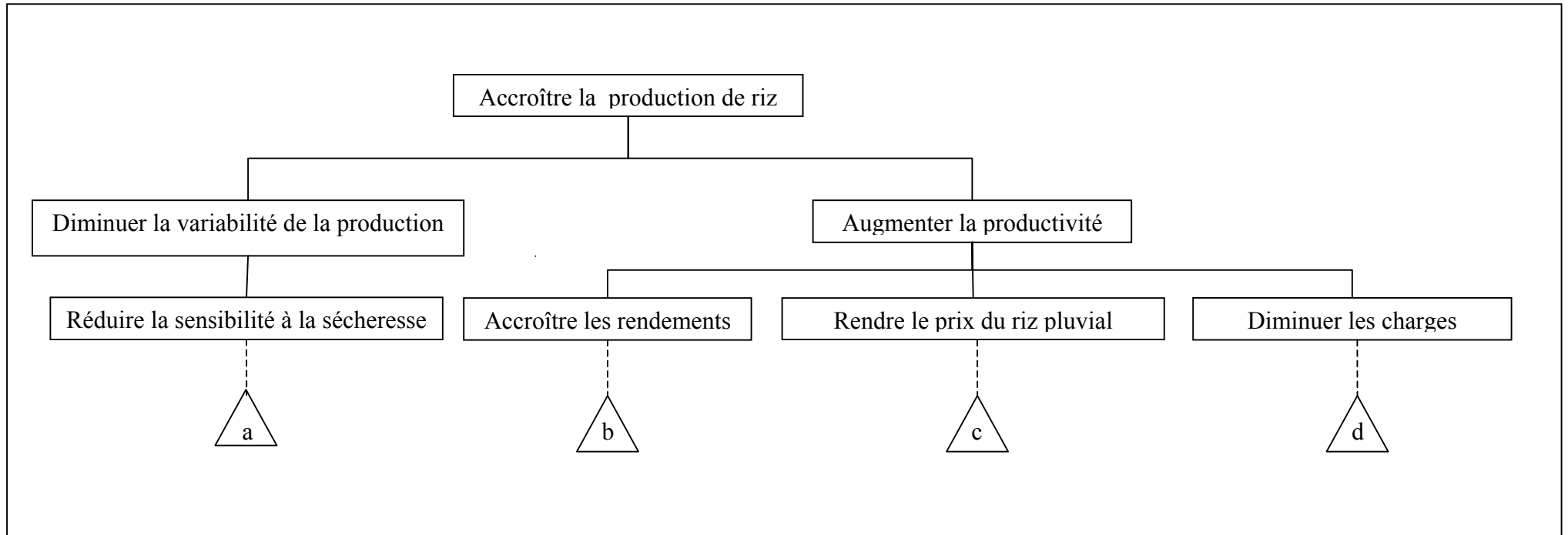


Figure 52 : Arbre à objectifs (1/4)

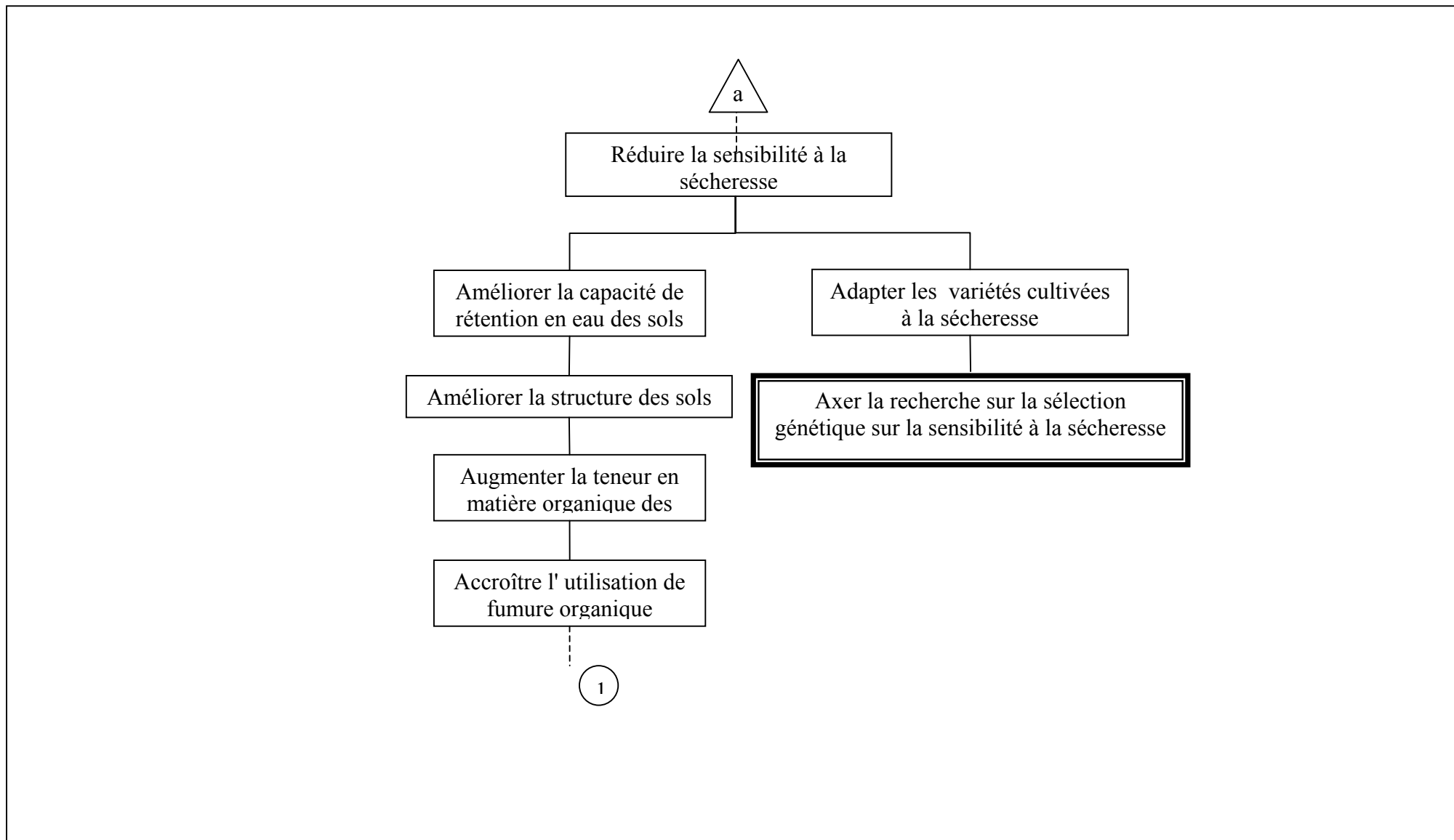


Figure 53 : Arbre à objectifs (2/4)

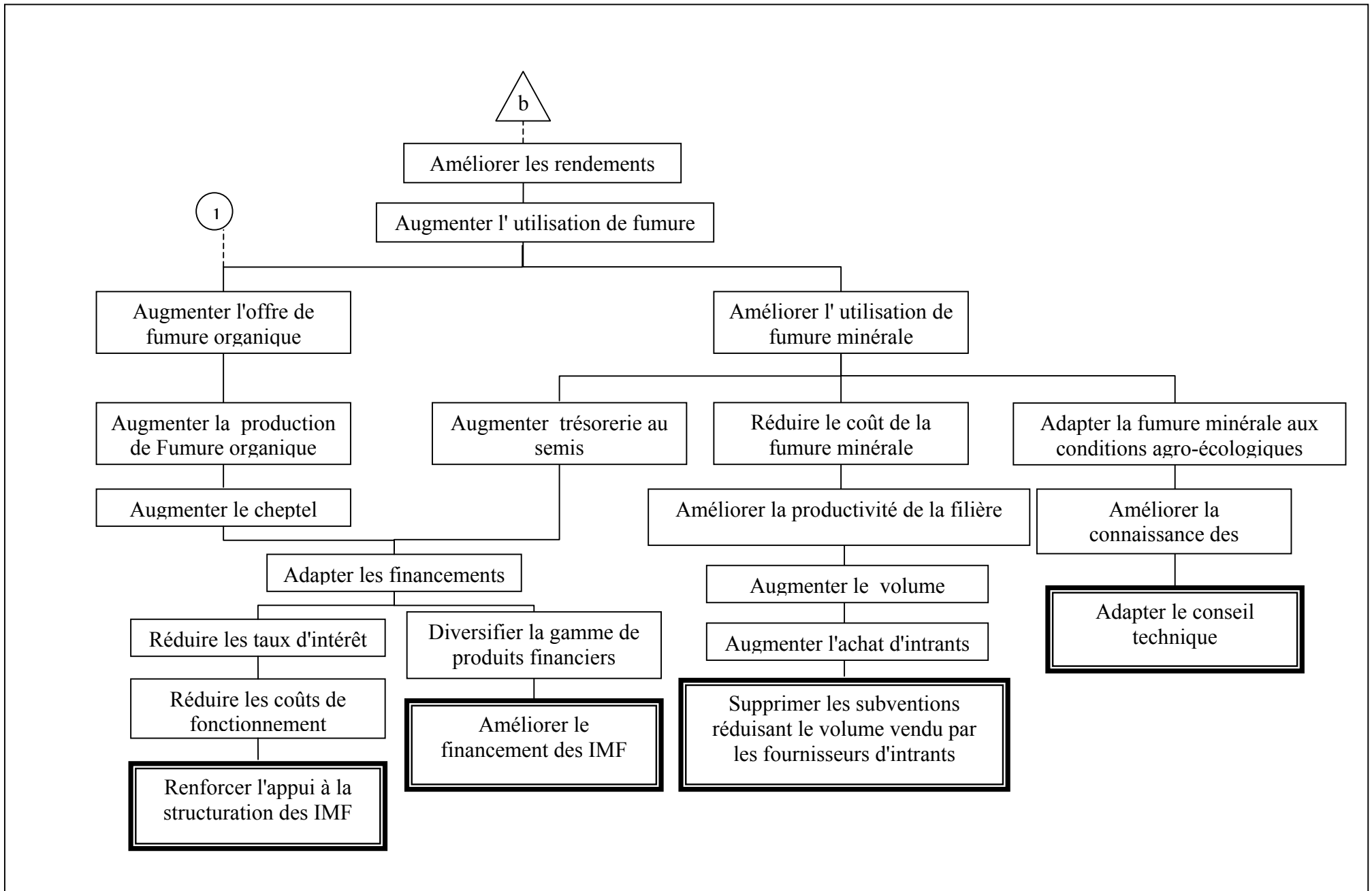


Figure 54 : Arbre à objectifs (3/4)

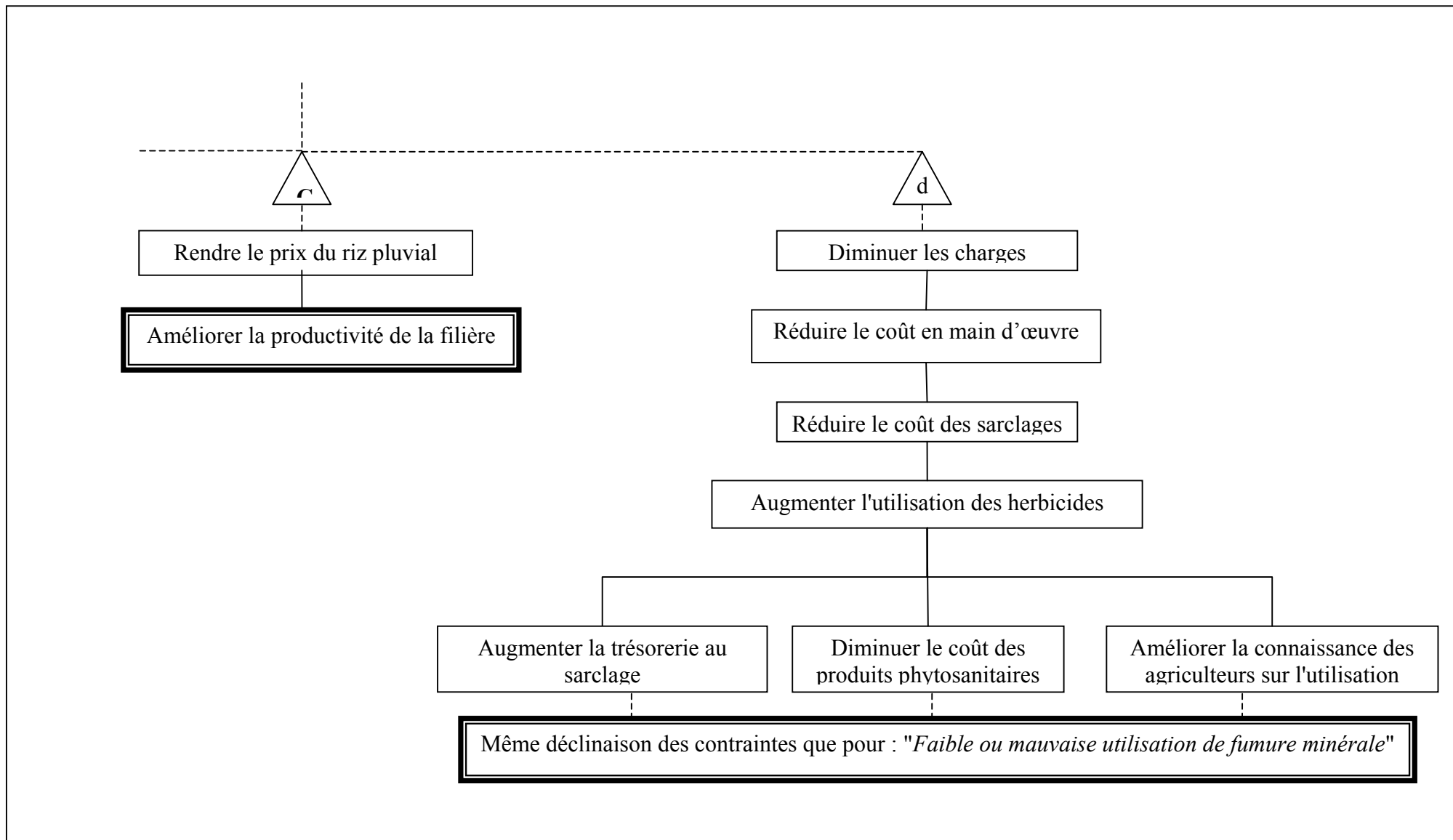


Figure 55 : Arbre à objectifs (4/4)

L'arbre à objectifs ainsi réalisé laisse apparaître que les objectifs à atteindre pour atténuer les contraintes au développement de la riziculture pluviale sont :

- Axer la recherche sur la sélection génétique sur la sensibilité à la sécheresse
- Renforcer l'appui à la structuration des IMF
- Améliorer le financement des IMF
- Supprimer les subventions réduisant le volume vendu par les fournisseurs d'intrants
- Adapter le conseil technique
- Améliorer la productivité de la filière de commercialisation du riz

Il apparaît par conséquent que les principales politiques publiques sectorielles susceptibles d'influencer le développement de la riziculture pluviale sont les politiques concernant le prix du riz et la filière de commercialisation, l'approvisionnement en engrais et le financement. Par la suite, nous verrons que la politique publique concernant le conseil agricole est fortement liée à ces politiques-là.

Aussi, apparaît-il désormais nécessaire de cerner les stratégies et objectifs macro-économiques actuels à Madagascar afin de mieux comprendre comment ils se déclinent dans les politiques sectorielles constituant la politique agricole. Pour cela, une perspective historique de l'évolution des stratégies et des politiques agricoles qui en découlent permettra de comprendre quelle orientation politique est en vigueur aujourd'hui. L'analyse des documents cadres actuels aura alors pour objectif de cerner la stratégie actuelle de développement à Madagascar. Enfin, la politique agricole malgache actuelle sera analysée au regard des objectifs assignés à 4 politiques sectorielles constitutives de cette politique agricole, à savoir :

- le positionnement de l'Etat face à la fixation du prix du riz et à la filière de commercialisation
- la politique publique de financement rural
- la politique de conseil agricole et d'appui technique
- la politique d'approvisionnement en engrais.

3 STRATEGIE GENERALE DE DEVELOPPEMENT A MADAGASCAR ET POLITIQUE AGRICOLE ENCADRANT LA RIZICULTURE PLUVIALE

Cette partie a pour objectif d'appréhender les stratégies et objectifs macro-économiques à Madagascar afin de mieux comprendre comment ils se déclinent dans les politiques sectorielles constituant la politique agricole.

Pour cela, une perspective historique de l'évolution des stratégies et de la politique agricole qui en découle permettra de comprendre quelles orientations politiques sont en vigueur aujourd'hui. L'analyse des documents cadres actuels aura alors pour objectif de cerner la stratégie actuelle de développement à Madagascar. Enfin, la politique agricole malgache actuelle sera analysée au regard des objectifs assignés à 4 politiques sectorielles constitutives de cette politique agricole, à savoir :

- le rôle de l'Etat dans la régulation du marché du riz et dans la filière de commercialisation
- la politique publique de financement rural
- la politique de conseil agricole et d'appui technique
- la politique d'approvisionnement en engrais.

De 1960 à 1972 : Période interventionniste post-indépendance

Objectif général : Développement du secteur agricole afin de nourrir la population et d'accroître les exportations

Cadre politique général

- Interventionnisme de l'Etat en appui au secteur privé
- Contrats entre le Gouvernement et la population

Objectifs assignés au secteur agricole

- Augmenter les exportations
- Nourrir la population

Mesures de développement agricole

- Grandes infrastructures publiques
- Appui aux exploitations paysannes
- Association public/privé (financement, filières, intrants...)
- Secteurs ciblés par filières (cultures d'exportation) et par zones géographiques

Figure 56 : Stratégie globale et politique agricole de 1960 à 1972

3.1 LE CADRE DES STRATEGIES POLITIQUES POST-INDEPENDANCE : DE L'INTERVENTIONNISME AU LIBERALISME

Si, selon Andriamahefazafy (2002), l'objectif des Gouvernements qui se sont succédés depuis l'indépendance est "*la croissance économique qui aurait, d'une façon systématique, engendré le développement et le bien-être de la population*", on constate que les options politiques choisies pour y aboutir ont évolué selon divers paradigmes.

3.1.1 1960-1980 : Différents modèles de politiques interventionnistes

3.1.1.1 A l'indépendance, une association entre des actions publiques et le secteur privé

A l'indépendance, le pays hérite d'une économie structurée autour des cultures d'exportation. La première République (1960-1972) fixe alors comme priorité le développement du secteur agricole afin de nourrir la population et d'accroître les exportations. Dans le secteur secondaire, le développement d'industrie de substitutions des importations est favorisé. Dans le secteur agricole, de grandes opérations à travers la réalisation de grandes infrastructures publiques (ex : bassins irrigués du Lac Alaotra et de Marovoay), des actions de vulgarisation agricole et une politique d'appui aux exploitations paysannes sont mises en place.

Cette politique s'appuie sur plusieurs actions publiques. Le premier outil utilisé est la contractualisation entre les agriculteurs et le gouvernement, notamment en ce qui concerne le financement agricole, à travers le maintien des Caisses d'Intérêt Rural et de Modernisation du Paysannat (CEAMP, héritées du système colonial) alimentées par des fonds publics. Le deuxième outil d'intervention utilisé est la subvention des intrants agricoles (engrais). Le troisième axe d'intervention du gouvernement est de s'efforcer à créer, un environnement macro-économique favorable (taux de change, prix relatif, régime commercial) au développement de grandes firmes privées de transformation et d'exportation des principales cultures d'exportation. Ces entreprises, type SEFEDITA, SOMALAC ou CFDT, ont intégrée les filières par des services complémentaires aux services publics de financements, d'approvisionnement et de conseil. La principale limite de ce système a été dans un premier temps de se focaliser sur des zones géographiques et des filières agricoles précises, laissant émerger une revendication des "*zones laissées pour compte*". Ainsi, en 1965, l'Etat a procédé à l'élargissement des programmes d'appui (infrastructures et CEAMP).

Si la production rizicole a augmenté de 48% sur la période 1960-1968 grâce à la réalisation des grandes infrastructures et à l'utilisation d'intrants, Andriamahefazafy (2002) constate toutefois que ce modèle de développement centralisé, manquant de cohérence et de coordination, a abouti à une multiplication des structures d'intervention et à la dispersion des efforts. Ainsi, Madagascar n'a connu qu'une faible croissance annuelle du PIB par habitant de 1960 à 1972 (+ 0,4% en moyenne). En 1972, une grande disette dans le Sud engendre une révolte paysanne suivi par un mouvement de revendication étudiant qui aboutissent à un soulèvement général de la population.

De 1972 à 1982 : Période socialiste

Objectif général : "L'agriculture [doit] être la base de l'économie et l'industrie le moteur du développement économique"

Cadre politique général

- Nationalisation et éviction du secteur privé
- Politique d'investissement public

Objectifs assignés au secteur agricole

- Financement par la taxation des produits d'exportation
- Autosuffisance alimentaire et prix bas au consommateur

Mesures de développement agricole

- Nationalisation des filières agricoles
- Services publics (conseil, approvisionnement, collecte, financement...)
- Contrôle des prix fixés par l'Etat

Figure 57 : Stratégie globale et politique agricole de 1972 à 1982

3.1.1.2 Une période socialiste qui concentre le développement agricole dans les mains de l'Etat

Une régime transitoire de 1972 à 1975, puis la deuxième République à partir de 1975 optent pour un système socialiste qui s'accompagne du retrait de la zone franc et d'un rapprochement du bloc soviétique. L'idée selon laquelle la faiblesse des taux d'investissement empêche la croissance économique induit le Gouvernement à mener une importante politique d'investissement. Le modèle de développement proposé s'appuie sur un paradigme qui est que "*l'agriculture [doit] être la base de l'économie et l'industrie le moteur du développement économique*" (in Andriamahefazafy, 2002). Cette vision étatique se décline en deux objectifs spécifiques pour le secteur agricole, d'une part d'alimenter le budget de l'Etat *via* le revenu perçu à travers la taxation des produits d'exportation, d'autre part augmenter la productivité agricole afin d'obtenir l'autosuffisance alimentaire et d'assurer des prix bas aux consommateurs.

Cela se traduit par une nationalisation des filières agricoles, à travers le rachat ou la création d'entreprises publiques intégrant les filières. L'objectif est ainsi de centraliser tous les services agricoles (approvisionnement, financement, puis collecte et commercialisation), afin de garantir un service plus efficace. Ainsi, les entreprises étatiques (KOBAMA, SUMATEX...) assuraient dès lors tous les services aux producteurs (conseil, approvisionnement, collecte et crédit). Pour le crédit agricole, ces entreprises travaillaient en relation avec la BTM (Bankin' Ny Tantsaha Mpamokatra), banque sectorielle affectée au financement agricole.

En terme de commercialisation, la vision "socialiste" se reflète dans le cas de la filière rizicole par un système de contrôle des prix favorisant de fait le consommateur urbain. Cette politique s'est ainsi traduite par l'éviction du secteur privé de la commercialisation. L'Etat dispose alors du monopole des activités de collecte, de transformation et de commercialisation à travers la Société d'Intérêt National des Produits Agricoles (SINPA). Le contrôle étatique du système des prix du riz vise à contrôler les prix sur le marché au travers d'importantes subventions financées entre autre par la taxation des produits agricoles exportés.

Toutefois Dabat *et al.* (2005) précisent que, favorisant le milieu urbain, cette politique a pour conséquence une déconnexion des prix au producteur des prix internationaux et des coûts de production. Même subventionnés, les prix du riz, à l'image des autres produits agricoles, sont de moins en moins incitatifs induisant un processus d'involution rurale. Ainsi, l'Etat se voit dans l'obligation d'augmenter ses importations de riz, tout en voyant les recettes des produits d'exportation diminuer, engendrant ainsi la déliquescence de ce système.

D'autre part, le financement des investissements en infrastructures et les importations des biens d'équipement ne se traduit pas par une augmentation de l'épargne contrairement à la volonté initiale. Les emprunts extérieurs et l'expansion monétaire sont importants. Ainsi, Andriamahefazafy (2002) précise que si les injections massives de capitaux permettent une croissance de près de 10% entre 1979 et 1980, celle-ci n'a pas de réel ancrage avec l'économie nationale. Au contraire, la dette augmente de 240% entre 1977 et 1980 et le pays connaît une lourde inflation.

De 1982 à 1991 : Politiques d'ajustement structurel

Objectif général : Assainir la situation financière de l'Etat et rétablir les grands équilibres macro-économiques via une relance de l'économie nationale.

Cadre politique général

- Compression des dépenses publiques
- Privatisation de l'économie
- Ouverture à l'économie mondiale

Objectifs assignés au secteur agricole

- Privatisation et ouverture au marché mondial
- Rétablir un juste équilibre entre prix au consommateur et prix au producteur

Mesures de développement agricole

- Désengagement de l'Etat
- Privatisation des filières et des services associés
- Libéralisation progressive des marchés *via* un stock tampon
- Projets régionaux avec l'appui des bailleurs de fonds (contractualisation)

Figure 58 : Stratégie globale et politique agricole de 1982 à 1991

3.1.2 De 1980 à 1990 : Les Politiques d'Ajustement Structurel

La dette de l'Etat devenant insoutenable, le Gouvernement lance en 1982 un programme de stabilisation économique et d'ajustement structurel, avec l'appui de la communauté internationale et des bailleurs de fonds. L'objectif principal est ainsi d'assainir la situation financière de l'Etat, via une relance de l'économie nationale. A cette fin le modèle économique choisi est celui de la privatisation de l'économie et de son ouverture à l'économie mondiale correspondant aux théories néo-classiques en vogue à l'époque. Ainsi, le Plan d'Ajustement Structurel signé avec le FMI vise à réduire le déficit extérieur de la Nation par un désengagement de l'Etat. Il engage le pays dans une politique de compression de la demande, de relance de l'offre et vers un changement dans les structures (privatisation). Ainsi, la compression des dépenses publiques et l'action sur les revenus des ménages visent à stabiliser la demande globale. Au niveau agricole, la privatisation et l'ouverture du secteur au marché mondial ont été considérées comme étant le moyen de rétablir un juste équilibre entre prix au consommateur et prix au producteur. Toutes les filières agricoles et les services associés (à l'exception du conseil) ont ainsi été progressivement privatisés et libéralisés, au cours de la décennie.

Ainsi, Dabat *et al.* (2005) précisent que *"la libéralisation des prix a été le fer de lance de la politique rizicole malgache depuis le milieu des années 80"*. En effet, selon l'IFPRI (1998), le secteur rizicole a été le premier à être privatisé (libéralisation totale du commerce du riz en 1986). La libéralisation des circuits de commercialisation a induit la suppression du monopole de l'Etat dans la commercialisation et les importations et engendré le retour du secteur privé.

Si sur le plan macro-économique, la majorité des objectifs de stabilisation est atteinte, le taux de croissance durant la décennie 80 reste inférieur à la croissance de la population (Andriamahefazafy, 2002). Par ailleurs, la dégradation des termes de l'échange et une reprise limitée des productions agricoles et industrielles empêchent Madagascar de sortir du cycle de l'inflation qui conduit à plusieurs dévaluations (-25% en août 1986, -50% en juin 1987). De plus, la baisse des salaires (-40% pour les revenus réels des fonctionnaires et environ -30% pour le SMIG entre 1979 et 1988) s'accompagne d'un contexte social de paupérisation croissante due en grande partie aux impacts négatifs des restrictions monétaires et financières sur certaines catégories de la population.

Pour contrer cet état de fait, l'Etat en partenariat avec les bailleurs de fonds a mis en place un certain nombre de mesures, afin de limiter les impacts négatifs de la privatisation et de la libéralisation pour les populations à faibles revenus.

Concernant le prix du riz, des opérations de contrôle des marchés par l'Etat se sont alors poursuivies jusqu'en 1991. La commercialisation de riz à des prix inférieurs à ceux du marché jusqu'en 1986 induisant une distorsion des marchés et une charge élevée pour l'Etat a cédé la place à un système de "stock tampon" entre 1986 et 1991 permettant de réguler le marché par la constitution d'un stock libéré lorsque les fluctuations dépassent un prix d'intervention, pour éviter une flambée des prix en cas de sous-production au niveau national.

Des projets régionaux de développement agricole (ex : ODEMO) ont été lancés, afin de relancer le développement agricole. Ces projets, gérés par les Directions Régionales du Développement Rural (DRDR), avaient pour but d'assurer la continuité du service de conseil agricole, de faire bénéficier les populations des dons d'engrais du Japon et de la Norvège et de lancer des nouveaux modes de financement de l'agriculture basé sur le principe de la caution solidaire. Néanmoins, suite aux restrictions budgétaires de l'Etat, ces projets ont eu un impact très faible et limité géographiquement. Ainsi, l'offre de financement rural a subi une forte baisse, la demande en intrants est resté stable du fait de la hausse de leur prix relatif...

Ainsi, si au début des années 90, la libéralisation et l'ouverture sur l'extérieur aboutissent à des taux de croissance supérieurs au taux d'accroissement de la population, ces performances macro-économiques ne sont pas ressenties par la population en général. Ce contexte de détérioration du climat social aboutit à une crise politique en 1991. Le changement de dirigeant et l'adoption de la Constitution de la 3^{ème} République en 1992 confirment le libéralisme économique. Cependant, les résultats très mitigés des Plans d'Ajustement Structurel amènent les institutions de Bretton Woods à recentrer les politiques sur une stratégie affirmée de réduction de la pauvreté à travers le concept de "dimension sociale de l'ajustement".

3.1.3 Depuis les années 90 : la réduction de la pauvreté et le développement durable

La situation sociale de paupérisation de la population va aboutir à une crise politique nationale en 1991, débouchant sur le renversement du gouvernement en place. Le nouveau gouvernement stoppe alors les réformes en cours et interrompt les accords passés avec le FMI et la Banque Mondiale qui seront repris fin 1996 (IFPRI, 1998). Afin de relancer le développement économique, le gouvernement essaie de favoriser la production agricole par des prix aux producteurs plus incitatifs, notamment au niveau de la politique du prix du riz.

Ainsi, suite au démembrement du système de "stock tampon" en 1990 essentiellement pour des raisons de coûts de fonctionnement, l'IFPRI (1998) constate "*une immiscion de l'Etat dans des affaires purement commerciales*". En effet, l'Etat s'octroie un mode d'intervention indirect sur la filière par le biais d'une taxation des importations afin de protéger la production locale (Dabat *et al.*, 2005). Au début des années 90, cette taxe était de 30%, elle passe à 10% en 1996, puis à 30%, 10% et 5% en 1999, à 35% en 2000 (20% TVA et 15% TI).

Néanmoins, les effets mitigés des politiques de relance et la faible marge de manœuvre permise par le budget de l'Etat conduisent le gouvernement à se retourner vers les bailleurs de fonds (FMI et Banque Mondiale) en annonçant dès 1992 "*une volonté de mettre en place un plan d'ajustement sectoriel renforcé*" cela se traduit dès lors par une "*prolongation des réformes entreprises depuis 1980*" (IFPRI, 1998). La politique du gouvernement semble dès lors être dictée par les bailleurs de fond (FMI, Banque Mondiale, UE, AFD). Les principaux éléments en sont : la réforme de l'administration de l'Etat et de la fonction publique, le développement du secteur privé notamment à travers la libéralisation des échanges commerciaux, les investissements, les transactions financières et la privatisation des entreprises nationalisées, l'assainissement et l'aménagement des infrastructures économiques et sociales, le développement du secteur agricole, dont notamment la riziculture et des cultures alternatives d'exportation ainsi que la protection et l'exploitation durable des ressources naturelles (Andriamahefazafy, 2002).

De 1991 à la rédaction du DSRP : La dimension sociale de l'ajustement

Objectif général : Associer un objectif de réduction de la pauvreté à la politique d'ajustement structurel entamée depuis 1982. Le développement agricole comme base du développement économique

Cadre politique général

- Réforme de l'administration de l'Etat
- Privatisation de l'économie
- Ouverture à l'économie mondiale relative

Objectifs assignés au secteur agricole

- Privatisation et ouverture au marché mondial
- Rétablir un juste équilibre entre prix au consommateur et prix au producteur

Mesures de développement agricole

- Mesures d'intervention indirectes sur les marchés
- Privatisation du secteur financier et développement de la microfinance privée
- Compression des dépenses du Ministère de l'Agriculture
- Programme National de Vulgarisation Agricole

Figure 59 : Stratégie globale et politique agricole de 1991 à la rédaction du DSRP

Ainsi, le système de taux de change flottant pour le Franc malgache est adopté par le gouvernement, en 1994, ayant pour conséquence une dévaluation de 100% de la monnaie, rendant compétitifs les produits malgaches sur le marché international mais pénalisant les importations, notamment en intrants et en équipements agricoles (IFPRI, 1998).

Selon l'IFPRI (1998), la politique agricole à suivre se caractérise alors "*par l'existence d'un flou*". Ainsi, l'appui au secteur agricole est laissé à la bienveillance des bailleurs de fonds, qui s'engagent essentiellement dans la mise en place d'un nouveau système de finance rural et de vulgarisation agricole.

Ainsi, en 1996, l'Etat poursuit la politique de privatisation du secteur financier débouchant sur le rachat par des firmes internationales des anciennes banques nationales (BOA, Crédit Lyonnais, Société Générale...). Ces banques frileuses à l'idée de proposer des crédits en zones rurales n'ont pas vraiment repris le relais des activités de la BTM. Néanmoins, la microfinance a été largement appuyée par les bailleurs de fonds (Banque Mondiale, AFD, UE ...) en partenariat avec le gouvernement et des ONG spécialisées (CIDR, IRAM⁸, FERT...), afin de réaliser les objectifs de la réduction de la pauvreté. Ainsi, sont apparus des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) institutionnalisés dès 1990 (AECA créée par le CIDR en 1990, CECAM créée par FERT en 1993, OTIV créée par DID en 1994

D'autre part, les bailleurs de fonds (notamment Banque Mondiale) lance un grand Programme National de Vulgarisation Agricole (le PNVA), afin de combler le vide laissé par le retrait de l'Etat du conseil agricole (dû aux manques de moyens financiers et humains).

Ainsi, le retrait de l'Etat et le relais pris par les bailleurs de fonds dans l'élaboration de programmes et de projets débouchent sur une mauvaise coordination des actions mises en œuvre pour le développement du secteur agricole. La Banque Mondiale propose alors d'adopter en 2001, un document cadre permettant aux bailleurs de fonds de mieux coordonner leurs actions. Le Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté est ainsi adopté par le gouvernement malgache. Cette première version du DSRP a permis de bénéficier d'un premier lot de financements dans le cadre de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Depuis, les documents stratégiques validés par le Gouvernement malgache se réfèrent tous au DSRP pour en reprendre les objectifs ou les prolonger. Par conséquent, l'étude approfondie du contexte d'élaboration des documents stratégiques rédigés après le DSRP et de leur contenu peut permettre de mieux cerner les grands objectifs macro-économiques actuels fixés par le Gouvernement ainsi que leur mode de mise en œuvre.

Aussi se propose-t-on désormais de comprendre quelle est la stratégie actuelle de l'Etat malgache et dans ce cadre comment se déclinent les différentes politiques sectorielles qui constituent la politique agricole de Madagascar.

⁸ IRAM : Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement

3.2 L'ARTICULATION DES DOCUMENTS ACTUELS DE STRATEGIE

Au vu de l'évolution des stratégies de développement choisies par les Gouvernements qui se sont succédés à Madagascar, il est possible de faire le constat que les politiques économiques mises en place sont non seulement dépendantes des choix politiques internes mais également de ceux de la communauté internationale. Par ailleurs, dans les différents choix stratégiques du Gouvernement, les politiques économiques ont toujours assigné un rôle précis au secteur agricole en le considérant comme le pilier de l'économie malgache. Aussi, est-il intéressant de prendre en compte ces considérations pour comprendre la situation actuelle des orientations politiques du Gouvernement.

Parmi les documents stratégiques actuellement en cours à Madagascar, il semble que l'on puisse distinguer deux groupes de documents, ceux rédigés dans la lignée du DSRP et ceux élaborés suite au changement de Gouvernement survenu en 2002.

3.2.1 Réduction de la pauvreté et développement rural avec l'appui des bailleurs de fond

Dans la réflexion ayant présidée à la rédaction du DSRP, plusieurs autres documents de stratégie ont été rédigés. Ainsi, le Plan d'Action du Développement Rural (PADR) est considéré comme le "cadre de mise en œuvre des actions du DSRP". Il institutionnalise entre autre l'Equipe Permanente de Projet (EPP/PADR) rattaché à la Primature, chargé d'assurer son secrétariat technique. Par ailleurs, il constitue une nouvelle approche du développement rural en favorisant la participation de tous les acteurs du développement rural et en prévoyant une régionalisation des politiques par la mise en œuvre de Programmes Régionaux de Développement Rural (PRDR) formulés par les Groupements de Travail sur le Développement Rural (GTDR). La Lettre de Politique de Développement Rural (LPDR) et le Programme de Développement Rizicole (PDR) sont autant de documents qui découlent du DSRP et du PADR.

Cependant, si en théorie ces documents stratégiques sont censés permettre aux Partenaires Techniques et Financiers (PTF) de cibler leurs actions pour intervenir en appui au développement à Madagascar, dans les faits cela ne semble pas être le cas pour plusieurs raisons.

3.2.1.1 Une multiplication de documents stratégiques peu opérationnels à l'origine d'une politique peu claire

Le foisonnement de documents stratégiques élaborés par le Gouvernement induit la nécessité continue de faire référence aux documents antérieurs et souvent de les réactualiser. Par ailleurs, la multiplication de ces documents engendre une confusion sur les priorités réelles du Gouvernement. Ainsi, le PADR semble être une liste de toutes les politiques possibles à mettre en œuvre dans le cadre du développement rural sans donner d'actions prioritaires à réaliser. Par conséquent, l'ensemble des documents permet aux PTF de s'y référer pour mettre en œuvre les actions qui correspondent le mieux à leurs propres stratégies. Leurs interventions se font ainsi de manière opportuniste et erratique sans une réelle coordination entre les différents acteurs.

Outre la faible opérationnalité des documents de stratégie qui ne sont que rarement déclinés en plans d'actions clairs ou en Interventions, Programmes ou Projets, l'absence de priorités fixées dans le PADR et le contenu du DSRP, qui constitue plus un "listing" des actions des PTF en cours à Madagascar que de nouveaux projets à mettre en œuvre, traduisent un manque de clarté dans la politique de développement du Gouvernement.

3.2.2 La vision "Madagascar Naturellement" comme base d'une nouvelle politique

En novembre 2004, un document intitulé "Madagascar Naturellement" est rédigé par le nouveau Président Marc Ravalomanana et son équipe présidentielle arrivés au pouvoir en 2002. Présenté comme la vision du Président, ce document part du constat que le DSRP est adapté à l'objectif de réduction de la pauvreté. Toutefois, *"si réduire la pauvreté est un objectif pour le pays, il lui manque une vision commune"* (Vision "Madagascar Naturellement", 2004). Celle-ci, partagée par tous et transmise à la communauté internationale, doit véhiculer une image et des valeurs dans un objectif à long terme (2020).

3.2.2.1 De nouveaux documents stratégiques

Suite à cette vision, le DSRP est mis à jour en juin 2005 afin d'y intégrer les nouvelles orientations politiques et stratégiques du Gouvernement ainsi que pour tenir compte des résultats de la première année et demie de sa mise en œuvre et des évolutions relatives au contexte général du pays.

Par ailleurs, une nouvelle articulation des documents stratégiques est proposée : la Vision "Madagascar Naturellement" fixe un horizon à long terme qui doit être précisé à moyen terme dans la mise à jour du DSRP pour *"être soumis à tous les acteurs du développement et aux partenaires extérieurs de Madagascar qui souhaitent apporter leur appui dans la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la pauvreté"* (DSRP, 2005). Cependant, cette mise à jour ne se fait que par l'ajout de quelques modules au DSRP initial dont le contenu ne permet pas une véritable modification de la stratégie.

La Politique Générale de l'Etat (PGE), document annuel, détermine les objectifs à court terme et découle sur les politiques à mettre en œuvre dans les douze mois suivants. Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre de la PGE 2005, le Programme National de Développement Rural (PNDR) a été rédigé avec comme objectif de *"garantir la cohérence intersectorielle, l'articulation des démarches et la synergie des interventions en milieu rural"* (PNDR, 2005). Ce nouveau cadre de référence est la suite du PADR en y intégrant la Vision "Madagascar Naturellement" et en fixant des priorités à mettre en œuvre pour le développement rural.

Bien que la rédaction des nouveaux documents stratégiques induisent des difficultés pour l'administration et les PTF à se positionner face à des politiques en perpétuel renouvellement, il semble que ces documents cadres élaborés dans la lignée de la Vision "Madagascar Naturellement" permettent de mieux cerner les objectifs macro-économiques du Gouvernement. En effet, le début de priorisation observé dans le contenu de ces documents est salué par les bailleurs de fonds rencontrés. L'élaboration du PNDR notamment et le renforcement du rôle de l'EPP confèrent une place stratégique importante au PNDR dans le développement de Madagascar.

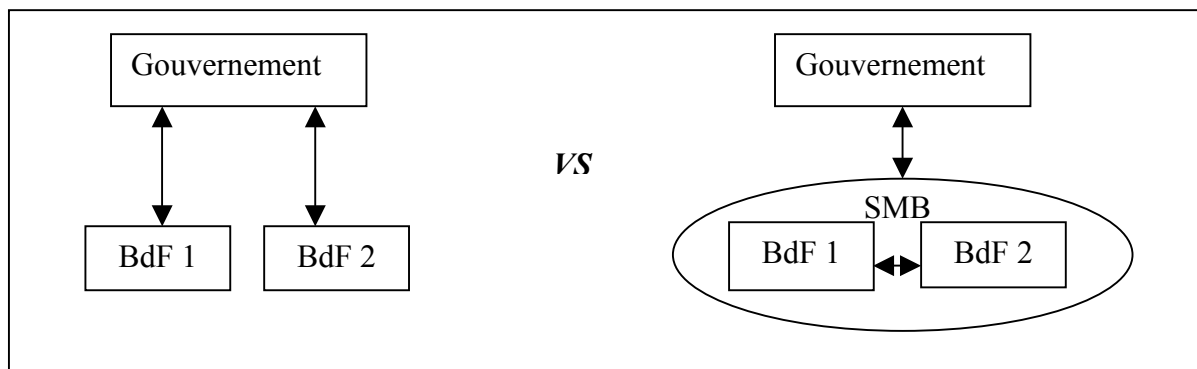


Figure 60 : Deux modèles de relation entre bailleurs de fonds et le Gouvernement

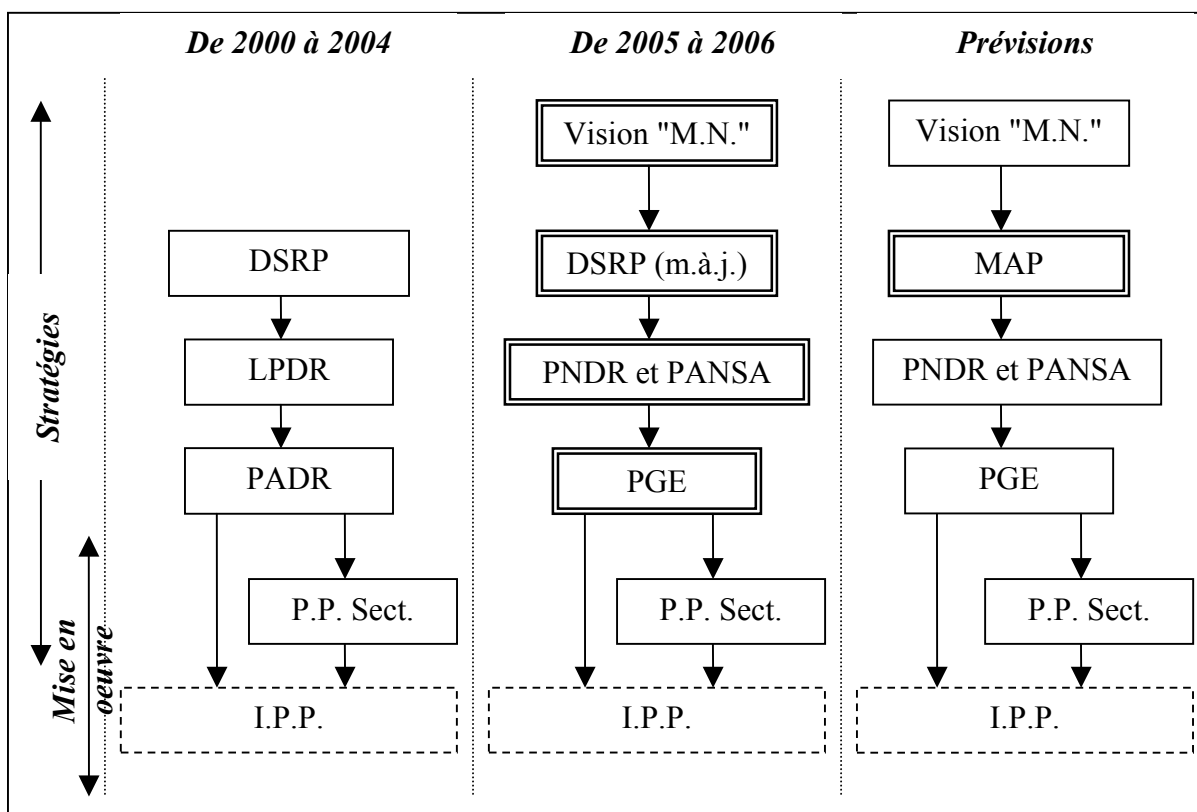


Figure 61 : Articulation théorique des documents mis en oeuvre par le Gouvernement de Madagascar.

3.2.2.2 Vers une souveraineté plus forte du Gouvernement?

Il semblerait que ces documents traduisent une volonté politique forte du Gouvernement de reprise de souveraineté quant à la politique mise en œuvre. En effet, en fixant une politique claire et des actions précises à mettre en œuvre que reflètent la vision à long terme et la PGE à court terme, les PTF sont plus à même de cerner les actions qu'ils peuvent mettre en œuvre.

Dans cette dynamique et en prévision de l'échéance du DSRP en décembre 2006, l'équipe présidentielle est en train de mettre en œuvre, en concertation avec les PTF et les différents acteurs du développement, le Madagascar Action Plan (MAP). Ce document cadre qui remplacera le DSRP doit décliner la Vision "Madagascar Naturellement" en objectifs ambitieux mais réalistes à travers un plan quinquennal à partir duquel découleront les prochaines PGE. Il convient de noter que si le DSRP était un document imaginé par la Banque Mondiale, ce nouveau document cadre est à l'initiative du Gouvernement.

Par ailleurs, les bailleurs de fonds intervenant à Madagascar se sont engagés à respecter les principes d'Appropriation, d'Harmonisation et d'Alignement énoncés lors de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide pour mettre en œuvre les Objectifs du Millénaire adoptée le 2 mars 2005. L'échéance du financement en juin 2005 du Secrétariat Multi Bailleurs (SMB), qui jusque là avait eu des résultats mitigés et essentiellement axés sur la politique environnementale, a amené les bailleurs de fonds à redéfinir en septembre 2005 des termes de référence cohérents pour un SMB avec une approche développement rural proche d'une coordination gouvernementale. Ainsi, la volonté affichée de coordination des bailleurs de fonds et du respect des politiques nationales, est censé se mettre en œuvre au travers de la double mission du SMB de :

- fournir une assistance technique à l'EPP par un travail d'appui essentiellement par l'organisation de la concertation interministérielle

- assurer l'interface avec les différents bailleurs de fonds sur le financement de programmes spécifiques des politiques sectorielles des ministères (foncier, rizicole, semences,...) en clarifiant les politiques sectorielles des différents Ministères et l'intervention des bailleurs de fonds.

L'objectif du SMB est ainsi d'assurer une concertation en amont entre les bailleurs de fonds afin d'aboutir à une négociation avec le Gouvernement et d'éviter le "*chacun fait ce qu'il veut comme il le veut en s'adressant aux services ministériels appropriés du Gouvernement*" reproché à l'organisation antérieure. La Figure 60 présente les deux modèles théoriques de relation entre les bailleurs de fond et le Gouvernement avant et après institutionnalisation du SMB.

Ainsi, il semblerait qu'une nouvelle organisation se dessine avec, d'une part une volonté affichée du Gouvernement actuel de reprise de souveraineté dans ses choix politiques et d'autre part un souhait des bailleurs de fonds de coordination des actions et de respect des stratégies du Gouvernement. Cependant, cette articulation n'est que très récente et il est possible de se demander ce qu'il en sera dans les faits.

Très schématiquement, on peut représenter l'articulation théorique des documents stratégiques, censés aboutir à des politiques publiques sectorielles et à des Interventions Programmes et Projets, comme présenté dans la Figure 61.

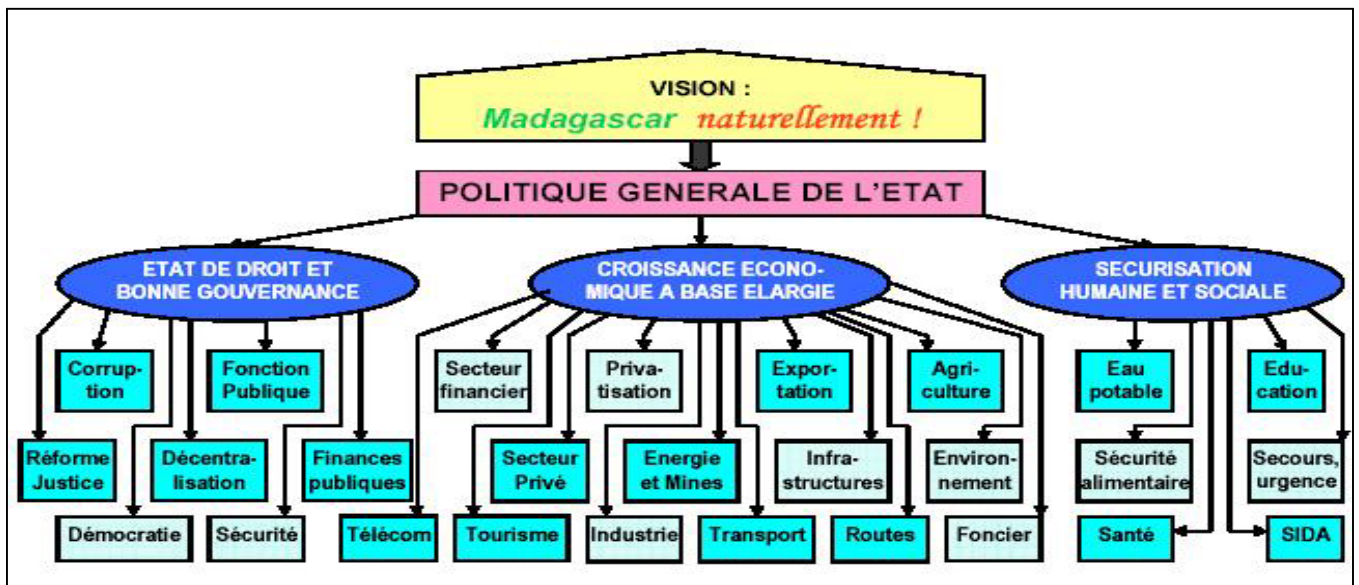


Figure 62 : Déclin des objectifs de développement généraux en objectifs spécifiques de la Vision Madagascar Naturellement (source : Vision Madagascar Naturellement, 2004)

Les objectifs du millénaire

- 1° Réduire l'extrême pauvreté et la faim
- 2° Assurer l'éducation primaire à tous
- 3° Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes
- 4° Réduire la mortalité infantile
- 5° Améliorer la santé maternelle
- 6° Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies
- 7° Assurer un environnement durable
- 8° Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Figure 63 : Les objectifs du millénaire (source : Nations Unies, 2006)

3.3 STRATEGIE NATIONALE ACTUELLE DE DEVELOPPEMENT RURAL DE MADAGASCAR

Au fil de l'évolution des documents cadres à Madagascar, il est possible de déterminer la stratégie actuelle de développement de Madagascar. Les grilles d'analyse détaillées des documents étudiés sont présentées en annexes (voir Annexes 10 à 17).

3.3.1 Les objectifs de développement nationaux

A travers l'analyse des documents cadres⁹ à Madagascar, les objectifs nationaux de développement économique apparaissent de manière assez claire. En effet, la grande majorité des documents actuels¹⁰ se réfèrent, pour leurs objectifs généraux, à la « *Vision Madagascar Naturellement* » (Novembre 2004). Dès lors, les objectifs de ces textes prennent une valeur d'objectifs nationaux. Ces objectifs généraux, visant un "*développement rapide et durable*" se déclinent en trois axes principaux (voir Figure 62) : un Etat de droit et de bonne gouvernance, une croissance économique à base élargie et une sécurisation sociale et humaine (Vision Madagascar Naturellement, 2004).

Ces objectifs généraux et leurs grandes déclinaisons sectorielles se positionnent étroitement en lien avec les objectifs du millénaire (voir Figure 63) définis comme les objectifs généraux à achever d'ici 2015 par les Etats membres (dont Madagascar) et de fait par la quasi totalité des bailleurs de fonds. De même, le Développement Durable tel que défini par le rapport Brundtland (1987) et la Conférence de Rio de Janeiro (1992) figure en toile de fond de la Vision Madagascar Naturellement (2004), de par une vision à long terme (à l'horizon 2020), d'une nation où "*la nature [serait] protégée et valorisée par l'homme (...), acteur principal, au centre de toutes les délibérations*" (Vision Madagascar Naturellement, 2004).

L'économie de Madagascar reposant principalement sur les activités agricoles, tous les documents cadres insistent sur la nécessité de se baser sur ce secteur pour dynamiser le développement économique. Le PNDR (2005) évoque ainsi l'image, à l'horizon 2020, d' "*un pays à vocation agricole doté d'une agriculture de marché avec une agriculture industrielle diversifiée (...), tournée vers l'exportation*". Néanmoins, plusieurs documents étudiés reposent sur le référentiel idéologique que le développement agricole ne pourra servir à lui seul de tremplin pour de le développement économique de la nation. En effet, le paradigme mis en avant est que seul un développement rural de type trans-sectoriel pourra répondre aux objectifs nationaux. Ainsi, le DSRP réactualisé (2005) affirmant que "*le développement rural constitue le pilier du développement économique de Madagascar*" axe sa stratégie plus sur le développement rural que sur le développement agricole. Le paragraphe suivant traitera de la stratégie nationale de développement rural.

⁹ Les documents cadres auxquels se réfère cette étude sont la Vision Madagascar Naturellement (2004), le DSRP réactualisé (2005), le PNDR (2005), le PANSA (2005), le Plan Directeur Quinquennal pour le Développement Rural (2004), la Politique de Développement Rizicole (2002), le MCA (2004) et la PGE (2006).

¹⁰ A l'exception de la *Politique de développement rizicole* (2002) et du *Plan Directeur Quinquennal de développement rural* (avril 2004), leur rédaction ayant précédé la rédaction de la « Vision Madagascar Naturellement » (Novembre 2004).

3.3.2 La stratégie nationale de développement rural

La réalisation des objectifs nationaux de développement passe par une stratégie nationale de développement rural. L'ensemble des documents cadres sont cohérents vis-à-vis de la stratégie exposée, puisqu'ils se réfèrent tous aux orientations de la Vision Madagascar Naturellement (Novembre 2004) et plus particulièrement aux orientations stratégiques du PNDR (Décembre 2005) et du DSRP réactualisé (Juin 2005).

L'essentiel de la stratégie de développement rural vise à orienter l'économie rurale vers une économie de marché : il est question de "*passer d'une économie de subsistance à une économie de marché*".

Afin de remplir le double objectif de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté, les documents cadres s'appuient ainsi sur l'objectif d'une « *croissance économique rapide et durable* » (MCA, 2004) soutenue par l'économie rurale. Le rôle assigné au développement rural est d'augmenter l'offre des produits agricoles, afin d'améliorer sensiblement l'autosuffisance alimentaire (ou « d'auto-alimentation » en riz pour le PANSA, 2005) et les exportations (revenu en devises) (Vision Madagascar Naturellement, DSRP, PNDR...). A ces fins, le « prolongement de la chaîne des valeurs » (via la transformation des produits agricoles et leur commercialisation) constitue la clé opérationnelle de la totalité des documents cadres. Les objectifs de transformation et de commercialisation des produits agricoles s'adressent principalement au secteur privé, via des agro-industries. Il se pose alors le problème de l'approvisionnement de ces acteurs économiques.

3.3.2.1 Rôles du secteur privé et de l'agriculture familiale

Les documents stratégiques partent du constat que les exploitations agricoles ne sont pour la plupart que de « *petites structures familiales en autosubsistance* » (PNDR, PANSA, DSRP...) dont les chefs d'exploitation ont un comportement "*d'aversion au risque*" et par conséquent "*une faible capacité d'innovation*". Ces petites structures n'ayant qu'un accès limité aux intrants et aux crédits, elles ne peuvent dégager une production importante pour les besoins des marchés. Cela caractérise l'offre des produits agricoles par une forte atomisation et par un problème de standardisation et de qualité des produits. Cette offre se place ainsi comme la première contrainte à l'approvisionnement des agro-industries (Plan Directeur Quinquennal de Développement Rural, 2004). Les documents préconisent ainsi pour une meilleure compétitivité des filières, une intégration verticale des filières par des « *firmes d'agri-business* » (PNDR, 2005). Cette intégration passerait par une contractualisation des firmes soit avec des « *agro-entreprises* », soit avec des « *OPA de collecte* » (PNDR, 2005).

Les documents stratégiques visent ainsi à favoriser l'émergence de « *nouvelles races d'acteurs économiques* » (MCA, 2005) en créant un environnement propice à l'installation d'opérateurs privés. Ces opérateurs privés ont une place à chaque échelon de la filière :

- Agro-entreprises mécanisées et spécialisées pour la production agricole,
- Agro-industries pour la transformation de produits agricoles en produits standardisés,
- Agri-business à la fois pour la transformation, mais aussi pour la commercialisation de produits de qualité pour le marché local, national et international.

Cette stratégie relègue les exploitations familiales au second rôle et prévoit deux alternatives possibles : soit elles s'adaptent dans un nouveau système agraire tourné vers le marché via la création d'OPA de collecte et d'approvisionnement (Plan Directeur Quinquennal de Développement Rural, PANSA, PNDR...), soit elles disparaissent induisant une libération de la main d'œuvre familiale vers les nouvelles opportunités d'emplois créées par le développement du secteur privé (objectif plus implicite). Quoiqu'il en soit, l'"*effet d'entraînement*" (ou *trickle down effect*) du développement des opérateurs privés est souhaité pour tirer les agriculteurs traditionnels les plus performants (déjà orientés vers le marché). Les opérateurs privés se voient assignés un rôle de "moteur" du développement et d'encadrement des agricultures familiales.

3.3.2.2 Rôle du secteur public et de l'Etat

Afin de mettre en œuvre cette stratégie de développement rural, le rôle de l'Etat devra se « *recentrer sur ses fonctions régaliennes* ». Cet Etat s'efforcera à créer un environnement favorable à l'émergence d'un secteur privé dynamique, d'"*un esprit d'entreprenariat tourné vers le marché*" (PNDR, 2005). Les documents cadres s'efforcent de souligner l'importance d'un "*Etat léger et efficace*" (PNDR, 2005). La « *bonne gouvernance* », la « *lutte contre la corruption* », la « *décentralisation et la déconcentration* » sont présentées comme le gage de la confiance nécessaire des investisseurs nationaux ou internationaux (Vision Madagascar Naturellement, 2004). L'Etat a comme principale fonction de « *fournir des informations* » (Plan Directeur Quinquennal de Développement Rural, PNDR...) claires et compréhensibles aux acteurs économiques. Ainsi, il doit analyser les informations des marchés internationaux, afin de déterminer et de favoriser la création de « *pôles de croissance* » (PNDR, 2005) sur les produits porteurs au niveau des marchés régionaux ou mondiaux. D'autre part, la poursuite des politiques de libéralisation de l'économie et de privatisation des entreprises publiques sont considérées comme le meilleur moyen pour Madagascar de profiter de ses avantages comparatifs sur les productions agricoles (Vision Madagascar Naturellement, MCA...).

Afin de créer un environnement favorable aux investissements privés, l'ensemble des documents cadres soulignent que toutes les politiques devront être réfléchies à l'échelle nationale par « *des plateformes de concertation* » (constituées par les différents acteurs des filières) et à l'échelle régionale par « *des Groupes de Travail de Développement Rural* » (constitués par les différents acteurs économiques du territoire) (PNDR, 2005). Cette approche se réfère au « *Partenariat Public-Privé* » affiché dans tous les documents cadres.

3.3.2.3 La stratégie de développement rizicole

La politique de développement économique est intimement liée à la politique de développement rural (voir paragraphe précédent). Cela étant la place du développement agricole a été aussi soulignée, comme moteur du développement rural. La place du développement rizicole est forcément particulière, dans le contexte malgache où la production rizicole représente 43% du PIB agricole.

La quasi-totalité des documents cadres font référence à la filière rizicole ou tout du moins à la production rizicole, à la seule exception du MCA. Néanmoins, tous les documents n'assignent pas la même importance au développement de cette filière. 2 groupes de textes s'oppose : un groupe où le développement de la filière rizicole est plus ou moins occulté (MCA, PNDR), un autre où le développement de la filière rizicole fait partie intégrante de la stratégie de développement rural (PGE, PANSA, Vision Madagascar Naturellement, Politique de développement Rizicole).

Dans ce dernier groupe, la production rizicole est étroitement liée à la sécurité alimentaire, le riz étant l'aliment de base de la population malgache. Les documents bien que n'abordant que très rarement l'idée d'autosuffisance alimentaire, souligne l'importance de la croissance de la production, afin "d'aboutir à un taux élevé d'autoapprovisionnement" (PANSA, 2005). La croissance de la production rizicole est alors donnée comme une priorité du développement à Madagascar (Vision Madagascar Naturellement, PGE...). Cependant, plusieurs documents, dont le PANSA, soulignent la nécessité de sensibiliser la population sur un régime alimentaire moins centré sur le riz, à la fois pour réduire la dépendance nationale vis-à-vis de cette céréale que pour des raisons nutritionnelles.

En ce qui concerne le MCA et le PNDR, le développement rizicole est beaucoup plus occulté. Le PNDR ne se focalise pas sur le développement rizicole en particulier, mais sur le développement des filières agricoles. D'autre part, la production de riz n'est pas citée en exemple de produits agricoles ayant un avantage comparatif (au contraire de la pomme de terre). Il est cependant assez étonnant de noter un tel désintérêt pour la filière rizicole de ce document cadre premier pur descendant de la Vision Madagascar Naturellement... De la même façon, le programme proposé pour le MCA ne mentionne aucune fois le secteur rizicole aussi. Il est difficile d'en tirer des conclusions plus précises...

Néanmoins, la politique de développement rizicole n'est pas vraiment différente de l'approche prônée au niveau des autres productions rizicoles. Il apparaît que la production rizicole doit prendre la place d'un secteur porteur. L'approche régionale des documents cadres vise ainsi à créer un pôle de croissance autour de cette production. Le Moyen-Ouest, par exemple, est présenté comme une région où la disponibilité en surface cultivable est un atout pour l'extensification via l'implémentation d'opérateurs privés (PANSA, Programme de Développement Rizicole...).

A cet égard, il est intéressant de noter que la politique de développement rural semble être appliquée prioritairement à la filière rizicole. En effet, en situation de crise de l'offre nationale de paddy consécutive à une saison médiocre, le gouvernement a montré son incapacité à gérer seul cette crise. La multiplication d'informations peu claires et contradictoires (sur les importations subventionnées, les tarifs douaniers entre autres) et la non consultation des acteurs privés de la filière ont eu pour principale conséquence une importante hausse des prix nationaux. Cette crise précédant la majorité des documents cadre actuel a profondément marqué les esprits. En effet, elle a débouché sur la mise en œuvre rapide du Partenariat Public-Privé (à travers la plateforme de concertation Riz réunissant opérateurs privés, OPA, administration, consommateur et société civile) et la mise en œuvre de programmes visant à l'investissement d'opérateurs privés dans la filière (agro-entreprise, agro-industries et agri-business, à travers le projet RRI, par exemple).

Au regard de l'analyse des documents cadres dont découle la stratégie actuelle du gouvernement malgache en terme de développement rural en général et rizicole en particulier, il semble dès lors intéressant d'approfondir la déclinaison de ces objectifs généraux à travers les politiques sectorielles affectant le développement du secteur rizicole.

3.4 DECLINAISON DE LA STRATEGIE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT RURAL DANS LES POLITIQUES SECTORIELLES

D'après Daviron et al. (2004) "la Politique Agricole se définit idéalement comme : l'ensemble des mesures d'interventions publiques stables dans le temps, dotées de moyens inscrits dans la durée, articulées entre elles et qui sont mises en œuvre dans le secteur agricole afin d'atteindre des objectifs conformes aux préférences collectives d'une nation ou d'une région". Dufumier (2006) précise que ces "interventions de l'Etat [sont] définies au nom de l'intérêt général, et destinées à réorienter le développement agricole, en conformité avec la politique économique générale poursuivie".

Il apparaît ainsi que la politique agricole en général et rizicole en particulier à Madagascar doit être analysée à travers les différentes mesures d'intervention qui la constituent, c'est-à-dire de manière trans-sectorielle tout en étant mise en perspective avec la stratégie de développement économique de Madagascar. Cette stratégie, précédemment étudiée, montre une volonté politique d'organiser le développement économique autour du développement du secteur privé et notamment des filières agricoles. La seule lecture des documents cadres ne permet néanmoins pas la compréhension complète de l'articulation des mesures d'interventions publiques en vue du développement agricole et rizicole. Ainsi, au cours de l'entretien de personnes ressources (liées à l'élaboration des politiques publiques ou à leur application), il est apparu une réelle articulation de la politique agricole nationale actuelle autour du développement des filières agricoles. Il est ainsi apparu que l'objectif recherché est une meilleure efficacité dans les filières agricoles, afin de pouvoir à la fois fournir au marché des produits à bas prix et obtenir un prix rémunérateur pour les agents des filières.

Concernant la filière rizicole, une politique d'accompagnement et d'appui à la structuration de la filière est mise en place à l'heure actuelle. Cette politique a pour but de créer un environnement favorable aux opérateurs privés de la filière (construction de route, sécurisation des zones rurales, circulation de l'information, cadre réglementaire adapté...) afin d'améliorer l'efficacité du marché rizicole, par un gain de productivité. Ce gain de productivité se traduirait par des baisses de coût de production relatif. Ainsi, au niveau des producteurs de riz, la politique rizicole vise à améliorer les services connexes à cette filière de production, notamment la filière de financement rural, la filière d'approvisionnement en intrants et la filière des services de conseil agricole. En effet, les politiques élaborées dans le cadre du développement de ces trois filières sont très nettement identifiées comme les principaux leviers d'une meilleure productivité agricole au sein des systèmes de production.

En vue d'appréhender les objectifs et mesures de la politique rizicole actuelle à Madagascar, nous nous proposons dès lors d'analyser les quatre politiques affectant les secteurs économiques suivants :

- la commercialisation du riz
- le financement rural,
- le conseil agricole,
- l'approvisionnement en intrants.

3.4.1 Rôle de l'Etat dans la régulation du marché par les prix et dans la commercialisation du riz

3.4.1.1 Evolution récente du rôle de l'Etat dans la régulation du marché

A partir de 1990, considérant que les prix s'étaient stabilisés par le jeu de la concurrence, l'Etat a abandonné le système de "stock tampon" délaissant ainsi toute intervention directe sur le prix du riz. Cependant, l'Etat a conservé un mode d'intervention indirect sur le prix du riz par le biais des politiques monétaire et fiscale.

Suite à la dynamique évolutive de la politique des prix et dans le cadre actuel de libéralisation et de désengagement de l'Etat, on peut donc affirmer que l'Etat malgache s'est théoriquement désengagé de la politique des prix. Il est donc désormais difficile de parler d'une réelle politique des prix. Cependant, conservant des outils d'intervention indirects influant sur le prix du riz et assignant des objectifs au marché rizicole ainsi que la volonté de favoriser le marché et le jeu de la concurrence, on peut dire que l'Etat malgache garde un rôle dans la régulation du marché rizicole par les prix.

Dès 1993, Hirsch (in Dabat *et al.*, 2005) précise que "*la libéralisation des prix et le désengagement de l'Etat ont eu des effets limités car les conditions d'une relance de la riziculture n'étaient pas réellement en place*". En effet, d'après Razafimandimby (1998; in Dabat *et al.*, 2005), la réponse de l'offre par rapport au prix a été décevante car les "signaux de prix" ont difficilement atteint les producteurs du fait de l'enclavement des régions productrices et de la structure non concurrentielle de la commercialisation.

Ainsi, dans le cadre de libéralisation du prix du riz et d'un rôle de l'Etat essentiellement limité à la taxation des importations, la cause principale du faible niveau de rémunération du riz au producteur était essentiellement imputé à la structure des opérateurs en aval de la production. Toutefois, en 2004, une crise conjoncturelle va préciser les déterminants de formation du prix du riz à Madagascar et remettre en cause le mode de régulation du marché.

3.4.1.2 Analyse du rôle de l'Etat dans la régulation du marché préalable aux mesures publiques proposées

En 2004-2005, le marché du riz à Madagascar a connu une importante crise qui s'est manifesté par une augmentation importante des prix sur les marchés de détail. Dabat *et al.* (2005) montrent que cette crise est essentiellement le fait de la conjonction de trois facteurs :

- des intempéries cycloniques à Madagascar lors de la campagne 2003/2004 qui ont eu des effets en terme d'équilibre du marché d'une part du fait de l'utilisation de stocks dans le cadre des opérations d'urgence et d'autre part en affectant la production des zones touchées
- la dépréciation de la monnaie malgache qui a perdu 48% de sa valeur face au dollar entre décembre 2003 et juin 2004
- la hausse importante du prix du riz sur le marché international qui a augmenté de près de 36% entre février 2004 et janvier 2005.

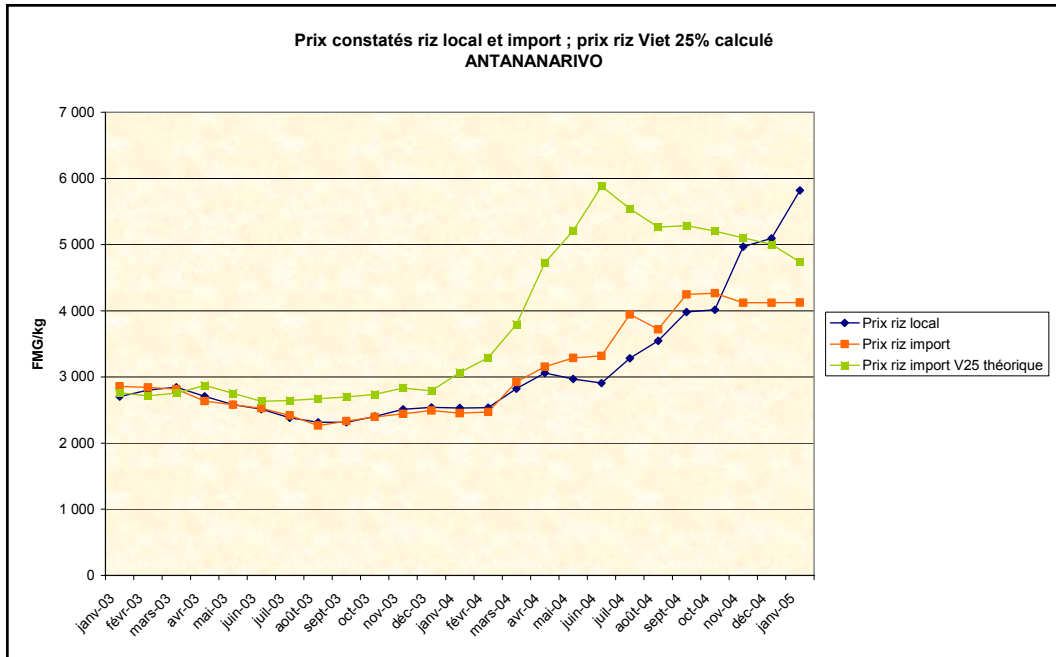


Figure 64 : Evolution du prix du riz lors de la crise de 2004 (in Magnay et Jenn-Treyer, 2005)

Or, le marché du riz est caractérisé par une très forte substituabilité du riz local et du riz importé si bien que la tendance du prix sur le long terme est une forte corrélation entre le prix de ces deux types de riz. Cependant, dès le mois d'avril 2004, le prix du riz d'importation a fortement augmenté par rapport au prix du riz local et à celui du riz précédemment importé. Ainsi, début 2004, les décisions d'importation des opérateurs privés réalisés sur la base d'un arbitrage entre le prix du riz local et celui du riz d'importation se sont effectuées en faveur du riz local. Pour Dabat et al. (2005), cet arbitrage en défaveur du riz extérieur a été *"un des facteurs déterminants de la crise d'approvisionnement du marché du riz [...] renforcé par la forte incertitude dans laquelle [les négociants] se trouvaient : incertitude sur la durée et l'ampleur de la dépréciation de la monnaie nationale, incertitude sur la nature de la réaction gouvernementale, incertitude sur les variations du prix mondial du riz."*

3.4.1.2.1 Une crise d'approvisionnement qui engendre un retour de l'Etat

Face à cette crise d'approvisionnement, la réaction de l'Etat a été la mise en place d'une opération d'importation avec quelques importateurs privilégiés associés à une politique de prix de fait par la subvention des importations et par la fixation du prix de vente à 700 ariary soit largement au dessous du prix d'importation. Si cette opération a été appréciée par la population, essentiellement des grandes villes, Magnay et Jenn-Treyer (2005) précisent que les quantités importées ont été insuffisantes pour approvisionner le marché et que le fonctionnement normal de ce dernier a été désorganisé entraînant de fait une flambée de prix nationaux.

Cette crise d'approvisionnement ayant engendré à Madagascar une importante crise économique et sociale, a interrogé le mode de régulation du marché rizicole. Dans un cadre politique de désengagement de l'Etat et de libéralisation du marché rizicole, on pourrait penser que le marché a failli aurait du s'auto-réguler. Mais l'on a assisté à un retour de l'Etat entraînant une inefficacité de la filière pour répondre à la demande nationale en riz. Cependant certains observateurs pensent que c'est l'intervention précisément de l'Etat qui a empêché les mécanismes du marché de s'adapter à la situation.

3.4.1.2.2 Une crise qui suscite de nombreuses interrogations

Suite à cette crise, le gouvernement a envisagé la constitution d'un système de réserves publiques comme alternative à une libéralisation totale du marché rizicole. Dans ce cadre, plusieurs expertises et travaux de recherches ont été réalisés pour fournir une analyse de la crise et des outils d'aide à la décision publique et notamment :

- le rapport de mission PAM sur la mise en place d'un système de régulation sur le marché du riz à Madagascar demandé en février 2005 par le Ministre de l'Agriculture dans l'objectif de *"trouver des solutions permettant de garantir l'accès à ce produit vivrier essentiel qu'est le riz d'une part, et d'assurer la sécurité alimentaire de la population d'autre part"* (in Magnay et Jenn-Treyer, 2005).
- une analyse rétrospective du déroulement des événements de 2004, dans le but d'en tirer des enseignements utiles pour l'amélioration du pilotage de la filière riz (Banque Mondiale)
- une étude sur la conception d'un Observatoire du Riz (étude confiée à l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture).

3.4.1.2.3 Une "crise fondatrice" au regard de ses enseignements

Tout d'abord, force est de constater que les analyses de cette crise ont un point de vue relativement "optimiste" dans le sens où elles permettent de questionner le mode de régulation du marché du riz à Madagascar afin de l'améliorer. Ainsi, Dabat *et al.* (2005) n'hésitent pas à qualifier cette période de "crise fondatrice". L'analyse du déroulement de cette crise va en effet permettre de préciser les connaissances sur le marché rizicole malgache et de déceler des problèmes et caractéristiques de son fonctionnement. Ainsi, aux précédentes analyses essentiellement centrées sur la filière nationale et sur le problème de diffusion des signaux de prix dans cette filière, les analyses de cette crise de 2004-2005 mettent en exergue l'influence du contexte international. En effet, selon Dabat *et al.* (2005), cette crise du riz montre "*le risque de déstabilisation lié à la dépendance vis-à-vis d'un marché mondial où les hausses de prix internationaux sont accentuées en cas de dégradation du taux de change*".

3.4.1.2.4 Un pilotage unilatéral de l'Etat peu efficace

Face à ce contexte de forte dépendance au contexte international, les analyses dénoncent un pilotage unilatéral de l'Etat. En effet, si Magnay et Jenn-Treyer (2005) précisent que cette crise était "*tout à fait exceptionnelle et hautement improbable du fait de la conjonction imprévisible [d'une] série de facteurs très faiblement corrélés entre eux*", ils s'accordent avec Dabat *et al.* (2005) pour affirmer qu'une réaction rapide du gouvernement aurait permis de limiter la hausse des prix du riz et de garantir un approvisionnement normal par les importations. Le volume de riz disponible à Madagascar et le prix du riz dépendent en effet des mesures d'interventions fiscales fixées par l'Etat. Et, dans le contexte de 2004-2005, la cherté du riz sur le marché international aurait dû être accompagnée d'une action sur les taxes incitative pour les importateurs. En effet, Magnay et Jenn-Treyer (2005) affirme qu'à *posteriori* on peut penser que l'engagement de l'Etat de ne pas intervenir sur le marché et la suspension transitoire et exceptionnelle des taxes (ou tout au moins une suppression de la TVA et une réduction des taxes à l'import) auraient permis de stabiliser le marché.

Par ailleurs, l'incertitude des importateurs est renforcée par l'ignorance de la future réaction du gouvernement. En effet, lorsque la situation économique et sociale peut remettre en cause la stabilité politique du gouvernement, ce dernier n'hésite pas à prendre des mesures contraires à la politique libérale affichée. Cela a été le cas avec les importations de riz diligentées par le gouvernement. Ainsi, à Madagascar, le poids politique important du prix du riz est susceptible de remettre en cause le désengagement de l'Etat dans la fixation de ce prix.

Le prix du riz semble en effet plus répondre à une stratégie politique et la fourniture de riz à bas prix est essentiellement une politique à visée sociale en direction des consommateurs. Cependant, cette action de l'Etat a créée des distorsions économiques sur le marché du riz et renforce l'incertitude des opérateurs.

Le Gouvernement devrait immédiatement se retirer de l'appui à l'importation de riz « en report de taxe » et de la vente à un prix fixe. Les importations de riz en 2004/5 devraient être rétroactivement soumises au paiement des taxes dues.

Le Gouvernement devrait considérer la levée des taxes à l'importation du riz et le maintien de la TVA à 18%, et l'annoncer officiellement.

Le Gouvernement devrait confirmer au secteur privé le niveau de taxe applicable aux importations de riz et confirmer qu'il n'y aura pas de déviation de ce niveau.

Le Gouvernement devrait assurer un suivi du prix local, du niveau des importations, du cours mondial et des taux de change afin d'anticiper les facteurs qui peuvent perturber le marché du riz.

Le Gouvernement devrait dialoguer avec le secteur privé sur une base régulière pour évaluer le niveau des stocks et le flux du riz à partir des zones de production et des importations.

Le secteur privé devrait faire des investigations sur le potentiel d'exportations régionales en anticipation de la réalisation de l'autosuffisance et de l'existence d'un surplus de riz pour le commerce international.

En vue de pouvoir répondre aux catastrophes naturelles nécessitant des actions sous forme de vivre contre nourriture et d'aide en nature, le Gouvernement et les agences d'urgence devraient s'assurer d'une quantité suffisante de stocks d'urgence pour les mois vulnérables aux cyclones de janvier–mars 2006.

Figure 65 : Recommandations générales faites à l'Etat par la mission de la banque Mondiale suite à la crise de 2004 (in Magnay et Jenn-Treyer, 2005)

3.4.1.3 Objectifs de l'Etat dans la régulation du marché par les prix et dans la commercialisation du riz

Suite à ces constats d'analyse, Magnay et Jenn-Treyer (2005) ont montré que l'option de mise en place de stocks de régulation n'était pas appropriée confirmant la stratégie libérale précédemment affichée. Ainsi, à l'heure actuelle, il est proposé de mettre en oeuvre un nouveau cadre de régulation limitant l'intervention de l'Etat à "*la création des conditions favorables au fonctionnement d'un marché libre et en voie d'organisation*" (Dabat *et al.*, 2005). Schématiquement, cette conception veut, après le tout Etat et le tout marché, laisser la place au mieux d'Etat au service de l'efficacité du marché. L'option libérale ainsi confortée, elle doit s'accompagner de mesures afin de résoudre les problèmes de diffusion de prix dans la filière par une amélioration de l'efficacité du marché et substituer un réel désengagement de l'Etat au profit d'un partenariat public/privé au pilotage unilatéral de l'Etat .

Dans ce cadre, les analyses de la crise s'accompagnent de recommandations (voir Figure 65) en terme d'actions publiques à mettre en oeuvre pour favoriser le marché. Leur objectif à terme est de déboucher sur un prix favorable au consommateur mais avec des signaux de prix régulés par le marché qui se diffusent le long de la filière jusqu'au producteur. Ainsi, ce compromis entre un prix correct pour le consommateur et rémunérateur pour les producteurs, à l'aide de différentes mesures publiques à mettre en oeuvre pour réaliser des gains de productivité dans l'ensemble de la filière.

Ce positionnement nouveau de l'Etat en terme de régulation du marché a pour ambition de faire en sorte que les mécanismes du marché amènent les prix du riz à un niveau tel qu'ils remplissent les objectifs généraux suivants : "*éviter les situations de pénurie et de prix élevés pour les consommateurs, assurer de bons prix pour les producteurs et réduire les interventions gouvernementales directes et aléatoires, de façon à accroître la prédictibilité et l'efficacité des marchés*" (Jenn-Treyer *et al.*, 2005 in Dabat *et al.*, 2005).

3.4.1.4 Dispositif de mise en oeuvre

Les analyses de la crise montrant qu'une gestion différente de la crise aurait eu des effets plus efficaces s'accompagnent de séries de recommandations pour éviter une nouvelle désorganisation de la filière.

3.4.1.4.1 Des interventions directes de l'Etat limitées

Il est préconisé à l'Etat malgache de continuer à se désengager du marché rizicole par l'abandon total et définitif de toutes mesures d'interventions directes. Seules des mesures indirectes, moins coûteuses et moins génératrices de distorsions sont envisageables. Il est également préconisé de ne pas effectuer de restriction aux importateurs privés et d'envisager une révision annuelle de la taxe à l'importation en fonction de la situation du marché.

Concernant l'éventualité de la mise en place d'un système de stock régulateur public, la mission réalisée par Magnay et Jenn-Treyer (2005) préconise de ne pas constituer de stock public de type stock tampon car c'est un système coûteux et générateur de distorsions. Seul un stock d'urgence peut être envisagée pour répondre à des situations de catastrophes naturelles. Les autres stocks doivent être assurés par les opérateurs privés.

La PCP-RIZ a pour missions principales de :

- Favoriser les dialogues, les rencontres, la collecte et les échanges d'informations entre les acteurs directs et indirects de la filière,*
 - Proposer la politique et les stratégies de développement de la filière rizicole,*
 - Suivre la mise en oeuvre de la politique de développement rizicole à Madagascar,*
 - Constituer un organe consultatif sur les mesures à prendre pour la filière riz,*
 - Orienter les actions nécessaires en cohérence avec la politique en vigueur,*
 - Jouer un rôle d'interface entre l'Etat, le secteur privé, la société civile et les partenaires techniques et financiers,*
 - Suivre et apprécier l'évolution de la situation de la filière riz dans son environnement national et international aux fins de proposer des mesures propres à améliorer le fonctionnement et le développement de l'ensemble des maillons de la filière,*
- Et d'une manière générale, contribuer au pilotage de la filière rizicole à Madagascar.*

Figure 66 : Missions principales de la PCP-Riz (in PCP-Riz, 2005)

Si la gestion des stocks doit être laissée aux opérateurs privés sur le marché, il en va de même pour l'ensemble des fonctions du marché rizicole. En effet, les activités de stockage, de collecte d'importations et d'exportations sont dévolues au marché qui est perçu comme plus efficace et équitable lorsque géré par le secteur privé.

3.4.1.4.2 L'importance d'un Partenariat Public Privé

Il apparaît qu'il est important que les règles du jeu des instances publiques soient claires et connues de tous afin de limiter les incertitudes des opérateurs privés. Ainsi, une des premières conséquences de la crise de 2004-2005 fut de mettre en place un système de concertation permettant d'éviter le pilotage unilatéral de la filière par l'Etat. La constatation de l'absence de concertation entre l'Etat et les acteurs privés a en effet abouti à la création de cette structure nouvelle qu'est la PCP-Riz.

L'objectif général de la PCP-Riz est de "*favoriser le dialogue et la rencontre des acteurs, assurer une transparence grâce à la circulation des informations, discuter et proposer des mesures nécessaires au développement de la filière, orienter la politique du sous-secteur rizicole*" (PCP-Riz, 2005).

La note de présentation définissant les statuts de la Plateforme de Concertation pour le Pilotage de la filière riz (PCP-Riz, 2005) définit cet organisme comme une association reconnue d'utilité publique. Les membres de cette structure sont les représentants de l'Administration, des professionnels de la filière riz et des entités intervenant dans ladite filière. L'Assemblée Générale est l'organe suprême de décision alors que le Conseil d'Administration en constitue l'organe d'administration. Des membres élus y sont constituées en sept collèges représentant les producteurs, les industriels et transformateurs, les intermédiaires (transporteurs, collecteurs, commerçants, ...), les organismes d'appui technique, les organismes d'appui financier, l'administration et les consommateurs. Par ailleurs, le Secrétaire Exécutif recruté par le Conseil d'Administration est chargé de préparer les délibérations et de mettre en oeuvre les décisions prises par le Conseil d'Administration et de réaliser les objectifs de la PCP-RIZ.

Les missions principales assignées à cette plate-forme sont détaillées dans la Figure 66. Si, d'après les statuts, les rôles de la PCP-Riz sont nombreux, on constate cependant qu'à l'heure actuelle son activité principale s'est essentiellement limitée à la redéfinition des taxes à l'importation. En effet, dès 2005, la concertation a abouti à la suppression des taxes à l'importation face à la cherté du riz sur les marchés internationaux. Aussi est-il légitime de se demander si le fonctionnement de cette structure de concertation aboutira à un pilotage intégral de la filière sans se focaliser uniquement sur le niveau de taxation du riz catalyseur de la crise de 2004.

3.4.1.4.3 L'observatoire du riz pour accroître la diffusion de l'information

Pour assurer une meilleure efficacité du marché, la diffusion de l'information sur les marchés est un des rôles dévolus à l'Etat. Ainsi, la mise en place actuel d'un observatoire du riz auprès de l'EPP/PADR a cet objectif là de compiler les informations sur le marché rizicole et de les diffuser auprès des opérateurs privés. Cet Observatoire Economique de la Filière Riz est ainsi un système d'information de marché chargé de réunir, traiter et diffuser toute l'information économique nécessaire à la filière.

Un bulletin d'information intitulé Horizon, diffusé mensuellement depuis novembre 2005, présente "une série d'indicateurs (issus des travaux de l'Observatoire du Riz) qui constituent en quelque sorte le "tableau de bord" du marché du riz, mais également des fiches techniques destinées à faciliter la compréhension par tous du fonctionnement du marché" (Observatoire du Riz, 2005).

Si cet instrument d'appui à la filière a un rôle indispensable dans le bon fonctionnement du marché du fait de son objectif de diffusion de l'information, on constate toutefois qu'à l'heure actuelle son impact est limité à quelques opérateurs. En effet, il semblerait que si l'information est compilée et traitée, sa diffusion n'atteint pas l'ensemble des opérateurs concernés, notamment en milieu rural. Ce sont essentiellement les riziers et importateurs urbains ainsi que les bailleurs de fonds auprès de qui cette information est actuellement diffusée. Une amélioration du système de diffusion semble donc aujourd'hui nécessaire.

3.4.1.4.4 Un objectif à terme : accroître "la robustesse du marché"

Enfin, selon Magnay et Jenn-Treyer (2005), l'amélioration de la robustesse du marché est le moyen à préconiser pour diminuer la sensibilité du marché du riz face aux aléas. Pour cela, trois axes de développement sont à préconiser :

- l'augmentation de la production,
- l'intensification de la commercialisation et la meilleure intégration des marchés,
- la diversification des flux sur le marché, spécialement au travers des exportations.

Ainsi, l'augmentation de la production de riz est non seulement un des objectifs de la politique rizicole à Madagascar, mais c'est également un des moyens nécessaires pour accroître la robustesse du marché. Pour cela, il est envisagé d'obtenir une production rizicole structurellement excédentaire et commercialisée tant au niveau national qu'international.

Cependant, pour atteindre cet objectif de forte intégration aux marchés national, régional et international, Laroche (2005) précise que le prix du riz malgache doit se situer entre le prix de parité import (prix du riz importé sur les marchés de consommation soit 500 ar./kg de paddy en 2005) et le prix de parité export (prix au producteur permettant de vendre sur le marché international soit 300 ar./kg de paddy). Cette politique d'orientation d'un prix vers le marché international laisse donc apparaître que les marges de manœuvre en terme d'augmentation du prix du riz sont limitées et que les perspectives de développement de cette culture doivent être étudiées au regard d'autres politiques publiques.

LA POLITIQUE DE L'ÉTAT SUR SON RÔLE DANS LA RÉGULATION DU MARCHÉ PAR LES PRIX ET DANS LA COMMERCIALISATION DU RIZ

Constituée par : Analyses et recommandations de la Banque Mondiale, la FAO et le PAM.

Objectif général : Créer "*des conditions favorables au fonctionnement d'un marché libre et en voie d'organisation*"

Objectifs spécifiques

- Eviter les situations de pénurie et de prix élevés pour les consommateurs
- Assurer de bons prix pour les producteurs
- Réduire les interventions gouvernementales directes et aléatoires
- Accroître la prédictibilité et l'efficacité des marchés

Dispositif de mise en oeuvre

- Désengagement de l'Etat (pas d'intervention directe)
- Limiter les interventions de l'Etat aux politiques monétaire et fiscale
- Mise en place de la PCP-Riz pour assurer un Partenariat Public/Privé dans le pilotage de la filière
- Mise en place de l'Observatoire du Riz pour assurer la diffusion de l'information sur le marché du riz

Figure 67 : Eléments d'analyse du rôle de l'Etat dans la régulation du marché par les prix et dans la commercialisation du riz

3.4.1.5 Cohérence interne et externe des mesures publiques proposées pour la régulation du marché par les prix et pour la commercialisation du riz

Au regard des objectifs de l'Etat en terme d'actions publiques à mettre en œuvre dans le cadre de la construction du prix du riz à Madagascar, force est de constater que l'orientation politique vise à une libéralisation de ce prix. Cette politique découle de l'idée que le marché est plus efficace que l'Etat pour l'atteinte du compromis entre un prix du riz intéressant pour les consommateurs et un prix rémunérateur pour les producteurs par contraction de certains coûts et de certaines marges de la filière liée à plus de concurrence. Toutefois, dans la réalité, il semble que cette politique oriente le prix du riz vers le consommateur dans une perspective de développement du marché tant au niveau national avec un prix bas pour le consommateur urbain qu'au niveau international avec un prix compétitif pour l'export.

Les prix régulés par le marché, c'est-à-dire résultats de la confrontation de l'offre et de la demande, sont censés se diffuser au producteur le long de la filière. Cependant, à Madagascar, les marchés rizicoles sont considérés comme étant fortement compartimentés si bien que la diffusion des signaux de prix n'est pas la même selon les zones. En effet, dans certaines zones plus enclavées où les opérateurs privés se retrouvent dans des situations de faible concurrence, le prix du riz est supérieur à celui d'un marché concurrentiel.

Or, dans les deux zones d'étude du Vakinankaratra et du Bongolava, les infrastructures routières sont bonnes et permettent un accès facile aux marchés urbains d'Antananarivo et Antsirabe. Par ailleurs, la structure des opérateurs privés en aval de la production semble suffisamment concurrentielle pour ne pas engendrer d'importantes distorsions. Il paraît par conséquent peu vraisemblable que l'orientation politique actuelle engendre une augmentation des prix payés au producteur.

Par conséquent, il semble que les marges de manœuvre en terme d'incitation par les prix soient assez limitées. Aussi, dans le discours politique, retrouve-t-on l'ambition d'améliorer la productivité du riz non pas par une augmentation du prix de celui-ci mais plutôt par une compression des charges au niveau du producteur, par une amélioration des rendements et par des économies d'échelle réalisée le long de la filière. Ainsi, dans la conception actuelle des documents de politique il est proposée de mettre en œuvre des politiques à destination du producteur avec un objectif général d'accroissement de la production basées sur un triangle : Financement – Conseil agricole – Intrants.

3.4.2 La politique publique de financement rural

Cette analyse découle de la lecture analytique des documents stratégiques rédigés par le gouvernement (DSNMF¹¹ 2004, SNE¹² 2006) et de la production de données à travers l'entretien de plusieurs personnes ressources intervenant dans le domaine de la production ou de l'analyse de la politique sectorielle de financement rural.

Le financement rural est considéré par l'Etat malgache comme un pilier du développement rural. En effet, la politique de financement rural fait partie intégrante de la dynamique initiée par la Vision Madagascar Naturellement puisque les nouveaux documents cadres y font tous référence. Il paraît ainsi logique que la SNE (2006), dernier document stratégique rédigé, considère à part entière le financement comme un des trois principaux leviers (avec les intrants et le conseil) susceptibles d'initier un développement agricole. De même, il figure dans la deuxième orientation fixée par le PNDR intitulé « *FACILITER L'ACCES AU CAPITAL ET AUX FACTEURS DE PRODUCTION* » (PNDR, 2005), cet objectif se décline au niveau du financement rural en deux objectifs :

« *Mettre en œuvre la stratégie nationale de micro finance* »,

« *Mettre en place un système de financement pour le développement rural au niveau des banques primaires* ». (PNDR, 2005)

L'objectif général est ainsi d'augmenter la disponibilité de financement pour les acteurs économiques du monde rural, que ce soit par le « système financier classique » (institutions bancaires) ou par un système de micro crédit.

A l'heure actuelle, deux tenants de la finance rurale font partie de la stratégie de développement du financement rural du gouvernement (principalement le MEFB et le MAEP) : la microfinance et le financement des activités rurales par le secteur bancaire. Ces analyses, surtout pour la microfinance, sont alimentées par les principaux bailleurs de fonds (PNUD, AFD, BM, UE...).

3.4.2.1 Evolution récente de la finance rurale à Madagascar

L'histoire récente de la finance rurale à Madagascar a conduit à une restructuration du secteur financier, via le développement important des SFD, dans la décennie 1990. Le développement rapide de la microfinance a ainsi débouché sur la mise en place d'un cadre réglementaire spécifique à partir du milieu des années 1990, à travers la « *Loi n° 95-030 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit* » et surtout la « *Loi N° 96-020 portant réglementation des activités et organisation des Institutions financières mutualistes* » qui permet aux institutions financières mutualistes (type CECAM) de bénéficier d'exonérations fiscales.

Dès lors, un organisme indépendant, la Commission de Supervision Financier et Bancaire (CSBF) est chargé d'assurer le suivi et le contrôle des établissements de crédits. Afin de défendre le secteur de la microfinance, deux associations professionnelles ont été créées : l'Association Professionnelle des Institutions Financières Mutualistes (APIFM, en 1997) et l'Association des Institutions de Microfinance Non Mutualistes (AIM, en 1999).

11 DSNMF : Document de Stratégie Nationale de Microfinance

12 SNE : Stratégie Nationale sur le développement de l'utilisation de l'Engrais

ANNEES	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de caisses	313	324	307	384	395
Nombre de membres	88 012	112 950	130 392	172 299	192 693
Epargne mobilisée	33 331	54 677	50 592	89 672	87 078
Encours crédit	32 130	33 889	42 298	86 424	115 368
Estimation crédit distribué	52 672	55 556	69 341	141 679	189 128
Part affectée au rural	30 716	32 398	40 437	82 621	104 000
Population totale	15 085 000	15 529 000	15 981 000	16 373 000	16 610 409
Population rurale	12 822 250	13 199 650	13 583 850	13 955 000	13 955 000
Taux de pénétration	2,92%	3,64%	4,08%	5,26%	5,80%

Tableau 7 : Evolution de l'offre en financement rural des SFD en millions de FMG (source : PERRIN et al, 2005)

OPERATEUR FINANCIER	NOMBRE DE BENEFICIAIRES	MONTANT DISTRIBUE (MILLIONS FMG)
SFD	31 500	110 200
Banques (surtout BOA)	3 300	18 000
Projet PSDR	3 100 Groupements	31 000
Total		159 200

Tableau 8: Synthèse de l'offre en financement rural en 2004 (source : PERRIN et al, 2005)

L'évolution rapide de la microfinance (voir **Tableau 7**) a permis ainsi permis aux SFD de se positionner comme le principal pendant de la finance rurale à Madagascar (voir **Tableau 8**). Ainsi, en 2004, les bailleurs de fonds (BM, PNUD) ont poussé le gouvernement à une remise en cause du cadre politique de financement rural par la rédaction d'un document stratégique (la SNMF) encadrant la microfinance.

3.4.2.2 L'analyse du service de financement rural préalable aux mesures proposées par le gouvernement

Le diagnostic actuel des bailleurs de fond et du gouvernement montre que le secteur de la microfinance s'est largement développé ces dernières années. Néanmoins, la pénétration du secteur financier dans le monde rural est encore minime (voir **Tableau 7**), d'une part parce que les institutions de microfinances connaissent des problèmes institutionnels et organisationnels, d'autre part parce que les banques nationales sont faiblement engagées dans le financement du secteur rural (11% de l'offre en financement rural est proposée par les banques, selon l'étude de Perrin *et al.* (2005).

- Problèmes institutionnels et organisationnels des institutions de microfinance

Le diagnostic du DSNMF (2004) montre un certain nombre de faiblesses et de contraintes pesant sur le secteur de la microfinance à Madagascar.

Tout d'abord à un niveau général, le développement de ce secteur, d'après le DSNMF, est limité par des contraintes externes telles que l'enclavement et l'analphabétisme qui ont pour principale conséquence une segmentation du marché financier en fonction de l'accessibilité et des infrastructures économiques et sociales. D'autre part, le DSNMF (2004) constate le manque de connaissance des besoins financiers des zones rurales, du fait « *du manque d'études socio-économico-culturelles de référence* » et de l'« *absence de données statistiques exhaustives et fiables sur le secteur* ».

Ensuite, au niveau du contexte politique et réglementaire, plusieurs contraintes affectent le secteur de la microfinance. Ainsi, le DSNMF (2004) dénonce l'« *absence d'une véritable stratégie nationale* » basée sur « *une véritable politique nationale axée sur « les pratiques optimales » internationalement reconnues* ». Ce vide a pour principal conséquence « *des interférences politiques dans le secteur* » du fait du jeu contradictoire de certains acteurs (bailleurs de fonds, SFD, ONG). De fait, certains projets « *ne respectant pas les « bonnes pratiques » introduisent des distorsions importantes au sein du secteur* ». Enfin, le microcrédit à Madagascar a été historiquement institutionnalisé par des institutions mutualistes. Le cadre juridique et réglementaire a ainsi été adapté à ce type d'organismes.

Néanmoins, à l'heure actuelle, le DSNMF (2004) considère ce cadre obsolète du fait de l'évolution du secteur, notamment à cause de l'apparition de systèmes de microcrédits non mutualistes. Ainsi, le cadre légal et réglementaire est qualifié de « *peu adapté, contraignant et discriminatoire à l'endroit des systèmes de crédit direct* ». Ce manque de réactivité du cadre politique peut être relié à une autre contrainte identifiée : « *la faiblesse du cadre de concertation au niveau du secteur* » (malgré la présence d'associations professionnelles).

Enfin, au niveau des institutions de microfinance, plusieurs contraintes et faiblesses freinent leurs activités. Le DSNMF (2004) constate ainsi un « *manque de compétence* » lié à une « *insuffisance de l'offre en formation et services d'appui-conseil pour les IMF* », notamment en SIG et en planification, mais aussi un problème organisationnel des IMF ne leur permettant « *de répondre que partiellement à la demande potentielle* ». Au niveau financier, les institutions de microfinance restent faibles. En effet, l'« *autonomie financière* » reste « *non atteinte pour la majorité des IMF* ». Cela pour les raisons évoquées ci-dessus, mais aussi du fait de « *problèmes de prise et de réalisation des garanties* » et d'une « *insuffisance de ressource de refinancement sur le moyen et long terme(s) des IMF* »

➤ Faible implantation des banques nationales dans le secteur rural

Du fait du risque lié à l'activité agricole et de la dissémination de la demande, le gouvernement constate une faible présence des banques nationales dans le secteur rural. Ainsi, les banques commerciales « *ne touchent que les exploitations à caractère industriel* », d'après l'analyse de la finance rurale de la SNE. Or, « *la microfinance n'est pas une panacée. Elle n'est pas la solution miracle capable à elle seule d'éliminer la pauvreté.* » (DSRP 2001, in DSNMF 2004). En effet, l'approche choisie par l'Etat malgache « *s'appuie sur l'intégration du secteur de la microfinance dans le secteur financier formel et commercial* ». (DSNMF, 2004). Pour cela, le DSNMF constate que malgré l'intérêt déclaré des banques commerciales pour le secteur de la microfinance, seule, la BOA entretient de véritables liens avec les IMF. Néanmoins, « *le volume du refinancement accordé par cette banque au secteur n'a pas connu une évolution significative* », depuis 1999.

3.4.2.3 Objectifs de la politique de financement rural

Face à ce diagnostic, plusieurs objectifs sont déterminés, afin « *de favoriser l'accès à des services de microfinance viables et durables à une majorité des ménages pauvres ou à faibles revenus et des micro - entrepreneurs sur l'ensemble du territoire d'ici à 2009, grâce à des IMF viables s'intégrant dans le système financier national* » (DSNMF, 2004). L'objectif final ne concerne pas seulement l'accès des ménages aux crédits, mais aussi l'accès de tous les acteurs économiques aux services de financement. Ainsi, la SNE propose un système de financement faisant intervenir les banques afin « *de compléter le système de financement actuel de ces filière[s] (intrans)* » (SNE, 2006) en responsabilisant « *tous les acteurs des filières concernées en leur faisant prendre leur part du risque et du financement* » (SNE, 2006). Ainsi, le DSNMF (2004) détermine 3 axes d'interventions prioritaires :

- « *Amélioration du cadre économique, légal et réglementaire pour un développement harmonieux et sécurisé du secteur* »,
- « *Offre viable et pérenne de produits et services adaptés, diversifiés et en augmentation, notamment dans les zones non encore couvertes par des IMF professionnelles* »,
- « *Organisation du cadre institutionnel de manière à permettre une bonne structuration du secteur, une coordination efficace du secteur et une conduite efficiente de la SNMF.* » (DSNMF, 2004).

SCHEMA RESUME DU CREDIT INTRANTS AGRICOLES & DE LA MUTUALISATION DU RISQUE

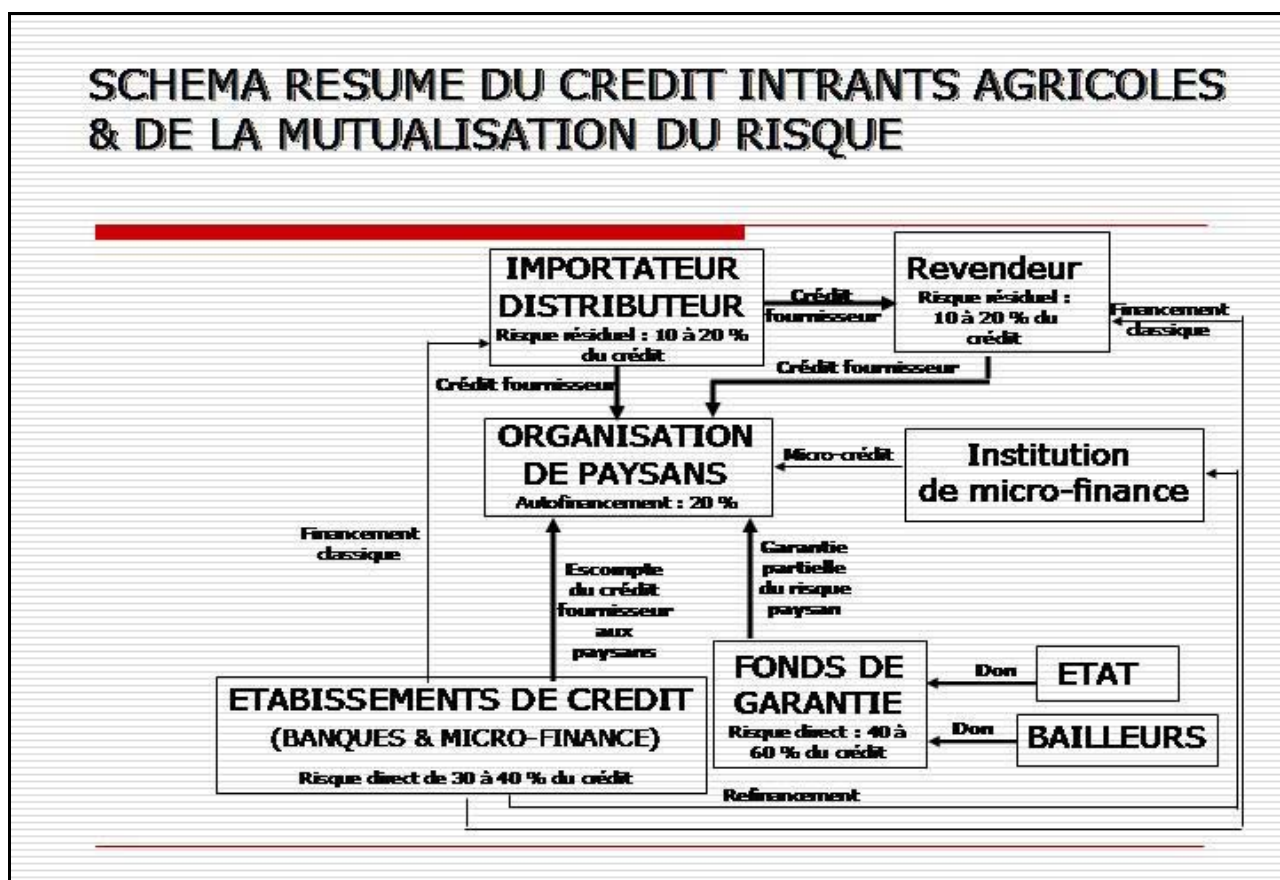


Figure 68 : Schéma résumé du crédit intrants agricoles et de la mutualisation du risque (in SNE 2006)

Chaque axe d'intervention permet de déterminer des objectifs spécifiques.

Le premier axe vise à améliorer le « *cadre économique, légal et réglementaire pour un développement harmonieux (...) du secteur* ». L'objectif est donc de rénover le cadre juridique, afin que la politique de financement rural gagne en efficacité. Le but est d'adapter le cadre légal et réglementaire des activités de financement aux évolutions récentes (notamment pour les Institutions Non Mutualistes), afin de favoriser l'émergence du secteur privé (IMF). Le rôle qui est attribué à l'Etat est celui de la bonne mise en œuvre « *des politiques économiques favorisant le développement de la microfinance* », notamment via le « *renforcement des capacités (...) de la CSBF [Commission de Supervision Bancaire et Financière] et de la CNMF [Coordination Nationale de Microfinance]* » chargée toutes deux de surveiller et plus spécialement pour la CSBF de contrôler le secteur financier.

Le deuxième axe d'intervention consiste à élargir l'activité des IMF par l' « *offre viable et pérenne de produits et services adaptés (...) notamment dans les zones non encore couvertes* ». Il s'agit de professionnaliser le secteur par un « *renforcement des capacités* » des IMF visant à leur permettre d'élaborer des « *plans d'affaires réalistes* » débouchant sur des « *produits et services adaptés à la clientèle* ». A travers cet objectif de professionnalisation, deux objectifs sont sous-jacents : « *l'appui au développement de nouvelles implémentations pour les IMF ayant des capacités institutionnelles requises* » et « *le renforcement des relations d'affaires entre les IMF et les banques* ». L'appui à l'organisation interne des IMF est donc perçu comme l'enjeu principal en vue du développement de leur activité. Une fois que les IMF seront performantes, il sera alors possible d'envisager un appui de l'Etat pour l'installation dans des zones enclavées ou du secteur bancaire pour le développement des activités déjà pérennisées. Une des déclinaisons de cet axe d'intervention est reprise par la SNE. D'une part, cette stratégie propose une bonification des taux d'intérêt sur les crédits de campagne visant à financer le coût des intrants (semences améliorées et engrais) des producteurs. Ce projet d'emprunt à taux bonifié permettrait ainsi aux producteurs d'intensifier leur production tout en augmentant le chiffre d'affaire des IMF. D'autre part, la SNE propose l'intégration des banques commerciales au circuit de financement rural. L'idée est de limiter la prise du risque des banques commerciales à participer au financement rural, afin qu'elles intègrent le financement rural. Le mécanisme mis en avant est la mutualisation du risque entre les différents acteurs de la filière intrant avec une participation de l'Etat à travers la création de fond de garantie (voir Figure 68). Cela permettrait un accès aux producteurs à des financements aux taux d'intérêt pratiqués par le système bancaire classique.

Le troisième axe rejoint le premier, notamment en vue de « *permettre une bonne structuration du secteur, une coordination efficace du secteur* ». Il s'agit ainsi de « *gérer et conduire de manière efficiente la SNMF en concertation* ». A cette fin, l'outil proposé est un « *comité de pilotage (CP)* », sorte de plate-forme de concertation microfinance. Y seront représentés des acteurs du public (MEFB et MAEP, Bailleurs de fonds, CNMF) et du privé (Associations Professionnelles des Institutions de microfinance, Associations Professionnelles des banques, Banque Centrale). Ce CP bénéficiera de la « *mise en œuvre d'un centre de ressources et la gestion d'une base de données sur le secteur* », sorte d'observatoire de la finance rural. On note la présence d'une mesure qui n'est pas mentionnée dans les autres secteurs : le « *renforcement des capacités des Associations Professionnelles pour leur permettre d'exercer avec efficacité leur rôle de représentation* », considéré comme une condition *sine qua non* du bon fonctionnement du CP.

CGAP (Consultative Group to Assist the Poor)

Statut : Programme de développement

Date de création : 1995

Historique (source : Mukherjee, 1998) : Création en 1995 par 10 bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux dans l'objectif de regrouper l'expérience de chacun, afin de diffuser des « bonnes pratiques de microfinance » (et les grilles d'évaluation correspondantes) et des informations régulières sur le secteur. L'autre pendant de l'activité du CGAP a été d'appuyer la prise en compte de ces bonnes pratiques par les différents intervenants de la microfinance à l'échelle internationale : bailleurs de fonds, Etats concernés et IMF (notamment à travers l'octroi de dons et de financement de la BM). La seconde phase a été lancée en 1998 en vue d'amplifier l'action de la première phase. 16 bailleurs de fonds se sont associés aux 10 premiers. Le CGAP a été restructuré en 5 comités travaillant en étroite collaboration avec la Banque Mondiale. Les actions précédemment engagées ont été approfondies et élargies entre autres à l'évaluation des pratiques des bailleurs de fonds et des gouvernements en terme de politique de microfinance, au renforcement de capacité des acteurs de la microfinance, à l'octroi de financement....

Activité actuelle : A l'heure actuelle le CGAP regroupe 33 bailleurs de fonds, dont l'objectif est de « *mettre en place les systèmes financiers adaptés aux besoins des pauvres* ». (CGAP, s.d.). Les principales activités du CGAP se concentrent autour de la production, de la diffusion et de l'adoption des « *bonnes pratiques de microfinance* ». Ainsi, le CGAP produit à l'aide de ses experts des normes de référence concernant la microfinance et les outils de "rating" associés (notamment en terme de rôle des acteurs), diffuse ses "focus notes" et ses expertises (évaluations de l'action des bailleurs de fonds, de l'action des gouvernements, du secteur de la microfinance dans plusieurs pays...), effectue des formations et pousse à l'adoption de ces normes en incitant les bailleurs de fonds à inclure ces normes dans leur critère de financement.

Les bonnes pratiques de microfinance, selon le CGAP :

- *favoriser la création et soutenir le développement d'institutions viables et permanentes qui visent l'accès à des services durables ;*
- *être à l'écoute des clients et s'engager à leur fournir des services adaptés ;*
- *appliquer des taux d'intérêt sur les prêts permettant aux IMF de couvrir leurs charges ;*
- *développer de bons systèmes d'information de gestion (SIG) qui fournissent temps de informations statistiques et financières fiables ;*
- *établir la transparence dans la diffusion des informations financières ;*
- *favoriser la mobilisation de l'épargne ;*
- *établir et favoriser une gouvernance efficace au sein des IMF ;*
- *encourager les gouvernements à créer un environnement macro-économique favorable au développement de la microfinance ;*
- *investir davantage dans l'assistance technique pour l'émergence d'institutions et leur capitalisation ;*
- *éviter de "réglementer à la hâte" et établir au besoin un cadre réglementaire incitatif*

Figure 69 : Présentation du CGAP (source : site internet officiel du CGAP)

Il convient de préciser que les objectifs de la SMNF reposent sur un certain nombre de principes et font référence aux bonnes pratiques de microfinance, prônées par le Consultative Group to Assist the Poor (CGAP, voir Figure 69) considéré par la SNMF comme le groupe de réflexion de référence à l'échelle internationale pour la microfinance.

3.4.2.4 Dispositif de mise en oeuvre

Au niveau de la mise en oeuvre de la SNMF, le document s'attache à clarifier le rôle et les fonctions de chacun des organes responsables de sa mise en oeuvre.

La Coordination Nationale de Microfinance (CNMF) est ainsi responsable de « *la coordination de la politique générale du Gouvernement en matière de microfinance* ». « *Dans ce cadre, elle s'assure à tout moment que les mesures prises et les interventions des pouvoirs publics vont dans le sens du renforcement du secteur et sont en cohérence et en harmonie avec la SNMF.* ». La CNMF est constituée par des fonctionnaires du MEFB, mais doit travailler « *en étroite collaboration avec (...) le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (MAEP)* ». Elle est par ailleurs responsable du centre de ressources et de capitalisation des données sur le secteur de la microfinance et assure le secrétariat du Comité de Pilotage.

La Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF) est responsable du contrôle et de la surveillance des établissements de crédits, dont elle délivre l'agrément. Elle est par ailleurs responsable de faire des propositions d'aménagement des dispositions légales et réglementaire à l'égard des établissements de crédit.

« *Le Comité de Pilotage (CP) est l'organe regroupant les représentants des principaux acteurs, notamment l'Etat, les Associations Professionnelles des IMF et les bailleurs de fonds* ». Tout comme le CNMF, il est responsable du suivi-évaluation de la mise en oeuvre SNMF. Considéré comme un espace de discussion et de réflexion, il est invité « *à proposer des mesures d'adaptation, en cas de besoin, en validant les plans annuels* ».

3.4.2.5 Cohérence interne et externe de la politique de financement rural

En terme de cohérence interne, force est de constater qu'au contraire des documents stratégiques récents (PNDR, SNE...) les objectifs exposés par la SNMF ne sont pas justifiés. Ainsi, bien qu'un diagnostic soit présenté en première partie de la SNMF, les liens entre les objectifs et le diagnostic sont peu clairs. De plus, le diagnostic est toujours relié à des normes de référence (CGAP). Ainsi, l'absence de réelles justifications des principes directeurs de la SNMF sont assez révélateurs, notamment sur les « *bonnes pratiques de microfinance* » dont la seule justification est qu'elles « *sont largement partagées* ».

Au sujet de l'intérêt même de la microfinance, on peut lire que « *même si l'impact de la microfinance reste globalement limité, des études et recherches montrent qu'elle représente un outil important de lutte contre la pauvreté* ». Cette analyse porte à croire que la SNMF ait été en grande partie calquée sur les documents issus du référentiel idéologique sur laquelle elle repose que sont les normes éditées par le CGAP. Bien qu'une telle proximité ne soit pas critiquable, l'absence de justification pose le problème de la réelle implication du gouvernement. En effet, il semble que les objectifs soulignés aient été imposés et ne doivent pas être sujet à être justifiés puisque ils sont « *largement partagés* ».

LA POLITIQUE DE FINANCEMENT RURAL

Sous la tutelle du MEFB, élaborée en la collaboration avec le PNUD

Constituée par : La SNMF et par extension la SNE

Fait référence à : La Vision Madagascar Naturellement et les bonnes pratiques de microfinance du CGAP

Objectif général : « Faciliter l'accès au capital et aux facteurs de production » (PNDR, 2005)

Objectifs spécifiques

- Améliorer le « cadre économique, légal et réglementaire »
- Elargir l'activité des IMF
- Renforcer les relations entre les IMF et les banques
- « Permettre une bonne structuration du secteur »

Dispositif de mise en oeuvre

- Création d'un partenariat public - privé
- Aides publiques (aides à l'installation des IMF en régions défavorisée, bonification des taux d'intérêt,...)
- Renforcement de capacité des acteurs

Figure 70 : Eléments d'analyse de la politique sectorielle de financement rural

D'autre part, les objectifs sont d'ordre très généraux et seuls les objectifs de renforcement des capacités sont détaillés. A ce propos, il est remarquable que la SNMF propose un renforcement de capacité des acteurs invités à participer au comité de pilotage. Cependant, dans ce comité de pilotage, les usagers des IMF sont absents, notamment pour les clients des IMF non mutualistes. Cela paraît assez étrange d'autant plus que la SNMF met l'accent sur l'adéquation entre l'offre des services de microfinance et les besoins des usagers. De même, la SNMF est très peu claire sur la fonction et le rôle des différents organes dont elle propose un renforcement de capacité. Ainsi, la distribution des rôles de suivi et de contrôle se superpose dans le texte entre la CNMF et le CP.

En terme de cohérence externe, la SNMF, bien que rédigée avant la Vision Madagascar Naturellement s'intègre assez bien dans la stratégie de développement rural et agricole de Madagascar, puisque encore une fois les grands éléments des documents cadres sont repris :

Partenariat Public – Privé avec un rôle privilégié du secteur privé dans l'organisation de la filière (importation et distribution),

Développement du secteur financier à travers un gain possible d'efficacité des IMF,

Amélioration du marché par une meilleure information des acteurs économiques...

Nous retiendrons néanmoins que le document propose un appui à l'installation d'IMF dans les zones dépourvues et que la SNE s'appuie sur une bonification des taux d'intérêt (action soutenue par l'UE) ou sur la création d'un fonds public de garantie qui sont des actions subventionnées. Le recentrage de l'Etat sur « *ses fonctions régaliennes* » prôné dans les documents cadres semble être à relativiser. D'autre part, la bonification va à l'encontre des recommandations du CGAP, qui y voit un élément de perturbation du marché financier (CGAP, Octobre 2005). Ce manque de cohérence entre le CGAP et les bonifications d'intérêts prônées par la SNE pourrait renforcer la vision d'une SNMF imposée par les bailleurs de fonds au gouvernement.

Une autre explication est aussi possible : celle de la rédaction par deux ministères différents des deux textes, le MEFB pour la SNMF et le MAEP pour la SNE. En effet, le financement rural bien qu'étant une politique sectorielle relève historiquement de ces deux ministères. La SNMF donne ainsi aux MEFB le rôle de sa mise en œuvre en collaborant avec le MAEP, relégué au deuxième plan. A travers la SNE, le MAEP semble vouloir perturber cette organisation en s'appropriant un rôle clé dans le financement des activités agricoles.

Les besoins en services d'appui technico-économiques des paysans			
<i>Services</i>	<i>Quoi?</i>	<i>Qui preste?</i>	<i>Financé comment?</i>
Economiques	Achat intrants	Privé	Autofinancement
	Vente de produits	Coopératives	Crédit/subventions
Représentation	Défense d'intérêt	TT	Cotisations
		OP et interprofessions	
Professionnalisation	Formation initiale	Éducation	État
	Formation professionnelle	Formation informelle	État, bailleurs
Développement agricole	Information technico-économiques		
	Formation continue	Public	Projets/bailleurs
	Conseil technique & en gestion	Privé	ONG
	Appui à la structuration des OPA	ONG	Etc.
	R/D & vulgarisation	Associatif	
	Services spécifiques		
	Services normatifs	MAEP	
Coordination et maîtrise d'œuvre		Plateforme des partenaires	

Figure 71 : Les besoins en services d'appui technico-économiques des paysans (in PANSA)

3.4.3 La politique publique de conseil agricole

L'idée de la mise en œuvre des Centres de Services Agricoles (CSA) est évoquée pour la première fois dans le PANSA. Actuellement en cours de réalisation, la mise en œuvre des CSA est également reprise dans la SNE comme un des moyens d'atteindre les objectifs de cette politique des intrants.

3.4.3.1 Analyse de l'offre de services d'appui préalable aux mesures proposées par le gouvernement

Le constat réalisé dans le PANSA (2005) en terme de conseil agricole et que "certaines zones ne bénéficient d'aucun service d'appui-conseil agricole, [...] et que suite au désengagement de l'état des services d'appui directs aux paysans, chaque projet met en place une structure propre, ou sous-traite cette partie à une ONG spécialisée, dont les activités cesseront avec la fin du financement."

En effet, Bene (2005) précise que plus de 50% des exploitants agricoles n'auraient accès à aucun service de proximité. Le désengagement rapide des services de l'Etat, la frilosité du secteur privé, et le faible impact des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) en seraient les causes principales.

Or, "les besoins en services conseil technico-économiques (information, conseil, recherche-développement, appui aux OP, formation) et d'accès aux approvisionnements (semences, intrants agricole et d'élevage, matériels/équipements) et aux crédits sont considérables, et constituent une des principales clés du développement agricole durable" (PANSA, 2005). En effet, que ce soit au niveau individuel ou au niveau collectif (OP), la demande en services d'appui technico-économique est considérée comme élevée et en évolution constante (voir Figure 71).

Pour Bene (2005) "le processus de décentralisation, de déconcentration et la réforme de l'Etat mettent en œuvre une nouvelle répartition des fonctions, et des conventions qui lient les institutions aux différents niveaux territoriaux [et] les services du MAEP se recentrent sur leurs missions pérennes et organisent depuis quelques années le transfert des missions d'exécution à [d'autres] acteurs." Ainsi, il (2005) distingue :

- les dispositifs intégrés pilotés par les entreprises agroalimentaires et agroindustrielles privées (LEUCOFRUIT, SILAC, KOBAMA, HASYMA1,...).
- les dispositifs associant les conseils à la vente d'intrants ou de services (AGRIVET, TECHNOFARM, ACM2,...) qui favorisent les pratiques d'intensification
- les dispositifs s'inscrivant dans le cadre d'un pilotage interprofessionnel (Centres Techniques Horticoles, Maison du Petit Elevage) liant le conseil technique à l'organisation et au pilotage des filières.
- les dispositifs gérés directement par les OPA (Coopératives, Maisons de Paysans, ...) qui structurent les demandes paysannes en matière de formation, d'information, de conseil et de services, et mettent en place leur propre structure technico-commerciale, ou contractualisent avec des opérateurs privés

- l'action de l'Etat relayée par des projets qui valorisent le développement du secteur privé (PSDR, PADANE, PHBM, PPRR, BAMEX, SIRSA5,...) en incitant la sous-traitance par des prestataires des dispositifs de service (vulgarisation, innovation, information, conseil, formation,...)
- le conseil technique pris en charge par un certain nombre de communes qui ont engagé des techniciens pour des actions de sensibilisation et de conseil.
- les institutions de formation agricoles rattachées au MAEP (lycée agricole, EASTA, CAF, CNEAGR), au MENREST qui gère des instituts universitaires du secteur primaire (Fianarantsoa, Tuléar,...), l'ESSA et l'Ecole Polytechnique d'Antananarivo (ingénieurs du Génie Rural et de machinisme agricole).
- les services financiers de proximité reste largement insuffisant fournis par les réseaux de micro finance (CECAM, OTIV,...) et certaines agences bancaires (BOA, BNI, BFV), qui permettent aux agriculteurs de s'équiper, d'investir, d'amortir les variations de prix (GCV), et de supporter certains événements de conjoncture.
- les principales institutions de recherche (FOFIFA, FIFAMANOR, TAFI,...) implantées dans différents sites géographiques et dont l'articulation avec les services de développement varie selon les institutions.

Ainsi, pour Bene (2005) malgré un nombre conséquent d'agriculteurs non encadrés, le constat d'une grande diversité des types de dispositifs montre que *"le développement des services aux agriculteurs peut trouver des chemins variés, et en particulier intégrer une certaine dualité et progressivité entre des dispositifs privés payants et pris en charge par l'utilisateur et d'autre part des dispositifs publics non payants justifiés par des objectifs d'intérêt public (lutte contre la pauvreté, préservation de l'environnement,...)"*

3.4.3.2 Objectifs de la politique de conseil

L'absence d'interface pérenne actuelle entre l'offre de services technico-économiques et la demande paysanne à la base, induit la nécessité de répondre aux objectifs nationaux suivants :

- harmoniser l'offre de services technico-économiques
- structurer/organiser la demande de services agricoles
- établir une interface pérenne entre l'offre et la demande

Pour y répondre l'Etat envisage la constitution d'une structure à long terme qui permette d'être à l'interface entre le paysannat, les IPP et le conseil agricole. Dans ce cadre, il est proposé de mettre en oeuvre *"l'établissement de 'centres de services agricoles' (CSA) au niveau des districts en vue de répondre à la demande organisée des paysans en services d'appui."*

Les CSA auront ainsi pour objectif de constituer une interface dans l'échange et l'accès d'information/formation et de fournir des services de proximité de qualité aux organisations paysannes et agriculteurs.

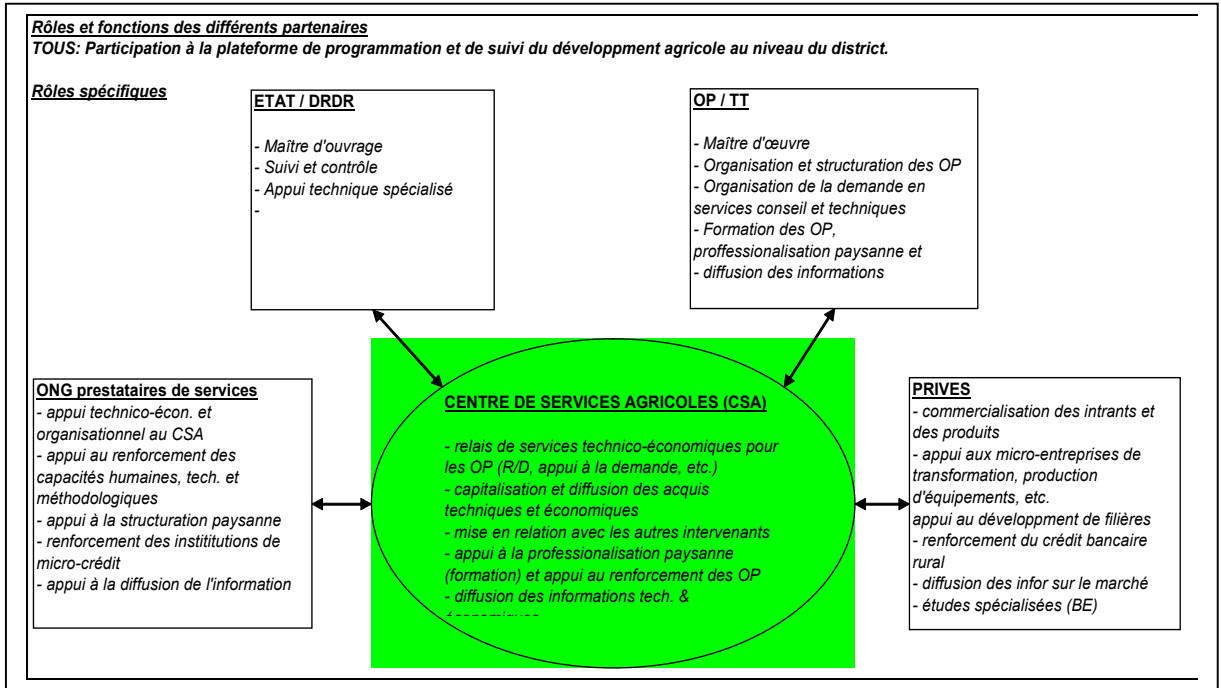


Figure 72 : Rôles et fonctions des CSA et des différents partenaires (in PANSAs)

3.4.3.3 Dispositif de mise en oeuvre

Ces structures nouvelles que sont les CSA doivent être autonomes et permettre d'apporter des appuis techniques adaptés au contexte local, elles doivent également pouvoir coordonner les appuis au développement local au niveau des districts et s'intégrer dans le cadre du Plan de développement régional (PDR).

Dans ce cadre, les principaux rôles assignés aux CSA et décrits dans le PANSa sont de:

- constituer un relais d'information et de service technico-économique pour les organisations paysannes en relation directe avec les partenaires et prestataires de services techniques publics (DRDR, R/D, ...), privés (entreprises commerciales) et associatifs (ONG),
- assurer la capitalisation des acquis techniques et économiques et la promotion de la R/D paysanne,
- dynamiser et renforcer la liaison entre la demande paysanne et l'offre des partenaires et prestataires de services (i.e. les services d'approvisionnement en semences, intrants, équipements, etc.),
- assurer l'appui et le suivi technico-économique des investissements et prestations de services agricoles/ruraux
- assurer la diffusion des informations et renforcer la structuration des organisations paysannes à la base et de leurs fédérations,
- faciliter la professionnalisation paysanne par renforcement de la structuration des OPA, la R/D paysanne, la multiplication paysanne des semences améliorées (GPS), l'organisation de l'approvisionnement en intrants et l'organisation de la formation formelle et informelle aux différents niveaux.
- assurer l'équité des services agricoles, y compris pour les groupes vulnérables.

Le fonctionnement envisagé des CSA se fait à partir d'une plate-forme des partenaires du développement agricole au niveau du district chargé de piloter ces centres de services. La plate forme sera constituée de 4 collèges : les paysans et leurs organisations, les privés, le secteur public et les ONG prestataires de services. Cette plate-forme est l'organe de décision alors que le CSA est un organe d'exécution de la plate-forme. Par ailleurs, les CSA sont composés de 4 à 5 techniciens généralistes de bon niveau et de spécialistes complémentaires qui en assurent le fonctionnement quotidien.

Dans le fonctionnement de ces structures, le CSA aura principalement un rôle de maître d'ouvrage. Il sera chargé d'identifier les demandes de conseil, et de rechercher les meilleures réponses possibles auprès de divers prestataires à partir de contrats dont le CSA veillera à la bonne exécution.

Les CSA ont donc pour objectif d'être les structures centrales en lien avec les autres partenaires du développement rural (voir Figure 72).

LA POLITIQUE DE CONSEIL AGRICOLE

Sous la tutelle du MAEP, élaborée en collaboration avec la FAO

Constituée par : Le PANSa et la SNE

Fait référence à : La Vision Madagascar Naturellement, le PNDR

Objectif général : Mettre en oeuvre "l'établissement de 'centres de services agricoles' (CSA) au niveau des districts en vue de répondre à la demande organisée des paysans en services d'appui." (PANSa, 2005)

Objectifs spécifiques

- Harmoniser l'offre de services technico-économiques
- Structurer/organiser la demande de services agricoles
- Etablir une interface pérenne entre l'offre et la demande

Dispositif de mise en oeuvre

- Mise en place des CSA au niveau des districts
- Renforcement des capacités
- Appui à la contractualisation entre les CSA et les autres partenaires
- Création d'un Fonds de Développement Agricole Régional (FDAR) pour le financement

Figure 73 : Eléments d'analyse de la politique sectorielle de conseil

La grande nouveauté de ce système de constitution de centre à la base réside dans une volonté de proposer une approche "bottom-up" qui s'oppose à l'approche classique "top-down". En effet, la constitution des groupements paysans demandeurs de services a pour objectif de partir des contraintes paysannes constatées sur le terrain pour y adapter les réponses en terme d'appui technique.

Par exemple, dans la SNE (Stratégie Nationale des Engrais), un rôle prépondérant est attribué aux futurs CSA. En effet, la SNE préconise ainsi une démarche de diagnostic des pratiques de fertilisation et du « *référentiel technico-économique* » des systèmes de production (sur la base d'un « diagnostic participatif »), en fonction d'un zonage dont le critère de différenciation sera basé sur « *l'intégration économique* ». Toujours de manière participative, ce diagnostic débouchera sur « *l'identification/sélection* » des « *solutions à mettre en œuvre* ». Le second objectif affecté aux organismes de recherche est alors de « *mettre en application des solutions techniques en milieu contrôlé (...) imitant les conditions de production des terroirs considérés* » tout en se continuant « *à mener des test d'adaptabilité des référentiels technico-économiques mis au point au niveau des stations et des centres* ». L'objectif final recherché est de fournir un conseil aux producteurs en adéquation avec leurs besoins. Le service de conseil à (re)construire est ainsi un service de proximité des agriculteurs. Ainsi, la SNE renforce l'idée des CSA comme structure centrale dans l'élaboration des besoins des producteurs, puis dans la diffusion des résultats de la recherche soit de manière directe (organisation de formations, diffusion de l'information...), soit de manière indirecte par la diffusion d'informations aux OPA.

La création des CSA doit par ailleurs s'accompagner de celle d'un Fonds de Développement Agricole Régional (FDAR) chargé de les financer. Alimenté par les produits de taxes sur les produits agricoles, les contributions des collectivités territoriales (parts sur ristournes, taxes...), les contributions de l'État et les contributions des Bailleurs de fonds. Ce fond permet d'une part le financement des demandes émanant des CSA et d'autre part de renforcer les capacités des CSA.

3.4.3.4 Cohérence interne et externe de la politique de conseil

Face au désengagement de l'Etat des services d'appui technique à l'agriculture, il semblerait cependant qu'il existe une volonté forte de mettre en œuvre des structures pérennes et autonomes ayant pour objectif de fournir ce service au producteur. En effet, le rôle d'appui technique est perçue comme un point fort des potentialités de développement de l'agriculture malgache. Ainsi, dans ce cadre la mise en œuvre des CSA dans une perspective de régionalisation a pour objectif de créer une interface entre la demande paysanne en services d'appui technique et les partenaires susceptibles d'y répondre.

Il convient de préciser que cette politique publique est relativement cohérente avec la stratégie globale de développement puisqu'elle propose dans un cadre de libéralisation et de privatisation, la mise en place de structures privées gérées par les producteurs pour obtenir des financements et jouer un rôle d'interfaces entre les agriculteurs, l'Etat et les autres opérateurs du développement agricole.

Elle cherche par ailleurs à trouver sa place au centre de dispositifs d'appui existants et diversifiés dont l'agriculture contractuelle entre des structures privées et des agriculteurs est un modèle encouragé actuellement dans la perspective d'une intégration de l'agriculture à l'économie de marché.

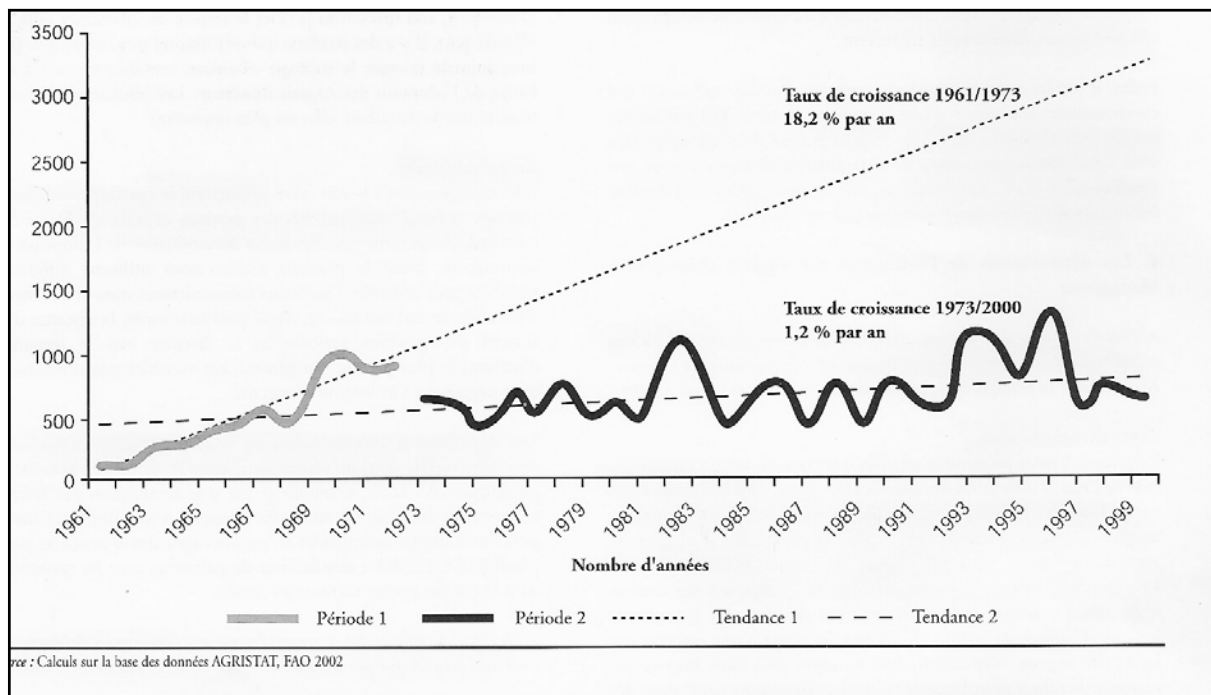


Figure 74 : Evolution temporelle des importations d'engrais à Madagascar (source : AGRISTAT, FAO, 2002)

3.4.4 La politique publique d'approvisionnement en intrants

Cette analyse découle de la lecture analytique de la Stratégie Nationale sur le développement de l'utilisation de l'Engrais (SNE, 2006) et de la production de données à travers l'entretien de plusieurs personnes ressources intervenant dans le domaine de la production ou de l'analyse de la politique sectorielle des intrants.

Le principal objectif de ce document stratégique est d'*"Identifier des plans d'action qui constitueront les premier pas vers le développement du marché des engrais"*

Dernier document stratégique rédigé, le document fait naturellement référence à la Vision Madagascar - Naturellement (2004). En effet, le développement de l'utilisation d'engrais est perçu comme un mécanisme qui « accompagnera impérativement la nécessaire augmentation quantitative de la consommation » et permettra « une augmentation de la production agricole (...) conformément à cette Vision Madagascar – Naturellement ».

3.4.4.1 L'analyse du service d'approvisionnement en intrants préalable aux mesures proposées par le gouvernement

La filière d'approvisionnement en engrais, le diagnostic présenté dans le document de la Stratégie Nationale sur le développement de l'utilisation de l'Engrais (SNE) montre un manque de cohérence et une vision à trop court terme des politiques mises en œuvre jusqu'à présent. En effet, malgré la libéralisation progressive du secteur des intrants (officielle en 1989 avec le retrait de l'Etat de toute intervention directe sur le prix des intrants, malgré des actions indirectes jusqu'à l'heure actuelle), la reprise de la consommation des intrants agricoles n'a toujours pas eu lieu (voir Figure 74). La SNE propose ainsi un cadre général d'action, afin de développer durablement l'utilisation des engrais par les producteurs agricoles.

Plusieurs causes sont avancées par la SNE pour expliquer le manque de dynamisme de ce marché :

- le coût élevé des intrants aux producteurs,
- la faible connaissance technique des acteurs de la filière,
- le faible service de financement des acteurs de la filière.

1. Le coût élevé des intrants aux producteurs

Tout d'abord, la SNE rappelle la dépréciation des termes de l'échange entre produits agricoles et intrants dont souffre Madagascar à l'heure actuelle, à travers l'évolution des marchés internationaux couplée à la dévaluation de l'Ariary.

Ensuite, « *les interventions intempestives de l'Etat* » sur la filière engrais sont relevées. La politique de redistribution des dons d'engrais (par les gouvernements Japonais et norvégien) et plus récemment les actions de distribution d'engrais subventionnés par les programmes PSDR ou VOUCHER sont fortement critiquées. Du fait que ces engrais soient distribués trop tard par rapport à la saison culturale et à un prix inférieur à celui du marché, une partie non négligeable est détournée de l'utilisation immédiate à des fins de spéculation. D'autre part, le manque de clarté de l'Etat sur la quantité d'engrais subventionné et sur les conditions de distribution perturbe la stratégie des importateurs. En effet, ces engrais subventionnés augmentent l'offre au niveau national et diminue d'autant les volumes importés, empêchant ainsi les importateurs de réaliser des économies d'échelle.

Enfin, un manque de performance de la filière est dénoncé, lié à la faiblesse de la demande empêchant les importateurs ou les revendeurs de réaliser des économies d'échelle. Cette faiblesse de la demande en intrants est expliquée par:

- le prix élevé de l'engrais,
- « l'aversion au risque » des producteurs (risques d'accès aux facteurs de production - ex : eau, foncier -, risques de production, de consommation et de commercialisation),
- les difficultés d'approvisionnement des producteurs

2. Le faible service de financement des acteurs de la filière.

A tout niveau de la filière, l'inefficacité du service de financement des acteurs apparaît dans la SNE comme un problème pénalisant la performance de la filière.

Ainsi, les importateurs ou éventuellement les revendeurs pouvant avoir accès au circuit financier « classique » sont dans l'incapacité de financer leurs activités par recours aux crédits auprès de banques malgaches. En effet, les taux d'intérêt sont présentés comme trop importants par rapport aux risques et à la rémunération de l'activité d'importation.

Concernant les revendeurs ou les producteurs agricoles au niveau local, les financements de l'activité, assurés par les IMF, sont présentés comme non adaptés aux besoins des acteurs locaux : les taux d'intérêt étant « *bien trop élevé(s) pour la rentabilité de l'activité agricole* ».

3. La faible connaissance technique des acteurs de la filière

Partant du fait que les producteurs possèdent une faible connaissance des différents engrais disponibles et des différents plans de fumure possible, la SNE dénonce le démantèlement des structures de conseil. Au passé assuré par des structures publiques, ce conseil est aujourd'hui quasi inexistant. De plus, la SNE déplore le peu de connaissances en terme de fertilisation capitalisées et diffusées aux différents acteurs de la filière. Enfin, le manque de recherche appliquée correspondant aux contraintes technico-économiques des systèmes de production (ou à « *la demande réelle des populations* ») est présenté comme un handicap fort pour la promotion de techniques adaptables et adoptables en milieu paysan. Ainsi, la SNE se montre critique vis-à-vis des structures de recherche et de diffusion et craint qu'elles ne « *se fassent les promoteurs de telle ou telle approche agronomique* ».

3.4.4.2 Objectifs de la SNE

Face à ce diagnostic, plusieurs objectifs sont déterminés, afin d'identifier des plans d'action qui constitueront les premiers pas vers le développement du marché des engrais.

Ainsi, la SNE détermine 4 axes d'interventions prioritaires :

- une « *mobilisation nationale concertée des acteurs de la filière engrais* »
- une « *utilisation rationnelle des engrais* »
- une « *amélioration de l'accès au financement* »
- une « *vraie professionnalisation de la commercialisation* »

Le premier axe vise à mettre en place « un environnement politico-économique et réglementaire (...) cohérent avec l'objectif de développement du « secteur engrais » ». Le but est ici d'accompagner la libéralisation de la filière et de permettre l'émergence d'acteurs privés de distribution d'engrais, notamment « en apportant de la visibilité [sur le cadre politico-économique et réglementaire] aux opérateurs privés ». Naturellement, le principal outil pour réaliser cet objectif est la création d'une « structure de concertation organisée et permanente entre les différents acteurs (publics et privés) » qui sera une enceinte de négociation sur la politique à mettre en place. Afin d'assurer un meilleur fonctionnement de cette plate-forme et de la filière, un système d'information sera assuré par le secteur public : « *l'observatoire des engrais* », à l'image de l'observatoire du riz.

Le deuxième axe d'intervention vise à « augmenter les performances économiques des exploitations », dans le but de « développer des systèmes productifs durables et rentables ». Ces objectifs sont justifiés par le manque de connaissance des différents acteurs de la filière qui, en se répercutant sur les pratiques paysannes, conduisent à une utilisation non optimale des engrais disponibles à Madagascar. Or, l'« augmentation incessante et incontrôlée du prix du pétrole » nécessite une adaptation de l'utilisation des engrais chimiques dérivés de la production pétrolière. La déclinaison de cet objectif spécifique se traduit par une remise en cause de tout le système de conseil agricole aux producteurs agricoles et fait référence à la mise en place des CSA, ces structures devant constituer les relais pour la mise en œuvre du volet conseil de la SNE.

Le troisième axe vise à améliorer « l'accès au financement pour la facilitation de l'acquisition de l'engrais à tous les niveaux, des importateurs aux utilisateurs finaux ». Cet accès au financement est considéré comme une condition *sine qua none*, afin de redynamiser à la fois la demande (financement de la trésorerie des revendeurs et des producteurs agricoles) et l'offre (financement de l'activité des importateurs) d'intrants sur le marché malgache. Le développement de l'offre d'engrais est perçu comme le facteur pouvant permettre de réaliser des économies d'échelles sur la filière et ainsi de pouvoir compresser les coûts sur la filière. Trois grands objectifs sont développés dans la SNE, le financement des CSA (voir partie conseil), l'amélioration de l'activité des organismes de microfinance en terme de crédit productif et la création de crédits intrants par le réseau bancaire (voir partie financement). En outre, la SNE indique qu'une réflexion doit être menée sur le crédit intrants des entreprises « intégratrices » et sur les assurances calamités naturelles (afin de diminuer les risques à l'intensification auxquels sont confrontés les producteurs agricoles).

LA POLITIQUE D'APPROVISIONNEMENT EN INTRANTS

Sous la tutelle du MAEP, élaborée en collaboration avec la FAO

Constituée par : La SNE

Fait référence à : La Vision Madagascar Naturellement

Objectif général : "Identifier des plans d'action qui constitueront les premier pas vers le développement du marché des engrais" (SNE, 2006)

Objectifs spécifiques

- Améliorer le « cadre politico-économique et réglementaire »
- « Développer des systèmes productifs durables et rentables » à travers un conseil adapté (CSA)
- Améliorer « l'accès au financement (..) de l'acquisition de l'engrais à tous les niveaux
- *Engendrer une* « vraie professionnalisation de la commercialisation » des intrants

Dispositif de mise en oeuvre

- Création d'un Partenariat Public - Privé
- Mise en œuvre des CSA
- Aides publiques (aides à l'installation des revendeurs en régions défavorisée, bonification des taux d'intérêt,...)

Figure 75 : Eléments d'analyse de la politique sectorielle d'approvisionnement en intrants

Le quatrième et dernier axe vise à une « vraie professionnalisation de la commercialisation » des intrants, via « la confirmation et/ou l'émergence d'opérateurs professionnels », « la mise en place d'un approvisionnement durable », l'amélioration des « informations sur le marché » et le respect de « normes et qualité ». Cet axe permet surtout d'approfondir certains points peu développés dans le premier axe et notamment de définir les premiers points de travail de la future « plateforme de concertation engrais » et de « l'observatoire de l'engrais » (mise en place d'une carte de professionnel, d'une « charte de partenariat »).

3.4.4.3 Dispositif de mise en oeuvre

Le dispositif de mise en oeuvre est décrit de manière très brève dans la SNE. Toujours est il que la SNE doit prioritairement se traduire par la création de la «*plateforme nationale engrais* » responsable de l'application et du suivi des mesures proposées. Elle préconise aussi l'«*Organisation d'une CAMPAGNE NATIONALE intensive* » via tous les médias possibles sur les intrants avec une sensibilisation des acteurs sur les bonnes pratiques de fertilisation.

3.4.4.4 Cohérence interne et externe de la SNE

La SNE est un document assez synthétique du cadre d'action que l'Etat malgache veut mettre en place pour la filière intrants.

En terme de cohérence interne, la stratégie proposée découle assez naturellement du diagnostic présenté, les causes à effets recherchées étant assez explicites. Le document semble ainsi assez cohérent. Néanmoins, la dernière proposition de mise en oeuvre est relativement surprenante, puisqu'elle semble préconiser dans l'immédiat une campagne de vulgarisation dont un des thèmes sera «*l'information et la formation des producteurs et des O.P. sur les techniques culturales et les nouveaux types d'intrants plus efficaces et plus économiques* ». Or, le même document appuie une démarche « bottom-up » en terme de conseil agricole et constate un manque de connaissance sur les réels besoins des agriculteurs en terme de conseil. Il apparaît ainsi peu probable que «*les techniques culturales et les nouveaux types d'intrants plus efficaces et plus économiques* » qui seront proposées soient réellement issues d'une réflexion réelle en terme d'adoptabilité par les producteurs...

En terme de cohérence externe, la SNE s'intègre assez bien dans la stratégie de développement rural et agricole de Madagascar, puisque tous les grands éléments des documents cadres sont repris :

- Partenariat Public – Privé avec un rôle privilégié du secteur privé dans l'organisation de la filière (importation et distribution),
- Développement du secteur agricole à travers un gain possible de productivité et de compétitivité,
- Amélioration du marché par une meilleure information des acteurs économiques...

Enfin, la SNE semble s'efforcer d'être en cohérence avec les politiques sectorielles de financement rural et de conseil agricole. Ainsi, le lien entre ces 3 politiques apparaît très clairement. Ainsi, la SNE semble totalement refléter la politique agricole du gouvernement, tournant autour de l'amélioration de la productivité des exploitations agricoles, à travers la réalisation du triple objectif d'assurer un financement, un conseil et un approvisionnement en intrants adaptés.

A partir des années 2000 : Politique d'appui à l'initiative privée

Objectif général : Générer « un développement rapide et durable » où « le développement rural constitue le pilier du développement économique de Madagascar »

Cadre politique général

- Mettre en place un « Etat de droit et de bonne gouvernance »
- Générer une « croissance à base élargie »
- Assurer une « sécurisation humaine et sociale »

Objectifs assignés au secteur agricole

- « Passer d'une économie de subsistance à une économie de marché » par « un prolongement de la chaîne des valeurs »
- Améliorer l'autosuffisance alimentaire
- Augmenter les exportations

Objectifs spécifiques de la politique agricole

- Améliorer les services de recherches et de conseil agricole en les adaptant aux besoins du secteur
- Proposer des services financiers adaptés aux besoins des producteurs
- Développer l'utilisation d'engrais
- Améliorer la productivité des services en amont et en aval de la production agricole

Mesures de développement agricole

- Création de partenariat public / privé
- Diffusion d'informations sur les marchés
- Appui à la structuration des opérateurs privés
- Mise en place de crédit à taux bonifiés
- Mise en place des CSA

Figure 76 : : Stratégie globale et politique agricole à partir des années 2000

3.5 CONCLUSION

L'évolution historique des stratégies nationales de développement à Madagascar a donc progressivement abouti à une politique orientée vers le désengagement de l'Etat, la privatisation et la libéralisation. Depuis la rédaction du DSRP dans les années 2000, cette politique se décline dans un ensemble de documents cadres stratégiques qui vise à appuyer l'initiative privée (voir Figure 76). Dans ce cadre global, le développement rural est perçu comme le pilier d'un développement économique basé sur une croissance rapide et durable.

Aussi, à l'heure actuelle, la politique agricole en cours de conception vise à contribuer à cet objectif global tout en s'attachant à la réalisation des objectifs spécifiques suivants :

- « *passer d'une économie de subsistance à une économie de marché* » par « *un prolongement de la chaîne des valeurs* »
- améliorer l'autosuffisance alimentaire
- augmenter les exportations.

L'étude de quatre politiques sectorielles constituant les principales politiques publiques de cette politique agricole a permis de montrer que ces politiques étaient globalement cohérentes avec cette stratégie nationale. En effet, les objectifs qui leur sont assignés semblent refléter les objectifs stratégiques généraux de développement à Madagascar.

La logique de cette politique est d'aboutir à un désengagement de l'Etat de la régulation du marché rizicole par les prix afin d'induire une fixation du prix du riz par le marché. Cet objectif qui, à priori, n'engendrera pas une augmentation substantielle du prix payé au producteur s'accompagne de politiques publiques sectorielles visant à améliorer la production rizicole en volume au sein des exploitations agricoles (et de la filière). Pour cela, une amélioration des facteurs de productivité autres que le prix du riz est préconisée. Ainsi, la politique agricole en cours de conception s'articule sur trois filières considérées comme prioritaires : le financement rural, le conseil agricole et l'approvisionnement en intrants.

	Bongolava (Ankadinondry-Sakay)	Vakinankaratra (Antsapanimahazo)
Zone agro-écologique	Moyen-Ouest	Hauts-Plateaux Sud
Altitude	940 m	1650 m
Climat	Régime climatique tropical d'altitude Température moyenne annuelle : 21,3°C Précipitations annuelles : 1481,6 mm Nombre de mois secs : 4 mois	Régime climatique tropical d'altitude Température moyenne annuelle : 16,4°C Précipitations annuelles : 1511,9 mm Nombre de mois secs : 0 mois
Densité de population	18 hab./km ²	121,9 hab./km ²
Type d'agriculture	Système à jachère en évolution vers une association agriculture/élevage	Système basé sur une association agriculture/élevage
Autosuffisance en riz	Zone excédentaire (vente vers Antananarivo)	Zone déficitaire (achat depuis Farahitsoa et Antsirabe)
Dynamique du Riz pluvial	En régression depuis environ 20 ans	Forte adoption depuis les années 2000
Commercialisation du riz	Concurrence entre les opérateurs Différentiel de prix entre riz pluvial et riz irrigué	Concurrence entre les opérateurs Pas de différentiel de prix entre riz pluvial et riz irrigué
Financement de l'agriculture	CECAM Taux d'intérêt élevé, Garanties matérielles exigées	CECAM et OTIV Taux d'intérêt élevé, Garanties matérielles exigées
Fourniture en intrants	FITAFI et Commerçants privés Prix élevé	Commerçants privés Prix élevé
Services de conseil et d'appui technique	APDIP et PSDR	TAFI et FIFAMANOR
Fumure organique	Produit disponible sur le marché, en voie de raréfaction (autoconsommation)	Produit rare Autoproduction (élevage, compost, ...)
Spécificités des zones	Insécurité rurale Dysfonctionnement du marché foncier Striga	Importante autoproduction de fumure organique (élevage, compost, ...)

Tableau 9 : Comparaison entre les caractéristiques et contraintes des deux zones d'étude

4 MISE EN PERSPECTIVE DU DEVELOPPEMENT DE LA RIZICULTURE PLUVIALE AU SEIN DES EXPLOITATIONS ET DE LA POLITIQUE AGRICOLE ENCADRANT LA RIZICULTURE PLUVIALE

Les résultats de l'étude sur la place de la riziculture pluviale au sein du mésosystème productif agricole de la commune d'Ankadinondry-Sakay et du *fokontany* d'Antsapanimahazo ont permis de comprendre la dynamique actuelle de la riziculture pluviale dans ces deux zones, ainsi que les principales contraintes à son développement. De même, l'étude de la politique agricole malgache a permis de comprendre la dynamique de développement rural actuellement impulsée par l'Etat malgache ainsi que les objectifs assignés au secteur agricole.

Dans ce cadre, cette dernière partie cherchera à discuter ces résultats obtenus au regard des axes d'étude initialement proposés.

4.1 COMPARAISON DE L'EVOLUTION DE LA RIZICULTURE PLUVIALE DANS LES DEUX ZONES PAR RAPPORT A LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE L'ÉTAT

La riziculture pluviale connaît une évolution inverse à Ankadinondry-Sakay et à Antsapanimahazo. Introduite dans les années 1960 à Ankadinondry-Sakay, cette culture tend à être abandonnée par les producteurs. A l'inverse, à Antsapanimahazo, suite à l'introduction de variétés adaptées aux conditions d'altitude au début des années 2000, le riz pluvial connaît un vif essor qui a induit son adoption massive et généralisée en moins de 5 ans.

Plusieurs facteurs peuvent être avancés pour expliquer cette différence entre les deux zones étudiées. Tout d'abord, rappelons que les deux zones sont résolument contrastées en terme de conditions agro-écologiques et socio-économiques (voir Tableau 9).

Les deux principaux facteurs d'explication de cette différence sont ainsi :

- un différentiel d'altitude de 700 m entre les deux zones qui induit un climat caractérisé par des températures moyennes plus élevées à Ankadinondry-Sakay autorisant ainsi la pratique de la double culture de riz irrigué
- une densité démographique beaucoup plus importante à Antsapanimahazo qui induit la présence d'exploitations agricoles de taille beaucoup plus réduite qu'à Ankadinondry-Sakay.

Ainsi, les conditions de production au sein des exploitations agricoles sont fortement différenciées entre les deux zones. Il est donc naturel de constater une différence notable entre les deux systèmes agraires : l'un où la petite taille des exploitations (faible superficie disponible) induit une vocation plus intensive avec un emploi abondant de fumure organique (Antsapanimahazo) et l'autre à vocation plus extensive avec un emploi plus réduit de fumure organique et une pratique plus courante de la jachère (Ankadinondry-Sakay).

Cependant, malgré l'intensification des cultures à Antsapanimahazo, la production rizicole est trop faible pour couvrir les besoins de la population, phénomène qui rend structurellement cette zone déficitaire en riz au contraire de la commune d'Ankadinondry-Sakay. De plus, du fait d'une superficie réduite la plupart des exploitations à Antsapanimahazo ne sont pas autosuffisantes en riz. Dans un marché structurellement déficitaire en riz, les producteurs de cette zone cherchent alors à atteindre l'autosuffisance en riz de leur famille afin de réduire les coûts et les risques liés à l'approvisionnement en riz. La riziculture pluviale permet ainsi de tendre l'autosuffisance et y est donc cultivée comme culture vivrière. Le riz pluvial est ainsi adopté massivement depuis le début les années 2000.

A Ankadinondry-Sakay, la situation est toute autre. Cette zone est structurellement excédentaire et commercialise du riz vers les marchés des Hautes-Terres (notamment celui d'Antananarivo). Une partie des exploitations est excédentaire en riz avec la seule mise en culture des bas-fonds. La riziculture pluviale n'est ainsi pas considérée dans ces exploitations comme une culture vivrière, mais plutôt comme une culture commerciale dont l'objectif principal est de générer un revenu monétaire. Ainsi, la *quasi* totalité de la production de riz pluvial de cette zone est vendue, à juste titre puisque le riz se négocie plus cher que le riz irrigué. Une autre partie non négligeable des exploitations est constituée d'exploitations n'étant pas complètement autosuffisantes en riz. Ces exploitations, au contraire d'Antspanimahazo, ne cultivent pas de riz pluvial, mais préférentiellement du manioc et du maïs. Cela laisse à penser que la production étant structurellement excédentaire l'approvisionnement en riz est plus aisé dans cette zone et que les familles prennent moins de risque si ils ne sont pas autosuffisants en riz. D'autre part, le manioc se distingue par le triple avantage, d'être à la fois une culture vivrière et une culture commerciale se valorisant beaucoup mieux que le riz pluvial et pouvant être récolté en cas de besoin précocement ou plus tardivement, si conjoncturellement les récoltes en riz irrigué ont été faibles ou importantes.

Le riz pluvial n'est ainsi pas considéré dans cette zone comme une culture vivrière (le manioc étant plus intéressant et moins risqué), mais comme une culture commerciale. Or, dans le contexte actuel, cette culture est beaucoup moins productive que d'autres activités agricoles. De fait, le riz pluvial est progressivement abandonné depuis une vingtaine d'années.

Il est intéressant d'analyser le discours des paysans de cette zone qui relie la régression de la riziculture pluviale avec l'adoption d'une innovation majeure : la double récolte de riz irrigué. Cette double récolte ayant engendré l'autosuffisance en riz des familles, la riziculture pluviale a ainsi perdu son statut de culture vivrière pour acquérir un statut de culture commerciale.

Il convient par ailleurs de préciser que contrairement à la zone d'étude d'Antsapanimahazo, le striga affecte les cultures d'Ankadinondry-Sakay.

Cette analyse comparée des deux zones montre ainsi que la riziculture pluviale peut être, à l'heure actuelle, considérée comme une culture vivrière permettant d'atteindre l'autosuffisance en riz des familles (si le marché local est déficitaire en riz). A l'inverse, en comparaison des autres activités agricoles, elle est plutôt une piètre culture commerciale. Ainsi, à Antsapanimahazo le riz pluvial n'est que peu commercialisé car le riz produit ne sort du marché local et que ce marché ne prend pas en compte le surplus de qualité de ce riz. Dans le cas d'Ankadinondry-Sakay, les collecteurs différencient les prix entre riz pluvial (riz long) et riz irrigué (riz court), mais le différentiel de prix ne justifie ni les coûts de production importants et ni les risques associés à cette culture.

Il est dès lors intéressant de comparer ces dynamiques à la stratégie de l'Etat en terme de développement rural. L'analyse des documents cadres a abouti à la conclusion que le principal objectif de l'Etat pour le secteur agricole est de « *passer d'une économie de subsistance à une économie de marché* », gage d' « *une croissance forte et durable de ce secteur* ». A cette fin, l'Etat se propose de redynamiser le secteur privé et les investissements dans le secteur agricole et qui permettront par l'intermédiaire d'agro-entreprises ou d'exploitations familiales modernisées « *d'aboutir à un taux élevé d'autoapprovisionnement* » et de relancer les exportations de produits agricoles. Ainsi, dans l'absolu, le développement de la riziculture pluviale peut tout à fait correspondre à augmenter les quantités de riz produites à Madagascar et ainsi permettre d'atteindre un taux élevé d'autoapprovisionnement en riz. Néanmoins, force est de constater que la dynamique actuelle de cette culture va à l'encontre de l'objectif principal d'orientation vers une agriculture de marché. En effet, le riz pluvial lorsqu'il est cultivé n'est pas considéré comme une culture commerciale mais plutôt comme une culture vivrière dans un objectif d'autoconsommation.

De même, il semble que le riz pluvial ne semble pas concorder avec les stratégies d'investissement privé actuellement promues. Ainsi, dans le déroulement de l'opération Rapid Result Initiative (RRI) ayant pour but de favoriser l'installation d'agro-entrepreneurs souhaitant investir dans des exploitations agricole, on constate que la volonté initiale d'impulser la riziculture pluviale n'a pas été suivie. Cette initiative RRI a en effet débouché sur un échec et une remise en cause du programme proposé par l'Etat par les investisseurs privés. Ces derniers ayant refusé de mettre en culture dès les premières années du riz pluvial jugeant cette culture moins rentable que d'autres activités (manioc par exemple).

Le développement de la riziculture pluviale semble ainsi diverger de la vision de développement de l'Etat malgache, puisque cette culture souffre d'un désavantage comparatif au regard d'autres productions agricoles. A l'heure actuelle, la riziculture pluviale ne semble ainsi pas constituer un investissement intéressant dans le secteur agricole. Néanmoins, les politiques sectorielles découlant des documents cadres ont pour objectif d'influer sur le mésosystème productif agricole afin de le rendre plus performant. Dans ce contexte, le développement de la riziculture pluviale peut-il s'inscrire dans la stratégie de développement de l'Etat malgache ?

4.2 ANALYSE COMPAREE DES OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA POLITIQUE AGRICOLE ET DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE L'ETAT MALGACHE

Il paraît intéressant d'étudier la cohérence entre les objectifs des politiques sectorielles et la stratégie globale de développement de l'Etat malgache. En effet, afin d'avoir les résultats escomptés sur les mésosystèmes productifs agricoles, une politique agricole à travers les objectifs des politiques publiques sectorielles qui la composent doit être en cohérence avec le cadre politique général de l'Etat.

Rappelons que la stratégie de développement de l'Etat malgache repose, dans une optique de désengagement de l'Etat et de libéralisation des différentes filières, sur un Etat se confinant à mettre en œuvre un cadre favorable au développement des opérateurs privés, principaux acteurs du développement économique. Par conséquent, la notion de partenariat Public/Privé est avancée dans la mise en œuvre de cette stratégie. En effet, la volonté actuelle est à une concertation des interventions publiques avec les opérateurs des différentes filières notamment par la création de plateformes de concertation.

	OBJECTIF A REALISER POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA RIZICULTURE PLUVIALE	OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA POLITIQUE AGRICOLE
Conseil et recherche	<ul style="list-style-type: none"> - Adapter le conseil aux conditions agro-écologiques et technico-économiques des producteurs - Axer la recherche sur la sélection génétique de variétés résistantes à la sécheresse et au striga 	<ul style="list-style-type: none"> - Harmoniser l'offre de services technico-économiques - Structurer/organiser la demande de services agricoles - Etablir une interface pérenne entre l'offre et la demande
Financement agricole	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer par la diversification et la réduction des taux d'intérêt les produits proposés par les IMF - Renforcer la structuration des IMF 	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer le « <i>cadre économique, légal et réglementaire</i> » - Elargir l'activité des IMF - Renforcer les relations entre les IMF et les banques - « <i>Permettre une bonne structuration du secteur</i> »
Approvisionnement en intrant	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer le financement des IMF - Supprimer les subventions réduisant le volume vendu par les fournisseurs d'intrants - Adapter le conseil technique 	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer le « <i>cadre politico-économique et réglementaire</i> » - « <i>Développer des systèmes productifs durables et rentables</i> » à travers un conseil adapté (CSA) - Améliorer « <i>l'accès au financement (..) de l'acquisition de l'engrais à tous les niveaux</i> » - Engendrer une « <i>vraie professionnalisation de la commercialisation</i> » des intrants
Prix du riz pluvial	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer la productivité de la filière 	<ul style="list-style-type: none"> - Eviter les situations de pénurie et de prix élevés pour les consommateurs - Assurer de bons prix pour les producteurs - Réduire les interventions gouvernementales directes et aléatoires - Accroître la prédictibilité et l'efficacité des marchés

Tableau 10 : Comparaison entre les objectifs à réaliser pour le développement de la riziculture pluviale et les objectifs spécifiques de la politique agricole

Il apparaît dans la politique agricole actuelle que le développement agricole actuel se concentre sur la mise en œuvre de filières performantes et compétitives. Il est en effet proposé d'améliorer l'efficacité de l'ensemble des opérateurs qui interviennent dans les domaines clés de l'agriculture malgache : commercialisation des produits, approvisionnement en intrants, financement, service de conseils aux producteurs.

Ainsi, dans le cas de la production rizicole, on constate que l'option libérale prônée pour la commercialisation du riz a pour objectif d'aboutir à un compromis entre un prix bas pour le consommateur et un prix élevé pour le riziculteur. La compression des coûts de cette filière doit ainsi être mise en œuvre dans les politiques de financement, de conseil et d'approvisionnement en intrants tout en ayant pour objectif final d'améliorer la productivité des différents opérateurs, producteurs y compris (synonyme dans leur cas d'amélioration du revenu).

Ainsi, les politiques sectorielles découlent assez naturellement des documents cadres (DSRP, PNDR et PANSA notamment). Par ailleurs, les objectifs des différentes politiques sectorielles étudiées sont non seulement cohérents avec le cadre de politique général, mais aussi cohérents entre eux et dans les moyens de mise en œuvre proposés. Ainsi, la SNE dernier document politique promulgué pour le secteur agricole apparaît comme un modèle de cohérence, puisqu'elle se réfère à la fois aux documents cadres et aux autres grandes politiques sectorielles (financements et conseils) constituant la politique agricole.

Les politiques sectorielles semblent ainsi à l'heure actuelle se décliner très naturellement selon les objectifs de la stratégie de développement de l'Etat malgache. En effet, les objectifs spécifiques de ces politiques sont en très bonne concordance avec les objectifs de développement de l'Etat. De plus, les politiques sectorielles semblent s'articuler entre elles de manière très explicites et confèrent ainsi à la politique agricole actuelle une très bonne cohérence.

4.3 ANALYSE PROSPECTIVE DE LA MODIFICATION DU MESOSYSTEME PRODUCTIF AGRICOLE PAR LE CADRE POLITIQUE EN RAPPORT AUX CONTRAINTES SPECIFIQUES A LA RIZICULTURE PLUVIALE

Si le développement de la riziculture pluviale ne semble pas totalement cohérent avec la stratégie de développement de l'Etat malgache, le cadre de la politique agricole actuelle n'est pas forcément en contradiction avec les contraintes propres à cette production. Il est dès lors intéressant de vérifier si les objectifs spécifiques de la politique agricole correspondent aux contraintes spécifiques identifiées pour cette production. Cette analyse a pour but de discuter de l'avenir de cette production selon les évolutions possibles des mésosystèmes productifs agricoles dans le nouveau cadre politique actuellement proposé.

Le Tableau 10 reprend d'une part les objectifs à réaliser en vue de répondre aux contraintes que rencontrent les riziculteurs pluviaux dans les deux zones étudiées et d'autre part les objectifs spécifiques de la politique agricole mise en œuvre actuellement à Madagascar. Il convient de préciser que ce tableau n'est pas exhaustif puisque les problèmes relatifs à la politique foncière et à la politique de sécurité en zones rurales abordés lors de l'étude de la zone d'Ankadinondry-Sakay ne figurent pas dans ce tableau, les politiques correspondantes n'ayant pas pu être étudiées.

Force est de constater que les objectifs résultants des deux études de cas sont très proches des objectifs spécifiques de la politique agricole actuelle. De fait, les diagnostics élaborés dans le cadre de la production des politiques sectorielles et justifiant les mesures d'interventions prônées sont très proches du diagnostic réalisés dans les méso-systèmes productifs des deux zones d'étude. Les objectifs en découlant sont ainsi naturellement similaires. Dès lors il est possible de s'interroger sur le devenir de la riziculture pluviale, compte tenu de ce cadre politique *a priori* favorable au développement de la riziculture pluviale.

Afin de mener cette analyse prospective de la riziculture pluviale, il convient de s'intéresser aux modifications possibles, dans le cas d'une mise en œuvre effective des politiques sectorielles étudiées.

Tout d'abord, le conseil et la recherche agricole, dans le cas d'un bon fonctionnement des CSA devront être orientés vers les problèmes rencontrés par les producteurs en prenant en compte les conditions agro-écologiques et technico-économique de leur exploitation. Pour la riziculture pluviale, cela implique une recherche sur des innovations agricoles permettant de réduire le risque lié aux aléas climatiques et au striga. Cela pourrait incontestablement permettre d'améliorer les performances économiques de cette culture, en allégeant une contrainte majeure à sa mise en culture. Néanmoins, de telles recherches nécessiteraient un investissement important des centres de recherche et paraît difficilement réalisable dans un délai court.

Ensuite, la politique de financement pourrait permettre d'offrir la possibilité aux exploitants d'accéder à la trésorerie nécessaire pour mettre en œuvre la riziculture pluviale, notamment en terme de financement d'achat de fumure minérale, d'investissement en matériel agricole ou de paiement de la main d'œuvre salariée. Toutefois, dans le contexte actuel, face à la faiblesse des revenus procurés par la riziculture pluviale en mauvaise année, les crédits accordés sont généralement utilisés pour l'intensification des cultures de rizière plus productives comme par exemple la pomme de terre. L'amélioration des services de financement n'aura dès lors d'effets positifs sur la riziculture pluviale qu'en cas de réduction du risque relatif lié à cette culture.

De même la politique d'approvisionnement en intrants pourrait influencer sur les performances de cette filière. Néanmoins, dans les deux zones l'intensification en fumure minérale se fait à juste titre prioritairement sur les cultures les moins risquées qui permettent ainsi de mieux valoriser cet investissement. De plus, l'utilisation de fumure sur riz pluvial permet entre autre un meilleur tallage ce qui amplifie le risque de stress hydrique au moment de la floraison, en cas de déficit hydrique. Ainsi, la réduction du risque lié aux aléas climatiques doit être assurée pour avoir des impacts positifs sur la riziculture pluviale.

Enfin, la politique de désengagement de la commercialisation et de la régulation du marché par le prix du riz pluvial apparaît comme un levier possible, afin d'assurer un prix plus rémunérateur au producteur. Cette politique passe par une meilleure fluidité du marché pouvant générer une compression des coûts sur la filière. Néanmoins, se pose la question de qui bénéficiera de cette compression des coûts : le producteurs par un prix plus rémunérateur, les transformateurs par une marge plus importante ou les consommateurs par un prix de reviens moins élevé. Dans le contexte de libéralisation des marchés, d'un lobbying assez bien organisé des grossistes (principaux intervenants de la PCP-Riz), d'un pouvoir institutionnel important des consommateurs (citoyens sanctionnant par le vote toute hausse du prix du riz) et d'une faible structuration des producteurs, une hausse du prix d'achat du riz pluvial doit être relativisée.

En conclusion, il apparaît que la riziculture pluviale sera performante uniquement dans l'hypothèse d'une mise en œuvre effective et coordonnée de toutes ces politiques avec une mise en œuvre prioritaire de la politique de recherche et de conseil agricole seule à même de lever la contrainte liée à l'hypersensibilité de cette culture aux aléas climatiques et au Striga. Néanmoins, cet objectif nécessite des moyens importants en recherche et dont les résultats ne seront pas immédiats. Ainsi, il apparaît peu probable qu'à court terme la riziculture pluviale puisse avoir un regain de performance en comparaison avec les autres activités agricoles (manioc, maïs, ateliers d'élevage semi-intensif). En effet, l'ensemble de ces activités agricoles sont également en mesure d'être favorisées par la politique agricole proposée.

Malgré cette analyse à court terme, l'avantage comparatif défavorable à la riziculture pluviale peut s'inverser à long terme. En effet, aux dires de plusieurs acteurs le prix du riz sur du long terme devrait être plus stable que celui du maïs et du manioc, compte tenu d'une demande forte et en croissance au niveau national comme au niveau international. Toute chose égale par ailleurs, le prix du riz et par conséquent du riz pluvial pourrait ainsi devenir plus rémunérateur à long terme.

A l'heure actuelle se pose le problème de la pertinence de l'affectation d'un budget conséquent en recherche pour la riziculture pluviale. Or, d'autres thématiques de recherche s'avèrent intéressantes en terme de développement agricole. Notamment, l'appui aux nouvelles activités agricoles comme les ateliers d'élevage semi-intensifs ou le développement de culture à haute valeur ajoutée. Ces activités permettent ainsi une réelle professionnalisation des producteurs (au sens des documents stratégiques), puisqu'elles permettent à la fois aux producteurs d'obtenir un gain de valeur ajoutée, de structurer des filières autour d'une contractualisation entre agro-industries et producteurs (ex : production de lait pour Tiko) et de renforcer la dynamique association agriculture-élevage observée à Ankadinondry-Sakay ou à Antsapanimahazo.

La modification possible par la politique agricole actuelle des méso-systèmes productifs des deux zones d'étude pourrait ainsi aboutir à un regain de productivité à long terme de la riziculture pluviale sous réserve de recherche d'innovations permettant de pallier aux aléas climatiques. Néanmoins, une telle recherche nécessiterait des moyens humains, logistiques et financier importants pouvant être affectés à d'autres activités agricoles. Ce choix revêt ainsi une dimension politique forte et devrait résulter d'une négociation entre acteurs. Il paraît ainsi pertinent de conclure cette étude sur la perception de la riziculture pluviale selon les acteurs rencontrés.

4.4 DISCUSSION DES RESULTATS OBTENUS AU REGARD DU DISCOURS DES ACTEURS RENCONTRES AU NIVEAU LOCAL, REGIONAL ET NATIONAL

Les perceptions de la riziculture pluviale apparaissent assez différentes, selon les acteurs rencontrés au cours de cette étude. De même, il est aussi assez frappant de constater que les perceptions peuvent être exprimées différemment par un même acteur, selon le niveau auquel il place son analyse.

Ainsi, les producteurs et les investisseurs agricoles partagent l'idée que le développement de la riziculture pluviale peut être intéressant en terme de développement, puisqu'il peut être un moyen d'assurer l'autosuffisance alimentaire au niveau national. De même, les acteurs en aval de la filière pensent que le riz pluvial constitue une opportunité à la fois pour l'autosuffisance alimentaire et parfois pour l'exportation. Les administrations (locales, régionales, nationales, internationales) sont aussi sensibles à cette argumentation, notamment si la production est assurée par des exploitations moto-mécanisées, correspondant au modèle d'agro-entreprise. Ce niveau d'analyse est un niveau d'analyse politique où les acteurs réfléchissent en terme de réalisation de l'objectif implicite de l'Etat malgache qu'est l'autosuffisance en riz.

Néanmoins, les mêmes acteurs interrogés sur leurs pratiques formulent une toute autre perception sur la riziculture pluviale.

Ainsi, les producteurs et les investisseurs expliquent qu'il n'est pas rentable pour eux d'augmenter leur production en riz pluvial, argumentant sur les contraintes spécifiques et la faible productivité relative de cette culture. De fait, à l'exception des investisseurs privés de l'opération RRI et des producteurs de semences, aucun producteur ne construit de projet autour de cette culture. En outre, selon plusieurs acteurs, il apparaît que les opérateurs privés de l'opération RRI se sont vus imposer la riziculture pluviale en contre partie d'une facilitation à l'accès à de grands domaines fonciers. La riziculture pluviale ne serait alors pour eux qu'un moyen d'appropriation de superficies foncières dans le cadre de ces opérations.

De même, les opérateurs en aval de la filière rizicole ne raisonnent pas leur stratégie en terme de commercialisation de riz irrigué ou de riz pluvial, mais en terme de riz de qualité (grain long) ou de riz tout venant (grain court). Certes, la grande majorité des variétés de riz pluvial sont des variétés à grain long, mais certaines variétés de riz irrigué cultivées à Madagascar sont aussi des variétés à grain long (notamment au lac Alaotra). Ces variétés de riz irrigué nécessitent des conditions agro-écologiques précises (basse altitude et maîtrise de l'eau). Or, un vaste programme de la Banque Mondiale prévue pour 2007 a pour objectif la réhabilitation de grands périmètres irrigués. Il serait dès lors possible que ces variétés à grains longs puissent être produites en quantité, ailleurs qu'au lac Alaotra et concurrencent l'intérêt porté par les opérateurs aval de la filière rizicole au riz pluvial. En effet, ces opérateurs expliquent qu'il est plus facile de s'approvisionner sur un bassin irrigué (production localisée) qu'auprès de riziculteurs pluviaux (production dispersée).

Enfin, une certaine dualité du discours des responsables administratifs est constatée. Au niveau local et régional, les administrations pensent que le riz pluvial doit être appuyé à des fins d'autosuffisance alimentaire, quitte à ce que l'Etat intervienne au niveau du prix du riz¹³. Au niveau national, une telle idée n'est pas envisagée ou plutôt ne semble pas envisageable. Par conséquent, les points de vue divergent, entre les personnes argumentant sur la faible productivité du riz pluvial et les personnes argumentant sur l'importance de la riziculture pluviale afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire. Le même débat a lieu chez les bailleurs de fonds. Néanmoins, le prochain programme de la Banque Mondiale visant à augmenter la surface totale au niveau national en périmètres aménagés semble indiquer que, dans ces instances de décision, l'on se dirige prioritairement vers le choix de la riziculture irriguée afin d'assouvir l'autosuffisance en riz à Madagascar.

En conclusion, il apparaît que la problématique soulevée par le développement de la riziculture pluviale correspond à l'objectif d'autosuffisance en riz à Madagascar. Plus qu'un objectif, cette autosuffisance est perçue par tous les malgaches, comme l'étape indispensable au développement économique du pays. Bien que cette perception soit discutable au seul point de vue économique, le gouvernement veut « à tout prix » se rapprocher de cet objectif. « A tout prix », peut être synonyme d'un encouragement à la production de riz pluvial qui à l'heure actuelle n'est relativement pas rentable, d'où le choix du riz pluvial comme filière porteuse dans les Plans Régionaux de Développement Rural (PRDR) du Bongolava et du Vakinankaratra pour appuyer le développement de cette culture.

Néanmoins, à l'heure actuelle de grands projets de réhabilitation de périmètres irrigués remettent en cause le bien fondé de l'appui à la riziculture pluviale. En effet, l'aménagement de périmètres irrigués en permettant une double culture ainsi que des pratiques de riziculture intensive pourrait relancer la production rizicole à Madagascar. Quel serait alors l'intérêt d'appuyer la riziculture pluviale plutôt que d'autres activités agricoles plus productives et susceptibles de se substituer aux importations (maïs, produits animaux) ou de générer des revenus d'exportation (baie rose) ?

13 Cette perception fait l'unanimité dans les administrations consultées dans le Bongolava

CONCLUSION

« *Passer d'une économie de subsistance à un économie de marché* » (Vision Madagascar Naturellement, 2004). Cet objectif apparaît comme l'étendard de la politique économique actuelle de Madagascar. Les enjeux en sont clairs : gagner en compétitivité et en efficacité, afin d'ouvrir l'économie malgache au marché international et de récolter ainsi les fruits d' « *une croissance économique forte et durable* » (Vision Madagascar Naturellement, 2004).

De cet objectif général découlent plusieurs objectifs assignés au secteur primaire : soutenir le développement économique *via* la création de valeur ajoutée, en prolongeant la chaîne de valeur (production – transformation – commercialisation) et en améliorant la productivité des filières.

L'étude réalisée montre que l'ensemble de ces objectifs semble cohérent et constitue une base solide pour la politique agricole malgache. Cette cohérence est une condition certes nécessaire, mais non suffisante pour porter un jugement sur la politique de développement prônée par l'Etat malgache. En effet, seules la cohérence, la pertinence, l'efficacité et l'efficience du dispositif de mise en œuvre sont garantes d'impacts positifs d'une politique publique.

L'étude de ce dispositif, abordée lors de ce travail doit ainsi être poursuivie. En effet, l'idée novatrice de la co-gouvernance des filières *via* un partenariat public – privé suscite plusieurs interrogations, au premier rang desquelles l'institutionnalisation des plateformes de concertation. Basée sur une représentation des différents acteurs, elle pose le problème de leurs capacités actuelles de structuration et de négociation.

De plus, cette co-gouvernance semble actuellement limitée par le cadre de politique générale de l'Etat associé aux principes de libéralisation et de privatisation de l'économie qui sous-tendent un retrait de l'Etat de toute intervention directe sur les filières. Or, ce retrait n'est pas forcément synonyme d'émergence spontanée d'un marché preuve en est la déliquescence des services agricoles, durant les années 1980 à Madagascar. La pertinence d'une intervention publique afin de protéger l'émergence ou la restructuration des marchés liés au secteur agricole doit être discutée et étudiée. Par exemple, la bonification des taux d'intérêt, la subvention des intrants, la création d'un fonds de garantie publique pour le financement rural, le soutien public aux services de conseil et de recherche agricole sont autant d'outils d'intervention publique dont la mise en place suscite des débats au sein des plates formes de concertation, des ministères et des bailleurs de fonds (BM, UE, FMI...). Ces outils d'intervention, si ils sont utilisés de manière efficace, pourraient en effet faciliter l'accès aux facteurs de production pour les exploitants agricoles, permettre des gains de productivité et ainsi aider à une accumulation de capital initial nécessaire pour passer à une économie de marché.

Toujours est il que les objectifs de développement agricole restent clairs : améliorer la productivité et atteindre l'autosuffisance alimentaire. Force est de constater, que le riz garde une place prépondérante dans cette politique, la souveraineté alimentaire restant dans le discours des acteurs un objectif partagé. Nul doute que la pertinence de l'appui à la riziculture pluviale doit être étudiée dans ce cadre. Néanmoins, les résultats de cette étude montrent une nette dualité dans la perception des acteurs quant à cette culture. En effet, il semble que la riziculture pluviale soit perçue comme un moyen d'atteindre l'autosuffisance en riz, condition préalable à tout développement économique, alors que ces mêmes acteurs constatent et justifient les fortes contraintes qui s'appliquent au développement de la riziculture pluviale.

Il apparaît aujourd'hui que ce développement soit freiné par un manque de productivité et de compétitivité en comparaison avec d'autres filières actuellement en développement (maïs, manioc, ...). Or, la politique agricole actuelle est susceptible d'avoir un impact positif sur l'ensemble des filières et n'est donc pas garante d'un développement de la riziculture pluviale dans les méso-systèmes productifs étudiés. Aussi, peut-on se poser la question de la pertinence d'un appui prioritaire à la riziculture pluviale. Cette question semble implicitement évoquée d'une part par la mise en place actuelle d'un programme national d'appui aux périmètres irrigués et donc à un autre type de riziculture et d'autre part par les dynamiques observées dans les deux zones étudiées. Il apparaît en effet clairement qu'à Ankadinondry-Sakay le système agraire s'oriente vers une double culture de riz irrigué et vers des cultures commerciales de type maïs, manioc ou baie rose ainsi que vers des activités de diversification (pisciculture, élevages semi-intensifs, ...). A Antsapanimahazo la vocation du système agraire semble également résider dans l'intensification des bas-fonds (riziculture irriguée et pomme de terre) et dans le développement de l'élevage laitier associé à une intensification fourragère.

Au regard des conclusions de l'étude, l'ouverture de l'économie malgache à l'économie mondiale remet en question la pertinence d'un encadrement du secteur agricole prioritairement basé sur la filière rizicole. Certes la culture de riz (et donc la riziculture pluviale) revêt une importance stratégique à Madagascar, cependant d'autres activités agricoles potentiellement génératrices de revenu n'auraient-elles pas également intérêt à être considérées avec un intérêt égal ?

Bibliographie

Remarque : Les citations des analyses dans le texte se font par le nom de (ou des) l'auteur selon les règles d'usage. Les citations des documents officiels se font par le nom du document public (ex : PNDR).

ANDRIAMAHEFAZAFY Fano, 2002. *Madagascar, vers la consolidation et l'effectivité de l'approche de développement durable*. Acte du séminaire "Parcours de Développement". Paris – 10 et 11 octobre 2002. 14 p.

BENE Serge, 6-7 décembre 2005. *Institutions de service de proximité aux agriculteurs à Madagascar. Les besoins des agriculteurs et les marges de manœuvre pour y répondre*. Acte de colloque scientifique "Changement induits dans les campagnes malgaches par l'évolution des prix des produit agricoles", UPDR, Antananarivo, 10p.

BENKALA Amel, FERRATON Nicolas, BAINVILLE Sébastien, 2003. *Initiation à une démarche de dialogue. Etude de l'agriculture dans le village de Fégoun au nord de Bamako au Mali*. Paris, France : Editions du GRET, 123p. Collection Agridoc.

CGAP, n.d. *Principes clés de la microfinance*, CGAP, Washington, 1p.

CGAP, n.d. *Brochure CGAP*, CGAP, Washington, 12p.

CHAUVIGNE Violette, 2005. *Enjeux et perspectives du développement de la riziculture pluviale à Madagascar*. Mémoire présenté pour l'obtention du DESS Pratiques Sociales du Développement. « Actions de développement locales et sectorielles ». Octobre 2005, Université de Paris I, Paris, 115p.

DABAT Marie-Hélène, JENN-TREYER Olivier, BOCKEL Louis, RAZAFIMANDIMBY Simon, 2005. *Histoire inachevée de la régulation du marché du riz pour un développement durable à Madagascar*. Acte du séminaire "Les institutions de développement durable des agricultures du Sud". Journées de Montpellier : 7-8-9 novembre 2005. Société Française d'Economie Rurale. Paris. 13 p.

DAVIRON Benoît, FAIVRE DUPAIGRE Benoît, RIBIER Vincent, ROLLAND Jean-Pierre, VOITURIEZ Tancrede, FALLOT Abigaïl, ALPHA Arlène, 2004. *Manuel d'élaboration des politiques agricoles. Construction d'argumentaires pour l'intervention publique en Afrique de l'Ouest et du Centre*. Agridoc, Les Editions du GRET. Paris. 159p.

DE BANDT, 1988. La filière comme méso-système in R. Arena et al. (éds.), *Traité d'Economie Industrielle*, Paris : Economica.

DUFUMIER Marc, 1996. *Les projets de développement agricole, manuel d'expertise*. Paris, France : Editions CTA-Karthala, 349 p.

DUFUMIER Marc, 2006, *"Les Politiques Publiques dans les Pays en Voie de Développement"*. Cours – conférence présenté au CNEARC, Montpellier.

GOUDET Mathieu, 2003. *Antsampanimahazo : Caractéristiques agraires d'un territoire villageois des Hautes Terres malgaches et conditions d'adoption des systèmes de culture à base de couverture végétale*. Mémoire présenté pour l'obtention du Diplôme d'Agronomie Approfondie de l'ENSAT et du Diplôme d'Agronomie Tropicale du CNEARC, ESAT 1ère année. Montpellier, Octobre 2003. 117p.

IFPRI, 1998, *La structure et le comportement des marchés des intrants et des produits agricoles et la réponse des ménages agricoles face aux réformes des politiques agricoles à Madagascar : revue des politiques de reformes*. MSSD (Cahier) 2. Washington, D.C.: 30p.

LAROCHE Claude, 2005. *Crise du Riz, une opportunité pour rebondir*. Acte de colloque scientifique "Changement induits dans les campagnes malgaches par l'évolution des prix des produit agricoles", 6-7 décembre 2005. UPDR, Antananarivo : 7p.

MAGNAY John et JENN-TREYER Olivier, 2005. Mise en place d'un système de régulation sur le marché du riz à Madagascar. Rapport de mission Programme Alimentaire Mondial. Version soumise à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche le 23 mai 2005. 66p.

MAZOYER Marcel, ROUDART Laurence, 2002. *Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine*. Paris, France : Editions Seuil, 705 p.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE, Juin 2003 (a). *Monographie de la Région de Bongolava*. UPDR, Repoblikan'i Madagasakira, Antananarivo, 98p.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE, Juin 2003 (b). *Monographie de la Région de Vakinankaratra*. UPDR, Repoblikan'i Madagasakira, Antananarivo, 118p.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE, Avril 2004, *Plan directeur quinquennal pour le développement rural : Une approche de marché pour la lutte contre la pauvreté en milieu rural à Madagascar Avril 2004 à Mars 2009*, Gouvernement de Madagascar, Antananarivo, 41p + annexes

MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DE LA PECHE, Mai 2006, *Stratégie Nationale pour le développement de l'utilisation de l'Engrais*, Repoblikan'i Madagasakira, Antananarivo, 48p + annexes.

MUKHERJEE J., 1998. *Le Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres : un programme de microfinancement*, Focus Note N°1, Septembre 1998, CGAP, Washington, 4p.

OBSERVATOIRE DU RIZ, 2005. *Horizon n°1 – novembre 2005 – Mensuel d'information et d'analyse de l'Observatoire du Riz*. Antananarivo, 10p.

PERRIN J.N., RANDRIANARIVELO B., RAZAFINDRAKOTO H., 2005, *Analyse des Options d'Amélioration de l'Accès des ruraux aux services financiers pour favoriser l'investissement dans le secteur agricole*. POHL CONSULTING & ASSOCIATES, Munich, 70p + annexes.

PLATEFORME DE CONCERTATION POUR LE PILOTAGE DE LA FILIERE RIZ, JUILLET 2005. «*Plateforme de Concertation Pour le Pilotage de la Filière Riz*», Association d'Utilité Publique – Note de présentation. Antananarivo, 5p.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, Avril 2004, *Lettre de Politique de Développement Rural (LPDR)*, Repoblikan'i Madagasikara. Antananarivo. 20 p.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, Juin 2004, *Document de Stratégie Nationale de Microfinance (DSNMF)*, Repoblikan'i Madagasakira, Antananarivo, 79p.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, Novembre 2004, Vision "Madagascar Naturellement", Repoblikan'i Madagasakira, Antananarivo, 21p.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, Juin 2005, *Document de Stratégie Pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP)*, Mise à Jour. Repoblikan'i Madagasikara. Antananarivo. 93 p.

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, 2006, *Politique Générale de l'Etat 2006*, version Powerpoint, Repoblikan'i Madagasakira, Antananarivo, 10p.

PRIMATURE, Septembre 2004, *DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE POUR UNE CROISSANCE RAPIDE ET DURABLE*. Programme proposé Millenium Challenge Account, Repoblikan'i Madagasakira, 38p.

PRIMATURE, Décembre 2005, *Programme National de Développement Rural*, Repoblikan'i Madagasakira, 117p.

PRIMATURE, à paraître, *Madagascar Action Plan (MAP)*, Repoblikan'i Madagasakira, 117p.

PROGRAMME DE COOPERATION TECHNIQUE (PCT), Juillet 2005, *Madagascar – Plan National d'Action pour la Sécurité Alimentaire (PANSA) – Version provisoire*, FAO, Antananarivo

REBOUL Claude, 1976. *Mode de production et système de culture et d'élevage*. Economie Rurale, n°112.

SEBILLOTE M., n.d. *Itinéraire technique et évolution de la pensée agronomique*. France : Compte-rendu à l'Académie d'agriculture, p. 906-914.

SEBILLOTTE M., 1982. *Les systèmes de culture. Réflexion sur l'intérêt et l'emploi de cette notion à partir de l'expérience acquise en région de grande culture*. Séminaire du département d'agronomie de l'INRA, Vichy, mars 1982.

UPDR/FAO, 2001. *Diagnostic et perspectives de développement de la filière riz à Madagascar*. Ministère de l'Agriculture – FAO, Antananarivo, 92p.

UPDR, 2002, *Politique de Développement Rizicole (version révisée d'après l'atelier du 19 décembre 2002 – CNEAGR – Nanisana) 2003-2010*. Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche, Antananarivo, 20p.

URP SCRiD, n.d. *Résumé synthétique du projet scientifique de l'URP 69*.

TABLE DES ILLUSTRATION

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Le concept de méso-système productif agricole (d'après De Bandt, 1988)...	20
Figure 2 : Critères de choix entre les deux zones d'étude (d'après MAEP, 2003 a et MAEP, 2003 b).....	20
Figure 3 : Le concept de système de production (d'après Reboul, 1976).....	22
Figure 4 : La démarche du diagnostic agraire (d'après Dufumier, 1996; Mazoyer et Roudart, 2002 et Benkala <i>et al.</i> , 2003).....	22
Figure 5 : Le concept de système de culture (d'après Sebillotte, 1982 et Sebillotte, n.d.)	22
Figure 6 : Les différents intervenants du mésosystème productif agricole (<i>in</i> UPDR/FAO, 2001)	24
Figure 7 : La méthode de construction de l'arbre des problèmes et de l'arbre des objectifs (d'après Daviron <i>et al.</i> , 2004)	24
Figure 8 : Définition du concept de politique agricole (d'après Daviron <i>et al.</i> , 2004 et Dufumier, 2006)	28
Figure 9 : Evolution des systèmes de production à Ankadinondry-Sakay	38
Figure 10 : Schéma du mésosystème productif agricole riz pluvial dans la comune d'Ankadinondry-Sakay	40
Figure 11: Productivité de la terre et du travail des systèmes de culture en bas-fond à Ankadinondry-Sakay	42
Figure 12 : Productivités de la terre et du travail des systèmes de culture sur Baiboho	44
Figure 13 : Productivités de la terre et du travail des autres systèmes de culture sur Baiboho.....	44
Figure 14 : Productivités de la terre et du travail des systèmes de culture sur <i>Tanety</i> ...	46
Figure 15 : Charge en travail totale de différentes cultures à Ankadinondry-Sakay.....	48
Figure 16 : Calendriers cultureux de la riziculture pluviale (source : Enquête technico-économique)	48
Figure 17 : Participation des différentes cultures à l'élaboration du produit brut du SC7	50
Figure 18 : Participation des différentes cultures à l'élaboration du produits brut du SC8	50
Figure 19 : Présentation générale de FITAFA	62
Figure 20 : Présentation générale de la SEPCM	64
Figure 21 : Présentation générale du CMS de Sakay	66
Figure 22 : Présentation générale de Galana	68
Figure 23 : Présentation générale de la CECAM	70
Figure 24 : Proportion des différents crédits sur l'encours 2005 de la CECAM d'Ankadinondry – Sakay.....	72
Figure 25 : Présentation générale du PSDR et des groupements PSDR	74
Figure 26 : Présentation générale de l'association <i>Jasma Matsinlo</i>	76
Figure 27 : Présentation générale de l'APDIP	76
Figure 28 : Caractéristiques des systèmes de culture de bas-fonds.....	94
Figure 29 : Productivité de la terre en année normale des systèmes de culture de bas-fonds (VAB/ha)	94
Figure 30: Productivité du travail en année normale des systèmes de culture de bas-fonds (VAB/Hj)	94
Figure 31 : Caractéristiques des systèmes de culture céréalières sur <i>tanety</i>	96
Figure 32 : Calendrier culturel du riz pluvial	98

Figure 33 : Productivité de la terre en année normale des systèmes de culture céréalières sur <i>tanety</i> (VAB/ha)	98
Figure 34 : Productivité du travail en année normale des systèmes de culture céréalières sur <i>tanety</i> (VAB/Hj)	100
Figure 35 : Contribution des différentes cultures à la formation du Produit Brut des SC incluant le riz pluvial	100
Figure 36 : Caractéristiques du SP1	102
Figure 37: Calendrier de travail du SP1	102
Figure 38 : Caractéristiques du SP2	104
Figure 39 : Calendrier de travail du SP2	104
Figure 40 : Caractéristiques du SP3	106
Figure 41 : Calendrier de travail du SP3	106
Figure 42 : Caractéristiques du SP4	108
Figure 43 : Calendrier de travail du SP4	108
Figure 44 : Représentation schématique des acteurs du MPA de Antsapanimahazo ...	112
Figure 45 : Présentation générale de TAFA	114
Figure 46 : Présentation générale de FIFAMANOR	116
Figure 47 : Présentation générale de l'OTIV	120
Figure 48 : Arbre à problème (1/4).....	130
Figure 49 : Arbre à problème (2/4).....	132
Figure 50 : Arbre à problème (3/4).....	134
Figure 51 : Arbre à problème (4/4).....	136
Figure 52 : Arbre à objectifs (1/4).....	144
Figure 53 : Arbre à objectifs (2/4).....	145
Figure 54 : Arbre à objectifs (3/4).....	146
Figure 55 : Arbre à objectifs (4/4).....	147
Figure 56 : Stratégie globale et politique agricole de 1960 à 1972	152
Figure 57 : Stratégie globale et politique agricole de 1972 à 1982	154
Figure 58 : Stratégie globale et politique agricole de 1982 à 1991	156
Figure 59 : Stratégie globale et politique agricole de 1991 à la rédaction du DSRP ...	160
Figure 60 : Deux modèles de relation entre bailleurs de fonds et le Gouvernement....	166
Figure 61 : Articulation théorique des documents mis en oeuvre par le Gouvernement de Madagascar.....	166
Figure 62 : Déclinaison des objectifs de développement généraux en objectifs spécifiques de la Vision Madagascar Naturellement (source : Vision Madagascar Naturellement, 2004).....	168
Figure 63 : Les objectifs du millénaire (source : Nations Unies, 2006).....	168
Figure 64 : Evolution du prix du riz lors de la crise de 2004 (<i>in</i> Magnay et Jenn-Treyer, 2005).....	180
Figure 65 : Recommandations générales faites à l'Etat par la mission de la banque Mondiale suite à la crise de 2004 (<i>in</i> Magnay et Jenn-Treyer, 2005)	184
Figure 66 : Missions principales de la PCP-Riz (<i>in</i> PCP-Riz, 2005)	186
Figure 67 : Eléments d'analyse du rôle de l'Etat dans la regulation du marché par les prix et dans la commercialisation du riz	190
Figure 68 : Schéma résumé du crédit intrants agricoles et de la mutualisation du risque (<i>in</i> SNE 2006).....	198
Figure 69 : Présentation du CGAP (source : site internet officiel du CGAP).....	200
Figure 70 : Eléments d'analyse de la politique sectorielle de financement rural.....	202
Figure 71 : Les besoins en services d'appui technico-économiques des paysans (<i>in</i> PANSA).....	204
Figure 72 : Rôles et fonctions des CSA et des différents partenaires (<i>in</i> PANSA).....	208
Figure 73 : Eléments d'analyse de la politique sectorielle de conseil.....	210

Figure 74 : Evolution temporelle des importations d’engrais à Madagascar (source : AGRISTAT, FAO, 2002)	212
Figure 75 : Eléments d’analyse de la politique sectorielle d’approvisionnement en intrants	218
Figure 76 : : Stratégie globale et politique agricole à partir des années 2000	220
Figure 77 : Typologie des systèmes de production sur la période XIXe et début du XXe siècle	287
Figure 78 : Typologie des systèmes de production sur la période 1940 à 1952	290
Figure 79 : Typologie des systèmes de production sur la période 1952 à 1978	294
Figure 80 : Typologie des systèmes de production sur la période 1978 à nos jours	299

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Typologie des systèmes de culture en bas-fond à Ankadinondry-sakay	42
Tableau 2 : Typologie des différents systèmes de culture sur Tanety	46
Tableau 3 : Caractéristiques du système de production en polyactivité SP1 à Ankadinondry-Sakay)	52
Tableau 4 : Caractéristiques du système de production familial SP2 à Ankadinondry – Sakay	54
Tableau 5 : Caractéristiques du système de production patronal SP3 à Ankadinondry - Sakay	56
Tableau 6 : Caractéristiques du système de production capitaliste moto-mécanisé SP4 à Ankadinondry - Sakay)	58
Tableau 7 : Evolution de l’offre en financement rural des SFD en millions de FMG (source : PERRIN et al, 2005)	194
Tableau 8: Synthèse de l’offre en financement rural en 2004 (source : PERRIN et al, 2005)	194
Tableau 9 : Comparaison entre les caractéristiques et contraintes des deux zones d’étude	222
Tableau 10 : Comparaison entre les objectifs à réaliser pour le développement de la riziculture pluviale et les objectifs spécifiques de la politique agricole	228

TABLE DES MATIERES

RESUME	1
ABSTRACT	3
REMERCIEMENTS	5
TABLE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	11
INTRODUCTION	15
1 CONTEXTE, PROBLEMATIQUE ET DEMARCHE DE L'ETUDE	17
1.1 L'URP SCRiD	17
1.2 PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE	19
1.3 DEMARCHE PROPOSEE : UNE APPROCHE A PLUSIEURS NIVEAUX	19
1.3.1 <i>Comprendre la dynamique des systèmes de production, de leur environnement et du développement de la riziculture pluviale</i>	<i>21</i>
1.3.1.1 Une approche systémique à travers le concept de méso-système productif agricole	21
1.3.1.2 Deux études de cas dans deux zones contrastées	21
1.3.1.3 Etude de la dynamique des systèmes de production	23
1.3.1.4 Etude de l'environnement des systèmes de production	25
1.3.1.5 Formulation du système de contraintes spécifiques au développement de la riziculture pluviale	25
1.3.2 <i>Comprendre les différentes politiques publiques qui influent sur les conditions de développement de la riziculture pluviale et leur articulation avec la stratégie de développement de Madagascar</i>	<i>27</i>
1.3.2.1 Etude de la stratégie nationale actuelle de développement rural	27
1.3.2.2 Etude de la déclinaison de la stratégie nationale de développement rural en politiques sectorielles	27
1.3.3 <i>Mise en perspective des deux niveaux d'analyse pour répondre à la problématique de l'étude</i>	<i>29</i>
1.4 ECHANTILLONAGE ET PERSONNES RENCONTREES	31
1.5 PRESENTATION DES RESULTATS DE L'ETUDE	31
1.5.1 <i>Des restitutions en cours d'étude</i>	<i>31</i>
1.5.2 <i>Un mémoire final</i>	<i>31</i>
1.6 LIMITES DE L'ETUDE	31
1.6.1 <i>Une étude des conditions structurelles de production de la riziculture pluviale</i>	<i>31</i>
1.6.2 <i>Une extrapolation limitée des résultats locaux</i>	<i>33</i>
1.6.3 <i>Des critères essentiellement qualitatif pour estimer les perspectives de développement de la riziculture pluviale</i>	<i>33</i>
1.6.4 <i>Une étude de la politique agricole non exhaustive</i>	<i>33</i>
1.6.5 <i>Un réseau de personnes ressources étroit</i>	<i>33</i>
1.6.6 <i>Des enquêtes semi-déclaratives</i>	<i>35</i>
2 PLACE DE LA RIZICULTURE PLUVIALE DANS LE MESOSYSTEME PRODUCTIF AGRICOLE DE DEUX ZONES CONTRASTEES	37
2.1 LA RIZICULTURE PLUVIALE DANS LA COMMUNE D'ANKADINONDRIY-SAKAY ..	39
2.1.1 <i>Présentation générale de l'évolution du système agraire</i>	<i>39</i>
2.1.2 <i>Atouts et contraintes des systèmes de culture intégrant le riz pluvial</i>	<i>43</i>
2.1.2.1 Diversité actuelle des systèmes de culture	43
2.1.2.1.1 Systèmes de culture des rizières	43
2.1.2.1.2 Systèmes de culture sur baibofo	43

2.1.2.1.3	Systèmes de culture sur tanety.....	45
2.1.2.2	Analyse comparée des systèmes de culture.....	49
2.1.2.2.1	Charge en travail.....	49
2.1.2.2.2	Gestion de la fertilité et Riz pluvial.....	49
2.1.2.2.3	Protection des cultures et Riz pluvial	51
2.1.2.3	Conclusion.....	51
2.1.3	<i>Atouts et contraintes de la riziculture pluviale au sein des systèmes de production.....</i>	53
2.1.3.1	Système de production en polyactivité SP1	53
2.1.3.2	Système de production familial SP2.....	55
2.1.3.3	Système de production patronal SP3	57
2.1.3.4	Système de production capitaliste moto-mécanisé SP4	59
2.1.3.5	Conclusion.....	61
2.1.4	<i>Atouts et contraintes de la riziculture pluviale pour les autres acteurs du mésosystème productif agricole.....</i>	61
2.1.4.1	Présentation des fournisseurs de fumure organique ou minérale	61
2.1.4.1.1	L'organisation paysanne : FITAFA.....	63
2.1.4.1.2	Les opérateurs privés type Mizami ou SEPCM	63
2.1.4.1.3	Les fournisseurs de Fumure Organique.....	65
2.1.4.1.4	Un service d'approvisionnement en intrant non efficient	65
2.1.4.2	Présentation des fournisseurs de semences	67
2.1.4.2.1	Le Centre Multiplicateur de Semence d'Ankadinondry - Sakay..	67
2.1.4.3	Présentation des fournisseurs de carburant.....	69
2.1.4.3.1	L'entreprise privée GALANA.....	69
2.1.4.4	Présentation des services de crédit	71
2.1.4.4.1	La CECAM d'Ankadinondry - Sakay	71
2.1.4.4.2	Les fournisseurs informels de crédit.....	73
2.1.4.4.3	Conclusion : Des systèmes de crédit ne répondant pas aux besoins des riziculteurs pluviaux.....	73
2.1.4.5	Les organismes d'appui à la production	75
2.1.4.5.1	Les groupements PSDR.....	75
2.1.4.5.2	Les associations de producteurs membres de l'APDIP	77
2.1.4.5.3	Conclusion : Un encadrement non satisfaisant des Organismes d'appui à la production.....	79
2.1.4.6	Présentation des services en aval de la filière.....	79
2.1.4.6.1	Les dépailleurs-décortiqueurs.....	81
2.1.4.6.2	Les sous-collecteurs.....	83
2.1.4.6.3	Les collecteurs / transporteurs	83
2.1.4.6.4	Un service de commercialisation fonctionnel et intéressé par le riz pluvial	85
2.1.5	<i>Conclusion générale sur la riziculture pluviale a Ankadinondry-Sakay</i>	87
2.2	LA RIZICULTURE PLUVIALE DANS LE FOKONTANY DE ANTSAPANIMHAZO ...	91
2.2.1	<i>Présentation générale de l'évolution du système agraire</i>	91
2.2.1.1	Une mise en valeur extensive du milieu: riz de bas-fond et cultures extensives sur tanety	91
2.2.1.2	Saturation foncière et intensification des cultures : l'association agriculture élevage.....	91
2.2.1.3	Diversité actuelle des systèmes de production	93
2.2.2	<i>Atouts et contraintes des systèmes de culture intégrant le riz pluvial....</i>	95
2.2.2.1	Systèmes de culture de bas-fonds.....	95
2.2.2.2	Systèmes de culture sur tanety.....	97
2.2.2.2.1	Diversité des systèmes de culture sur tanety	97

2.2.2.2	Atouts et contraintes de la riziculture pluviale	97
2.2.3	<i>Atouts et contraintes de la riziculture pluviale au sein des systèmes de production</i>	103
2.2.3.1	SP1 : Petites exploitations familiales sans animaux et déficitaires en fumure organique.....	103
2.2.3.2	SP2 : Petites exploitations familiales dont le niveau de capitalisation permet une intensification en fumure organique	105
2.2.3.3	SP3 : Grandes exploitations patronales de cultivateurs intensifs en fumure organique.....	107
2.2.3.4	SP4 : Grandes exploitations patronales d'éleveurs laitiers et intensifs en fumure organique et minérale	109
2.2.3.5	Synthèse.....	111
2.2.4	<i>Atouts et contraintes de la riziculture pluviale pour les autres acteurs du mésosystème productif agricole</i>	113
2.2.4.1	Les organismes d'appui à la production.....	115
2.2.4.1.1	L'Organisation Non Gouvernementale TAFA.....	115
2.2.4.1.2	L'Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial FIFAMANOR.....	117
2.2.4.1.3	Le Projet de Soutien au Développement Rural	119
2.2.4.2	Les organismes de financement de l'agriculture.....	119
2.2.4.2.1	La Caisse d'Epargne et de Crédit Agricole Mutualiste.....	119
2.2.4.2.2	OTIV.....	121
2.2.4.2.3	Les fournisseurs informels de crédit.....	123
2.2.4.2.4	Conclusion sur les organismes de financement.....	123
2.2.4.3	Les fournisseurs privés d'intrants	125
2.2.4.3.1	Semences	125
2.2.4.3.2	Fumure minérale.....	125
2.2.4.3.3	Fumure organique.....	127
2.2.4.4	Les commerçants de riz pluvial.....	127
2.2.5	<i>Conclusion générale sur la riziculture pluviale à Antsapanimahazo ..</i>	129
2.3	CONCLUSION GENERALE.....	131
2.3.1	<i>Le système de contraintes au développement de la riziculture pluviale</i>	131
2.3.1.1	Un arbre à problème comme mode de représentation	131
2.3.1.1.1	La sensibilité à la sécheresse	133
2.3.1.1.2	Les rendements faibles	135
2.3.1.1.3	Le prix non incitatif du riz pluvial.....	137
2.3.1.2	Les charges élevées	137
2.3.1.3	Précisions à apporter quant à la zone d'étude du Bongolava.....	137
2.3.1.4	Précisions à apporter quant à la zone d'étude du Vakinankaratra	141
2.3.2	<i>Conclusion sur le système de contraintes au développement de la riziculture pluviale</i>	143
2.4	DE L'ARBRE A PROBLEMES A L'ARBRE A OBJECTIFS	143
3	STRATEGIE GENERALE DE DEVELOPPEMENT A MADAGASCAR ET POLITIQUE AGRICOLE ENCADRANT LA RIZICULTURE PLUVIALE.....	151
3.1	LE CADRE DES STRATEGIES POLITIQUES POST-INDEPENDANCE : DE L'INTERVENTIONNISME AU LIBERALISME	153
3.1.1	<i>1960-1980 : Différents modèles de politiques interventionnistes</i>	153
3.1.1.1	A l'indépendance, une association entre des actions publiques et le secteur privé.....	153
3.1.1.2	Une période socialiste qui concentre le développement agricole dans les mains de l'Etat	155

3.1.2	<i>De 1980 à 1990 : Les Politiques d'Ajustement Structurel</i>	157
3.1.3	<i>Depuis les années 90 : la réduction de la pauvreté et le développement durable</i>	159
3.2	L'ARTICULATION DES DOCUMENTS ACTUELS DE STRATEGIE	163
3.2.1	<i>Réduction de la pauvreté et développement rural avec l'appui des bailleurs de fond</i>	163
3.2.1.1	Une multiplication de documents stratégiques peu opérationnels à l'origine d'une politique peu claire	163
3.2.2	<i>La vision "Madagascar Naturellement" comme base d'une nouvelle politique</i>	165
3.2.2.1	De nouveaux documents stratégiques.....	165
3.2.2.2	Vers une souveraineté plus forte du Gouvernement?	167
3.3	STRATEGIE NATIONALE ACTUELLE DE DEVELOPPEMENT RURAL DE MADAGASCAR	169
3.3.1	<i>Les objectifs de développement nationaux</i>	169
3.3.2	<i>La stratégie nationale de développement rural</i>	171
3.3.2.1	Rôles du secteur privé et de l'agriculture familiale.....	171
3.3.2.2	Rôle du secteur public et de l'Etat	173
3.3.2.3	La stratégie de développement rizicole	173
3.4	DECLINAISON DE LA STRATEGIE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT RURAL DANS LES POLITIQUES SECTORIELLES	177
3.4.1	<i>Rôle de l'Etat dans la regulation du marché par les prix et dans la commercialisation du riz</i>	179
3.4.1.1	Evolution récente du rôle de l'Etat dans la régulation du marché	179
3.4.1.2	Analyse du rôle de l'Etat dans la régulation du marché préalable aux mesures publiques proposées.....	179
3.4.1.2.1	Une crise d'approvisionnement qui engendre un retour de l'Etat	181
3.4.1.2.2	Une crise qui suscite de nombreuses interrogations.....	181
3.4.1.2.3	Une "crise fondatrice" au regard de ses enseignements	183
3.4.1.2.4	Un pilotage unilatéral de l'Etat peu efficace.....	183
3.4.1.3	Objectifs de l'Etat dans la régulation du marché par les prix et dans la commercialisation du riz	185
3.4.1.4	Dispositif de mise en oeuvre	185
3.4.1.4.1	Des interventions directes de l'Etat limitées.....	185
3.4.1.4.2	L'importance d'un Partenariat Public Privé	187
3.4.1.4.3	L'observatoire du riz pour accroître la diffusion de l'information	187
3.4.1.4.4	Un objectif à terme : accroître "la robustesse du marché"	189
3.4.1.5	Cohérence interne et externe des mesures publiques proposées pour la régulation du marché par les prix et pour la commercialisation du riz	191
3.4.2	<i>La politique publique de financement rural</i>	193
3.4.2.1	Evolution récente de la finance rurale à Madagascar	193
3.4.2.2	L'analyse du service de financement rural préalable aux mesures proposées par le gouvernement	195
3.4.2.3	Objectifs de la politique de financement rural.....	197
3.4.2.4	Dispositif de mise en oeuvre	201
3.4.2.5	Cohérence interne et externe de la politique de financement rural ..	201
3.4.3	<i>La politique publique de conseil agricole</i>	205
3.4.3.1	Analyse de l'offre de services d'appui préalable aux mesures proposées par le gouvernement	205
3.4.3.2	Objectifs de la politique de conseil.....	207
3.4.3.3	Dispositif de mise en oeuvre	209

3.4.3.4	Cohérence interne et externe de la politique de conseil	211
3.4.4	<i>La politique publique d'approvisionnement en intrants</i>	213
3.4.4.1	L'analyse du service d'approvisionnement en intrants préalable aux mesures proposées par le gouvernement	213
3.4.4.2	Objectifs de la SNE	217
3.4.4.3	Dispositif de mise en oeuvre	219
3.4.4.4	Cohérence interne et externe de la SNE	219
3.5	CONCLUSION	221
4	MISE EN PERSPECTIVE DU DEVELOPPEMENT DE LA RIZICULTURE PLUVIALE AU SEIN DES EXPLOITATIONS ET DE LA POLITIQUE AGRICOLE ENCADRANT LA RIZICULTURE PLUVIALE	223
4.1	COMPARAISON DE L'EVOLUTION DE LA RIZICULTURE PLUVIALE DANS LES DEUX ZONES PAR RAPPORT A LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE L'ETAT	223
4.2	ANALYSE COMPAREE DES OBJECTIFS SPECIFIQUES DE LA POLITIQUE AGRICOLE ET DE LA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DE L'ETAT MALGACHE	227
4.3	ANALYSE PROSPECTIVE DE LA MODIFICATION DU MESOSYSTEME PRODUCTIF AGRICOLE PAR LE CADRE POLITIQUE EN RAPPORT AUX CONTRAINTES SPECIFIQUES A LA RIZICULTURE PLUVIALE	229
4.4	DISCUSSION DES RESULTATS OBTENUS AU REGARD DU DISCOURS DES ACTEURS RENCONTRES AU NIVEAU LOCAL, REGIONAL ET NATIONAL	235
	CONCLUSION	239
	BIBLIOGRAPHIE	243
	TABLE DES ILLUSTRATION	249
	TABLE DES MATIERES	255
	LISTE DES ANNEXES	265

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : GUIDE D'ENTRETIEN DES SYSTEMES DE PRODUCTION ...	267
ANNEXE 2 : GUIDES D'ENTRETIENS DES AUTRES ACTEURS DU MESO-SYSTEME PRODUCTIF AGRICOLE	271
ANNEXE 3 : GRILLE DE LECTURE DES DOCUMENTS CADRES ET D'ENTRETIEN DES PERSONNES RESSOURCES	277
ANNEXE 4 : LISTE DES PERSONNES RESSOURCES ENQUETEEES AU COURS DE L'ETUDE	279
ANNEXE 5 : DIAGNOSTIC AGRAIRE REALISE DANS LA ZONE D'ETUDE D'ANKADINONDRIY-SAKAY (BONGOLAVA)	283
ANNEXE 6 : DETAIL DU CALCUL DES PERFORMANCES TECHNICO-ECONOMIQUES DES SYSTEMES DE CULTURE – ZONE D'ETUDE D'ANKADINONDRIY-SAKAY (BONGOLAVA)	301
ANNEXE 7 : RENTABILITE DES INVESTISSEMENTS ET TAUX D'INTERETS DE LA MICROFINANCE RURALE A MADAGASCAR	323
ANNEXE 8 : DETAIL DU CALCUL DES PERFORMANCES TECHNICO-ECONOMIQUES DES SYSTEMES DE CULTURE – ZONE D'ETUDE D'ANTSAPANIMAHAZO (VAKINANKARATRA)	329
ANNEXE 9 : DETAIL DU CALCUL DES CALENDRIERS DE TRAVAIL DES SYSTEMES DE PRODUCTION – ZONE D'ETUDE D'ANTSAPANIMAHAZO (VAKINANKARATRA)	341
ANNEXE 10 : GRILLE D'ANALYSE DU DOCUMENT DE STRATEGIE POUR LA REDUCTION DE LA PAUVRETE	345
ANNEXE 11 : GRILLE D'ANALYSE DU MILLENIUM CHALLENGE ACCOUNT	351
ANNEXE 12 : GRILLE D'ANALYSE DE LA VISION MADAGASCAR NATURELLEMENT	357
ANNEXE 13 : GRILLE D'ANALYSE DU PROGRAMME NATIONAL DE DEVELOPPEMENT RURAL	361
ANNEXE 14 : GRILLE D'ANALYSE DU PLAN NATIONAL D'ACTION POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE	369
ANNEXE 15 : GRILLE D'ANALYSE DE LA POLITIQUE GENERALE DE L'ETAT 2006	377
ANNEXE 16 : GRILLE D'ANALYSE DU PLAN DIRECTEUR QUINQUENNAL POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL	381
ANNEXE 17 : GRILLE D'ANALYSE DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT RIZICOLE.....	388

Annexe 1 : Guide d'entretien des systèmes de production

Guide d'entretien Système de production et Riz pluvial

Etude du système de production

➤ Trajectoire rapide de l'exploitation depuis l'installation du chef d'exploitation : (Surface, outillage, élevage, autres activités) :

➤ Description de l'exploitation :

Foncier

- SAU totale (décomposition *Tanety / Baiboho / Rizière*)
- SAU exploitée *VS* Jachère ou Friche
- SAU en propriété
- SAU en fermage / métayage (à qui / pour qui / depuis quand / Pourquoi ?)

Système d'élevage

- Identification du système
- Nombre de tête (par type)

Système de culture

- Rotations :
- Détail :

	Surface	Tenure	F.O.	F.M.	Rendement	Destination

- Gestion de la fumure organique : (Type, Production, Achat, Vente)

Main d'œuvre :

- Nombre de personnes dans la famille :
- Nombre d'actifs familiaux :
- Main d'œuvre salariée manuelle : (à quelle époque ? pour quel travail ? combien d'homme-jours Pourquoi ? qui ? Pourquoi ?),
- Location de main d'œuvre équipée (charrue, charrette) ?

Autres revenus :

- Salariat agricole : (Combien d'actifs familiaux ? A quelle époque ? A quoi sert l'argent ? Combien d'homme jours ?)
- Autres activités rémunératrices :

Etude du système de culture Riz Pluvial

Historique du riz pluvial sur l'exploitation

- Depuis combien de temps ? Pourquoi ?
- Evolution des surfaces ? Pourquoi ?
- Evolution des rendements ? Pourquoi ?
- Y a t il des années où vous avez abandonné cette culture ? Pourquoi ?

Le système de riz pluvial

- Combien de surface en riz pluvial sur les 3 dernières années ? Pourquoi ?
- Quelle rotation ? Pourquoi ?
- Quels intrants ?

	Quantité	Prix	Fournisseur	Pourquoi lui ?
Semences				
Fumure organique				
NPK				
Urée				
Gasoil				
Herbicide				
Autres...				

- Quelle main d'œuvre salariée sur le riz pluvial ? Pourquoi ? Qui ?

Atout / contrainte riz pluvial

- Pour vous quel est l'intérêt de cultiver du Riz Pluvial ?
- Pour vous, quels sont les principaux atouts du riz pluvial (temps de travail, technique, économique)?
- Pour vous, quels sont les principales contraintes du riz pluvial (temps de travail, technique, économique)?
- Quelle stratégie adoptez-vous avec cette culture (consommation, vente, stockage, ...)
- Quelle destination du riz pluvial (semences, vente, autoconsommation, don, prêt) ? Pourquoi ?
- Achetez-vous du riz dans l'année (RI ou RP) ?
- D'où proviennent vos revenus monétaires ? Quelles cultures, quel élevage, quelles activités ?

Etude du mésosystème productif du Riz Pluvial

Fournisseurs :

- Matériel (charrue, charrette, équipement moto mécanisé) ? Qui ? Pourquoi ?

Prestataires de service :

- Décorticage : Qui ? Pourquoi ? Prix ?
- Transport charrette (fumier / récolte /autres) : Qui ? Pourquoi ?
- Labour charrue : Qui ? Pourquoi ?
- Terrassement : Qui ? Pourquoi ?

Commercialisation :

- Grain : Quand ? A quel stade ? A qui ? Pourquoi ? Critère de prix ?
- Paille : Quand ? Qui ? Pourquoi ? Critère de prix ?
- Son : Quand ? Qui ? Pourquoi ? Critère de prix ?
- Semences : Quand ? Qui ? Pourquoi ? Critère de prix ?

Financement (sur les 10 dernières années) :

- Au cours de l'année, y a-t-il des mois où vous disposez d'un excédent de trésorerie ? Pourquoi ? Qu'en faites-vous ?
- Au cours de l'année, y a-t-il des mois où vous disposez d'un déficit de trésorerie ? Pourquoi ? Comment y remédiez-vous ?
- Dans l'année, avez-vous recours à des prêts extérieurs ? Qui ? Usuriers ? Institution de micro finance ?
- Avez-vous déjà emprunté de l'argent pour financer des investissements à moyen ou long terme (élevage, foncier, outillage,...) Qui ? Pourquoi ?
- Existe-il des possibilités pour emprunter de l'argent ? Perception ?

Conseil technique et vulgarisation (sur les 10 dernières années) :

- Recours au conseil technique ? Qui ? Pourquoi ? Quel prix ?
- Riz pluvial ?

Adhésion à une association, syndicat, coopérative, groupement de producteurs (sur les 10 dernières années) :

- Durée ? Quel organisme ? Pourquoi ? Quel prix ?
- Perception ?

Service de l'Etat et Etat (sur les 10 dernières années) :

- Impôt et taxe ?
- Interdiction de certaines pratiques agricoles ?
- Subventions ?
- Perception de la stratégie de développement de l'Etat et impact sur l'exploitation agricole.

Perspectives

But à réaliser à court terme, moyen terme, long terme...

- Quels projets ?
- Quelle évolution prévue de la culture de riz pluvial : Surface cultivée ? Techniques culturales ? Pourquoi ?
- Quels investissements prévus pour l'exploitation ? : Evolutions foncières ? Matériels agricoles et non agricoles ? Pourquoi ?
- Nouvelles productions prévues : Cultures ? Elevage ?
- Evolutions des techniques (rotation, intrant, opération culturale...)? Pourquoi ?
- Evolutions commerciales ? Pourquoi ?
- Evolutions gestion de la MO (MO vendue / Salariée) Pourquoi ?

- Quelle perception de l'avenir de l'agriculture dans la zone ?
- Quelle perception de l'avenir de votre exploitation ? Transmission ?

Annexe 2 : Guides d'entretiens des autres acteurs du méso-système productif agricole

Guide d'entretien - Fournisseurs d'intrants (semences, fumure organique, fumure minérale, produits phytosanitaires, gasoil)

Caractéristiques générales :

Nature de la société, Capital de la société :
Main d'œuvre (familiale et employée) :
Origine et histoire de la société dans la zone d'étude :
Fonctions et activités de la société :
Part de la distribution des intrants dans les activités de la société :

Achat/Vente des intrants :

Nature des intrants :
Volume d'activité pour chaque type d'intrant :

Approvisionnement : Combien de fournisseurs potentiels? Quels fournisseurs (sociétés, projets, groupements, ONG, ...)? A quelle époque de l'année? A quel prix? Quel mode de livraison?

Quelle garantie de la qualité des produits achetés?

Vente : Quels clients (particuliers, projets, groupements, ONG, ...)? A quelle époque de l'année? A quel prix? Quel mode de distribution?

Services associés proposés (conseil, financement, crédit, ...)?

Quelle marge?

Quelle variation des prix intra annuelle? Quelle variation des prix inter annuelle?
Pourquoi?

Stockage?

Impôts, Taxes, Subventions

Intrants Riz Pluvial :

Intrants spécifiques pour le riz pluvial?

Quelle distinction du riz pluvial par rapport aux autres cultures?

Quelle perception de la culture de riz pluvial dans la zone?

Part des intrants destinés au riz pluvial?

Développement de l'activité :

Quels atouts pour le développement de l'activité?

Le volume actuel d'activité est-il à son maximal? Quelles contraintes au développement de l'activité? Quels problèmes (financement, fournisseurs, clients, ...)?

Relations avec autres acteurs du MPA :

Quelles relations avec des groupements, projets ou ONG?

Financement : Quel financement de l'activité? Quel destination des bénéfices (épargne, investissement, ...)?

Quelle perception du rôle de l'Etat vis à vis de leur activité?

Combien de personnes dans la zone exercent la même activité?

Guide d'entretien – Acheteurs de riz pluvial : Décortiqueurs, Collecteurs (commerçants, épicerie, riziers) et Grossistes

Caractéristiques générales :

Nature de la société, Capital de la société :

Main d'œuvre (familiale et employée) :

Origine et histoire de la société dans la zone d'étude :

Fonctions et activités de la société :

Part des différentes activités en lien avec le riz pluvial dans la formation du revenu?

Achat/Vente du riz :

Nature des activités (décorticage, collecte, ...) :

Volume d'activité pour chaque type :

Quelle marge pour chacune des activités?

Achat : Combien de fournisseurs potentiels? A quelle époque de l'année? A quel prix?

Quel mode de livraison? Quelle garantie de la qualité des produits achetés?

Quel prix de marché? Quelle information sur les prix? Qui le fixe? Comment en sont informés?

Quelle variation des prix intra annuelle? Quelle variation des prix inter annuelle?

Facteurs de variation?

Vente : Combien de clients potentiels? Quels clients? A quelle époque de l'année? A quel prix? Quel mode de livraison?

Services associés proposés (conseil, financement, crédit, ...)?

Quelle marge?

Stockage?

Impôts, Taxes, Subventions

Spécificité du Riz Pluvial :

Activités spécifiques pour le riz pluvial?

Quelle distinction du riz pluvial par rapport aux autres cultures?

Quelle perception de la culture de riz pluvial dans la zone?

Part du riz pluvial dans l'activité totale?

Développement de l'activité :

Quels atouts pour le développement de l'activité?

Le volume actuel d'activité est-il à son maximal? Quelles contraintes au développement de l'activité? Quels problèmes (financement, fournisseurs, clients, ...)?

Relations avec autres acteurs du MPA :

Quelles relations avec des groupements, projets ou ONG?

Financement : Quel financement de l'activité? Quel destination des bénéfices (épargne, investissement, ...)?

Quelle perception du rôle de l'Etat vis à vis de leur activité?

Combien de personnes dans la zone exercent la même activité?

Guide d'entretien – ONG et Projets de développement rural

Caractéristiques générales :

Nature de l'organisation et financement :

Origine et histoire de l'organisation dans la zone d'étude :

Mode de fonctionnement : Localisation des techniciens, agents, ...?

Fonctions, activités et organisation :

Fonctions et activités de l'organisation?

Quel processus de décision des actions menées et des activités (conseil d'administration, instances de réflexion, ...)?

Quel niveau de décision de la structure interrogée? Quelle autonomie dans la décision?

Choix des activités?

Quelles justifications des activités actuelles? En lien avec la zone d'étude?

Quelle relation avec les agriculteurs (conseil technique, distribution/vente, ...)?

Organisation locale de ces activités directes sur le terrain?

Perception du développement agricole :

Quelle perception du développement agricole dans la zone d'étude?

Quel type d'exploitation est à promouvoir dans la zone? Quel "modèle" d'avenir?

Quelle place de la riziculture pluviale dans ce développement?

Place accordée à la riziculture pluviale :

Part des différentes activités en lien avec le riz pluvial en terme d'allocation des ressources

Pourquoi choisir le développement de la riziculture pluviale? Ou non?

Quelle perception de cette culture?

Quels atouts au développement de cette culture?

Quelles contraintes au développement de cette culture?

Quelles activités spécifiques menées par l'organisation?

Quels résultats?

Quels atouts pour la mise en œuvre de ces activités? Quelles contraintes?

Relations avec autres acteurs du MPA :

Quelles relations avec autres organisations, groupements, projets ou ONG?

Quelles relations avec les acteurs économiques autres que agriculteurs?

Quelles relations avec les organismes administratifs (commune, Région, Ministères,...)?

Participation à la prise de décision ou à la concertation?

Quelle intégration des activités de l'organisation dans la stratégie globale de l'Etat?

Quelle perception du rôle de l'Etat vis à vis de leur activité? Quelle perception de la stratégie nationale de l'Etat?

Combien d'acteurs dans la zone exercent la même activité?

Guide d'entretien – Financement (CECAM, OTIV et Usuriers)

Caractéristiques générales :

Nature de l'organisation et financement :

Origine et histoire de l'organisation dans la zone d'étude : Evolution des types de crédits proposés? De la nature des clients? Pourcentage de non remboursement?

Mode de fonctionnement : Localisation des techniciens, agents, ...?

Fonctions, activités et organisation :

Fonctions et activités de l'organisation? A destination de qui?

Quel processus de décision des actions menées et des activités (conseil d'administration, instances de réflexion, ...)?

Quel niveau de décision de la structure interrogée? Quelle autonomie dans la décision?

Choix des activités?

Quels sont les activités financées? Nature des crédits proposés? : Crédit à la consommation? Crédit de campagne? Crédit d'équipement?

Pour chaque type de crédit : A quel coût (taux d'intérêt)? A quelle durée de remboursement?

Quel volume en fonction des types de crédit? Quels critères d'attribution d'un client (solvabilité, capital, caution solidaire, ...)? Quelle prise de garantie? Quelles conséquences d'un non remboursement (exclusion, caution, ...)?

Epargne : Quels produits proposés? Taux d'intérêt? Durée?

Quelles justifications des crédits proposés? Quelle détermination du coût des services financiers proposés? En lien avec la zone d'étude?

Quelle relation avec les agriculteurs? Organisation locale de ces activités directes sur le terrain?

Impôts, Taxes, Subventions sur les produits financiers? A qui sont-ils affectés?

Impôts, Taxes, Subventions en général?

Quels atouts pour le développement de l'activité?

Le volume actuel d'activité est-il à son maximal? Quelles contraintes au développement de l'activité? Quels problèmes (financement, fournisseurs, clients, ...)?

Perception du développement agricole :

Quelle perception du développement agricole dans la zone d'étude? Quelle proportion d'agriculteurs dans les clients de l'organisation? Quelle représentation dans l'administration?

Quel type d'exploitation est à promouvoir dans la zone? Quel "modèle" d'avenir?

Quelle place de la riziculture pluviale dans ce développement?

Pourquoi promouvoir le développement de la riziculture pluviale? Ou non?

Relations avec autres acteurs du MPA :

Quelles relations avec autres organisations, groupements, projets ou ONG? Quelles relations avec les acteurs économiques autres que agriculteurs? Quelles relations avec les organismes administratifs (commune, Région, Ministères,...)? Participation à la prise de décision ou à la concertation? Quelle perception du rôle de l'Etat vis à vis de leur activité? Quelle perception de la stratégie nationale de l'Etat? Combien d'acteurs dans la zone exercent une activité de financement? Concurrence?

Guide d'entretien – Organisations Paysannes (Groupements)

Caractéristiques générales :

Nature de l'organisation et financement :

Quel statut?

Origine et histoire de l'organisation dans la zone d'étude :

Fonctions, activités et organisation :

Objet du groupement? Pourquoi avoir constitué un tel groupement?

Nombre d'adhérents? Type de membres? Critère d'admission des adhérents?

Quel mode de prise de décision? Quelle participation des adhérents? Quelle distribution des droits de vote? Renouvellement des membres prévus?

Fonctions et activités du groupement? Contrôles et sanctions prévus?

Quelles justifications des activités actuelles? En lien avec la zone d'étude?

Organisation du groupement pour la mise en place de l'activité?

Dispose des compétences techniques et organisationnelles en interne? Appel à des compétences extérieures?

Quelles contraintes à la mise en œuvre des activités? Quels problèmes rencontrés?

Résultat de l'activité? Dégage des revenus? Quel affectation des revenus dégagés?

Perspectives de développement des activités? Quelles prévisions?

Perception du développement agricole :

Quelle perception du développement agricole dans la zone d'étude?

Quel type d'exploitation est à promouvoir dans la zone? Quel "modèle" d'avenir?

Quelle place de la riziculture pluviale dans ce développement?

Place accordée à la riziculture pluviale :

Part des différentes activités en lien avec le riz pluvial en terme d'allocation des ressources

Pourquoi choisir le développement de la riziculture pluviale? Ou non?

Quelle perception de cette culture?

Quels atouts au développement de cette culture?

Quelles contraintes au développement de cette culture?

Quelles activités spécifiques menées par l'organisation?

Quels résultats?

Quels atouts pour la mise en œuvre de ces activités? Quelles contraintes?

Relations avec autres acteurs du MPA :

Quelles relations avec autres organisations, groupements, projets ou ONG? Contrôles, sanctions?

Quelles relations avec les acteurs économiques autres que agriculteurs?

Quelles relations avec les organismes administratifs (commune, Région, Ministères,...)?

Participation à la prise de décision ou à la concertation?

Quelle intégration des activités de l'organisation dans la stratégie globale de l'Etat?

Quelle perception du rôle de l'Etat vis à vis de leur activité? Quelle perception de la stratégie nationale de l'Etat?

Combien d'acteurs dans la zone exercent la même activité?

**Annexe 3 : Grille de lecture des documents cadres et d'entretien des
personnes ressources**

Grille de lecture des documents cadres et d'entretien des personnes ressources

1. Contexte et conditions d'émergence de la politique publique

- Contexte et justification : Enjeux et problèmes à traiter? Pourquoi a-t-on rédigé ce document? Quelle nouveauté par rapport aux autres documents? Quels mécanismes est souhaité à travers ce document (relations de cause à effet)? Quelle théorie économique sous-jacente?

- Conditions de production : Qui a réalisé ce texte? Quels acteurs ont participé? Quels intérêts des acteurs ayant participé? Quels acteurs ont été exclu?

- Référence à d'autres politiques publiques (ou accords internationaux)

2. Objectifs

- Objectifs généraux; Objectifs spécifiques : hiérarchisation des objectifs spécifiques

- Objectifs explicites; Objectifs implicites

- Cohérence interne

- Cohérence avec les autres textes et documents cadres

- Présence d'indicateurs?; Indicateurs choisis

3. Dispositif de la politique publique

- Quel plan d'action? (texte, direct, indirect)

- Qui prend en compte les documents? Quelle place réelle dans les faits?

- Quelle cohérence dans le cadre de la décentralisation avec les politiques régionales?

- Echelle de temps

4 - Quelle place accordée aux :

- Développement économique?

- Développement rural?

- Développement agricole?

- Développement rizicole?

Annexe 4 : Liste des personnes ressources enquêtées au cours de l'étude

Liste des personnes enquêtées dans le Bongolava :

Exploitants agricoles :

- Diagnostic agraire : 51 exploitants agricoles
- Enquêtes spécifiques à la riziculture pluviale : 29 exploitants agricoles, dont :
 - SP1 : 6 exploitants
 - SP2 : 8 exploitants
 - SP3 : 11 exploitants
 - SP4 : 4 exploitants

Autres acteurs du Méso-système Productif Agricole :

Organisme	Nom	Fonction	Localisation
Région Bongolava	Noël Razaka Ratrimo	Secrétaire Général	Tsiroanomandidy
Région Bongolava	Patrick Adriamihaja	Directeur du Développement Régional	Tsiroanomandidy
DRDR Bongolava	Thomas Robinson	Directeur Régional du Développement Rural	Tsiroanomandidy
GTDR Bongolava	Mr Elie	Secrétaire Général	Tsiroanomandidy
APDIP	non communiqué	Secrétaire technique	Tsiroanomandidy
APDIP	Mr Marcel	Président	Ankadinondry-Sakay
FITAFa	non communiqué	Responsable commercial	Tsiroanomandidy
FITAFa	non communiqué	Responsable local vente	Ankadinondry-Sakay
Mairie d'Ankadinondry-Sakay	non communiqué	Premier adjoint au maire	Ankadinondry-Sakay
SEPCM	Bernd Hartman	Directeur commercial	Antananarivo
CMS Sakay	Mr Rafalomanana	Directeur	Ankadinondry-Sakay
Galana	non communiqué	Commercial	Antananarivo
CECAM	non communiqué	Présidente du Comité de Gestion de la caisse communale	Ankadinondry-Sakay
CECAM	Mr Théodore	Technicien de la caisse communale	Ankadinondry-Sakay
Association <i>Jasma Matsinlo</i>	non communiqué	Vice président	Ankadinondry-Sakay
4 Dépailleurs - décortiqueur	non communiqué	Chef d'atelier	Ankadinondry-Sakay
4 Sous-collecteurs	non communiqué	Responsables	Ankadinondry-Sakay
1 Collecteurs - transporteur	non communiqué	Responsable	Ankadinondry-Sakay

Liste des personnes enquêtées dans le Vakinankaratra :

Exploitants agricoles :

- Approfondissement du diagnostic agraire : 19 exploitants agricoles
- Enquêtes spécifiques à la riziculture pluviale : 22 exploitants agricoles, dont :
 - SP1 : 6 exploitants
 - SP2 : 7 exploitants
 - SP3 : 5 exploitants
 - SP4 : 4 exploitants

Autres acteurs du Méso-système Productif Agricole :

Organisme	Nom	Fonction	Localisation
Région Vakinankaratra	Niry Lanto Rakotondrasoa	Directeur du Développement Régional	Antsirabe
GTDR Vakinankaratra	Honorine Rasoarinony	Secrétaire technique	Antsirabe
Direction Régionale du Développement Rural	Modestine Ratsimbazafy	Intérim Direction Régionale	Antsirabe
Direction Régionale du Développement Rural	Jean-Juste Rakotovao	Responsable Intensification Agricole	Antsirabe
Mairie d'Antsoatany	non communiqué	Maire	Antsoatany
TAFA	Celestin Randrianarisoa	Responsable Formation (Département Vulgarisation)	Antsirabe
TAFA	Florisat Rakotoniaina	Technicien	Antsapanimahazo
FIFAMANOR	Jaona Rakotonirainy	Chef Département Vulgarisation	Andranomanelatra
FIFAMANOR	Vololoniaina Ramalanjaona	Responsable Semences et Suivi-Evaluation	Andranomanelatra
FIFAMANOR	Mme Jeanne	Agent local	Antsoatany
Association FITAMIA (TAFA)	non communiqué	Président de l'association	Antsapanimahazo
Association EZAKA	non communiqué	Président de l'association	Antsapanimahazo
CECAM	Norbert Ramanoasy	Directeur Adjoint URCECAM Vakinankaratra	Antsirabe
CECAM	non communiqué	Gérant caisse locale	Ambohibary
OTIV	Harizaka Rakoto	Gerant de l'OTIV Antsirabe	Antsirabe
SEPCM	Mr Pierre Zanaparien	Agent commercial	Antsirabe
Privé (Intrants agricoles)	Mr Samuel	Commerçant de produits agricoles	Ambohibary
Privé (Epicerie – Fumure minérale)	Mme Jocelyne	Commerçant	Ambohibary
Privé (Fumure minérale)	Mr Norbert Rakotovao	Commerçant ambulant de fumure minérale	Ambohibary
Privé (Epicerie – Produits agricoles)	non communiqué	Commerçant	Antsapanimahazo
Privé (Epicerie – Produits agricoles)	Mr Armand	Commerçant	Antsapanimahazo
Privé (Vente/Achat riz)	non communiqué	Commerçant en bord de route	Antsapanimahazo

Liste des personnes enquêtées pour l'analyse des stratégies de développement de l'Etat et des politiques publiques :

Organisme	Nom	Fonction	Localisation
S.A. Madrigal et PCRiz	Roland Ravatomango	Directeur Rizerie – PCRIZ	Antananarivo
MAEP – UPDR	Claude Laroche	Conseiller technique	Antananarivo
MAEP - UPDR	Jean-Pierre Rolland	Conseiller technique	Antananarivo
FAO	Martin Smith	Représentant à Madagascar	Antananarivo
Banque Mondiale - SMB	Olivier Jenn-Treyer	Economiste Banque Mondiale – Représentant SMB	Antananarivo
RRI	Davy Robson	Coach national	Antananarivo
MAEP	Jean-Marie Rakotovao	Directeur Systèmes d'Information	Antananarivo
CIRAD TERA	Vincent Ribier	Economiste et Agronome	Antananarivo
EPP/PADR	Mme Bertine	Coordinatrice	Antananarivo
SEPCM	Bernd Hartman	Directeur commercial	Antananarivo
SOA	Mr Marcel	Président du syndicat	Antananarivo
CIRAD - CNEARC	Betty Wampfler	Recherche sur la Finance Rurale	Montpellier
CIRAD – URP SCRiD	Marie-Hélène Dabat	Economiste (filère riz)	Antananarivo

Liste des documents officiels lus pour l'analyse des stratégies de développement de l'Etat et des politiques publiques :

Document	Date d'élaboration	Niveau	Type de document
PADR	1998	Secteur rural	
DSRP	2002	Macroéconomique	Stratégique
PDR	2002	Secteur rizicole	Stratégique
MCA	2005	Macroéconomique	Plan d'action
Vision Madagascar Naturellement	2004	Macroéconomique	Stratégique
Master Plan	2004	Macroéconomique	Plan d'action
Mise à jour DSRP	2005	Macroéconomique	Stratégique
PANSA	2005	Secteur rural	Stratégique et plan d'action
PNDR	2005	Secteur rural	Stratégique et Plan d'action
PGE	2006 (annuel)	Macroéconomique	Plan d'action
MAP	2006 (en cours)	Macroéconomique	Stratégique et plan d'action
SNE	2006	Secteur agricole	Plan d'action
Loi 96 020	1996	Secteur financier	Juridique
Loi 95 O30	1995	Secteur financier	Juridique
SNMF	2004	Secteur financier	Plan d'action
PRDR Vakinankaratra	2006	Secteur rural	Plan d'action décentralisé

Annexe 5 : Diagnostic agraire réalisé dans la zone d'étude d'Ankadinondry-Sakay (Bongolava)

Etude du milieu biophysique cultivé dans la commune d'Ankadinondry-Sakay:

La commune d'Ankadinondry-Sakay est située sur la RN 1bis à 146 km à l'Ouest d'Antananarivo. Elle couvre une superficie de 376 km² et regroupe 22 Fokontany.

Les observations effectuées, les entretiens réalisés auprès des agriculteurs de la zone ainsi que les données des études de MAEP/UPDR (2003) et FID/ADEMA (2005) permettent de cerner les caractéristiques du milieu biophysique de la commune d'Ankaninondry-Sakay.

Un climat tropical d'altitude aux potentialités agricoles variées :

Située à 940 m d'altitude, le régime climatique de la zone est de type tropical d'altitude caractérisé par deux saisons bien individualisées : l'une pluvieuse (saison humide et chaude), de novembre à avril avec une température qui varie de 20°C à 30°C et l'autre fraîche et sèche de mai à octobre de température 13°C à 26°C.

La température moyenne annuelle est de 21,3° avec un minimum de 18° en juillet et deux maxima de 23,2° en février et novembre.

Les précipitations annuelles sont de 1481,6 mm avec une sécheresse de 4 mois de mai à août. La pluviométrie est mal répartie avec une très forte proportion en janvier et février.

Sur les statistiques longues, les précipitations annuelles ne présentent pas de grandes variations interannuelles. Cependant la répartition dans l'année comporte parfois un retard dans l'installation de la saison, ne permettant pas ainsi un bon démarrage de la campagne agricole, surtout pour les rizicultures de bas fonds.

L'alternance entre une saison sèche au cours de laquelle l'irrigation est toujours nécessaire et une saison humide où l'abondance de l'eau existe, rend la maîtrise de l'eau indispensable. Toutefois, les conditions climatiques ne sont pas un obstacle majeur à la mise en valeur et d'une manière générale, à l'exception de l'arboriculture tempérée (pommiers, pêchers, etc...) toutes les productions culturales sont possibles.

Un relief de plateaux entrecoupés de cours d'eau aux sols diversifiés :

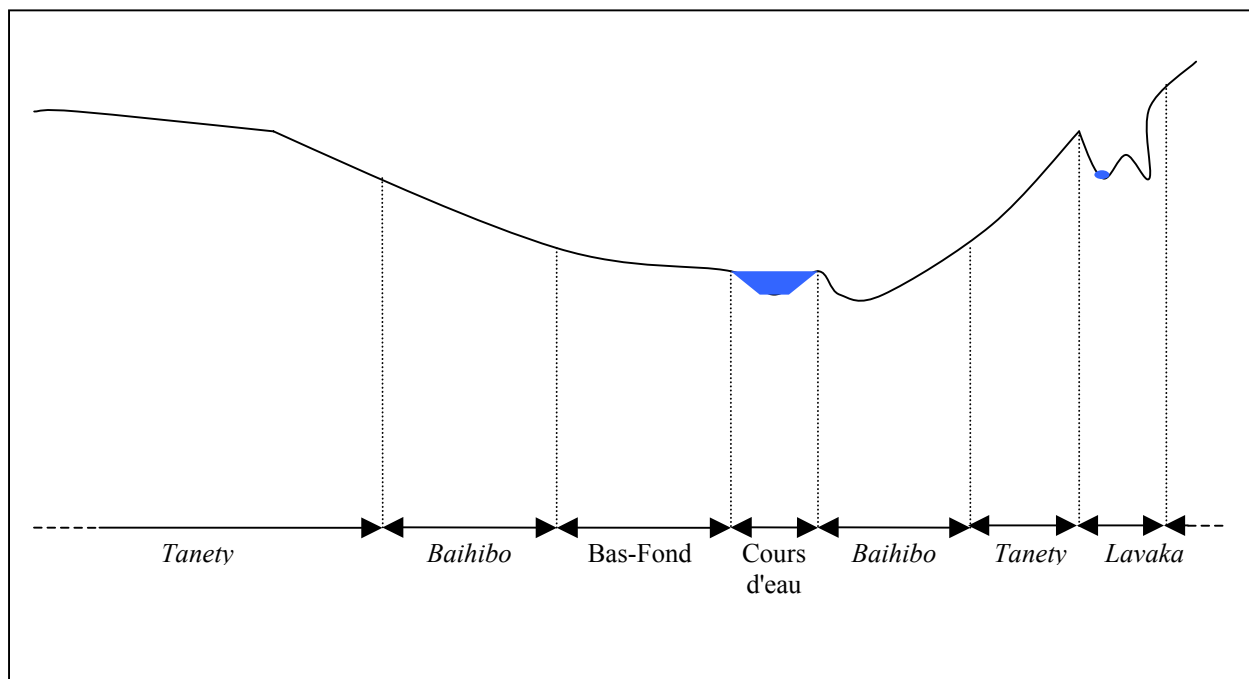
Ankadinondry-Sakay est constitué d'une vaste cuvette ouverte vers le Sud-Ouest bordée par des massifs montagneux au Nord et à l'Est. Le milieu naturel est constitué de nombreux plateaux qui se succèdent sous forme de vallons et thalwegs et séparés par des réseaux hydrographiques. Le long des cours d'eau, les bas-fonds peuvent être étroits ou constitué de vastes surfaces planes. Les réseaux hydrographiques se déversent dans la rivière Ihazomay qui se déverse ensuite dans la rivière de Sakay.

Au sommet du relief, sur les plateaux, on trouve des sols ferrallitiques rajeunis bruns rouges appelés *tanety* ou sols de colline. Leur couleur rouge témoigne du régime hydrique contrasté qui provoque l'oxydation du fer qu'ils contiennent.

Sur les versants les plus pentus, des glissements de terrains aboutissent à la formation de *lavaka* qui sont des rigoles d'érosion de plusieurs mètres de large et de plusieurs dizaines de mètres de long.

Les *baibohos*, situés en aval des *tanety* sont des sols plus pentus. Bien que ferrallitiques, leur couleur d'assombrit par rapport à ceux des *tanety* du fait d'une accumulation de matière organique et d'argiles. Ils se retrouvent également derrière les bourrelets de berges des cours d'eau les plus importants.

Sur les bas fonds, surfaces planes plus ou moins vastes, les sols alluviaux sont des sols hydromorphes. Leur couleur sombre résulte de l'accumulation, d'une part de matière organique et d'argile par lessivage depuis l'amont et d'autre part par transport alluvial.



Les sols ferrallitiques de plateaux sont compacts, fragiles, difficiles à travailler. Ils sont reconnus pour leur bonne capacité d'échange et donnent en général de bons rendements aux cultures pluviales classiques de *tanety*, mais la faible profondeur de l'horizon organique nécessite l'apport d'amendements et/ou engrais après quelques années de culture. Néanmoins, convenablement amendés, ils peuvent porter du maïs, du riz pluvial, du manioc et peuvent se prêter à l'arboriculture.

Les sols alluviaux de bas-fonds sont essentiellement réservés à la riziculture dans des rizières aménagés perpendiculairement à la ligne de pente (et donc d'écoulement des eaux).

A l'inverse des rizières aménagées où la maîtrise de l'eau est possible, les sols de *baiboho* sont tributaires de la pluviométrie. Cependant, leur profondeur combinée à leurs taux d'argile et de matière organique élevés leur confèrent une rétention en eau plus élevée que sur les *tanety*.

Une végétation naturelle essentiellement herbacée

La végétation naturelle de la zone est une formation graminéenne de type savane herbeuse à *Hyparhénia ruffa* (Vero) et à *Hétéropogon contortus* (Danga).

Les strates arbustives et arborées spontanées sont très réduites. On ne les rencontre que dans les bas fonds sous forme de marais à joncs et quelques vestiges de forêts galeries en voie de disparition.

La végétation de type herbacée rend la zone très sensible au passage de feux de brousse. Néanmoins, les espèces herbacées qui y sont présentes sont appréciées par le bétail et donc propices à l'élevage extensif.

Etude de l'histoire agraire de la commune d'Ankadinondry-Sakay :

Cette analyse historique vise à comprendre l'évolution du système agraire de la commune d'Ankadinondry-Sakay. L'étude portera sur les dynamiques socio-économiques accompagnant l'évolution technico-économique des unités de production. L'étude des facteurs techniques, sociaux, économiques et politiques induisant des transformations de l'agriculture de la zone permettra de comprendre comment se sont différenciés les systèmes de production afin de cerner leur diversité actuelle. Cette approche systémique débouchera ainsi sur une

typologie des systèmes de production dont nous aurons identifié les différentes trajectoires et leurs principales caractéristiques.

Pour ce faire, les résultats présentés sont ceux de l'enquête historique menée auprès de 24 agriculteurs de la commune d'Ankadinondry-Sakay, du 04/06/06 au 09/06/06. Quatre périodes distinctes de l'histoire agraire ont été déterminées:

- Début XIX^{ème} siècle à 1940 : Système agropastoral à riziculture inondée en bas-fond,
- 1940 à 1952 : Système agropastoral à riziculture inondée en bas – fond et cultures itinérantes en Tanety,
- 1952 à 1978 : Système à base de jachère pâturée,
- 1978 à nos jours : Système agraire à fumure organique en intégration agriculture-élevage.

Début XIX siècle à 1940 : Système agropastoral à riziculture inondée en bas-fond :

Les premiers peuplements de la commune d'Ankadinondry-Sakay remontent au XIX^{ème} siècle. A cette époque, le Moyen-Ouest constituait une des zones pastorales les plus proches d'Antananarivo, capitale du Royaume *Merina*. De fait, la zone peu peuplée et aux étendues herbeuses vastes constituait la zone de pâture des grands troupeaux royaux. Les premiers habitants de la zone sont ainsi les familles des bergers ainsi que quelques éleveurs indépendants.

Systèmes de culture

Les bergers et les éleveurs indépendants, séjournant durant la saison des pluies dans la zone, cultivaient du riz dans les bas-fonds pour assurer la consommation de leur famille.

Il n'existait ainsi à l'époque qu'un seul système de culture : un système de riziculture inondée (maîtrise d'eau limitée) avec un semis en novembre et une récolte en avril-mai. La préparation des sols était réalisée par les bovins dont le piétinement permettait d'enfouir les adventices. Les travaux de sarclage s'effectuaient manuellement à l'*angady*. Les lessivages et drainages des éléments fertilisants des terres en amont assuraient la restitution de la fertilité des rizières.

Des petites parcelles (moins de 50 ares) sur les *baiboho* étaient cultivées pour assurer les besoins vivriers complémentaires (maraîchage, manioc, patate douce...). Néanmoins les temps de travaux importants du fait d'un outillage strictement manuel (*angady*) sur ces parcelles limitaient l'extension de ces cultures.

Autres systèmes d'activité

L'élevage constituait l'unique activité de revenu monétaire des familles. Chaque famille conduisait un élevage extensif de bovin viande et/ou de porc (pâture de la végétation herbacée sur *tanety* et des résidus de culture en bas fond). Les bergers conduisaient les troupeaux qui leurs étaient confiés ainsi que les animaux qu'ils pouvaient acheter progressivement avec le revenu de leur activité.

Utilisation anthropique du paysage

L'habitat dispersé et la faible densité de population permettaient à chaque éleveur de disposer d'une surface de pâturage suffisante à la conduite de son troupeau. Les habitations étaient situées en hauteur à proximité des pâturages des *tanety*. Les seules surfaces cultivées étaient situées en bas-fond.

Différenciation des systèmes de production

A cette époque, les systèmes de production comprenaient tous un système de culture rizicole visant à satisfaire les besoins vivriers familiaux et un système d'élevage bovin extensif visant à procurer un revenu monétaire aux familles d'éleveurs.

Cependant, la disponibilité en main d'œuvre des exploitations induisait une différenciation sociale des familles. En effet, la disponibilité de main d'œuvre familiale ainsi que la disponibilité d'un fond de roulement permettant de se procurer de la main d'œuvre salariée conditionnaient la superficie cultivée et donc la production rizicole nécessaire à l'alimentation.

De plus, les bergers vendaient leur force de travail aux plus gros propriétaires de bétails pour effectuer les travaux de sarclage et de récolte du riz en échange d'un crédit à la consommation pendant la période de soudure. Ce transfert de main d'œuvre permettait ainsi aux plus gros propriétaires de bétail d'augmenter leur capacité de récolte et de capitalisation. Inversement, la capitalisation des exploitations les plus petites était limitée.

On distingue ainsi deux systèmes de production en fonction de la taille du cheptel en propriété (voir Figure 77). Les plus petits propriétaires prenaient en confiage les troupeaux des familles riches des Hauts-plateaux afin d'obtenir un revenu supplémentaire.

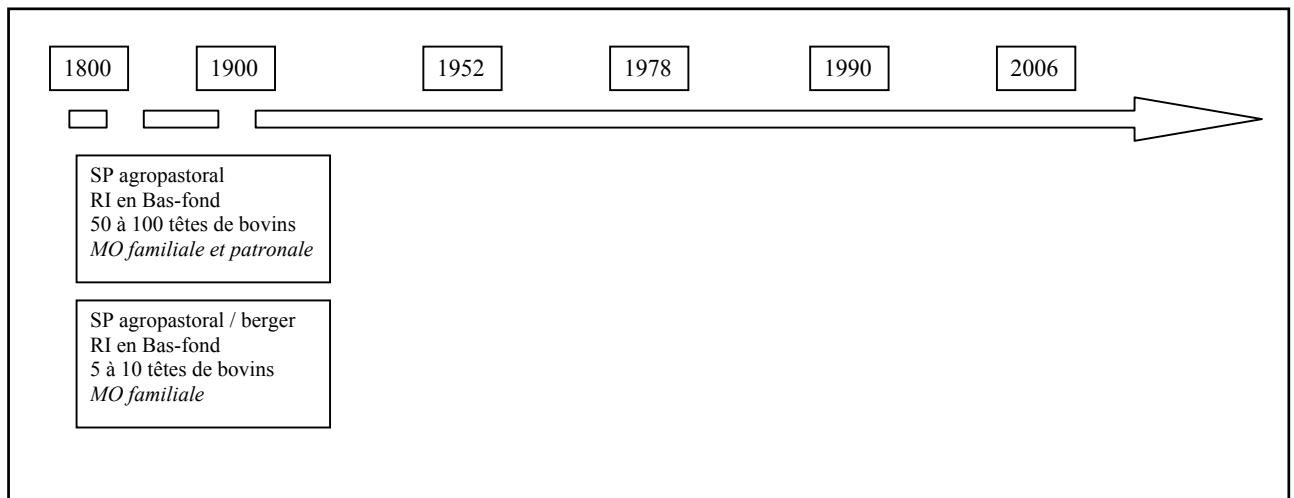


Figure 77 : Typologie des systèmes de production sur la période XIXe et début du XXe siècle

1940 à 1952 : Système agropastoral à riziculture inondé en bas – fond et culture itinérante en Tanety :

Dans les années 1940, la migration d'agriculteurs depuis les Hauts Plateaux de Madagascar (régions d'Antananarivo et de Fianarantsoa) où la pression foncière est importante vers le Moyen Ouest ainsi que l'introduction de la culture attelée (charrue) vont induire un changement de ce système agraire et notamment l'adoption de nouvelles pratiques culturales.

Systèmes de culture

A cette époque, l'introduction de la culture attelée a permis une extension des cultures sur *baiboho* et *tanety* en réduisant les temps de travaux nécessaires à la culture de ces terres. De nouveaux systèmes de culture à base de manioc, patate douce, maïs, arachide et pois de terre vont alors apparaître.

Système de culture sur bas-fond

Le système de culture en bas-fonds n'a pas subi de modification suite à l'introduction de la culture attelée. En effet, le piétinement des rizières par le cheptel est plus facile et tout aussi efficace pour réduire la pression des adventices qu'un labour à la charrue.

Systèmes de culture sur Baiboho

L'introduction de la culture attelée a permis de généraliser la culture de ces sols naturellement fertiles du fait de leur situation en aval de la toposéquence. Deux rotations biennales sont observées :

(Maïs) // (manioc)
1 ^{ère} année 2 ^{ème} année

Ou,

(Maïs)/(manioc/patate douce) ¹⁴	(maïs)/(pois de terre /patate douce)
//	
1 ^{ère} année	2 ^{ème} année

La restitution de la fertilité est alors assurée par un transfert de fertilité par lessivage entre l'amont et l'aval de la toposéquence, par la complémentarité des besoins nutritionnels des cultures présentes dans les rotations, par la présence d'une légumineuse dans la rotation (pois de terre) ainsi que par l'épandage de pailles et résidus de cultures des rizières.

Les travaux de labour réalisés à la charrue et les sarclages réalisés à l'*angady* permettent de contrôler les adventices.

Ces systèmes bien que très productifs à l'hectare du fait d'une bonne fertilité des sols présentent l'inconvénient de ne pas être extensibles sur de grandes surfaces. En effet, les zones de *baiboho* sont limitées. Face à cette limite, le développement des systèmes de culture sur *tanety* a permis de continuer l'extension des cultures pluviales.

Systèmes de culture sur Tanety

L'introduction de la culture attelée a permis la mise en valeur des sols de *tanety* en réduisant les temps de travaux nécessaires à leur culture. Le labour réalisable à la charrue a permis le retournement des prairies des *tanety* et un enfouissement des adventices avant le semis.

La restitution de la fertilité est assurée par un système de défriche-brûlis de la savane herbacée, puis un labour avant l'implantation de la culture. Les sarclages à l'*angady* sont nécessaires pour la gestion des adventices. Après 2 à 3 ans de culture, la baisse de la fertilité (physique et chimique) des parcelles et des problèmes d'invasion d'adventices induisent un retour à la friche herbeuse pour une durée d'une dizaine d'année.

Les premières années de culture, ces systèmes exploitent la rente de fertilité des *tanety*. En effet, ils reposent sur une culture itinérante des *tanety* qui n'avaient jusqu'alors jamais été

¹⁴ La nomenclature utilisée pour les rotations correspond entre parenthèse aux cultures présentes sur une même période culturale sur la parcelle, une simple barre / indique une succession ou une association (si elle est en dehors ou non de parenthèses) sur une année culturale, la double barre // indique une succession entre deux années culturales.

exploitées. Les systèmes de culture correspondent ainsi à un système de défriche-brûlis sur savane herbacée. L'intégration dans la rotation de cultures aux exigences nutritionnelles complémentaires et parfois d'une légumineuse (arachide) optimise la gestion de la fertilité.

Deux types de rotations sont pratiquées sur les Tanety :

(Maïs) //	(manioc) //	Friche
1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} à 10 ^{ème} année

Ou,

(Arachide) //	(Maïs) //	(manioc) //	Friche
1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	3 ^{ème} à 10 ^{ème} année

Autres systèmes d'activité

L'élevage bovin extensif reste une activité majeure de la zone. Les résidus des cultures sont désormais utilisés pour l'affouragement des animaux (vaine pâture).

L'extension des surfaces cultivées permet également la production d'aliments destinés à l'élevage porcins (manioc ou son de riz).

L'emploi de main d'œuvre agricole pour les travaux cultureux progresse du fait de l'extension des cultures. L'emploi de main d'œuvre pour le gardiennage des troupeaux reste stable.

Utilisation anthropique du paysage

L'introduction de la culture attelée et l'augmentation de la population induisent une extension de la mise en valeur du milieu. Les cultures se développent sur les *tanety*, *baiboho* et bas-fonds. Pour des raisons de sécurité des cultures (vols et dégradations dus aux troupeaux bovins), les habitations se regroupent en hameaux et leurs occupants cultivent les *tanety* dans un rayon circonscrit de 2 km. Les exploitations d'agropasteurs restent isolées pour bénéficier d'un pâturage abondant à proximité de l'habitation.

Différenciation des systèmes de production

Avec l'apparition de nouveaux systèmes de culture et d'activités la différenciation des systèmes de production s'accroît (voir Figure 78). Les grands systèmes de production agropastoraux subsistent sans changement notable. En effet, les grands propriétaires de troupeaux disposent d'un revenu important par l'exploitation de leur cheptel avec un temps de travail moindre par rapport à une exploitation plus tournée vers les productions végétales.

Néanmoins, quelques uns de ces systèmes (au cheptel limité) adoptent les nouvelles pratiques culturelles sur *tanety*. Un nouveau système de production apparaît alors exploitant une surface allant jusqu'à 3 ha de *tanety*. Ces systèmes emploient de la main d'œuvre pour les travaux cultureux (sarclages et récoltes). Les sous-produits des cultures et la culture de manioc permettent la mise en place d'un système d'élevage porcin. Ce système patronal de polyculture élevage regroupe cependant des exploitations aux trajectoires différentes. Ils peuvent en effet résulter d'immigrants au capital de départ important, ou d'un ancien système agropastoral de petite taille ayant réussi à capitaliser et à acheter une charrue.

Enfin, les exploitations vendant leur force de travail à l'époque précédente et n'ayant pas réussi à capitaliser constituent un système qui combine des systèmes de culture sur bas-fond, et éventuellement sur *baiboho* et *tanety* à travers la location de charrue. Afin d'assurer un revenu minimum pour leur pérennité, ces exploitations continuent à vendre leur force de

travail aux 2 autres systèmes de production. Des nouveaux migrants disposant d'un faible capital créent également des exploitations appartenant à ce système.

Le facteur de différenciation des systèmes de production est ainsi constitué du niveau de capitalisation en cheptel et du fond de roulement des exploitations.

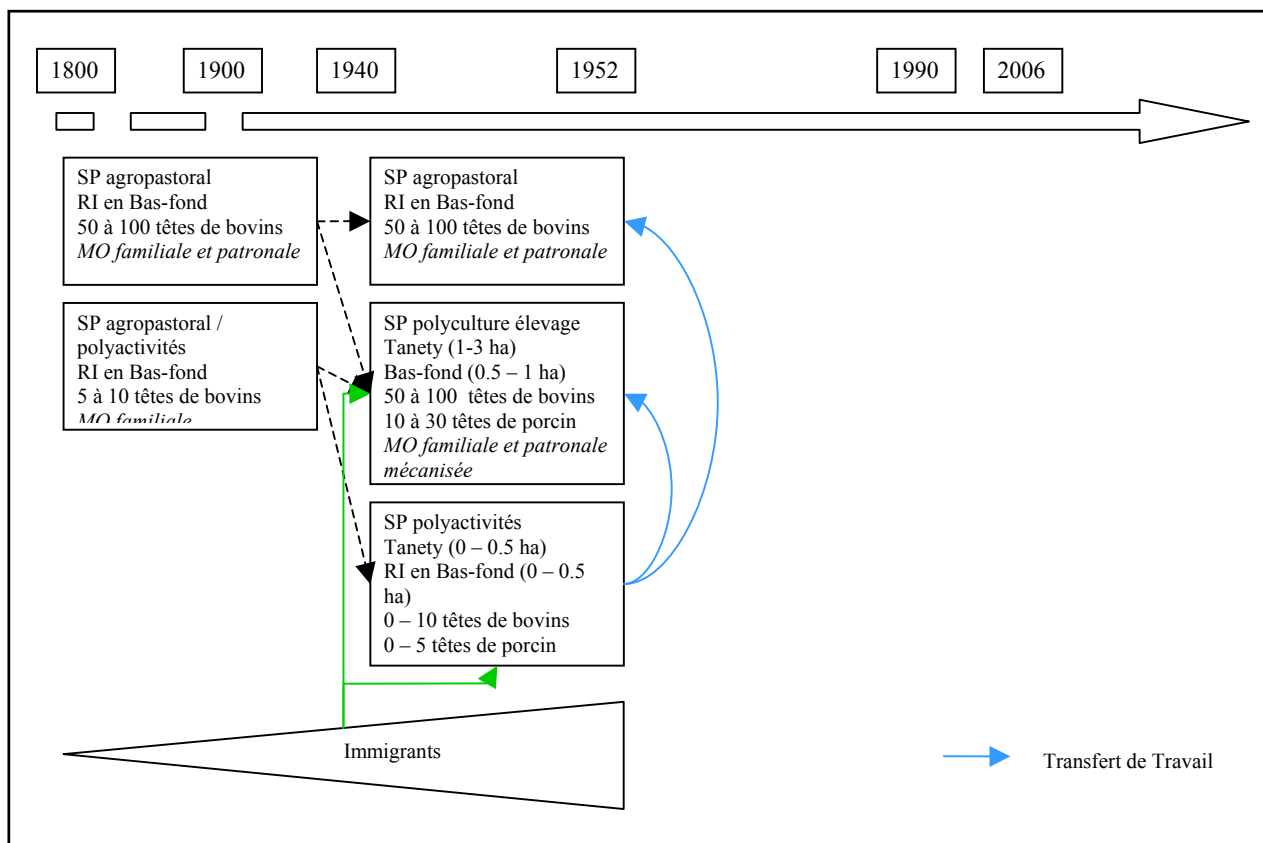


Figure 78 : Typologie des systèmes de production sur la période 1940 à 1952

1952 à 1978 : Système à base de jachère pâturée :

Cette période est marquée par une forte intervention publique de l'Etat Français (avant l'indépendance de Madagascar en 1960) poursuivie en coopération avec l'Etat Malgache *post* indépendance. Les Français entreprennent le développement de la commune d'Ankadinondry-Sakay dans le but « *d'installer des migrants [réunionnais] sur des sols que les malgaches n'auraient pas cultivés* » sur des « *terres considérés comme irrécupérables par les techniciens* » dans un objectif de « *transformation locale des produits agricoles* » (Bros, 1962). La politique de l'Etat colonial puis de la coopération franco-malgache a été d'encadrer très fortement la production agricole dans la commune par un encadrement institutionnel fort. Ainsi, des sociétés d'approvisionnement, de collecte et de transformation de produits agricoles ont été créées.

Les organismes de développement agricole de 1952 à 1978

La première société d'Etat à intervenir dans la commune fut le Bureau de Développement de la Production Agricole (BDPA). Cette société, créée en 1952 par le Ministère Français de l'Intérieur sur proposition du Secrétariat français aux affaires économiques, menait des activités financées par le Fond d'Investissement pour le Développement Economique et Social des Départements d'Outre-Mer. Le but de cette société était l'installation de familles réunionnaises sur des lots fonciers d'une quinzaine d'hectares. Après l'Indépendance de Madagascar, la France négocie avec le gouvernement Malgache de

Tsiranana le droit de poursuivre ses activités. Le gouvernement français signe un bail emphytéotique sur les terrains occupés par les réunionnais. En contre partie, la France s'engage à financer une société malgache, sœur jumelle de la société française afin de proposer aux malgaches les mêmes services qu'aux paysans réunionnais. Deux sociétés apparaissent consécutivement la SOMASAK (SOciété MALgache de la Sakay) en 1961 et la SPAS (Société Professionnelle Agricole de la Sakay) en remplacement du BDPA en 1964.

Le modèle de développement agricole proposé par ces sociétés consiste en la distribution de lots fonciers d'une quinzaine d'hectares avec possibilité d'extension à des paysans motomécanisés (location de tracteur à la SOMASAK pour les malgaches). Seules les cultures pluviales sont ainsi promues. Ainsi un lot de 15 ha de *tanety* (terrassé) peut comprendre des bas-fonds ou *Baiboho* qui ne seront pas comptabilisés dans la surface vendue par ces sociétés. Les paysans bénéficiant de ces extensions foncières contractent auprès du BDPA, puis de la SPAS ou de la SOMASAK un crédit pour rembourser l'équipement (tracteur + outils) et le foncier. Les réunionnais se voient aussi automatiquement octroyer un bâtiment d'élevage intensif (vaches laitières et/ou porcs). Les malgaches peuvent ou non contracter un emprunt pour cela.

Les productions sont obligatoirement livrées par les paysans aux usines de transformations du BDPA ou du SPAS (produits laitiers, abattoir porc...) pour pouvoir ensuite être commercialisées sur le marché national ou exportées. Enfin, ces sociétés approvisionnent les paysans en intrants pour les cultures et l'élevage.

Le but de ces sociétés est donc de permettre une mise en culture des *tanety*, une intensification de la production agricole ainsi que la valorisation des produits par une transformation locale.

Ces sociétés ont eu un impact indéniable sur l'évolution du système agraire ne serait ce que par l'installation de 250 familles réunionnaises dans la commune. D'autre part, ces sociétés ont provoqué un fort appel de main d'œuvre qualifiée (techniciens agricoles) et non qualifiée (ouvriers) qui a provoqué une augmentation de la population. Ces employés ont également acquis progressivement de petites surfaces pour les mettre en culture. En 1961 lorsque la SOMASAK est créée, celle-ci décide de nationaliser des terres déjà exploitées pour les redistribuer en lot de 6 ha à ses adhérents (n'étant pas tous natifs de la commune).

Systèmes de culture

La fourniture d'intrants chimiques, de semences et de crédits (bâtiments d'élevage, outillage motomécanisé, agrandissement foncier, terrassement des *tanety*) ainsi que la vulgarisation des techniques agricoles par les sociétés nouvellement implantées, ont permis l'émergence de nouveaux systèmes de culture.

Systèmes de culture sur bas-fond

Cette période a été marquée par l'aménagement hydraulique des bas-fonds avec la création pour certains de lacs de rétention collinaire afin d'une part d'alimenter en eau les unités d'élevage des réunionnais et de permettre un meilleur contrôle de l'eau pour les riziculteurs en bas-fond. Ces aménagements ajoutés à l'apparition de la sarcleuse manuelle (permettant de réduire les temps de sarclage) et de semences sélectionnées en riz ont permis le début de la double culture de riz et la riziculture en ligne en fin de période. Néanmoins, l'ancien système de riziculture perdure.

Systèmes de culture sur Baiboho

Ces systèmes de culture n'ont pas évolué durant cette période, la motomécanisation étant impossible sur de petites surfaces.

Systèmes de culture sur Tanety

La réduction des terres disponibles a induit la disparition du système de culture itinérant sur *tanety*. En effet, les terres sont désormais cultivées dans un système à jachère de courte ou moyenne durée (de 2 à 5 ans) en remplacement de la friche de 10 ans. Les troupeaux séjournent régulièrement sur les champs en jachère, notamment la nuit, assurant ainsi un *turn-over* de la matière organique plus efficace et un transfert horizontal de fertilité.

Par ailleurs l'apparition de semences de riz pluvial permet l'intégration de cette céréale dans les rotations de la manière suivante :

Riz pluvial //	(manioc) //	(Maïs) //	(Arachide) //	Jachère
1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	4 ^{ème} année	5 ^{ème} à 8 ^{ème} année

La rotation (Maïs)/(manioc)/(jachère) est maintenue, parfois modifiée en une rotation (RP)/(Manioc)/(jachère).

Enfin, l'introduction de la culture motomécanisée, la fourniture d'intrants chimiques et l'aménagement de terrasses sur les *tanety* ont permis l'extension des cultures pluviales à travers des systèmes de culture motomécanisés. Ces systèmes de culture sont mis en place suivant un itinéraire technique semblable aux autres systèmes de cultures, le tracteur n'assurant que le travail du sol. Les sarclages manuels sont toujours pratiqués en complément du labour afin de maîtriser des adventices. La restitution de la fertilité de ces systèmes est assurée par l'utilisation d'engrais chimiques. Les rotations sont identiques aux systèmes de culture sur *tanety* à traction animale.

Autres systèmes d'activité

Le BDPA et le SPAS se sont appuyés sur les productions animales pour valoriser le terroir de la commune. Une laiterie et une usine de transformation de viande porcine ont été créées sur la zone, offrant un débouché pour les produits des systèmes d'élevage. L'élevage bovin laitier intensif (sélection génétique, race frisonne ; pâturage amélioré et compléments alimentaires) a été pratiqué par les paysans réunionnais, très peu par les malgaches (capital d'investissement important). D'autre part, l'élevage porcin intensif (sélection génétique, large white ; distribution de ration calculée) a été développé par les réunionnais. Les paysans malgaches disposant de plus de 10 mères ont adopté un système d'alimentation plus intensif avec utilisation de provende¹⁵ vendue par la SPAS.

Cette période marque également la fin des grands troupeaux de bovins extensifs. En effet, la pression foncière et la volonté politique (française comme malgache) d'appuyer l'élevage intensif et l'agriculture sur *tanety* ont provoqué l'exclusion des agropasteurs. Cette exclusion a été institutionnalisée par des textes juridiques et des jugements sommant les éleveurs de ne pas faire pâturer leur troupeau dans les zones agricoles.

Les activités des sociétés BDPA, SPAS et SOMASAK ont permis aux paysans de mener une double activité (ouvriers, techniciens, vulgarisateurs...). D'autre part l'ouverture d'une voie de communication entre Ankadinondry-Sakay et Antananarivo a permis le développement des activités commerciales.

Utilisation anthropique du paysage

¹⁵ Provende : aliment usiné pour bétail.

L'anthropisation du milieu continue avec des gros ouvrages de terrassements des *tanety* et la création de lacs de rétention collinaire qui auront pour conséquence l'extension des zones cultivées. Les exploitations réunionnaises sont éparpillées dans le paysage mais se situent généralement à proximité d'un bas-fond pour l'abreuvement de leurs animaux et à proximité d'une piste ou d'un axe de communication.

Différenciation des systèmes de production

L'encadrement du développement agricole dans la commune s'est répercuté sur la structure des systèmes de production avec l'apparition de nouveaux systèmes de production, systèmes de culture et d'activité (voir Figure 79).

Tout d'abord, les nouveaux migrants réunionnais se sont installés sur des exploitations relativement grandes avec en propriété des tracteurs leur permettant de labourer de grandes surfaces et un accès au crédit leur permettant de disposer d'un fond de roulement nécessaire pour le paiement d'une importante masse salariée pour les sarclages. La riziculture en bas-fond est très peu pratiquée par les réunionnais qui louent ou mettent en métayage les bas fonds.

Ces exploitations disposent toutes d'un atelier d'élevage intensif bovin laitier et/ou porcin. En général, ces exploitations se sont installées sur des terres non cultivées (pâturages).

Ce système de production motorisé ne regroupe pratiquement aucune exploitation de paysans malgaches jusqu'à la création de la SOMASAK en 1961 qui leur fournit des crédits pour investir dans du foncier aménagé sur *tanety* (lot de 6 ha) et dans des bâtiments d'élevage. Ces exploitations exploitent ainsi des surfaces de *tanety* allant de 6 à 15 ha et pour se faire louent les tracteurs de la SOMASAK. Ils bénéficient d'un appui technique similaire aux réunionnais. Les systèmes de culture mis en place sont ainsi les mêmes que ceux des réunionnais. En activités connexes sont pratiquées un système d'élevage extensif de bovin (réduit en conséquence du peu de pâturage disponible et d'une décapitalisation pour contracter le crédit) et un système de porc semi-intensif (généralement sans réel bâtiment) et avec une ration utilisant pour partie de la provende.

Ces exploitations sont issues soit des anciens systèmes patronaux et soit (en grande majorité) de migrants urbains (Antananarivo) fuyant le chômage urbain. Ces nouveaux migrants s'installent pour partie sur des terres inoccupées, mais aussi sur des terres réquisitionnées par le gouvernement et qui ont fait l'objet d'expropriation d'anciens agriculteurs ne désirant pas contracter un plan d'investissement avec la SOMASAK.

Enfin, deux autres systèmes de production sont présents dans le système agraire de l'époque. Ils proviennent des deux anciens systèmes de polyculture-élevage de l'époque précédente. Les systèmes de culture ne changent pratiquement pas (mis à part l'intégration du riz pluvial dans les rotations). Les systèmes d'élevage restent identiques avec une réduction du cheptel bovin et porcin faute de pâturage.

Le principal facteur de différenciation des systèmes de production est, à cette époque, l'accès aux services des sociétés BDPA, SPAS et SOMASAK et notamment l'accès au crédit permettant l'agrandissement foncier et la diversification sur des systèmes d'élevage intensifs. Le manque d'éducation et de patrimoine de la plupart des paysans de la zone les empêchent de souscrire des emprunts auprès de la SOMASAK et deviennent ainsi les principaux facteurs de différenciation.

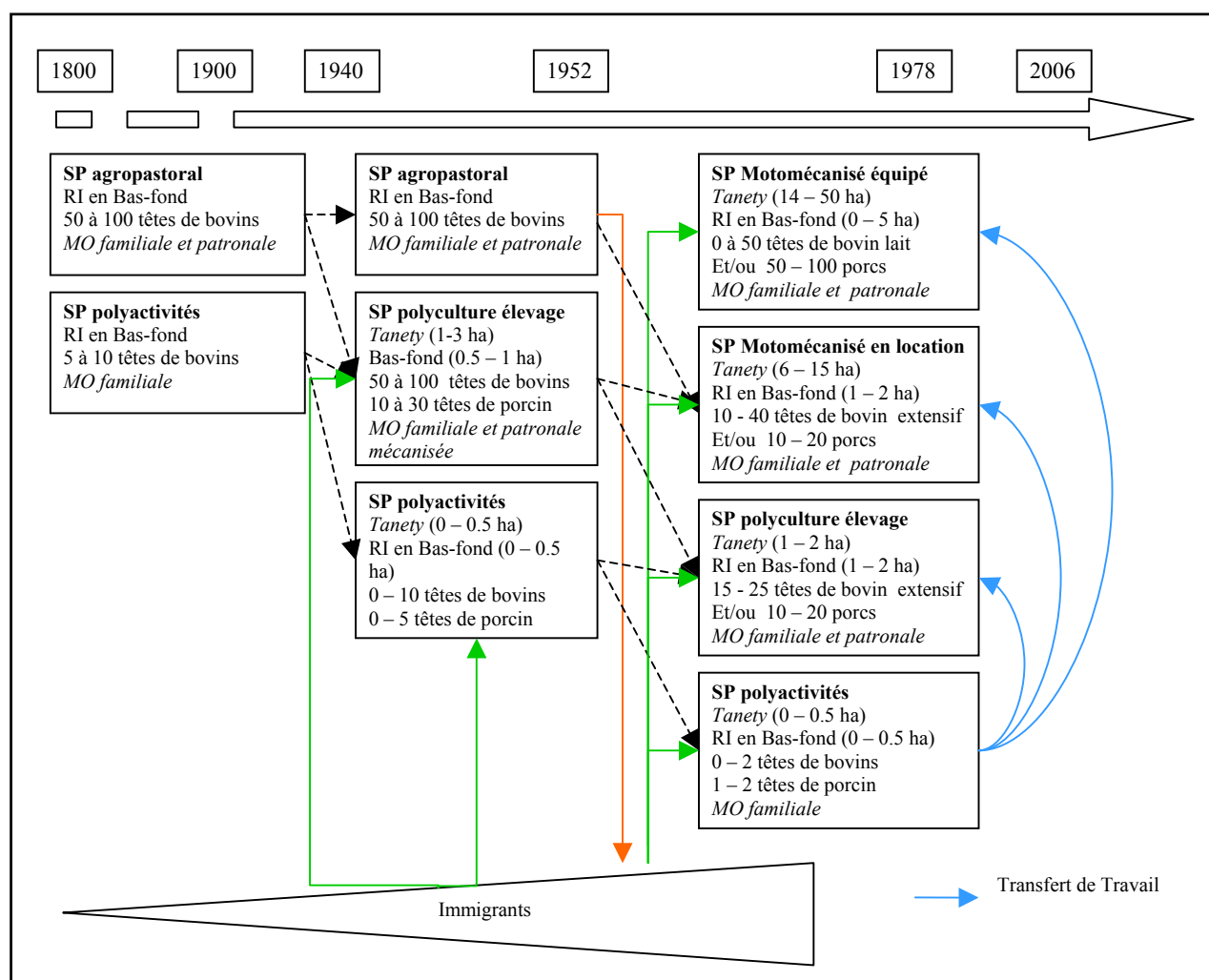


Figure 79 : Typologie des systèmes de production sur la période 1952 à 1978

1978 à nos jours : Système agraire à fumure organique en intégration agriculture-élevage :

En 1972, le gouvernement socialiste décrète la nationalisation des sociétés de développement de la commune d'Ankadinondry-Sakay (SOMASAK et SPAS) marquant la fin de la coopération franco-malgache dans la commune. La société française et les terres redistribuées aux paysans réunionnais sont ainsi nationalisées et les ressortissants français sommés de quitter le territoire malgache. Le gouvernement décide d'assurer par ses propres moyens l'encadrement du développement agricole de la commune. Il s'en suit la création de nouvelles organisations d'encadrement du développement agricole de la zone.

Les Organismes de développement agricole de 1978 à nos jours

Arrivé au pouvoir en 1972, le gouvernement Ratsiraka nationalise progressivement les organismes de développement agricole. En 1978, la SPAS est privatisée et rachetée dans un premier temps par une société lybienne Lima Holding, puis en 1984 par la SOGEA qui liquide toutes les activités (le volume d'approvisionnement en lait et en porc étant trop faible). Cette faillite sonne le glas des activités de transformation de produits agricoles à grande échelle dans la commune.

La SOMASAK disparaît en 1972 au profit de l'ODEMO (Opération de Développement du Moyen Ouest). Néanmoins, les activités de transformation du centre du SPAS étant arrêtées en 1984, beaucoup de nouveaux migrants quittent la région faute de débouchés pour leurs produits, d'autant plus que le parc de tracteurs n'est pas renouvelé. L'ODEMO s'occupe ainsi essentiellement de redistribuer les terres laissées vacantes par les paysans de la SOMASAK et par les paysans réunionnais ainsi que de fournir quelques intrants aux cultures pluviales (semences, engrais). En 1990, l'ODEMO clôture son activité pour laisser place au PDMO (Plan de Développement du Moyen Ouest) qui, en 2000, sera transformé en un PRDR (Plan Régional de Développement Rural).

Ainsi, sur la dernière période l'encadrement des systèmes de production se réduit de plus en plus. La nationalisation, puis la privatisation des sociétés de développement n'ont abouti qu'à leur faillite. Les Plan Régionaux ensuite élaborés (PDMO et PRDR) n'ont pas semblé avoir une répercussion sensible.

Sur la dernière décennie, d'autres organismes sont apparus, dans la zone dans le but d'encadrer le développement agricole, Organisations Non Gouvernementales (ONG) comme Agriculteurs Français pour le Développement International (AFDI), Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) comme la CECAM ou l'APDIP et des projets de développement financés par des bailleurs de fond comme le Projet de Soutien au Développement Rural (PSDR). Ces organismes tentent depuis les années 1990 d'assurer les services rendus auparavant par les Société de développement aux agriculteurs (conseil, crédit, intrants, commercialisation...).

Systèmes de culture

L'accroissement démographique et la non redistribution du foncier nationalisé et géré par la SOMASAK induisent une diminution des surfaces disponibles. Une partie des terres non redistribuées est exploitée par l'armée (dans le nord-ouest de la zone) et une autre conservée comme réserve foncière par l'Etat.

Par ailleurs le système de jachère pâturée est mis en péril par la réduction du cheptel sur la zone et par le retour quotidien des troupeaux au village afin de les protéger contre les vols de zébus sévissant dans la zone depuis la fin des années 1970. Avec la création de parcs à zébus dans les villages, l'utilisation du fumier se généralise. La durée de jachère se réduit à deux ans. Enfin, l'apparition de nouvelles spéculations (maraîchage, arboriculture) va permettre une diversification des systèmes de culture.

Systèmes de culture sur bas-fond

L'emploi de la sarcluse manuelle et la pratique du repiquage en ligne continuent leur diffusion au cours de cette période, sans toutefois se généraliser.

La pratique de la riziculture de contre saison et donc les doubles récoltes sont mises en œuvres au début des années 1980, en raison de l'augmentation de la pression foncière dans les bas-fonds sans se généraliser.

Enfin, l'emploi de fumure organique ou minérale commence à être pratiqué pour intensifier la production des rizières (notamment en parallèle de la double récolte).

On distingue ainsi de nos jours plusieurs systèmes de riziculture irriguée/inondée :

- la riziculture simple en repiquage dispersée et non fumée,
- la riziculture simple en repiquage en ligne et non fumée,
- la riziculture simple en repiquage en ligne et fumée,
- la double riziculture en repiquage dispersée et non fumée,
- la double riziculture en repiquage en ligne et non fumée,
- la double riziculture en repiquage en ligne et fumée.

Systèmes de culture sur Baiboho

De nouveaux systèmes de culture apparaissent sur les *baiboho* notamment le maraîchage, la production de canne à sucre et l'arboriculture. En effet, la création de la piste entre Antananarivo et Tsiroanomandidy (rénovée et goudronnée en 2006) a permis de procurer des opportunités de commercialisation pour ces cultures. Elles constituent par ailleurs une réponse à la diminution des surfaces disponibles dans la zone. Depuis peu, cette dynamique de diversification vers des cultures commerciales est appuyée par des projets et organismes de développement agricole (PSDR, AFDI/APDIP, ...).

Des vergers et jardins maraîchers avec brêdes, salades, piments, tomate, oignon, persil, coriandre, ... sont implantés sur les *baiboho*. La canne à sucre est cultivée dans le but de la vente aux transformateurs de rhum artisanal ou au marché en frais. Sur ces deux systèmes de culture, la pratique de l'arrosage et de l'épandage de fumier est généralisée.

Les arbres cultivés sur *baiboho* sont des bananiers, avocatiers et manguiers. La vente de ces fruits est réalisée en vente directe au marché ou à des collecteurs.

Les systèmes de culture sur *baiboho* sont ainsi :

- (Maïs)/(Manioc/patate douce)/(haricot)/(manioc/patate douce),
- (Maïs)/(manioc)
- (canne à sucre)/(canne à sucre)
- Maraîchage
- Arboriculture fruitière (banane, avocat et mangue).

Systèmes de culture sur tanety

Tout d'abord, la création de parcs de contention de bétail dans les villages et la fin du pacage nocturne des animaux sur les parcelles cultivées ont abouti à la nécessité de transporter la fumure organique sur les *tanety* cultivées pour assurer la restitution de la fertilité. Néanmoins, trois types de fertilisation se distinguent :

- une fertilisation organique faible (2 t hectare)
- une fertilisation organique moyenne (8 t hectare)
- une fertilisation organique et minérale forte (8 t hectare, 60 kg NPK et 60 kg Urée)

Ensuite, le départ des paysans réunionnais et la faillite de la SOMASAK ont débouché sur un net recul des cultures motomécanisées, peu de tracteurs étant rachetés ou loués par les paysans malgaches. De plus, la hausse des prix du pétrole sur les 5 dernières années a eu pour conséquence la réduction des surfaces cultivées par les rares exploitants mécanisés. Dès lors

des parcelles sont laissées en friche et non exploitées par les grands propriétaires fonciers. De nouvelles spéculations moins consommatrices d'intrants sont mises en oeuvre par les propriétaires fonciers telles que l'arboriculture ou la sylviculture.

Des systèmes d'arboriculture apparaissent tels que les systèmes de cultures de Baie rose, d'oranger, de papayer. La sylviculture par la plantation d'eucalyptus est aussi pratiquée. Ces opérations de diversification sont depuis peu appuyées par le PSDR.

Enfin, les cultures céréalières au sein des systèmes de culture évoluent. Les surfaces exploitées par les systèmes de production en riz pluvial semblent être de plus en plus réduites, depuis 5 à 10 ans. Le maïs semble prendre la place du riz pluvial dans les rotations.

Plusieurs facteurs peuvent être évoqués, la dégradation du climat (saison des pluies de plus en plus aléatoire), le besoin important de main d'œuvre sur cette culture, la variation imprévisible des prix du riz (depuis la libéralisation de ce marché).

Autres systèmes d'activité

Pour les systèmes bovins, l'élevage laitier a considérablement baissé avec la disparition de l'élevage intensif laitier, dû à l'arrêt des activités de laiterie du SPAS. Seuls subsistent un système d'élevage extensif de bovin avec location de bœuf de trait et un système d'élevage de bœufs de trait.

Les systèmes d'élevage porcin ont souffert de la Peste Porcine Africaine (PPA) qui apparaît régulièrement depuis 1996. Les unités d'élevage de porc intensif ont diminuées, mais pas disparues. C'est généralement les petits ateliers qui ont le plus souffert et dont l'activité a été cessée. Cependant, si l'élevage naisseur diminue, il est fréquent que les agriculteurs achètent des porcelets pour ensuite les engraisser.

Un nouveau système d'élevage et de diversification des activités est apparu, la pisciculture. En effet, la demande croissante de ce marché à inciter certains agriculteurs à aménager leur bassin de rétention d'eau en bassin piscicole ou pour certains à transformer des rizières en bassin piscicoles. Cette diversification est depuis peu appuyée par certains organismes de développement (APDIP, PSDR)

Une autre activité en cours de développement est l'aviculture intensive. Le PSDR appuie techniquement et financièrement cette diversification.

Enfin, les activités salariées en zone rurale permettent toujours un complément de revenu pour un certain nombre de familles d'agriculteurs (travail saisonnier, garde cantonnier, artisanat,...).

Utilisation anthropique du paysage

L'utilisation anthropique du paysage n'a que très peu évoluée sur cette période. Néanmoins, l'apparition de végétation arborée dans le paysage sur *baiboho*, flancs de *tanety* et à proximité des habitations témoignent de la mise en oeuvre de systèmes d'arboriculture et de sylviculture. D'autre part, les grands propriétaires ayant réduit leur utilisation du tracteur et les terres non redistribuées laisse apparaître des zones de friches dans le paysage. Ces terres sur *tanety* sont rarement mises en fermage ou en métayage par crainte de la part des propriétaires fonciers de se faire usurper leurs droits de propriété.

Différenciation des systèmes de production

Les systèmes de culture et d'activité s'étant diversifiés sur la période considérée, les systèmes de production se sont aussi différenciés (voir Figure 80).

Tout d'abord, l'exclusion des réunionnais du système agraire a fait disparaître le système de production motomécanisé avec un ou deux ateliers d'élevage intensif. Un autre système de production motomécanisé est venu le remplacer. Il est constitué d'exploitations généralement issues de l'ancien système de production qui louait des tracteurs à la SOMASAK ou de cadres et de techniciens de la SOMASAK ou de l'ODEMO, ayant investi dans un tracteur (vendus lors de la décapitalisation de ces organismes de développement). Ces exploitations ont aussi profité de la mise en vente de terrains agricoles par l'ODEMO pour s'agrandir au niveau du foncier. Aujourd'hui, elles continuent l'exploitation des *tanety*, avec des systèmes de cultures céréalières motomécanisés avec apport de fumure organique et minérale. Néanmoins, les surfaces exploitées en *Tanety* par ces exploitations semblent se réduire du fait de l'augmentation du coût des intrants, depuis ces 10 dernières années. Sur les parties non cultivées sont parfois implantés des eucalyptus, afin de valoriser les terres inexploitées et de s'assurer le droit de propriété. Des activités complémentaires aux cultures sont pratiquées de l'élevage bovin extensif et/ou des ateliers de porcs intensifs et/ou des activités de diffusion de semence et/ou des activités de collecteurs et transformateurs des produits céréalières.

Ensuite 3 systèmes de production en polyculture-élevage apparaissent. L'ancien système de production motomécanisé (location de tracteur) ne fait plus appel à la location à cause du prix trop élevé de la location (répercussion de la hausse du coût du pétrole). De fait, une grande partie des terres de ces systèmes de production sont inexploitées et leur valorisation à travers l'arboriculture (baie rose) et la sylviculture semble être une alternative intéressante pour ces systèmes de production. Des systèmes de culture avec une fertilisation moyenne sur *Tanety* sont pratiqués. Un élevage de bovin extensif et parfois de porc intensif est pratiqué

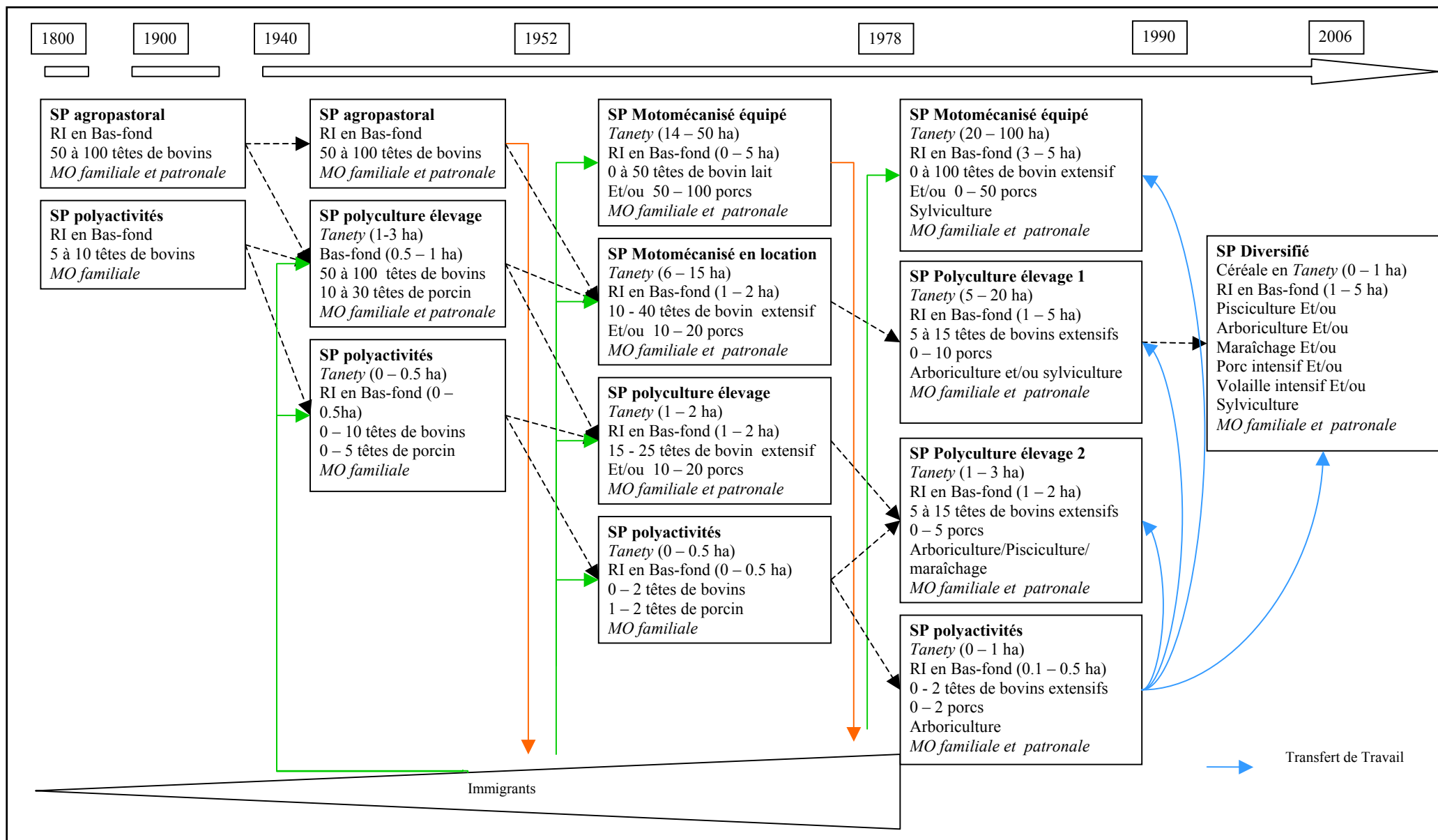
Parallèlement, fin des années 1990, on voit apparaître des systèmes entièrement diversifiés sur de la production porcine et/ou de la pisciculture et/ou de la plantation d'arbre fruitier. Ces systèmes réduisent progressivement leur production de céréales (mis à part pour l'alimentation animale et l'autoconsommation souvent via des pratiques de métayage). Ce type « alternatif » d'exploitation a pu apparaître grâce au rapprochement de la zone par rapport au marché d'Antananarivo et au soutien des organismes de développement agricoles (notamment soutien financier et technique du PSDR). Les exploitants diversifiés sont généralement aussi des personnes ayant une formation en technique agricole et qui ont pu constituer autour d'eux un réseau d'acteurs leur fournissant appui technique, financier et commercial.

Le système de production en polyculture élevage mécanisé de l'époque précédente se maintient avec une diminution sensible du cheptel porcin décimé par la PPA. Ces systèmes se diversifient alors vers les activités de pisciculture, de maraîchage et d'arboriculture.

Enfin, le dernier système de production avec une polyactivité de la main d'œuvre familiale se maintient sans grand changement. De plus en plus, ces petits systèmes font appel à des pratiques de métayage ou de fermage pour disposer d'un minimum de terre cultivables.

Avec un début de saturation foncière de la zone, le principal facteur de différenciation des systèmes de production est maintenant la terre, qui conditionne le revenu agricole et la capacité d'autofinancement nécessaire pour investir.

Figure 80 : Typologie des systèmes de production sur la période 1978 à nos jours



Annexe 6 : Détail du calcul des performances technico-économiques des systèmes de culture – Zone d'étude d'Ankadinondry-Sakay (Bongolava)

SC1 : Riz irrigué – Double culture – en ligne – avec fumure

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Semis (2 hj) 15 kg		◆						◆					4
Labour (10 hj)		◆						◆	◆				20
Entretien digues et hersage (10 hj)		★						★	★				20
Repiquage (21 hj)		◆						◆	◆				42
Sarclage (30 hj)			↔	↔						↔	↔		60
Epandage engrais (2 hj)			★										2
Surveillance (4 hj par mois)					↔	↔						↔	8
Fauchage (10hj)						↔	↔						20
Battage +transport (15 hj)	↔						↔	↔					30
Vannage (8 hj)	↔						↔	↔					16
Désèchage (3 hj)								★					3
Total (hj)	29	37	22	20	4	20	13	10	26	20	20	4	225

Consommation intermédiaire			
engrais			
	Qté	Prix unitaire	Coût
Semence	15	320	4 800
Semence	15	400	6 000
Engrais	100	0	0
Total CI			10 800

Produit brut			
engrais			
	Qté	Prix unitaire	Produit
Récolte			
Bonne année 1	3 000	320	960 000
Année normale 1	2 750	320	880 000
Mauvaise année 1	2 500	320	800 000
			1 000
Bonne année 2	2 500	400	000
Année normale 2	2 000	400	800 000
Mauvaise année 2	1 500	400	600 000

VAB par ha		VAB par hj	
engrais			
Bonne année	1 949 200	Bonne année	8 663
Année normale	1 680 000	Année normale	7 467
Mauvaise année	1 400 000	Mauvaise année	6 222

SC2 : Riz irrigué – Double culture – dispersé – sans fumure

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Semis (2 hj) 30 kg		◆						◆					4
Labour (10 hj)		◆						◆	◆				20
Entretien digues et hersage (10 hj)		◆							◆	◆			20
Repiquage (12 hj)			◆						◆				24
Desherbage (40 hj)			↔	↔						↔	↔		80
Surveillance (4 hj par mois)					↔	↔						↔	8
Fauchage (10 hj)	◆						◆						20
Battage +transport (15 hj)	◆	◆					◆						30
Vannage (8hj)	◆	◆					◆						16
Désèchage (3 hj)								◆					3
Total (hj)	29	26	22	30	4	25	8	5	26	16	30	4	225

Consommation intermédiaire			
	Qté	Prix unitaire	Coût
Semence	30	400	12 000
Semence	30	320	9 600
Total CI			21 600

Produit brut			
	Qté	Prix unitaire	Produit
Récolte			
Bonne année 1	1 500	320	480 000
Année normale 1	1 100	320	352 000
Mauvaise année 1	800	320	256 000
Bonne année 2	1 000	400	400 000
Année normale 2	850	400	340 000
Mauvaise année 2	600	400	240 000

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	858 400	Bonne année	3 815
Année normale	692 000	Année normale	3 076
Mauvaise année	496 000	Mauvaise année	2 204

SC3 : Riz irrigué – Simple culture – en ligne – sans fumure

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Semis (2 hj) 15 kg	◀												2
Labour (10 hj)	◀▶												10
Entretien digues et hersage (10 hj)	◀▶	◀▶											10
Repiquage (21 hj)	◀▶	◀▶											21
Sarclage (30 hj)	◀▶		◀▶	◀▶									30
Surveillance (4 hj par mois)	◀				◀▶	◀▶							4
Fauchage (10 hj)						◀▶	◀▶						10
Battage +transport (15 hj)							◀▶	◀▶					15
Vannage (8 hj)							◀▶	◀▶					8
Dessèchage (3 hj)								◀▶	◀▶				3
Total (hj)	0	32	21	20	4	20	13	3	0	0	0	0	113

Consommation intermédiaire			
	Qté	Prix unitaire	Coût
Semence	15	400	6 000
Total CI			6 000

Produit brut			
	Qté	Prix unitaire	Produit
Récolte			
Bonne année	2 500	320	800 000
Année normale	2 000	320	640 000
Mauvaise année	1 500	320	480 000

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	794 000	Bonne année	7 027
Année normale	634 000	Année normale	5 611
Mauvaise année	474 000	Mauvaise année	4 195

SC4 : Riz irrigué – Simple culture – dispersé – sans fumure

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Semis (2 hj) 30 kg	◀												2
Labour (10 hj)	◀▶												10
Entretien digues et hersage (10 hj)	◀▶												10
Repiquage (12 hj)	◀▶	◀▶											12
desherbage (40 hj)	◀▶		◀▶	◀▶									40
Surveillance (4 hj par mois)	◀				◀▶	◀▶							4
Fauchage (10 hj)						◀▶	◀▶						10
Battage +transport (15 hj)							◀▶	◀▶					15
Vannage 8 hj								◀▶	◀▶				8
Dessèchage (3 hj)									◀▶	◀▶			3
Total (hj)	0	28	16	30	4	22	11	3	0	0	0	0	114

Consommation intermédiaire			
	Qté	Prix unitaire	Coût
Semence	30	320	9 600
Total CI			9 600

Produit brut			
	Qté	Prix unitaire	Produit
Récolte			
Bonne année	1 500	320	480 000
Année normale	1 300	320	416 000
Mauvaise année	900	320	288 000

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	470 400	Bonne année	4 126
Année normale	416 000	Année normale	3 649
Mauvaise année	278 400	Mauvaise année	2 442

SC5 : Baihobo - (Maïs)/(manioc/patate douce)/(vonjobori)/(manioc/patate douce)

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Maïs													
Labour												↔↔	8
Hersage												↔↔	4
Semis 20 kg	↔↔												8
Sarclage 2	↔↔												16
Récolte				↔↔									13
Fauchage / brûlis					↔								15
Battage						↔↔↔							7
Calendrier cultural	8	16	0	3	25	7	0					12	71
Total pour le SC	4	8	0	1,5	12,5	3,5	0	0	0	0	0	6	35,5
Manioc/Patate douce													
Labour					◆								8
Buttage et repiquage						◆							20
Sarclage 1							↔↔						16
Sarclage 2								↔↔					16
Récolte patate douce										↔↔↔			6
Récolte manioc											↔↔↔		6
Calendrier cultural					8	28	8	8	8	3	6	3	72
Total pour le SC	0	0	0	0	8	28	8	8	8	3	6	3	72
Voanjoboro													
Labour												↔↔	8
Hersage												↔↔	4
Semis 20 kg	↔↔												8
Sarclage 1	↔↔												16
Sarclage 2		↔↔											16
Récolte				↔↔									13
Fauchage / brûlis					◆								8
Décorticage						↔↔↔							5
Calendrier cultural	8	16	16	0	21	3	2					12	78
Total pour le SC	4	8	8	0	10,5	1,5	1	0	0	0	0	6	39
Total pour le SC	8	16	8	2	31	33	9	8	8	3	6	15	147

Consommation intermédiaire				
	Qté/ha	Qté par SC	Prix unitaire	Coût
Maïs				
Semence maïs	20	10	400	4 000
Vonjobory				
Semence	20	10	600	12 000
Total CI				16 000

Produit brut				
	Qté	Qté par SC	Prix unitaire	Produit
Maïs				
Bonne année	2 000	1 000	300	300 000
Année normale	1 500	750	300	225 000
Mauvaise année	1 000	500	300	150 000
Manioc				
Bonne année	1 800	1 800	500	900 000
Année normale	1 500	1 500	500	750 000
Mauvaise année	1 200	1 200	500	600 000
Patate douce				
Bonne année	300,0	300,0	240,0	72 000
Année normale	250,0	250,0	240,0	60 000
Mauvaise année	125,0	125,0	240,0	30 000
Vonjobory				
Bonne année	1 000	500,0	300,0	150 000
Année normale	600	300,0	300,0	90 000
Mauvaise année	90	45,0	300,0	13 500
Total PB				
				Produit
Bonne année				1 422 000
Année normale				1 125 000
Mauvaise année				793 500

VAB par ha		VAB par hj	
	1 406		
Bonne année	000	Bonne année	9 597
	1 109		
Année normale	000	Année normale	7 570
Mauvaise année	777 500	Mauvaise année	5 307

SC6: Baihobo - (maïs)//(manioc)//(vonjobory)

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Maïs													
Labour												◆	8
Hersage												◆	4
Semis 20 kg													8
Sarclage 2	↔												16
Récolte				↔									13
Fauchage / brûlis					◆								15
Battage						↔							7
Calendrier cultural	◀ 16	0	3	25	7							12	71
Total pour le SC	2,7	5,3	0,0	1,0	8,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0	36
Manioc													
Labour	◆												8
Buttage et repiquage		◆											20
Sarclage 1			↔										16
Sarclage 2				↔									16
Sarclage 3							↔						8
Récolte manioc											↔		10
Calendrier cultural	8	20	8	8	8	8	4	4	0	0	5	5	78
Total pour le SC	2,7	6,7	2,7	2,7	2,7	2,7	1,3	1,3	0,0	0,0	1,7	1,7	26
Vonjobory													
Labour												◆	8
Hersage												◆	4
Semis 20 kg													8
Sarclage 1	↔												16
Sarclage 2		↔											16
Récolte				↔									13
Fauchage / brûlis													8
Décorticage						↔							5
Calendrier cultural	8	16	16	0	21	3	2					12	78
Total pour le SC	2,7	5,3	5,3	0,0	7,0	1,0	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0	26,0
Total pour le SC	8	17	8	4	18	6	2	1	0	0	2	10	88

Consommation intermédiaire				
	Qté/ha	Qté par SC	Prix unitaire	Coût
Maïs				
Semence maïs	20	7	400	2 667
Arachide				
Semence	20	7	900	6 000
Total CI				8 667

Produit brut				
	Qté	Qté par SC	Prix unitaire	Produit
Maïs				
Bonne année	2 000	667	300	200 000
Année normale	1 500	500	300	150 000
Mauvaise année	1 000	333	300	100 000
Manioc				
Bonne année	2 000	667	500	333 333
Année normale	1 600	533	500	266 667
Mauvaise année	1 400	467	500	233 333
Vonjobory				
Bonne année	1 000,0	333,3	600,0	200 000
Année normale	600,0	200,0	600,0	120 000
Mauvaise année	90,0	30,0	600,0	18 000
Total PB				
				Produit
Bonne année				733 333
Année normale				536 667
Mauvaise année				351 333

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	724 667	Bonne année	8 282
Année normale	528 000	Année normale	6 034
Mauvaise année	342 667	Mauvaise année	3 916

SC7 : Tanety - Manioc/RP/Maïs/Jachère(2 ans) - Motomécanisé

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Manioc (0,2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour	↔												0,5
Repiquage	◆												20
Sarclage 1			↔										16
Sarclage 2				↔									16
Sarclage 3									↔				8
Récolte manioc												↔	20
Total (Hj/ha)	21	0	16	0	16	0	0	0	8	0	0	20	81
Total pour le SC	4	0	3	0	3	0	0	0	2	0	0	4	16
Riz Pluvial (0,2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour (0,5 hj)								↔					0,5
Epandage dolomie Pulve 1												↔	0,1
Fumure organique (0,5 hj)	◆												0,5
Pulve 2	★												0,25
Fumure minérale NPK	★												0,1
Semis 90 kg	★												0,25
Herbicide		★											0,25
Fumure minérale Urée		★											0,1
Sarclage 1			◆										10
Sarclage 2				★									10
Récolte + Battage					↔								15
Vannage						↔							10
Total (Hj/ha)	1	6	15	10	5	5	5	1	0	0	0	0	47
Total pour le SC	0	1	3	2	1	1	1	0	0	0	0	0	9
Maïs (0,2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour (0,5 hj)								↔					0,5
Pulve 1	◆												0,25
Fumure organique (10 hj)	↔												0,5
Pulve 2	★												0,25
Fumure minérale NPK	★												0,1
Semis 20 kg	★												0,25
Herbicide		★											0,25
Fumure minérale Urée			★										0,1
Sarclage (10 hj)			◆										10
Récolte								↔					13
Battage								↔					7
Total (Hj/ha)	1	0	10	0	0	0	14	8	0	0	0	0	32
Total pour le SC	0	0	2	0	0	0	3	2	0	0	0	0	6
Jachère (2 ans) (0,4 ha pour 1 ha de SC)													
Girobroyage							↔						0,2
Total (Hj/ha)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total pour le SC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total pour 1 ha de SC	5	1	8	2	4	1	4	2	2	0	0	4	32

Consommations intermédiaires				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Coût
Riz Pluvial				
Semences	70	14	550	7 700
Fumier	8 000	1 600	13	20 000
NPK	60	12	800	9 600
Urée	60	12	800	9 600
Herbicide	2	0	15 000	6 000
Gasoil	70	14	2 240	31 360
Manioc				
Gasoil	30	6	2 240	13 440
Maïs				
Semences	20	4	400	1 600
Fumier	8 000	1 600	13	20 000
NPK	60	12	800	9 600
Urée	60	12	800	9 600
Herbicide	2	0	6 000	2 400
Gasoil	70	14	2 240	31 360
Jachère				
Gasoil	10	4	2 240	8 960
Total CI				181 220

Produit brut				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Produit SC
Riz Pluvial				
Bonne année	2 500	500	450	225 000
Année normale	1 500	300	450	135 000
Mauvaise année	300	60	450	27 000
Manioc				
Bonne année	12 000	2 400	250	600 000
Année normale	9 000	1 800	250	450 000
Mauvaise année	6 000	1 200	250	300 000
Maïs				
Bonne année	3 000	600	300	180 000
Année normale	2 500	500	300	150 000
Mauvaise année	1 500	300	300	90 000
Total PB				
Bonne année				1 005 000
Année normale				735 000
Mauvaise année				417 000

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	823 780	Bonne année	25 501
Année normale	553 780	Année normale	17 143
Mauvaise année	235 780	Mauvaise année	7 299

SC8 : Tanety - Manioc/RP/Maïs/Jachère(2 ans) – Culture attelée

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Riz Pluvial (0,2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour												◆	8
Hersage		◆											4
Fumure organique 10 ch	↔												12
Semis 60 kg + NPK 50 kg	★												12
Sarclage 1			↔										25
Sarclage 2				◆									25
Récolte + Battage					↔								15
Vannage						↔							10
Total (Hj/ha)	28	15	25	10	10	5	5	0	0	0	12	8	111
Total pour le SC	6	3	5	2	2	1	1	0	0	0	2	2	22
Manioc (0,2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour		◆											8
Repiquage		◆											20
Sarclage 1			↔										16
Sarclage 2					↔								16
Sarclage 3									↔				8
Récolte manioc												↔	20
Total (Hj/ha)	28	0	16	0	16	0	0	0	8	0	0	20	88
Total pour le SC	6	0	3	0	3	0	0	0	2	0	0	4	18
Maïs (0,2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour		◆											8
Hersage		◆											4
Fumure organique 20 ch											↔		12
Semis 20 kg	↔												8
Sarclage 1			↔										16
Récolte						↔							13
Battage							↔						7
Total (Hj/ha)	20	4	8	8	0	6	7	7	0	0	12	0	68
Total pour le SC	4	1	2	2	0	1	1	1	0	0	2	0	14
Jachère (2 ans) (0,4 ha pour 1 ha de SC)													
Nettoyage-brûlis										↔			6
Total (Hj/ha)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	0	6
Total pour le SC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2
Total pour le SC	15	4	10	4	5	2	2	1	2	2	5	6	56

Consommations intermédiaires				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Coût
Riz Pluvial				
Semences	60	12	400	4 800
Fumier	5 000	1 000	13	12 500
NPK	50	10	800	8 000
Maïs				
Semences	20	4	400	1 600
Fumier	8 000	1 600	13	20 000
Total CI				46 900

Produit brut				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Produit SC
Riz Pluvial				
Bonne année	1 500	300	450	135 000
Année normale	1 000	200	450	90 000
Mauvaise année	300	60	450	27 000
Manioc				
Bonne année	12 000	2 400	250	600 000
Année normale	9 000	1 800	250	450 000
Mauvaise année	6 000	1 200	250	300 000
Maïs				
Bonne année	2 000	400	300	120 000
Année normale	1 500	300	300	90 000
Mauvaise année	800	160	300	48 000
Total PB				
Bonne année				855 000
Année normale				630 000
Mauvaise année				375 000

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	808 100	Bonne année	14 482
Année normale	583 100	Année normale	10 450
Mauvaise année	328 100	Mauvaise année	5 880

SC9 : Tanety - Manioc/Maïs/Manioc/Jachère(2 ans) – Moto-mécanisé

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Maïs (0,2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour (0,5 hj)								↔					0,5
Pulve 1	◆												0,25
Fumure organique (10 hj)	◆												0,5
Pulve 2	◆												0,25
Fumure minérale NPK	★												0,1
Semis 20 kg	◆												0,25
Herbicide			★										0,25
Fumure minérale Urée			★										0,1
Sarclage (10 hj)			◆										10
Récolte								↔					13
Battage								↔					7
Total (Hj/ha)	1	0	10	0	0	0	13	7	0	0	0	0	32
Total pour le SC	0	0	2	0	0	0	3	1	0	0	0	0	6
Manioc (0,2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour	◆												0,5
Repiquage	◆												20
Sarclage 1			↔										16
Sarclage 2				↔									16
Sarclage 3								↔					8
Récolte manioc												↔	20
Total (Hj/ha)	21	0	16	0	16	0	0	0	8	0	0	12	81
Total pour le SC	8	0	6	0	6	0	0	0	3	0	0	5	32
Jachère (2 ans) (0,5 ha pour 1 ha de SC)													
Girobroyage								↔					0,2
Total (Hj/ha)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total pour le SC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total pour le SC	8	0	8	0	6	0	3	1	3	0	0	5	39

Consommations intermédiaires				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Coût
Maïs				
Semences	20	4	400	1 600
Fumier	8 000	1 600	13	20 000
NPK	60	12	800	9 600
Urée	60	12	800	9 600
Herbicide	2	0	15 000	6 000
Gasoil	70	14	2 240	31 360
Manioc				
Gasoil	30	12	2 240	26 880
Jachère				
Gasoil	10	4	2 240	8 960
Total CI				114 000

Produit brut				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Produit SC
Maïs				
Bonne année	3 000	600	300	180 000
Année normale	2 000	400	300	120 000
Mauvaise année	1 500	300	300	90 000
Manioc				
Bonne année	12 000	4 800	250	1 200 000
Année normale	9 000	3 600	250	900 000
Mauvaise année	6 000	2 400	250	600 000
Total PB				
Bonne année				1 380 000
Année normale				1 020 000
Mauvaise année				690 000

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	1 266 000	Bonne année	32 696
Année normale	906 000	Année normale	23 399
Mauvaise année	576 000	Mauvaise année	14 876

SC10 : Tanety - Manioc/Maïs/Manioc/Jachère(2 ans) – Culture attelée

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Maïs (0,2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour	◆												8
Hersage	◆												4
Fumure organique 5 ch										↔			12
Semis 20 kg + NPK 50	↔												8
Sarclage 1			↔										16
Récolte						↔							13
Battage							↔						7
Total (Hj/ha)	12	4	8	8	0	6	7	7	0	0	12		68
Total pour le SC	2	1	2	2	0	1	1	1	0	0	2	0	14
Manioc (0,2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour	◆												8
Repiquage	◆												20
Sarclage 1			↔										16
Sarclage 2				↔									16
Sarclage 3								↔					8
Récolte manioc											↔		20
Total (Hj/ha)	28	0	16	0	16	0	0	0	8	0	0	20	88
Total pour le SC	11	0	6	0	6	0	0	0	3	0	0	8	35
Jachère (2 ans) (0,5 ha pour 1 ha de SC)													
Nettoyage-brûlis										↔			6
Total (Hj/ha)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	0	0	6
Total pour le SC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	2
Total pour le SC	14	1	8	2	6	1	1	1	3	2	2	8	51

Consommations intermédiaires				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Coût
Maïs				
Semences	20	4	400	1 600
Fumier	4 000	800	13	10 000
NPK	50	10	800	8 000
Total CI				19 600

Produit brut				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Produit SC
Maïs				
Bonne année	2 000	400	300	120 000
Année normale	1 500	300	300	90 000
Mauvaise année	800	160	300	48 000
Manioc				
Bonne année	12 000	4 800	250	1 200 000
Année normale	9 000	3 600	250	900 000
Mauvaise année	6 000	2 400	250	600 000
Total PB				
Bonne année				1 320 000
Année normale				990 000
Mauvaise année				648 000

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	1 300 400	Bonne année	25 398
Année normale	970 400	Année normale	18 953
Mauvaise année	628 400	Mauvaise année	12 273

SC11 : Tanety - Manioc/Maïs/Arachide/Jachère(2 ans)– Culture attelée

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Maïs (0,2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour	◆												8
Hersage	◆												4
Fumure organique 5 ch										↔			3
Semis 20 kg + NPK 50				↔									8
Sarclage 1			↔										16
Récolte						↔							13
Battage							↔						7
Total (Hj/ha)	12	4	8	8		6	7	7			3		59
Total pour le SC	2	1	2	2	0	1	1	1	0	0	1	0	12
Manioc (0,2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour													8
Repiquage	◆												20
Sarclage 1			↔										16
Sarclage 2				↔									16
Sarclage 3													8
Récolte manioc								↔					20
Total (Hj/ha)	28		16		16			20	0				88
Total pour le SC	6	0	3	0	3	0	0	4	0	0	0	0	18
Arachide (0,2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour													8
Hersage													4
Semis 60 kg	↔												8
Sarclage			↔										10
Buttage				↔									16
Récolte						↔							12
Séchage							↔						5
Décorticage								◆					5
Total (Hj/ha)	20	6		10	16		12	10					68
Total pour le SC	4	1	0	2	3	0	2	2	0	0	0	0	14
Jachère 1 ans (0,25 ha pour 1 ha de SC)													
Nettoyage-brûlis										↔			6
Total (Hj/ha)										6			6
Total pour le SC	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1,2	0	0	1,2
Total pour le SC	12	2	5	4	6	1	4	7	0	1	1	0	44

Consommations intermédiaires				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Coût
Maïs				
Semences	20	4	400	1 600
Fumier	2 000	400	13	5 000
NPK	50	10	800	8 000
Arachide				
Semences	60	12	900	10 800
Total CI				25 400

Produit brut				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Coût
Maïs				
Bonne année	2 000	400	300	120 000
Année normale	1 500	300	300	90 000
Mauvaise année	800	160	300	48 000
Manioc				
Bonne année	2 500	500	250	125 000
Année normale	2 000	400	250	100 000
Mauvaise année	1 500	300	250	75 000
Arachide				
Bonne année	1 000	200	600	120 000
Année normale	800	160	600	96 000
Mauvaise année	600	120	600	72 000
Total PB				
Bonne année				365 000
Année normale				286 000
Mauvaise année				195 000

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	339 600	Bonne année	7 683
Année normale	260 600	Année normale	5 896
Mauvaise année	169 600	Mauvaise année	3 837

SC12 : Tanety - Manioc/Maïs/Arachide – Culture attelée

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Maïs (0,2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour	◆												8
Hersage	◆												4
Fumure organique 5 ch										↔			3
Semis 20 kg	↔												8
Sarclage 1			↔										16
Récolte						↔							13
Battage							↔						7
Total (Hj/ha)	12	4	8	8		6	7	7			3		59
Total pour le SC	4,0	1,3	2,7	2,7	0,0	2,0	2,3	2,3	0,0	0,0	1,0	0,0	19,7
Manioc (0,2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour	◆												8
Repiquage	↔												20
Sarclage 1			↔										16
Sarclage 2					↔								16
Sarclage 3													8
Récolte manioc								↔					20
Total (Hj/ha)	28		16		16			20					88
Total pour le SC	9,3	0,0	5,3	0,0	5,3	0,0	0,0	6,7	0,0	0,0	0,0	0,0	29,3
Arachide (0,2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour	◆												8
Hersage	↔												4
Semis 60 kg	↔												8
Sarclage			↔										10
Buttage					↔								16
Récolte						↔							12
Séchage								↔					5
Décorticage									◆				5
Total (Hj/ha)	20	6		10	16		12	10					68
Total pour le SC	6,7	2,0	0,0	3,3	5,3	0,0	4,0	3,3	0,0	0,0	0,0	0,0	22,7
Total pour le SC	20,0	3,3	8,0	6,0	10,7	2,0	6,3	12,3	0,0	0,0	1,0	0,0	71,7

Consommations intermédiaires				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Coût
Maïs				
Semences	20	7	400	2 667
Fumier	2 000	667	13	8 333
Arachide				
Semences	60	20	900	18 000
Total CI				29 000

Produit brut				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Coût
Maïs				
Bonne année	1 500	500	300	150 000
Année normale	1 000	333	300	100 000
Mauvaise année	500	167	300	50 000
Manioc				
Bonne année	1 500	500	250	125 000
Année normale	1 000	333	250	83 333
Mauvaise année	700	233	250	58 333
Arachide				
Bonne année	1 000	333	600	200 000
Année normale	800	267	600	160 000
Mauvaise année	600	200	600	120 000
Total PB				
Bonne année				475 000
Année normale				343 333
Mauvaise année				228 333

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	446 000	Bonne année	6 223
Année normale	314 333	Année normale	4 386
Mauvaise année	199 333	Mauvaise année	2 781

Annexe 7 : Rentabilité des investissements et taux d'intérêts de la microfinance rurale à Madagascar

Cette annexe est constituée des résultats de l'étude sur la microfinance à Madagascar réalisée par PERRIN et al (2005). Elle présente la rentabilité des investissements des producteurs contractant un emprunt auprès d'un SFD pour une culture de riz irrigué. La riziculture pluviale apparaissant moins productive que la riziculture irriguée d'après nos résultats, il semble dès lors intéressant d'apprécier les résultats ci-dessous présentée pour une production moins productive.

« Compte tenu de la diversité des spéculations pratiquées dans toutes les régions de Madagascar et la diversité de l'exploitation malgache elle-même, l'Etude a pris le parti de se concentrer sur une seule spéculation, le riz, qui d'une part est la plus représentative, et d'autre part présente l'intérêt d'être à la fois un produit alimentaire et de rente.

D'autre part les systèmes culturaux utilisés pour le riz correspondent en général aux trois grandes catégories d'exploitants agricoles malgaches tels que proposés par le FOFIFA : micro producteurs, producteurs de rente polyvalents et producteurs semi spécialisés.

L'Etude de rentabilité des investissements est basée sur trois modèles d'exploitations :

- un modèle traditionnel en « foule » sans utilisation d'engrais sur la rizière et fournissant des rendements de 2 200 kg/ha.
- le modèle « SRA » avec utilisation d'engrais sur la rizière et fournissant des rendements de 3 450 kg/ha, soit un accroissement de 1 250 kg lié à l'application de 360 kg d'engrais tels que recommandés par la FAO¹⁶.
- le modèle « SRA » avec utilisation d'engrais sur la rizière et fournissant des rendements de 3 700 kg/ha, soit un accroissement de 1 500 kg lié à l'application de 360 kg d'engrais. La différence de rendement entre le modèle 2 et le modèle 3, s'explique par le fait que l'exploitant adopte entièrement le package technique dans ce dernier.

Compte tenu de la difficulté à rassembler des données représentatives de l'exploitation malgache, les comptes d'exploitations, qui ont servi de base à cette analyse, ont été simulés sur la base des données fournies par le FOFIFA. Certains coûts unitaires ont été réajustés en fonction de la réalité en 2004 ; la main d'œuvre journalière par exemple a été ramenée à 5.000 Fmg pour les travaux lourds, le prix de vente moyen du paddy à 2.000 Fmg. Les normes d'utilisation de main d'œuvre correspondent à la pratique telle que recensée par le FOFIFA dans les modèles proposés. Les amortissements des équipements ont bien sûr été inclus dans les coûts.

L'analyse consiste en un test de sensibilité avec une variation du rendement financier (TRI) en fonction :

- des taux d'intérêts annuels utilisés, avec une variation de 10% à 40%.

Les taux d'intérêts font partie des préoccupations des usagers, et même si il s'agit dans la plupart des cas d'un réflexe systématique, la pratique actuelle de taux avoisinant les 36% annuellement doit permettre aux exploitants de dégager des marges acceptables.

16 La FAO recommande l'application de 300 kg/ha NPK(11-22-16) + 60 kg/ha Urée qui apporterait un rendement additionnel de 1 600 Kg/ha.

- de la part d'autofinancement des usagers pour les investissements, qui varie dans le test de 25%, 50% à 75%.

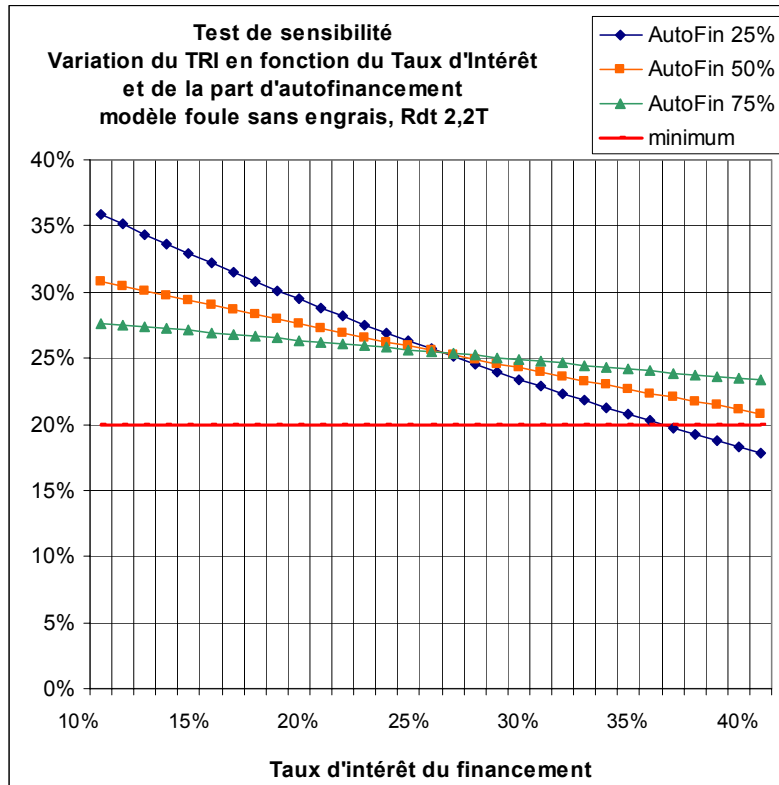
Pourquoi la part d'autofinancement ? Parce que la préoccupation majeure des agriculteurs est de pouvoir investir en équipements et utiliser des intrants. La part d'autofinancement donne une réponse sur les trois modèles choisis, car plus elle est importante, plus l'effet du financement, et donc des taux d'intérêts, se fera ressentir en terme de rendement financier. Pour les trois modèles on a donc choisi de mettre en place tous les équipements de base nécessaire pour mener une exploitation d'un hectare.

Le principe du modèle de financement se limite aux investissements et aux intrants. Il est possible par la suite d'affiner le test en incluant d'autres coûts opérationnels dans le financement de campagne.

Dans ce test de sensibilité, les limites critiques sont déterminées par deux contraintes :

- Le seuil critique : lorsque la rentabilité financière franchit le seuil critique, soit deux fois le niveau des taux d'épargne, soit le niveau de l'inflation. Entre le niveau de l'épargne et le niveau de l'inflation on choisira toujours la valeur la plus haute. Pour les investissements on prend généralement deux fois le taux de l'épargne. Dans le cas présent le niveau d'inflation en 2004 est relativement proche de deux fois le taux d'épargne, soit environ 20%. Dans les trois modèles suivants lorsque l'une des courbes franchit ce seuil, on a une indication sur le niveau critique du taux d'intérêt.
- le point d'inversion : c'est le moment où la rentabilité financière devient critique. Dans le test de sensibilité, si l'on diminue le niveau d'autofinancement, on accroît le montant de l'emprunt. Lorsque la tendance de rentabilité s'inverse pour un emprunt supérieur, on atteint alors un niveau critique dans les conditions de financement. Autrement dit, dans les trois modèles suivants si les trois courbes se croisent, cela signifie que le taux d'intérêt est le maximum recommandable.

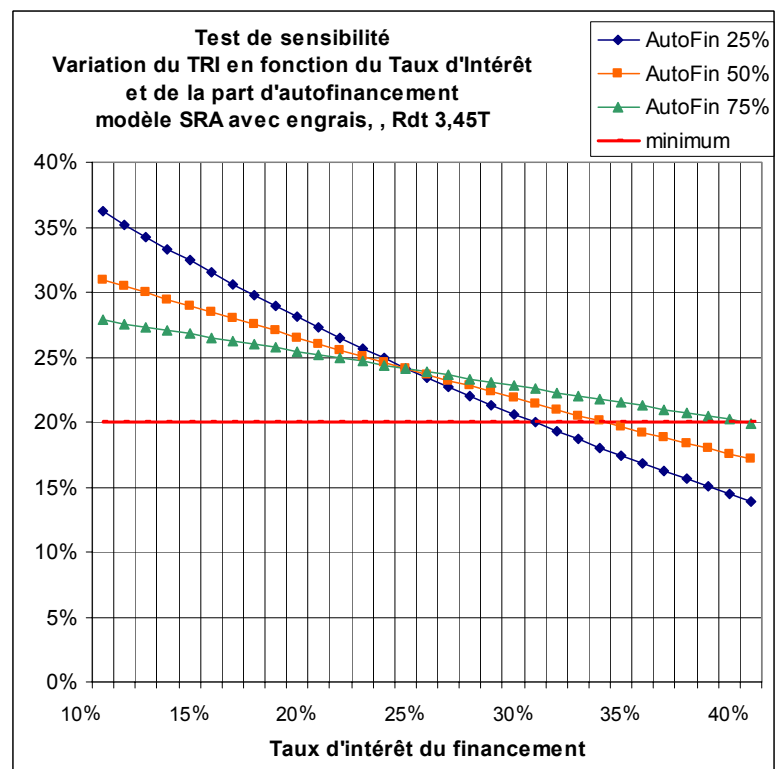
Les résultats du premier modèle (foule sans engrais) montrent une variation importante du TRI financier en fonction du taux d'intérêt, lorsque l'autofinancement n'est que de 25%, soit un financement de 75%. Le point d'inversion qui détermine niveau critique des taux d'intérêts, se situe aux alentours de 26% ou 27%. Le seuil critique, sous la barre des 20%, se situe pour des taux d'intérêts de 36% à 37%, qui sont ceux pratiqués actuellement. Pour ce modèle, qui correspond certainement à la classe des micro-producteurs, l'on peut dire que les taux d'intérêts actuels ne permettent pas de rentabiliser l'exploitation. »



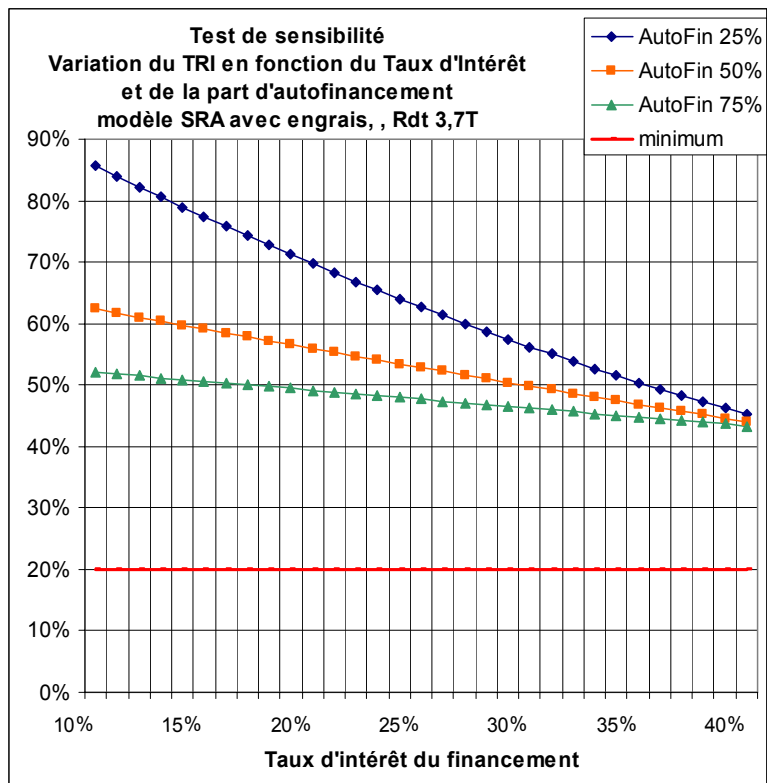
Ces résultats montrent ainsi que pour la riziculture pluviale moins productive que la riziculture irriguée, les crédits de campagne ne sont pas rentables pour les producteurs du fait de taux d'intérêt trop importants.

Les deux modèles qui suivent utilisent les mêmes techniques culturales, la seule variation est le rendement obtenu avec une application de 360 kg d'engrais. L'autre variante est que le battage cette fois est mécanique.

Pour le modèle avec des rendements additionnels de 1.250 kg, soit 3.450 kg/ha, on constate que le point d'inversion se situe aux alentours de 25% à 26%. Le seuil critique est atteint pour des taux d'intérêts de 31% à 32%, qui en dessous de ceux qui sont pratiqués actuellement. Pour ce modèle, qui correspond certainement à la classe des producteurs de rente, les taux d'intérêts actuels ne permettent pas non plus de rentabiliser l'exploitation.



En revanche dans le dernier modèle qui reflète plus ou moins les rendements additionnels suggérés par la FAO, en réponse à l'application de 360 kg d'engrais et adoption totale du package technique, soit 1.500 kg additionnels par ha, on aboutit a une situation économiquement plus viable, avec un point d'inversion et un seuil critique qui se situent au-delà des taux d'intérêts de 36% qui sont pratiqués actuellement.



En conclusion, seules les exploitations de haut niveau peuvent dégager une rentabilité dans les conditions de taux d'intérêts actuels, ce qui confirme les craintes des petits paysans malgaches pour investir.

Annexe 8 : Détail du calcul des performances technico-économiques des systèmes de culture – Zone d'étude d'Antsapanimahazo (Vakinankaratra)

SC1 : Riz irrigué//Riz irrigué

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Riz irrigué													
Semis 30 kg	★												1
Labour	↔	↔											50
Entretien digues et hersage	↔	↔											10
Repiquage		★											30
Sarclage			◆										50
Surveillance				↔	↔	↔	↔						4
Fauchage							↔						10
Battage et transport								↔	↔				15
Vannage									↔				8
Dessèchage										↔			3
Total (hj)	16	50	50	27	2	5	15	13	3				181
Total pour le SC	16	50	50	27	2	5	15	13	3	0	0	0	181

Consommations intermédiaires				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Coût
Riz				
Semences	30	30	750	22 500
Total CI				22 500

Produit brut				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Produit SC
Riz				
Bonne année	3 500	3 500	350	1 225 000
Année moyenne	3 000	3 000	350	1 050 000
Mauvaise année	2 500	2 500	350	875 000
Total PB				
Bonne année				1 225 000
Année moyenne				1 050 000
Mauvaise année				875 000

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	1 202 500	Bonne année	6 644
Année moyenne	1 027 500	Année moyenne	5 677
Mauvaise année	852 500	Mauvaise année	4 710

SC2 : Riz irrigué/Pomme de terre//Riz irrigué/Pomme de terre

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Riz irrigué													
Semis 30 kg	★												1
Labour	↔												50
Entretien digues et hersage	↔												10
Repiquage		↔											30
Sarclage			↔										50
Surveillance				↔									4
Fauchage						↔							10
Battage et transport							↔						15
Vannage								↔					8
Dessèchage									↔				3
Total (hj)	16	50	50	27	2	5	15	13	3				181
Pomme de terre													
Labour + Emottage								↔					50
Implantation + FO (50 ch)									↔				70
Sarclage - Buttage										↔			15
Récolte	↔												8
Ramassage		↔											4
Total (Hj/ha)	8	4						25	65	30	15		147
Total pour le SC	24	54	50	27	2	5	15	38	68	30	15	0	328

Consommations intermédiaires				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Coût
Pomme de terre				
Fumier	40 000	40 000	13	500 000
Riz				
Semences	30	30	750	22 500
Total CI				522 500

Produit brut				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Produit SC
Pomme de terre				
Bonne année	8 000	8 000	200	1 600 000
Année moyenne	6 000	6 000	200	1 200 000
Mauvaise année	4 000	4 000	200	800 000
Riz				
Bonne année	6 000	6 000	350	2 100 000
Année moyenne	4 000	4 000	350	1 400 000
Mauvaise année	3 000	3 000	350	1 050 000
Total PB				
Bonne année				3 700 000
Année moyenne				2 600 000
Mauvaise année				1 850 000

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	3 177 500	Bonne année	9 688
Année moyenne	2 077 500	Année moyenne	6 334
Mauvaise année	1 327 500	Mauvaise année	4 047

SC3 : Riz irrigué/Pomme de terre//Riz irrigué/Pomme de terre + FM

Calendrier cultural : voir SC2

Consommations intermédiaires				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Coût
Pomme de terre				
NPK	200	200	1 200	240 000
Fumier	40 000	40 000	13	500 000
Riz				
Semences	30	30	750	22 500
Total CI				762 500

Produit brut				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Produit SC
Pomme de terre				
Bonne année	10 000	10 000	200	2 000 000
Année moyenne	8 000	8 000	200	1 600 000
Mauvaise année	6 000	6 000	200	1 200 000
Riz				
Bonne année	8 000	8 000	350	2 800 000
Année moyenne	6 000	6 000	350	2 100 000
Mauvaise année	4 000	4 000	350	1 400 000
Total PB				
Bonne année				4 800 000
Année moyenne				3 700 000
Mauvaise année				2 600 000

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	4 037 500	Bonne année	12 309
Année moyenne	2 937 500	Année moyenne	8 956
Mauvaise année	1 837 500	Mauvaise année	5 602

SC6 : Maïs + Haricot// Maïs + Haricot

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Maïs + Haricot (1/2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour	↔									↔			40
Semis maïs + FO												↔	10
Semis haricot	↔												10
Sarclage 1			↔										30
Récolte haricot				↔									10
Séchage					↔								5
Récolte maïs						↔							15
Battage maïs							↔						15
Total (Hj/ha)	15		30	5	10	5	15	10		20	20	5	135
Total pour le SC	15	0	30	5	10	5	15	10	0	20	20	5	135

Consommations intermédiaires				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Coût
Maïs + Haricot				
Semences maïs	20	20	1 000	20 000
Semences haricot	40	40	400	16 000
Fumier	20 000	20 000	13	250 000
Total CI				286 000

Produit brut				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Produit SC
Maïs				
Bonne année	2 500	2 500	500	1 250 000
Année moyenne	2 000	2 000	500	1 000 000
Mauvaise année	1 600	1 600	500	800 000
Haricot				
Bonne année	1 200	1 200	150	180 000
Année moyenne	800	800	150	120 000
Mauvaise année	600	600	150	90 000
Total PB				
Bonne année				1 430 000
Année moyenne				1 120 000
Mauvaise année				890 000

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	1 144 000	Bonne année	8 474
Année moyenne	834 000	Année moyenne	6 178
Mauvaise année	604 000	Mauvaise année	4 474

Consommations intermédiaires				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Coût
Maïs + Haricot				
Semences maïs	20	10	1 000	10 000
Semences haricot	40	20	400	8 000
Fumier	20 000	10 000	13	125 000
Riz Pluvial				
Semences	60	30	750	22 500
Fumier	20 000	10 000	13	125 000
Total CI				290 500

Produit brut				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Produit SC
Maïs				
Bonne année	2 500	1 250	500	625 000
Année moyenne	2 000	1 000	500	500 000
Mauvaise année	1 600	800	500	400 000
Haricot				
Bonne année	1 200	600	150	90 000
Année moyenne	800	400	150	60 000
Mauvaise année	600	300	150	45 000
Riz Pluvial				
Bonne année	3 000	1 500	500	750 000
Année moyenne	2 500	1 250	500	625 000
Mauvaise année	800	267	500	133 333
Total PB				
Bonne année				1 465 000
Année moyenne				1 185 000
Mauvaise année				578 333

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	1 174 500	Bonne année	7 702
Année moyenne	894 500	Année moyenne	5 866
Mauvaise année	287 833	Mauvaise année	1 887

SC8 : Pomme de Terre//Maïs + Haricot

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Pomme de terre (1/2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour + Emottage										↔	↔		50
Implantation + FO (100 ch)	↔												70
Sarclage - Buttage				↔									15
Récolte						↔	↔						8
Ramassage						↔	↔						4
Total (Hj/ha)		50	20		15	2	10				25	25	147
Total pour le SC		25	10	0	7,5	1	5	0	0	0	12,5	12,5	73,5
Maïs + Haricot (1/2 ha pour 1 ha de SC)													
Labour										↔	↔		40
Semis maïs + FO		↔										↔	10
Semis haricot	↔												10
Sarclage 1			↔										30
Récolte haricot				↔	↔								10
Séchage						↔							5
Récolte maïs							↔	↔					15
Battage maïs								↔	↔				15
Total (Hj/ha)		15		30	5	10	5	15	10		20	20	135
Total pour le SC		7,5	0	15	2,5	5	2,5	7,5	5	0	10	10	67,5
Total pour le SC	33	10	15	10	6	8	8	5	0	23	23	3	141

Consommations intermédiaires				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Coût
Pomme de terre				
Fumier	40 000	20 000	13	250 000
Maïs + Haricot				
Semences maïs	20	7	1 000	6 667
Semences haricot	40	13	400	5 333
Fumier	20 000	10 000	13	125 000
Total CI				387 000

Produit brut				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Produit SC
Pomme de terre				
Bonne année	12 000	6 000	200	1 200 000
Année moyenne	10 000	5 000	200	1 000 000
Mauvaise année	8 000	4 000	200	800 000
Maïs				
Bonne année	3 000	1 500	500	750 000
Année moyenne	2 500	1 250	500	625 000
Mauvaise année	2 000	1 000	500	500 000
Haricot				
Bonne année	1 200	600	150	90 000
Année moyenne	1 000	500	150	75 000
Mauvaise année	800	400	150	60 000
Total PB				
Bonne année				2 040 000
Année moyenne				1 700 000
Mauvaise année				1 360 000

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	1 653 000	Bonne année	11 723
Année moyenne	1 313 000	Année moyenne	9 312
Mauvaise année	973 000	Mauvaise année	6 901

SC9 : Pomme de Terre//Maïs + Haricot//Riz Pluvial

Calendrier cultural

	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
Pomme de terre (1/3 ha pour 1 ha de SC)													
Labour + Emottage										↔			50
Implantation + FO (100 ch)	↔												70
Sarclage - Buttage				↔									15
Récolte						↔							8
Ramassage						↔							4
Total (Hj/ha)	50	20		15	2	10				25	25		147
Total pour le SC	16,7	6,67		5	0,67	3,33				8,33	8,33		49
Maïs + Haricot (1/3 ha pour 1 ha de SC)													
Labour										↔			40
Semis maïs + FO	↔											↔	10
Semis haricot	↔												10
Sarclage 1			↔										30
Récolte haricot				↔									10
Séchage					◆								5
Récolte maïs						↔							15
Battage maïs							↔						15
Total (Hj/ha)	15		30	5	10	5	15	10		20	20	5	135
Total pour le SC	5		10	1,67	3,33	1,67	5	3,33		6,67	6,67	1,67	45
Riz Pluvial (1/3 ha pour 1 ha de SC)													
Labour										↔			40
Fumure organique 20 ch												↔	10
Semis 60 kg													25
Sarclage 1	↔												35
Sarclage 2			↔										35
Récolte + Battage						↔							15
Vannage							↔						10
Total (Hj/ha)	20	15	35		5	10	10			20	20	35	170
Total pour le SC	6,67	5	11,7		1,67	3,33	3,33			6,67	6,67	11,7	57
Total pour le SC	28	12	22	7	6	8	8	3	0	22	22	13	151

Consommations intermédiaires				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Coût
Pomme de terre				
Fumier	40 000	13 333	13	166 667
Maïs + Haricot				
Semences maïs	20	7	1 000	6 667
Semences haricot	40	13	400	5 333
Fumier	20 000	6 667	13	83 333
Riz Pluvial				
Semences	60	20	750	15 000
Fumier	20 000	6 667	13	83 333
Total CI				360 333

Produit brut				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Produit SC
Pomme de terre				
Bonne année	12 000	4 000	200	800 000
Année moyenne	10 000	3 333	200	666 667
Mauvaise année	8 000	2 667	200	533 333
Maïs				
Bonne année	3 000	1 000	500	500 000
Année moyenne	2 500	833	500	416 667
Mauvaise année	2 000	667	500	333 333
Haricot				
Bonne année	1 200	400	150	60 000
Année moyenne	1 000	333	150	50 000
Mauvaise année	800	267	150	40 000
Riz Pluvial				
Bonne année	4 000	1 333	500	666 667
Année moyenne	3 000	1 000	500	500 000
Mauvaise année	800	267	500	133 333
Total PB				
Bonne année				2 026 667
Année moyenne				1 633 333
Mauvaise année				1 040 000

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	1 666 333	Bonne année	11 060
Année moyenne	1 273 000	Année moyenne	8 449
Mauvaise année	679 667	Mauvaise année	4 511

SC10 : Pomme de Terre//Maïs + Haricot//Riz Pluvial + FM

Calendrier cultural : voir SC9

Consommations intermédiaires				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Coût
Pomme de terre				
NPK	200	67	1 200	80 000
Fumier	40 000	13 333	13	166 667
Maïs + Haricot				
Semences maïs	20	7	1 000	6 667
Semences haricot	40	13	400	5 333
Urée	100	33	1 100	36 667
Fumier	20 000	6 667	13	83 333
Riz Pluvial				
Semences	60	20	750	15 000
Urée	150	50	1 100	55 000
Fumier	20 000	6 667	13	83 333
Total CI				532 000

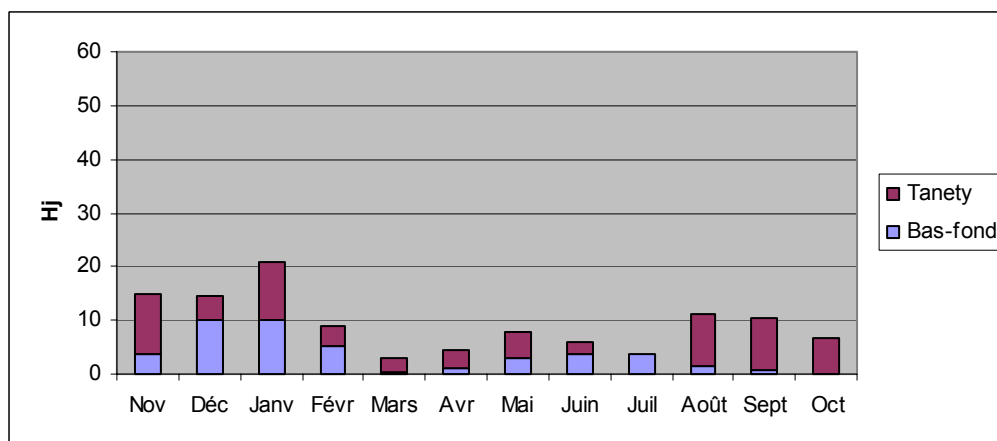
Produit brut				
	Qté/ha	Qté/SC	Prix unitaire	Produit SC
Pomme de terre				
Bonne année	16 000	5 333	200	1 066 667
Année moyenne	14 000	4 667	200	933 333
Mauvaise année	12 000	4 000	200	800 000
Maïs				
Bonne année	4 000	1 333	500	666 667
Année moyenne	3 500	1 167	500	583 333
Mauvaise année	2 500	833	500	416 667
Haricot				
Bonne année	2 000	667	150	100 000
Année moyenne	1 500	500	150	75 000
Mauvaise année	1 000	333	150	50 000
Riz Pluvial				
Bonne année	6 000	2 000	500	1 000 000
Année moyenne	4 000	1 333	500	666 667
Mauvaise année	1 200	400	500	200 000
Total PB				
Bonne année				2 833 333
Année moyenne				2 258 333
Mauvaise année				1 466 667

VAB par ha		VAB par hj	
Bonne année	2 301 333	Bonne année	15 274
Année moyenne	1 726 333	Année moyenne	11 458
Mauvaise année	934 667	Mauvaise année	6 204

Annexe 9 : Détail du calcul des calendriers de travail des systèmes de production – Zone d'étude d'Antsapanimahazo (Vakinankaratra)

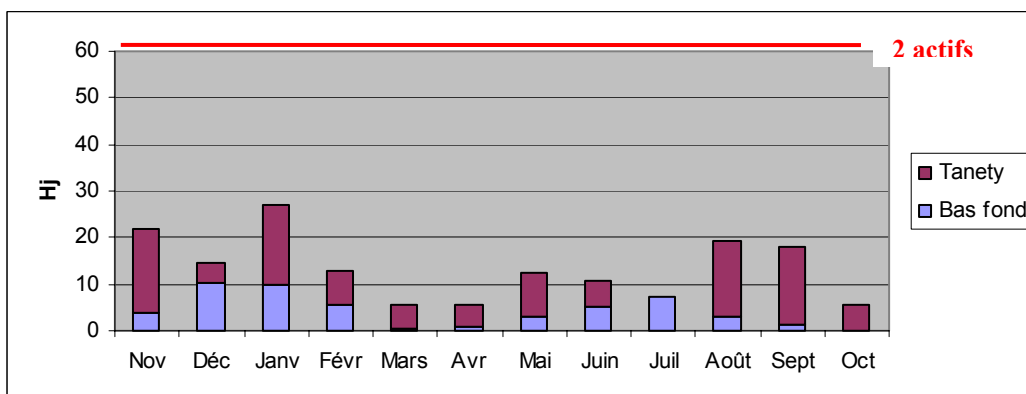
Calendrier de travail pour un SP1 type de 2 actifs et 0,65 ha de SAU :

0,65 ha de SAU, dont :	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
0,15 SC1	2	8	8	4	0	1	2	2	0	0	0	0	27
0,05 SC2	1	3	3	1	0	0	1	2	3	2	1	0	16
Total bas-fond	4	10	10	5	0	1	3	4	4	2	1	0	44
0,05 SC5	2	0	0	2	0	0	1	1	0	1	1	0	5
0,2 SC7	4	2	7	1	2	2	3	1	0	4	4	4	31
0,2 SC9	6	2	4	1	1	2	2	1	0	4	4	3	30
Total tanety	11	4	11	4	3	3	5	2	0	10	10	7	65
Total	15	14	21	9	3	4	8	6	4	11	11	7	109



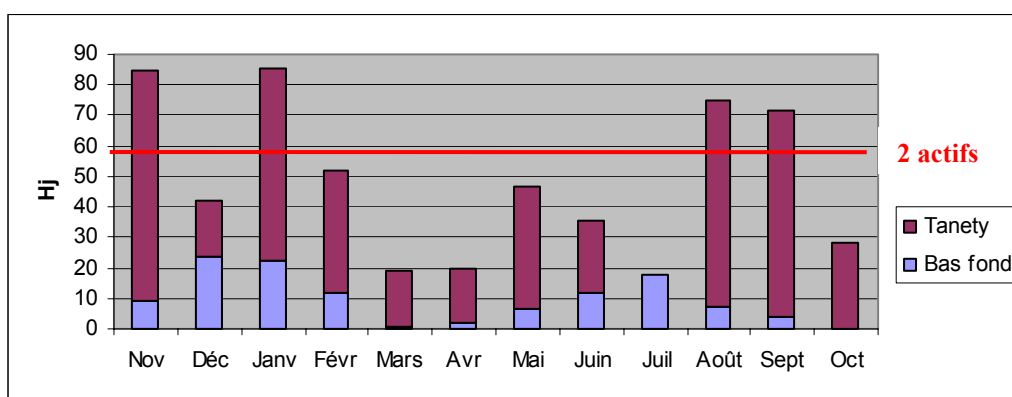
Calendrier de travail pour un SP2 type de 2 actifs et 0,95 ha de **2 actifs**

0,95 ha de SAU, dont :	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
0,1 SC1	2	5	5	3	0	1	2	1	0	0	0	0	18
0,1 SC2	2	5	5	3	0	1	2	4	7	3	2	0	33
Total bas-fond	4	10	10	5	0	1	3	5	7	3	2	0	51
0,1 SC5	4	1	0	4	0	0	2	1	0	3	3	0	9
0,35 SC6	5	0	11	2	4	2	5	4	0	7	7	2	47
0,3 SC9	9	4	7	2	2	3	3	1	0	7	7	4	45
Total tanety	18	4	17	7	5	5	9	6	0	16	16	6	101
Total	22	15	27	13	6	6	12	11	7	19	18	6	152



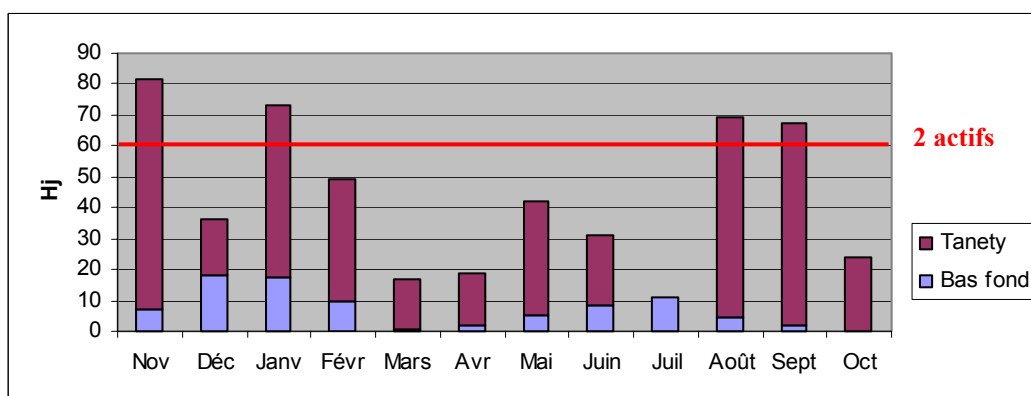
Calendrier de travail pour un SP3 type de 2 actifs et 3,45 ha de SAU :

3,45 <i>ha de SAU, dont :</i>	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
0,2 SC1	3	10	10	5	0	1	3	3	1	0	0	0	36
0,25 SC3	6	14	13	7	1	1	4	10	17	8	4	0	82
Total bas-fond	9	24	23	12	1	2	7	12	18	8	4	0	118
0,8 SC5	33	5	0	30	1	3	13	10	0	23	23	0	72
0,8 SC6	12	0	24	4	8	4	12	8	0	16	16	4	108
0,8 SC7	14	6	26	2	6	6	10	4	0	16	16	16	122
0,6 SC9	17	7	13	4	3	5	5	2	0	13	13	8	90
Total tanety	76	18	63	40	18	18	40	24	0	68	68	28	393
Total	85	42	86	52	19	20	47	36	18	75	71	28	511



Calendrier de travail pour un SP4 type de 2 actifs et 3,45 ha de SAU :

3,45 <i>ha de SAU, dont :</i>	Nov	Déc	Janv	Févr	Mars	Avr	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Total hj
0,2 SC1	3	10	10	5	0	1	3	3	1	0	0	0	36
0,15 SC3	4	8	8	4	0	1	2	6	10	5	2	0	49
0,1 SC4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total bas-fond	7	18	18	9	1	2	5	8	11	5	2	0	85
0,8 SC5	33	5	0	30	1	3	13	10	0	23	23	0	72
0,8 SC6	12	0	24	4	8	4	12	8	0	16	16	4	108
0,45 SC7	8	3	15	1	3	3	6	2	0	9	9	9	69
0,8 SC10	23	9	17	5	5	7	7	3	0	17	17	11	121
0,15 SC11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total tanety	75	18	56	40	16	17	37	23	0	65	65	24	369
Total	82	36	73	50	17	18	42	31	11	70	67	24	455



**Annexe 10 : Grille d'analyse du Document de Stratégie Pour la
réduction de la Pauvreté**

Document de Stratégie Pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP), Mise à Jour. Juin 2005. Repoblikan'i Madagasikara. 93 p.

Objectif : Réduction de la Pauvreté

Fait référence à : DSRP, conventions internationales, vision Madagascar Naturellement, PGE, Budget programme, mise en place des régions, nouveau cadre et programme de partenariat (CARP, PARP, MCA), intégration économique

Découle sur : PGE, PDR, Budget de Programme (2005-2007), Système de Suivi-Evaluation

Contexte et conditions d'émergence :

Au début des années 2000, l'élaboration d'un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) intérimaire a permis de bénéficier de l'initiative Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) dès les années 2001-2002. A l'origine, ce document était imaginé par la Banque Mondiale pour mettre en cohérence les politiques d'aide au développement : c'est un document de pilotage des BdF surtout de la BM et du FMI.

Finalisé au mois de juillet 2003 en s'alignant sur les objectifs dans certains secteurs aux Objectifs du millénaire pour le Développement (OMD) et pour tenir compte des orientations actuelles du nouveau Gouvernement engagé à réaliser "**un développement rapide et durable**", le DSRP traduit en termes opérationnels le plan de redressement de l'économie (2002-2005) proposé avec pour objectif de "**réduire le taux de pauvreté de moitié en 10 ans**". Cette stratégie s'appuie sur un "**Partenariat Public-Privé**" et s'articule autour des **objectifs des conventions internationales** auxquelles Madagascar a souscrit (Déclaration du millénaire, NEPAD, Sommet Mondial du Développement Durable...).

Présenté à l'ensemble des PTF (Partenaires Techniques et Financiers) en août 2003, le DSRP a permis à Madagascar d'obtenir **une annulation importante du stock de la dette** au mois d'octobre 2004.

Au cours de l'année 2004, le Gouvernement a pris des décisions stratégiques nouvelles et notamment :

- la vision "Madagascar Naturellement, la Politique Générale de l'Etat (PGE), le budget programme et la mise en place des Régions;
- le nouveau cadre et programme de partenariat (Cadre de Partenariat, CARP, PARP, MCA, PIC, Coopération et Intégration économique régionale).

Publié en juin 2005, la mise à jour du DSRP tient compte des résultats de la première année et demie de sa mise en œuvre et des évolutions relatives au contexte général du pays, des nouvelles orientations politiques et stratégiques, des priorités dans le cadre des programmes de développement, de l'évolution de la pauvreté et des différentes actions à mettre en œuvre pour 2005.

Cette mise à jour est basé sur :

- d'une part, sur un **processus participatif** qui, par la tenue de réunions et ateliers aux niveaux régional et central, a permis de "confronter les intérêts

respectifs et dégager ensemble des politiques et des pistes d'action cohérentes en matière de **réduction de la pauvreté**"

- d'autre part, sur les orientations politiques et stratégiques du Président de la République, le Budget Programme 2005 cohérent avec les Business Plan et les Cadres de Dépense à Moyen Terme (CDMT) pour 2005-2007, les Plans de Travail Annuel 2005 des Ministères et sur la Politique Générale de l'Etat.

Le DSRP est élaboré pour "**être soumis à tous les acteurs du développement et aux partenaires extérieurs de Madagascar qui souhaitent apporter leur appui** dans la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la pauvreté".

Cette mise à jour vise essentiellement à introduire la nouvelle politique du gouvernement dans le DSRP, document cadre stratégique général du pays et document de référence pour l'appui des PTF au développement de Madagascar. Toutefois, il semble que cette mise à jour n'induisse pas un réel changement par rapport à la première vision du DSRP.

Objectifs :

Les premières versions ont permis de bénéficier de l'initiative PPTE (cf p 19) qui s'est traduit par une suppression d'une part importante du stock de la dette, l'affluence des appuis des bailleurs pour la mise en œuvre du DSRP et l'instauration d'un climat de confiance au niveau international.

Appuis financiers au titre de la réduction de la pauvreté : CARP (BM), PARP (UE) et MCA (USA) + Coopération et intégration économique régionale (COI, COMESA, APE, SADC)

Objectifs de base :

- Réduction de la pauvreté par 50% en 2015
- Etat de droit et une société bien gouvernancée
- Sécurisation humaine et matérielle et protection sociale élargie
- Protection de l'environnement

Objectifs économiques généraux :

- Taux de croissance de 8 à 10 %
- Taux d'investissement de 20%
- Participation du secteur privé de 12 à 14 % au taux d'investissement
- Ouverture de l'économie malgache

Dans le DSRP, l'objectif est de dégager des indicateurs de réduction de la pauvreté afin de mesurer l'impact des projets existants réalisés par les PTF à Madagascar.

Dispositifs :

Axe stratégique d'intervention n°1 : Restaurer un Etat de droit et une société bien gouvernée

L'objectif est d'assurer un environnement favorable au développement rapide et durable (amélioration, modernisation et renforcement d'un cadre institutionnel de bonne gouvernance).

Cet axe doit permettre :

- à l'Etat d'assurer avec efficacité et dans la transparence son rôle de facilitateur et d'animateur de l'économie
- au secteur privé de créer les richesses et l'emploi
- à la société civile d'assurer l'intermédiation entre les citoyens et l'Etat, d'expliquer, sensibiliser la population sur leurs droits et responsabilités

Axe stratégique d'intervention n°2 : Susciter et promouvoir une croissance économique à base sociale très élargie

Cet axe requiert la réalisation des objectifs globaux suivants qui sont non seulement cohérents mais aussi complémentaires :

- mettre en place un environnement macro-économique favorisant une croissance accélérée et soutenue => obj. Croissance de 8-10%
- faire des secteurs porteurs un levier de développement durable au bénéfice direct de la population => Tourisme, mines,... mais pas l'agriculture!
- accélérer le développement rural tout en préservant et valorisant l'environnement : "le développement rural constitue le pilier du développement économique de Madagascar"
 - . bonne gouvernance dans le secteur agricole
 - . diversification et transformation des produits agricoles en encourageant les investissements en zone rurale et le partenariat entre les groupements de paysans, les associations villageoises et le secteur privé
 - . normes internationales de qualité pour développer les exportations agricoles et agro-industrielles
 - . augmenter la productivité agricole
 - . faciliter l'accès des populations au capital foncier
 - . bonne gouvernance à tous les niveaux de responsabilité en matière d'environnement, des eaux et forêts
 - . augmenter la surface des aires protégées
 - . conserver et valoriser l'importance et la qualité des Ressources Naturelles
 - . assurer les besoins sociaux et économiques, écologiques de a population en ressources forestières, sols et eaux

. intégrer la dimension environnementale dans les politiques et actions de développement sectoriel et dans les planifications locales, communales et régionales

- dynamiser le secteur privé afin qu'il participe à hauteur de 12 à 14 % aux taux d'investissement => national, étranger + partenariat public privé
- améliorer l'accès de la population aux services et infrastructures structurantes en tant que vecteur de développement => dont accès dans les zones rurales aux services et infrastructures de transport
- développer les **relations internationales et régionales** pour une plus grande ouverture sur les plans économique, culturel et social => coopération bilatérale, régionale, multilatérale + développement export

Axe stratégique d'intervention n°3 : Susciter et promouvoir des systèmes de sécurisation humaine et matérielle et de protection sociale élargie

- universaliser l'éducation fondamentale et améliorer sa qualité et sa pertinence pour répondre aux besoins socio-économiques du pays
- améliorer l'accès des malgaches aux services de santé tout en les protégeant des maladies en évoluant vers une éthique utilitariste
- améliorer le taux de desserte en eau potable et assainissement
- promouvoir la dimension population dans le développement et atténuer la vulnérabilité des groupes défavorisés => créer des emplois permanents et améliorer le revenu des paysans
- développer des activités socio-culturelles et sportives

Dans le DSRP, il est précisé qu' "il est risqué de vouloir expliquer l'évolution des indices de pauvreté par la seule variable croissance" et que "l'évolution du ratio de pauvreté s'explique par les impacts de la croissance et les impacts de la redistribution" (cette dernière est fonction des sources de la croissance, des acteurs de cette croissance, des branches qui y contribuent, Aussi, les conditions nécessaires pour une réduction de la pauvreté (croissance pro-pauvres) sont-elles :

- une maîtrise de la croissance démographique chez les ménages pauvres
- une distribution proche de la distribution uniforme de la croissance économique (en particulier atteindre une croissance économique de 8 % dans le secteur primaire)
- maîtrise de l'inflation : préserver le pouvoir d'achat des salariés par maîtrise de l'inflation des produits alimentaires et PPN + assurer une hausse des prix aux producteurs plus importante que la hausse des prix à la consommation

voir les indicateurs p. 65

Il semble cependant que le DSRP soit limité à une synthèse des projets existants et en cours de réalisation par les PTF sans pour autant proposer de nouvelles idées, nouveaux projets.

Place accordée aux développements rural, agricole, rizicole,... :

Dans les recommandations de mise à jour du DSRP, compte tenu des résultats du DSRP et du contexte actuel, le volet "développement rural" figure en première position suivi des volets "gestion des finances publiques", "politique de redistribution" et "amélioration des conditions de bien-être de la population".

"Compte tenu de la situation de la pauvreté dans le monde rural où la majorité de la population est pauvre, le renforcement des programmes de développement rural constitue une des premières priorités de la lutte contre la pauvreté".

Sont préconisés : une décentralisation effective, le renforcement de la sécurité, l'amélioration des infrastructures de production, le renforcement des capacités techniques et du financement du monde rural, le désenclavement des zones de production, la sécurisation foncière.

"La mise en œuvre des programmes agro-alimentaires et agro-industries dans les zones de production permettra d'intégrer l'économie rurale dans l'économie industrielle et favorisera un développement rapide de l'agriculture"

Annexe 11 : Grille d'analyse du Millenium Challenge Account

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA, Septembre 2004, Le programme proposé Développement rural intégré pour une croissance rapide et durable, Madagascar Millenium Challenge Account, Repoblikan'i Madagasikara – US AID, 38p.

Objectif : "Il garantit la cohérence intersectorielle, l'articulation des démarches et la synergie des interventions en milieu rural"

Fait référence à : DSRP (2005), PADR (1999), PNASP (Programme National d'Appui au Secteur Privé) et au PIC (Programme Intégré de Croissance).

Découle sur : une vision partagée ?, par les autres programmes et plans de développement.

Contexte et conditions d'émergence :

La proposition MCA a été rédigée dans le but d'obtenir les financements du programme Américain du même nom. En vue de l'octroi des financements (110 million de \$ sur 4 ans), il respecte les clauses d'éligibilité rédigé par l'Administration BUSH, à savoir au niveau de la nation :

- un revenu par tête d'habitant en dessous de 1 415 dollars US par an,
- remplir les conditions d'aide de l'Association Internationale pour le Développement (IDA), et
- ne pas être inéligibles à bénéficier de l'aide économique des Etats-Unis au titre de la 1^{ère} partie de la Loi d'Aide à l'Etranger (FAA) de 1961 en raison de l'application de toute disposition de la FAA ou toute autre disposition légale. (site internet du MEFB, mai 2006)

Au niveau de la proposition :

Bonne gouvernance	Liberté économique	Investissement social
1. Libertés civiles	1. Taux de crédibilité du pays	1. Dépenses publiques dans le secteur santé (en % du PIB) 2. Taux de vaccination : DTC3 3. Dépenses publiques dans le secteur éducation (en % du PIB) 4. Taux d'achèvement de l'enseignement primaire
2. Droits politiques	2. Inflation	
3. Voix et responsabilités	3. Politique fiscale	
4. Effectivité du Gouvernement	4. Politique commerciale	
5. Etat de droit	5. Contrôle de qualité	
6. Lutte contre la corruption	6. Délai de création d'entreprise	

(source : site internet du MEFB, mai 2006)

Ce programme repose donc sur un partenariat bilatéral entre la République de Madagascar et les Etats-Unis d'Amérique. Les principes clés de ce partenariat sont les suivants :

Croissance Economique: Le MCA s'occupera principalement de promouvoir une croissance économique soutenue au moyen d'investissements dans des domaines comme l'agriculture, l'enseignement, le développement du secteur privé, et le renforcement des capacités.

Récompenser la performance: Usant des indicateurs d'objectif, les pays qui bénéficieront d'une aide seront choisis à partir de leur performance en matière de gouvernance équitable, de développement humain, et d'encouragement de la liberté économique.

Partenariat Véritable : En étroite collaboration avec la MCC, les pays bénéficiaires d'une aide du MCA seront chargés d'identifier les obstacles les plus importants à leur propre développement, d'assurer la participation de la société civile et d'élaborer un programme du MCA.

Se concentrer sur les résultats: L'aide du MCA sera accordée aux pays qui auront mis au point des programmes bien conçus avec des objectifs clairs, évalué les données de base, et prévu une évaluation objective des résultats.

Approche d'opérations: Une participation du MCA exigera un engagement de haut niveau de la part du gouvernement d'accueil. Il sera demandé à chaque pays de conclure avec la MCC un accord public qui comprend un plan pluriannuel de réalisation des objectifs de développement partagés et la responsabilité de chaque pays d'atteindre ces objectifs, des références régulières pour mesurer les progrès, un plan de financement pluriannuel, et un plan pour assurer une responsabilité financière sur l'utilisation de l'aide du MCA. Les programmes et les efforts partagés seront conçus de manière à assurer un progrès soutenu après que le financement au titre de l'entente MCA aura pris fin.

(site du MEFB, mai 2006)

L'enjeu de ce partenariat est d'engager la République de Madagascar et les USA, dans la réalisation des objectifs du millénaire des Nations Unies (2005). L'enjeu principal du Programme proposé par Madagascar est la réduction de la pauvreté. Le développement rural est présenté comme le levier principal pour réaliser cet objectif. Notamment puisqu'il se présente, comme l'interface entre le développement agricole et un développement industriel tourné vers le marché. On retrouve le référentiel idéologique des autres documents cadres (PNDR, MAP, Plan Directeur Quinquennal de Développement Rural...), à savoir le passage d'une économie d'autosubsistance à une économie de marché, via le prolongement des chaînes de valeur, notamment par le développement du secteur privé. La promotion d'un « **développement rapide et durable est soulignée** ». « **Les orientations stratégiques (...) reposent essentiellement sur le principe de « Partenariat Public Privé »** ».

Ce développement passe par une « **efficacité et une cohérence des politiques** » de développement, sans pour autant que l'Etat sorte de son rôle régalien et par l'émergence « **de nouveaux entrepreneurs, de nouvelles races d'acteurs de développement** ». Ce développement du secteur privé est perçu, comme une « **locomotive** » permettant de « tirer » Madagascar « **vers la croissance** ». Pour cela, un environnement économique favorable doit être constitué par un accès aux financements, des facilités pour créer et gérer une entreprise et une diffusion « **de la culture entrepreneuriale** ».

Le document a été rédigé, selon une méthodologie clairement explicitée :

- 1°/ définition de la finalité poursuivie
- 2°/ Analyse du contexte de développement
- 3°/ Analyses économiques avec une approche atout-contrainte (analyse SWOFT)
- 4°/ Elaboration de la stratégie et modalité de la mise en œuvre

Un large processus consultatif a été mis en place pour l'élaboration de la proposition (*environ 200 personnes issues du secteur public, du secteur privé, de la société civile et du monde académique*).

Objectifs :

L'objectif général du programme est défini par la réduction de moitié du taux de pauvreté sur 10 ans.

Les objectifs spécifiques sont déclinés 3 domaines prioritaires :

- « la mise en place de condition favorisant l'émergence d'une agriculture tournée vers le marché,
- l'appui et le développement des initiatives entrepreneuriales,
- l'appui au financement des différentes activités économiques »

1^{er} domaine :

- identifier les secteurs porteurs puis lever les contraintes et les facteurs de blocages (mise en place de politiques adéquates),
- favoriser l'émergence d'exploitations modernes (zone d'investissement agricole, sécurisation foncière, infrastructures...),
- favoriser les productions pour le marché (encourager la production, diffuser des normes de qualité...),
- améliorer la productivité (mécanisation, recherche, bonnes pratiques...).

2^{ème} domaine : Appui et développement des initiatives entrepreneuriales

- Appui au développement des entrepreneurs actuels : incitation par financement, fiscalité, réglementation, appui par centre de gestion
- Emergence de nouveaux entrepreneurs : alléger des conditions de démarrage, Formations, centre de création d'entreprises, financement (entreprise-fund)
- Développer l'esprit d'entreprise : par concours, éducation...

3^{ème} domaine : Appui au financement de l'activité économique

- Création d'un fond « entreprise-fund », à travers micro-finance, fonds spéciaux pour collecte et commercialisation des produits agricoles, fonds spéciaux pour PME, fonds spéciaux pour exportation.
- Création d'un fond « challenge » région, pour financer programme régionaux, correspondant au programme national.

Dispositifs :

Le programme du MCA est sous l'autorité du gouvernement de Madagascar. En vue de son orientation des conseils sont constitué :

- Le Conseil Interministériel d'Orientation (CIO)
- Le Comité Technique Mixte (CTN)
- Au point de vue organisationnel, 4 organisations doivent assurer conjointement la mise en oeuvre :
- l'Union de Coordination Nationale (UCN)
- l'Union de Coordination Régionale (UCR)
- 2 autres coordinations sectorielles (Développement des initiatives entrepreneuriales et financement de l'activité économique)

Les bailleurs de fonds sont le MCC à hauteur de 110 million de \$ en 4ans.

Une évaluation interne et une externe sont prévue afin d'assurer le suivi-évaluation du programme.

Afin de pérenniser le programme, il est prévu que le programme aient des effets d'entraînement non négligeable, il est par ailleurs prévu que les centres d'activité soient financés par le revenu fiscal générer par les nouvelles activités économiques.

Cohérence interne du Programme MCA :

Moyens financiers – objectifs : ?

Moyens humains – objectifs : On parle de renforcement de capacité de l'administration par apport de matériel, mais pas de moyens humains supplémentaires ne sont mentionnés...

Dispositif institutionnel – objectifs : Peu de détails sur la mise en œuvre réel du programme au niveau régional, ni national... Quels sont les liens entre les différents comités ?

Cohérences des objectifs :

On parle de pérennisation à travers le revenu fiscal généré par les nouvelles activités économiques vs allègement fiscal...

Sinon pas grand chose d'incohérent...

Annexe 12 : Grille d'analyse de la Vision Madagascar Naturellement

Vision "Madagascar Naturellement" définie en Conseil des Ministres par le Président de la République le 24 novembre 2004.

Fait référence à : DSRP

Découle sur : mise à jour DSRP, une vision, un "Conseil Economique de Madagascar"

Contexte et conditions d'émergence :

La vision "Madagascar Naturellement" part du constat que le DSRP est adapté à l'objectif de réduction de la pauvreté. Toutefois, **si réduire la pauvreté est un objectif pour le pays, il lui manque une vision commune**. Celle-ci, partagée par tous et transmise à la communauté internationale, doit véhiculer une image et des valeurs dans un objectif à long terme (2020).

Cette déclaration énonce la politique du Président de la République que l'on peut résumer par "Madagascar se développera sur son secteur rural avec une entrée agroindustrielle". Cette approche repose beaucoup sur les financements du Millenium Challenge Account (MCA) qui sont un cadeau pour ceux qui respectent la bonne gouvernance proposée par les USA. Cette vision générale doit ensuite être déclinée en objectifs opérationnels que sont la PGE, la mise à jour DSRP puis le MAP en remplacement.

La nécessité d' "***affermir des liens plus forts avec le monde rural pour la réduction de la pauvreté***" est énoncée.

Les atouts identifiés de Madagascar sont :

- d'importantes richesses naturelles (territoire, climat, biodiversité, paysages, énorme potentiel du secteur primaire),
- des paysans travailleurs et faciles à former,
- des valeurs culturelles fortes et préservées.

Aussi, "***Madagascar est un pays à vocation agricole!***".

Les points faibles identifiés sont :

- l'insuffisance de bonne gouvernance, de capacités, d'infrastructures (physiques, administratives) et des systèmes d'éducation et de santé
- une économie fermée et faiblement intégrée dans l'économie mondiale
- une économie monopolistique avec une faible compétitivité des produits
- une économie de rente (spéculation) et un esprit de prédation
- l'absence de transformation des produits agricoles et miniers.

Objectifs :

"Une Vision pour Madagascar et ses Régions." "A chaque région sa spécificité, Madagascar à nous tous."

Les objectifs de base du DSRP et les objectifs économiques généraux du DSRP sont repris. Les objectifs économiques généraux sont précisés :

- faciliter le passage de la situation actuelle du pays d'économie de subsistance à celle d'une économie de marché
- prolongement de l'économie rurale vers l'économie industrielle : agro-industrielle alimentaire et autres (pharmaceutique, cosmétique, textile, transformation de produits miniers) et l'économie de services (tourisme, crédit agricole, etc...)
- augmentation des exportations.

"Prolongement de la chaîne de valeur!"

7 objectifs économiques spécifiques :

- augmentation de la production agricole (riz, manioc,...) de 100% en 5 ans et 200% en 10 ans
- augmentation des exportations agricoles (vanille, girofle, crevettes,...) de 100% en 5 ans et 200% en 10 ans
- développement de la production agro-industrielle alimentaire (conserves de fruits, sucre, ...) de 50% en 5 ans et de 150% en 10 ans
- développement de la production agro-industrielle non alimentaire (huiles essentielles, matières textiles, ...) de 50% en 5 ans et de 200% en 10 ans
- augmentation de la production de pierres transformées (précieuses et non précieuses) de 50% en 5 ans et de 200% en 10 ans
- augmentation de la production textile industrielle de 50% en 5 ans et de 200% en 10 ans
- augmentation du nombre actuel des touristes (2003 : 160 000) à 400 000 en 5 ans et à 800 000 en 10 ans

Une vision pour 2020 **d'une exploitation de façon optimale et en respect de l'environnement des diverses potentialités et ressources que recèle le pays**. Les objectifs assignés au **développement rural considéré comme "incontournable"** sont :

- la réduction de la pauvreté
- l'amélioration de l'éducation et de la santé
- l'égalité des chances pour les jeunes
- la diminution du clivage villes/monde rural.

Cette vision traduit une volonté de changement radical de la gouvernance politique, économique et sociale.

Dispositifs :

Les mesures du DSRP concentrées sur le tourisme, les mines, la pêche, et l'aquaculture et les industries manufacturières comme secteurs porteurs **sont nécessaires mais insuffisantes pour le développement rural.**

Les **plus-values dans le monde rural** proviennent :

- de l'augmentation de la productivité, de la quantité et de la qualité des produits naturels
- d'une amélioration de la logistique (stockage, conditionnement...)
- de la prolongation de la chaîne de valeurs (agroindustries alimentaires et non alimentaires, tourisme, industrie textiles, transformation de produits miniers).

Les mesures à prendre concernent :

- **les infrastructures** : silos, réseaux hydro-agricoles, marchés, agro-cities, zones franches, aéroports, ports, électricité
- **l'éducation, la formation, le savoir faire** : enseignement agricole, formations sur le secteur minier, formation professionnelle, recherche agricole, transferts de technologies, partenariats, ...
- **les règles, normes, finances et organisation** : normes de qualité et de sécurité, label a.o.c., enregistrement des terrains agricoles, incitation fiscale, sécurité rurale, un "Conseil Economique de Madagascar",...
- **le marketing** : communication nationale, internationale,...

Il convient désormais **d'intégrer la "Vision" dans la mise à jour du DSRP et d'instaurer le "Conseil Economique de Madagascar"** (représentants des secteurs clés : agro-industries alimentaires, textile, pierres, tourisme, zones franches) auprès du Vice Premier Ministre.

Place accordé aux développements rural, agricole, rizicole, ... :

Cette vision base clairement le développement économique de Madagascar et la réduction de la pauvreté sur le secteur primaire et plus globalement le développement rural.

Prolongation de la chaîne de valeurs, intégration des filières, préservation de l'environnement...

Augmentation de la production agricole et en riz notamment...

**Annexe 13 : Grille d'analyse du Programme National de
Développement Rural**

Objectif : "Il garantit la cohérence intersectorielle, l'articulation des démarches et la synergie des interventions en milieu rural"

Fait référence "***fondamentalement***" à : La Vision Madagascar Naturellement (2004) et au DSRP (2005) et à été rédigé dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique Générale de l'Etat (2005).

Découle sur : toutes les politiques affectant le développement rural qui devront s'y conformer du type (PADR, PANSAs, LPDR, LP2D, Master plan, Business Plan, Lettre de Politique de Développement Ruricole, Politique Environnementale, Politique Foncière, Politique de l'eau, Stratégie Nationale de micro-finance) et tous les programmes ou projets ayant trait au développement rural.

Contexte et conditions d'émergence :

Il fait suite au PADR (Plan d'Action de Développement Rural) institutionnalisé par le décret 99-022 du 20 Janvier 1999. Suite à la mise à jour du DSRP (Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté) en 2005 et de l'évolution de la politique gouvernementale (par la PGE, Politique Générale de l'Etat et la Vision Madagascar Naturellement), le PNDR est la version réajustée du PADR pour des raisons de cohérence entre les documents stratégiques. Afin d'inscrire le développement de Madagascar au cœur de l'économie mondiale, il s'attache à la cohérence du dispositif des politiques aux exigences des normes et des engagements internationaux (OMC, COMESA, FMI...). Il semblerait que ce soit le premier texte concernant le développement rural principalement rédigé par le gouvernement de Marc Ravalomanana. Plus sectoriel que le DSRP, il vise à donner une stratégie de développement plus précise et moins général que le DSRP (rédigé par la Banque Mondiale et qui ne tiendrait pas particulièrement compte des spécificités du développement à Madagascar).

Le PNDR a été rédigé par Equipe Permanente du Programme (EPP). L'EPP est composé des représentant des ministères concerné par le PNDR, des responsables de d'organismes ou de programme de développement rural et de personnes ressources représentant la société civile et le secteur privée. Cette équipe de coordination aurait été proposée par l'UE, plus que voulue par le gouvernement Malgache.

La démarche s'est déroulée en 3 grandes étapes :

- Capitalisation des documents existants pour l'élaboration de l'orientation générale (notamment des PRDR existants),
- Mise en cohérence avec les autres programmes nationaux et les interventions des différents,
- Elaboration avec "***un système de restitution / validation***" au fur et à mesure de l'avancement. Afin d'identifier les défis et les enjeux du PNDR, un arbre des problème a été réalisé et confronté aux réponses actuelles.

Il est par ailleurs précisé que cette rédaction s'est effectuée, dans un esprit participatif avec la réaction des différents acteurs économiques du monde rural (OP, privé, société civile, administration). La rédaction de ce Programme aurait donc suivi une démarche *Bottom-Up*, en se basant sur le travail des Régions à travers les PRDR et en reposant sur une réflexion participative.

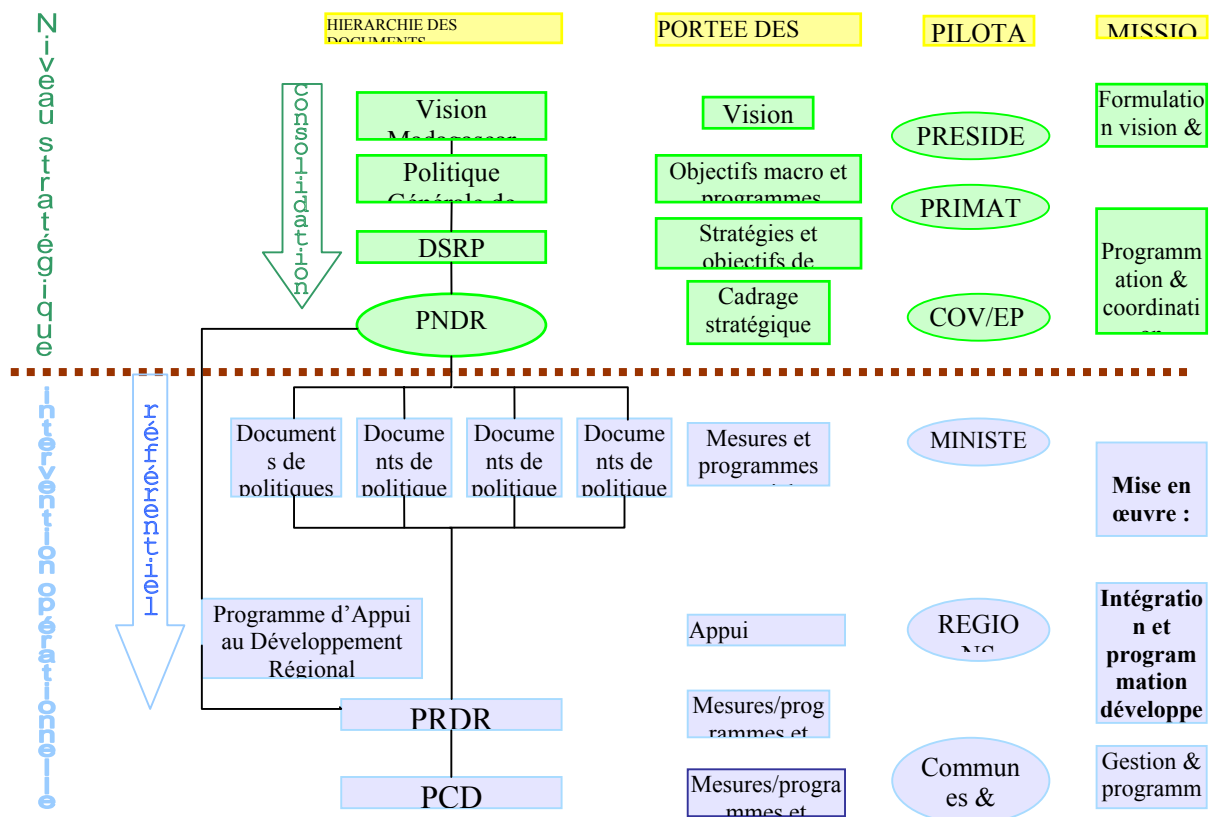
Le PNDR adopte ainsi les grands enjeux de **réduction de la pauvreté** et de **sécurité alimentaire** du DSRP (2005) et reprend l'image d' "**un pays à vocation agricole doté d'une agriculture de marché avec une agriculture industrielle diversifiée (...), tournée vers l'exportation**" à l'échelle 2020 de la Vision Madagascar Naturellement. Les enjeux que se proposent de soulever le PNDR sont :

- La bonne gouvernance,
- l'accès aux facteurs production (pour les acteurs économiques du monde rural),
- la sécurité alimentaire,
- la valorisation du cadre de vie en milieu rural,
- l'offensive commerciale.

Les références idéologiques pour assurer les objectifs de développement reposent principalement sur un "**Etat léger et efficace**" "**recentré sur ses fonctions régaliennes**". Cet état s'efforcera à la création d'un environnement favorable à l'émergence d'un secteur privé à dynamique (ou d' "**un esprit d'entrepreneuriat tourné vers le marché**") qui sera à même de décroquer le milieu rural et d'insérer les productions agricoles dans les marchés nationaux et internationaux (avantage comparatif des productions malgaches). Il est ainsi admis que la petite agriculture familiale ne pouvant innover et se développer (à cause de sa faible capitalisation et de son aversion au risque) ne permettra pas d'infléchir le phénomène d' "**agriculture d'autosubsistance**", qui contribue à ce que les zones rurales restent "**traditionnelles, autarciques, statiques...**". Enfin, le PNDR repose en grande partie sur le concept de Développement Durable, posant comme postulat la gestion durable des ressources naturelles, le respect culturel, la participation des différents acteurs économiques aux débats sur les décisions affectant le développement rural et la décentralisation permettant d'agir localement tout en pensant globalement.

La place du développement agricole se place au cœur du développement économique. Il est considéré comme un tremplin pour l'intégration économique de Madagascar, dans le marché mondial. En effet, le PNDR repose sur l'avantage comparatif des produits agricoles malgaches, qui doit permettre avec la libéralisation de l'économie une croissance forte et un revenu de devises pour la nation. D'autre part, la place du développement rural est considéré comme stratégique pour un développement harmonieux du territoire. Le but est d'obtenir un développement harmonieux entre zones urbaines et zones rurales, afin de ne pas amplifier les écarts de développement entre villes et campagnes. Le développement rizicole est très peu abordé dans le PNDR. La vision du développement agricole par le PNDR est beaucoup plus orienté vers des productions dites à haute valeur ajoutée (maraîchage, arboriculture, épices...). Dans le même ordre d'idée, diminuer la dépendance au riz par des changements d'habitudes alimentaires fait partie des programmes du PNDR.

Le PNDR s'inscrit dans le paysage politique à l'interface des documents de stratégie de développement et des politiques sectorielles (voir figure...).



Objectifs :

Le premier objectif du PNDR est de constituer "un levier pour fédérer, coordonner et harmoniser les forces et les appuis nécessaires" au développement rural.

Sa rédaction est ainsi justifiée par le besoin de coordination des différentes politiques, programmes et projets ayant attrait au Développement Rural à Madagascar. La cohérence des politiques, programmes et projets de développement rural est présentée, comme indispensable à leur efficacité et à la lisibilité du processus de développement amorcé à Madagascar. Gage du sérieux de l'action de l'Etat, le PNDR devrait permettre aussi les négociations auprès des bailleurs de fonds pour obtenir le financement de programmes et de projets de développement.

Compte-tenu des documents cadres dont il découle, le PNDR intègre tous les objectifs de réduction de la pauvreté du DSRP et de "développement rapide et durable" de la Vision Madagascar Naturellement.

Les objectifs spécifiques au développement rural sont :

- l'intégration des zones rurales à l'économie de marché (par l'organisation des filières via des OP ou par leur intégration par des agro-industries),
- la professionnalisation du monde agricole (par la création de centre d'agro-business, la capitalisation des exploitations agricoles),
- la création d'emploi ruraux (micro-entreprises ou firmes privée de transformation des matières premières agricoles ou minières).

L'objectif explicite du développement rural à Madagascar est le "*prolongement de la chaîne de valeur*", visant à créer de la valeur ajoutée sur les produits agricoles, en zone rurale. Les productions des zones rurales devront bénéficier d'un avantage comparatif sur le marché mondial, afin de rapporter des devises ou se substituer aux importations.

L'objectif implicite du PNDR serait de transférer de la main d'œuvre des petites exploitations familiales (en autosubsistance), vers des exploitations capitalistes et le secteur de l'agro-industrie.

Afin de juger de l'efficacité et de l'efficience du PNDR, des indicateurs restent à être élaborés par les responsables du suivi-évaluation du programme (Direction de la Coordination et du Suivi, Direction Général du Plan). Il est néanmoins préciser que ces indicateurs seront en conformité avec les indicateurs des business plans sectoriels.

Dispositif :

Le PNDR concerne les objectifs de développement rural de Madagascar à terme 2020. Afin de ne pas être trop général dans ces objectifs, le Plan Directeur Quinquennal pour le Développement Rural 2005-2010 offre "*une stratégie d'action déterminante*" avec un plan d'action à moyen terme.

Le Plan d'action du PNDR se décompose en 5 orientations (voir Tableau ci-dessous).

ORIENTATION N°1 : RENDRE LE CADRE INSTITUTIONNEL DU SECTEUR PLUS EFFICACE	
AXES STRATEGIQUES	PROGRAMMES
1.1. Amélioration du cadre institutionnel et des structures d'accueil du développement rural eu égard à la nécessité de la collaboration et de la responsabilisation des acteurs et au besoin de promouvoir les systèmes de partenariat	-a/ Poursuivre la réforme de l'administration publique -b/ Renforcer le programme de décentralisation et de régionalisation -c/ Consolider les plates-formes de concertation et les structures d'appui au niveau régional -d/ Mettre en place un ou des systèmes d'information économique fiable -e/ Renforcer les services de proximités et d'appui aux producteurs agricoles
1.2. Mise en place d'un environnement juridique et réglementaire favorable au développement rural	-a/ Mettre en adéquation et actualiser le cadre réglementaire -b/ Elaborer le Code rural
ORIENTATION N°2 : FACILITER L'ACCES AU CAPITAL ET AUX FACTEURS DE PRODUCTION	
2.1 Facilitation de l'accès des producteurs et investisseurs à la terre	-a/ Mettre en œuvre le PNF
2.2 Introduction des mécanismes d'organisation, de gestion et de développement des infrastructures	- a/ Réhabiliter les infrastructures rurales - b/ Développer des mécanismes durables de financement et de gestion des infrastructures
2.3 Développement et pérennisation du financement du monde rural	- a/ Mettre en œuvre la stratégie nationale de micro finance - b/ Mettre en place un système de financement pour le développement rural au niveau des banques primaires
2.4 Facilitation de l'accès à l'amélioration du matériel et de l'équipement	- a/ Entreprendre la formation des artisans ruraux - b/ Promouvoir la production de matières premières - c/ Développer un programme d'accès aux équipements amonts et avals
2.5 Promotion de l'électrification rurale	- a/ Accélérer la mise en œuvre de l'électrification rurale
ORIENTATION N°3 : AMELIORER LA SECURITE ALIMENTAIRE ET AUGMENTER LA PRODUCTION ET LA TRANSFORMATION AGRICOLES	
3.1. Amélioration de la productivité Agricole	-a/ Renforcer la recherche Agricole -b/ Assurer la diffusion de technologies appropriées dont la mécanisation -c/ mettre en œuvre le Programme National des Bassins Versants/Périmètres Irrigués (PNBVPI)
3.2. Diversification de la production et de l'alimentation	-a/ Développer les filières et valoriser les produits -b/ Promouvoir la diversification des produits -c/ Promouvoir la modification des habitudes alimentaires
3.3. Assurance d'une stabilité et d'une permanence des approvisionnements alimentaires	-a/ Poursuivre et améliorer le Programme Transport en Milieu Rural -b/ Développer et gérer de façon intégrée les infrastructures de transport rural, les infrastructures de stockage, silo -c/ Désenclaver effectivement les zones isolées
3.4 Préparation aux urgences	-a/ Consolider et développer les systèmes d'alerte et de surveillance des catastrophes
3.5. Transformation des produits	-a/ Appuyer les acteurs locaux pour développer des formules de coopératives de production et/ou de transformation

	-b/ Appuyer les petites entreprises à l'accès aux technologies de transformation -c/ Promouvoir la création d'unité de transformation artisanale et industrielle
ORIENTATION N°4 : VALORISER LES RESSOURCES NATURELLES ET PRESERVER LES FACTEURS NATURELS DE PRODUCTION	
AXES STRATEGIQUES	PROGRAMMES
4.1. Gestion durable des écosystèmes et de la biodiversité	-a/ Mettre en place et développer le système des aires protégées. -b/ Développer des programmes d'écotourisme.
4.2. Gestion durable des eaux et des sols	-a/ Mettre en œuvre les programmes de gestion des bassins versants et périmètres irrigués. -b/ Etendre la mise en œuvre des programmes agro écologiques -c/ Lutter contre les feux de végétation
4.3. Gestion durable des ressources forestières	-a/ Promouvoir le reboisement -b/ Valoriser les ressources forestières non ligneuses (filières huiles essentielles, plantes médicinales et ornementales...) -c/ Promouvoir les énergies renouvelables
4.4. Gestion durable des espaces ruraux	-a/ Développer des schémas d'aménagement et de développement durable à différent niveau du territoire -b/ Faire le zonage et l'aménagement forestier -c/ Elaborer un schéma national de migration
4.5. Mise en compatibilité des investissements ruraux avec l'environnement	-a/ Développer les mesures environnementales dans les projets de développement rural en référence au cahier de charges environnemental du PADR -b/ Promouvoir l'intégration de la dimension environnementale dans les politiques, programmes et projets de développement au niveau des secteurs et des communautés -c/ Assurer la gestion des plaintes et doléances environnementales en milieu rural
ORIENTATION N°5 : DEVELOPPER LES MARCHES ET ORGANISER LES FILIERES	
5.1. Partenariat Public Privé (3P) : articulation des réseaux d'acteurs ruraux	- a/ Mettre en place et développer les structures interprofessionnelles par filière
5.2 Entrée d'opérateurs en aval dans le marché	- a/ Appuyer la mise en place de forum économique local - b/ Professionnaliser le monde rural et Rehausser le niveau d'éducation
5.3 Diversification et développement des exportations	- a/ Identifier et développer par anticipation les filières porteuses - b/ Créer des pôles de développement
5.4. Marketing/Communication	- a/ Elaborer et mettre en oeuvre une stratégie marketing et de communication adéquate pour le développement des filières porteuses
5.5. Elaboration et mise en place des Normes et Qualités	- a/ Elaborer et diffuser, contrôler et suivre l'application des normes de qualité et de conditionnement des produits locaux et d'exportation - b/ Promouvoir la qualité - c/ Mettre en place et opérationnaliser les infrastructures adéquates à la normalisation et à la qualité (certification, accréditation...)"

Le PNDR se traduit dans son application par 2 approches différentes. En effet, il combine une approche intersectorielle et une approche verticale (national au local).

Au niveau national, la maîtrise d'ouvrage est assurée par le gouvernement conseillé par le Comité d'Orientation et de Validation (COV) sous proposition de l'Equipe Permanente de Pilotage (EPP) qui consulte les acteurs du développement (OP, Privé, Société Civile).

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'EPP, qui nomme des Groupes Thématiques Centraux (GTC) travaillant sur des problématiques spécifiques et les Groupes de Travail de Développement Rural travaillant sur des problématiques régionales. 3 ministères sont directement impliqués dans la mise en œuvre du PNDR (agriculture / Industrialisation / Environnement). 7 autres sont concernés par des problématiques sectorielles (Economie et finances / Décentralisation / Energie et mines / Transport et travaux publique/ Education et recherche).

Au niveau régional, la maîtrise d'ouvrage est assurée par la région. Les régions et leurs communes rédigent un Plan Régional de Développement Rural (PRDR) en consultation des acteurs locaux du développement rural. Ce PRDR a pour objectif de traduire le PNDR en priorisant les actions au niveau régional.

La maîtrise d'œuvre est assurée par les GTDR, bénéficiant d'un appui institutionnel du PADR (Programme d'Appui au Développement Régional) et des services de l'Etat décentralisés.

Les financements ne sont pas déterminés par le PNDR.

Cohérence interne du PNDR :

Moyens financiers – objectifs : D'une manière générale, le PNDR prend l'aspect d'une très grande liste d'objectif à réaliser, ce qui rend pratiquement impossible sa mise en œuvre, car l'Etat n'a pas les moyens d'assumer une politique de développement rural grande échelle. On est en raison de se demander, si l'APD sera aussi suffisante pour la mise en œuvre d'un tel programme, d'autant plus que le PNDR se garde d'annoncer les coûts qu'il induit. La limite principale du PNDR serait alors de lister les mesures constituant la politique de développement rural de Madagascar, mais de ne pas suffisamment les prioriser.

Moyens humains – objectifs : Compte tenu d'un budget réduit et de moyens humains réduits par le Plan d'Ajustement Structurel (PAS), l'administration ne disposerait pas de moyens humains suffisants à la mise en œuvre du PNDR.

Dispositif institutionnel – objectifs : Le PNDR repose sur une approche intersectorielle et sur une approche de décentralisation. Au niveau national, si les moyens humains affectés par les ministères à la mise en œuvre du PNDR sont suffisants, le dispositif institutionnel semble être cohérent avec les objectifs. Cependant, l'approche intersectorielle est récente à Madagascar, la gestion du développement rural échappant traditionnellement au MAEP. Le manque d'expérience de l'administration pour les approches multi-sectorielles pourrait diminuer l'efficacité de l'EPP. Au niveau régional, la décentralisation et la déconcentration des services de l'Etat n'étant pas encore fonctionnelles, l'appui institutionnel proposé par le PNDR via le PADR est indispensable. Néanmoins, l'élaboration des PRDR risque à court terme de souffrir d'un dispositif institutionnel faible au niveau régional, notamment pour prioriser les actions à mener au niveau régional.

Cohérences des objectifs :

La lecture du PNDR soulève quelques approfondissements pour comprendre la cohérence des objectifs, notamment entre la volonté de :

- Augmenter les surfaces forestières et les surfaces agricoles simultanément,
- Recentrer l'Etat sur ses fonctions régaliennes et réfléchir les interventions de l'Etat avec des plates-formes interprofessionnelles.
- Développer les agro-industries privées et des OPA (est-ce que les 2 sont possibles ? avantage absolu des agro-industries ?),
- Développer le secteur privé et pas de mesures clairement défavorisantes pour les oligopoles et monopôles locaux,
- ...

**Annexe 14 : Grille d'analyse du Plan National d'Action pour la
Sécurité Alimentaire**

Madagascar – Plan National d’Action pour la Sécurité Alimentaire (PANSA) – Version provisoire. 27 juillet 2005. FAO (Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture), Département de la coopération technique centre d’investissement, Programme de Coopération Technique (PCT)

Fait référence à : Objectifs du Millénaire, Politique de décentralisation, DSRP, PNDR, PN2D

Découle sur : IPP, Conseil National de la Sécurité Alimentaire

Contexte et conditions d’émergence :

La crise rizicole d’octobre 2004, révélatrice d’une situation fragile en terme de sécurité alimentaire, ainsi que le besoin d’un engagement politique fort pour atteindre les Objectifs du Millénaire ont amené la FAO à « proposer un cadre de références permettant une meilleure prise en considération de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les politiques et stratégies du Gouvernement et une meilleure efficacité des IPP »

Ce texte découle d’une mission sous l’égide de la Primature (EPP/PADR) réalisée à Madagascar qui a permis de prendre en compte les expériences existantes des divers bailleurs de fond et qui intègre des contributions de l’UE, de l’USAID et de l’UPDR.

Un rappel de la notion de sécurité alimentaire, définie comme une « situation caractérisée par le fait que toute la population a en tout temps un accès matériel et socio-économique garanti à des aliments sans danger et nutritifs, en quantité suffisante pour couvrir les besoins physiologiques, répondant à ses préférences alimentaires, et lui permettant une vie active et d’être en bonne santé » (FAO, 2000), montre que la SAN fait référence à 2 dimensions :

- une échelle globale, nationale ou régionale : un équilibre global entre ressources et besoins découle de la disponibilité (production et importation) et de la stabilité des approvisionnements (aléas climatique entre autres)
- une échelle familiale ou individuelle : un équilibre entre offre et demande au niveau des ménages lié à l’accessibilité aux ressources alimentaires (dépendant elle-même de facteurs physiques – routes, marchés, transports, ... - et de facteurs socio-économiques – conditions d’accès au marché c'est-à-dire pouvoir d’achat -) ainsi qu’à l’utilisation des aliments et leur qualité nutritionnelle.

Les IPP classiques ciblent essentiellement l’équilibre global ressources/besoins en assignant au marché un rôle régulateur des équilibres. Cependant, ce paradigme ne prend en compte que les aspects disponibilité et stabilité, laissant les projets de lutte contre la pauvreté s’occuper de l’équilibre offre/demande au niveau individuel. Ainsi, pour prendre en compte la SAN, il est nécessaire de mieux cibler les actions afin que la population puisse générer des revenus ou des ressources alimentaires supplémentaires. Pour cela, la politique actuelle de décentralisation est perçue comme une opportunité pour la lutte contre l’insécurité alimentaire au niveau des ménages ; « les problèmes [devant] être traités localement et non centralement. »

En effet, si globalement Madagascar dispose des ressources suffisantes pour nourrir sa population (production et importation) et donc la stabilité est assurée, l'insécurité alimentaire est croissante (8% de la population en IAC et 50% en IAS), ce qui pose la question de l'accessibilité.

Il semble que l'utilisation du concept de sécurité alimentaire dans le PANSA se fait de manière à analyser la situation actuelle du développement de Madagascar et les échecs des politiques passées de manière à légitimer une nouvelle (?) approche du développement. Ainsi, on montre le lien existant entre pauvreté, vulnérabilité des ménages et risque de se trouver dans une situation d'insécurité alimentaire.

Le paradigme du marché n'est pas remis en cause et il semble que l'objectif de ce document (non explicite mais cohérent avec la stratégie du Gouvernement énoncé dans les autres documents stratégiques) soit celle d'une meilleure intégration de l'agriculture à l'économie de marché. Celui-ci pourrait ainsi être régulateur de l'équilibre global ressources/besoins à l'échelle nationale mais aussi de l'équilibre offre/demande au niveau des ménages.

Ainsi, l'accès à une meilleure sécurité alimentaire des ménages passe par une amélioration des revenus, essentiellement monétaires, afin d'assurer les objectifs d'accessibilité (pouvoir d'achat et donc accès socio-économique au marché) et nutritionnels (lien entre malnutrition et pauvreté).

Par ailleurs, le désenclavement de certaines zones permettrait d'améliorer l'accès physique au niveau de certaines communes enclavées et d'ainsi faciliter le système de commercialisation.

L'objectif de stabilité des approvisionnements vise lui à réduire les crises par l'amélioration du fonctionnement du marché (fluidité des circuits commerciaux et transparence de la politique d'importation de l'Etat) permettant ainsi une régulation par des importations lorsque nécessaire et par un équilibrage entre régions productrices et consommatrices.

Aussi est-il nécessaire de permettre aux ménages ruraux de disposer de ressources monétaires suffisantes et d'origine diversifiée en plus de leur production. Implicitement, il est donc énoncé que des familles agricoles doivent quitter le secteur de la production primaire pour intégrer la chaîne de valeur ou d'autres activités rurales (à vérifier ? pas sur du tout ?)

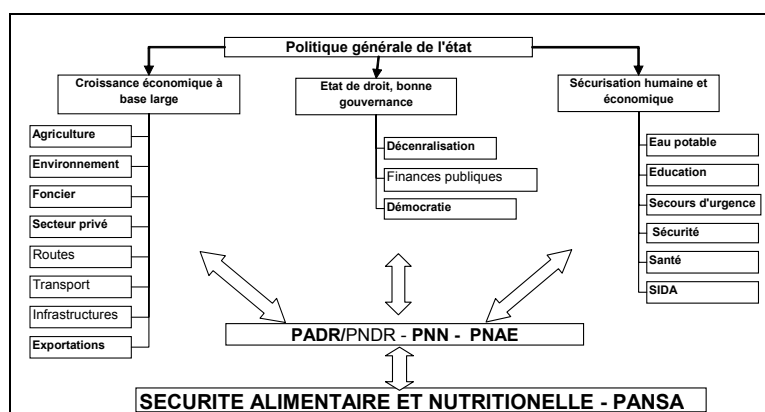
Enfin, un objectif énoncé est celui de réduire les importations notamment pour les produits de base (riz, oléagineux, sucres).

La sécurité alimentaire semble ainsi être un objectif proposé comme base de réalisation des politiques et stratégies ainsi que des IPP qui doivent prendre en compte cette composante. La SAN est proposée comme une « finalité » de la réduction de la pauvreté, du développement et du développement rural (où se concentrent pauvreté et insécurité alimentaire). Le PANSA propose en effet une approche de ces politiques visant la SAN car la plupart des politiques concernent à un degré ou un autre la SAN. Cependant, "il faut éviter de vouloir trop faire et de vouloir régler tous les problèmes sous prétexte qu'ils relèvent de la sécurité alimentaire et/ou de la pauvreté."

Le Plan d'Action présente des mesures interministérielles mais détaille plus en profondeur les axes de programmation concernant le MAEP.

Objectifs :

Le PANSA dit s'inscrire dans le cadre des objectifs définis dans les documents de référence traitant de la réduction de la pauvreté (DSRP), de la priorité au secteur rural et à la réduction de l'insécurité alimentaire (PNDR) ainsi que dans les grandes options de développement que sont le désengagement de l'Etat, la décentralisation et la régionalisation, le partenariat public/privé. Par ailleurs, il affirme s'inscrire dans une logique de développement durable en privilégiant la sécurité active plutôt que la sécurité passive (gestion des crises conjoncturelles).



L'objectif global est une augmentation de l'offre sachant que la connaissance technique n'est pas le facteur limitant du succès d'un programme mais que les facteurs politiques sont déterminants du succès durable d'un programme. Des objectifs clairs, cohérents et permanents doivent donc se dégager dans les stratégies du Gouvernement. Précarité, pauvreté et insécurité alimentaire résultent essentiellement de ces facteurs politiques

Une définition claire des rôles respectifs du secteur public et du secteur privé apparaît nécessaire : le désengagement de l'Etat doit s'accompagner d'une stimulation et d'une orientation du secteur privé dans le cadre de règles claires et admises par tous.

Par ailleurs, « la décentralisation et la déconcentration doivent prévaloir dans tout plan d'action visant à améliorer durablement les conditions de la sécurité alimentaire ». ceci afin d'adapter les messages de développement au contexte local.

Dans une logique de développement apte à réduire l'insécurité alimentaire (sécurité active), la sécurité alimentaire fait partie de la politique de développement puisque le développement engendre la sécurité alimentaire. Or, la croissance économique est énoncée comme une condition nécessaire et doit se baser en premier lieu sur une croissance de la production agricole à court terme par une augmentation de la productivité des productions de base. A plus long terme, la politique de développement doit être en mesure de lever les obstacles à une croissance agricole élevée et durable par :

- la création d'emplois non agricoles en milieu urbain ainsi qu'en milieu rural
- la stabilisation foncière et la réduction de la précarité croissante des populations rurales
- la promotion du secteur privé dans son rôle régulateur des approvisionnements (amont et aval) par la fixation de règles claires et transparentes et l'absence de monopoles - la garantie de la sécurité des biens et des personnes.

Les objectifs généraux à un horizon 2015 sont :

- d'atteindre un degré d'autoapprovisionnement proche de 100% pour les denrées de base avec éventuellement un commerce extérieur dynamique (importations et exportations conjointes); à court-terme l'objectif est au renversement de la tendance à la dégradation des consommations moyennes en calories, protéines et lipides et à long-terme à une croissance annuelle de la production proche de celle de la demande
- concrétiser les options régionales dans les objectifs de la SAN avec des politiques régionales pour les régions enclavées et/ou les groupes sociaux vulnérables (l'objectif implicite est de permettre à ces populations d'être intégrée au marché)
- réduire de 50% le nombre de personnes vulnérables (enfants, femmes,...) d'ici 2015 par le biais d'opérations ciblées

Le cadre théorique principal est celui du libéralisme avec un retrait de l'Etat limité à ses fonctions régaliennes, à la fourniture de l'information et à une maîtrise de la fiscalité. L'ouverture du marché malgache au marché international est aussi prônée puisque le marché national est beaucoup plus rigide que le marché international.

Mise en œuvre :

Différents axes stratégiques sont proposés comme "composante de la politique de développement rural"; la politique de SAN ne cherchant pas à s'y substituer. 12 axes opérationnels concernent directement le MAEP.

Axes politiques prioritaires.	Principaux axes stratégiques	Intervenants	Axes de programmation (ou opérationnels) de SAN (axes spécifiques pour le MAEP)	Impact attendu			
				L	A	S	M
Développer une politique de régionalisation de la production agricole	✓ Intégration de la SAN dans les Plans de développement régionaux et leur financement	<i>Décentralisés. Finances</i>	✓ Régionaliser la programmation et du financement des investissements agricoles	x	x		
	✓ Ancrage des IPP auprès des institutions locales permanentes	MAEP		x			
	✓ Promouvoir les complémentarités interrégionales	<i>EPP Intérieur</i>	✓ 1. Renforcer les pôles nationaux et régionaux de production rizicole	x		x	
	✓ Désenclavement des zones de production	MTTP	✓ 2. Sécuriser la production des denrées de base	x	x	x	
	✓ Promouvoir la sécurité des personnes et des biens		✓ 3. Accompagner les mouvements migratoires interrégionaux				
Renforcer les services d'appui technico-économiques aux producteurs agricoles	✓ Intensification des systèmes de production et des filières agricoles (croissance de la production des denrées de base)	MAEP MERS	✓ 4. Promouvoir des services agricoles durables (CSA), y compris: ✓ la R/D paysanne ✓ le service conseil technique ✓ l'approvisionnement en semences améliorées, intrants, petits équipements etc. ✓ l'accès paysan aux services de micro-finance ✓ l'appui à la structuration paysanne Renforcer le rôle régalien des DRDR et mettre en place les CSA au niveau des districts	x	x	x	x
	✓ Diversification des systèmes de production agricoles (végétales, animales, piscicoles, horticoles, ...)						
	✓ Amélioration de la capacité de résistance des systèmes d'exploitation aux chocs externes et internes						
	✓ Ciblage concerté de la recherche agricole publique et privée sur les priorités de la SAN						
Renforcer les	✓ Renforcer les ressources humaines des services d'appui	MERS MAEP	✓ 5. Professionnalisation paysanne et des services d'appui:	x		x	

ressources humaines à tous les niveaux	✓ Professionnalisation paysanne		✓ Promouvoir la formation continue (en techniques, gestion, ...) ✓ Relancer de l'enseignement technique et professionnel	x	x	x	x
	✓ Promotion de l'éducation nutritionnelle et de la diversification de l'alimentation (formelle et informelle)		✓ 6. Promouvoir l'éducation nutritionnelle et la diversification de l'alimentation.				x
Régulariser les marchés de denrées alimentaires	✓ Mise en œuvre d'une politique cohérente d'import-export	<i>Commerce Intérieur</i> MTTP MAEP	✓ Assurer une fiscalité simplifiée/stable et la transparence des échanges				x
	✓ Promouvoir la fluidité des échanges intérieurs		✓ Améliorer la sécurité et les infrastructures routières, de marché,...	x	x	x	
	✓ Stabiliser les approvisionnements au niveau local		✓ 7. Promouvoir la stabilisation des approvisionnements au niveau local (greniers villageois)	x	x	x	
	✓ Promouvoir l'intégration des filières		✓ 8. Réduction des pertes post-récolte (transformation, stockage)	x		x	
Garantir l'accès alimentaire aux plus vulnérables	✓ Promouvoir une aide alimentaire structurelle comme outil de développement économique.	MAEP	✓ 9. Promouvoir et financer une politique claire d'aide alimentaire (et nutritionnelle)	x	x		x
	✓ Améliorer la prévention et la gestion des crises alimentaires	CNS/SI RSA	✓ Mettre en place des réserves financières pour les interventions d'urgence	x	x		x
	✓ Cibler les appuis alimentaires suivant les spécificités des zones et des groupes sociaux vulnérables	ONN	✓ 10. Promouvoir la diversification des activités rurales et des revenus		x	x	x
Promouvoir une politique de l'information et de suivi d'impact	✓ Harmoniser les dispositifs de collecte, de traitement et de diffusion de l'information	EPP MAEP	✓ 11. Harmoniser et consolider les différents dispositifs de collecte et de traitement des informations de la SAN	x	x	x	x
	✓ Mettre en place un dispositif unifié d'évaluation d'impact en termes de SAN		✓ 12. Assurer un suivi coordonné de l'impact des IPP en termes de SAN	x	x	x	x
	✓ Diffusion de l'information alimentaire et nutritionnelle par les mass média.	Information	✓ Mettre en place d'une cellule d'information du public en matière de SAN	x	x	x	x

La mise en place d'un organe interministériel de concertation est prévue. Les nouvelles IPP doivent prendre en compte les priorités du PANSA et ces IPP seront regroupées dans un programme du gouvernement. Mais... quelle effectivité réelle de ces propositions?

Accès aux ressources	Disponibilité	Accessibilité	Stabilité	Nutrition/utilisation
Développer une politique de régionalisation	Programme régional de développement agricole	Plan directeur des transports, marchés	<ul style="list-style-type: none"> Stocks régionaux Echanges inter-zonaux et inter-régionaux 	Programme de lutte contre les carences régionales
Sécuriser la production de denrées de base	<ul style="list-style-type: none"> R/D adaptée Conseil technique (CSA) 	<ul style="list-style-type: none"> Promotion des activités hors sol (élevage, pêche, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> Résistance des systèmes de production aux chocs. Résistance des systèmes 	Diversification alimentaire
Renforcement des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités techniques d'appui 	Diversification alimentaire		Education nutritionnelle
Régulation des marchés	Importation	Politique des prix?	<ul style="list-style-type: none"> Politique des prix Stocks villageois Sécurité! 	Diversification des produits commercialisés
Politique d'aide alimentaire et nutritionnelle	Capacité d'intervention en cas de crise	Diversification des revenus non agricoles	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la base socio-économique des vulnérables 	Complémentation nutritionnelle des groupes vulnérables
Promouvoir une politique de l'information et de	Suivi alimentaire	Suivi des prix et quantités	Suivi des périodes de soudure des groupes vulnérables	Suivi nutritionnel des groupes les plus vulnérables

Cependant, le PANSA a été réalisé par un travail de consultants internationaux (FAO); c'est une externalité par rapport au Gouvernement. Ainsi personne n'en parle et il n'est même pas porté par le Gouvernement lui-même. C'est un document transversal au PNDR mais la sécurité alimentaire est un thème peu à la mode contrairement à la promotion des grosses unités de production.

Place accordée au développement rural, agricole, rizicole :

Le diagnostic de la situation agricole malgache affirme que la riziculture est de première importance mais qu'un nombre croissant de familles doit acheter tout ou partie du riz consommé. Or, le prix du riz rapporté au nombre de kilocalories est nettement défavorable dans de nombreuses régions en comparaison au maïs ou au manioc. (justification hasardeuse ???, l'aspect valeur nutritionnel autre que glucide n'est pas pris en compte ???) Il est donc proposé de remettre en cause la prééminence du riz dans l'alimentation et un ajustement de l'offre à la demande par un report vers divers substituts (maïs, tubercules,...) arguant que cette substitution est actuellement observable.

Face à une production rizicole dispersée et atomisée, des performances très variables, une autoconsommation élevée - les mises en marché étant aléatoire et résultant de surplus commercialisés au sein d'une filière peu intégrée -, une demande rigide malgré une grande variation des prix et des modalités d'intervention peu claires, le PANSA propose une véritable stratégie de relance avec un certain volontarisme.

L'objectif étant au minimum le maintien du taux d'approvisionnement actuelle (nécessitant une augmentation de 75 000 t/an) et au mieux de s'affranchir de lourdes importations nettes (nécessitant une augmentation de 100 000 t/an). Dans les 2 cas, ce renversement de tendance implique une vraie révolution dans les rendements en riziculture (on parle donc essentiellement d'une augmentation de la productivité).

Cette volonté de croissance forte de la production rizicole paraît peu justifiée lorsque l'on prend en compte les principales conclusions du diagnostic visant à substituer la demande (et l'offre) de riz par d'autres cultures.

Le facteur politique est montré comme le principal responsable des crises touchant cette production. Aussi, le PANSA propose-t-il une intervention minimale de l'Etat dans la filière (dans le marché du riz).

« La riziculture peut être considérée comme un sous-secteur fondamental de l'économie rurale, mais un sous-secteur en relative stagnation dont la production ne répond pas de manière adéquate à la demande. »

Dans le détail des axes de programmation, l'axe de programmation n°1 a pour objectif de *"renforcer les pôles nationaux et régionaux de production rizicole"* en promouvant une intensification de l'agriculture car *"c'est au niveau de ces pôles que doivent être facilitées l'émergence et la promotion d'exploitations modernisées, voire modernes, qui représentent l'avenir, et qui en aucun cas ne doivent souffrir d'un quelconque tabou; les surplus agricoles, et à fortiori alimentaires, sont engendrés plus facilement au niveau d'exploitations stables orientés vers le marché qu'à celui des petites exploitations dont l'objectif premier est l'autosuffisance."* Le saut décisif souhaité pour la production nationale de l'ordre de 200 000 t de paddy passe en premier lieu par :

- des innovations technologiques sur les périmètres du Lac Alaotra pour les producteurs largement engagés vers le marché
- la promotion et l'extension du riz pluvial (Moyen Ouest) avec un désenclevement, l'appui de services techniques, etc...
- l'intensification au niveau de pôles régionaux de surplus alimentaires pour des producteurs déjà orientés vers la mise en marché (et non pas vers l'autosubsistance).

Dans tout les cas cet objectif affiché de croissance de riz par des producteurs marchands résulte d'une logique libérale en prônant un retrait de l'Etat du marché afin d'aboutir à "un fonctionnement clair du marché".

Par ailleurs, "*le doublement du taux actuel de croissance de la disponibilité de riz (en tendance) c'est à dire passer de 1,1 à 2,2% par an*" a pour objectif d'aboutir à un taux élevé d'autoapprovisionnement par la diversification de l'alimentation, la régulation du commerce extérieur, la maîtrise de l'eau, l'intensification des périmètres traditionnels et des pôles de surplus.

Les politiques à promouvoir sont : une stabilité des prix sur le marché intérieur (rémunérateur pour le producteur et peu pénalisant pour le consommateur), une modulation de la taxation sur le riz importé, une promotion de l'exportation, une détaxation des intrants et l'entretien des infrastructures.

Annexe 15 : Grille d'analyse de la Politique Générale de l'Etat 2006

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE, 2006, Politique Générale de l'Etat 2006, version Powerpoint, Repoblikan'i Madagasakira, Antananarivo, 10p.

Pas de références à d'autres politiques publiques, mais devrait être en accord avec les engagements internationaux de Madagascar (FMI, OMC, accord régionaux, bilatéraux...).

Contexte et conditions d'émergence :

Pas de justifications.

La Politique Générale de l'Etat (PGE) détermine les objectifs du gouvernement et découle naturellement sur toutes les politiques mises en œuvre à Madagascar. Les enjeux concernent principalement la réalisation de grands objectifs macro-économiques (croissance, stabilité monétaire, maîtrise du déficit public) et l'amélioration des conditions de vie.

Pas d'information sur les conditions de rédaction de la PGE, elle a été néanmoins décidée en conseil des ministres.

Objectifs :

9 priorités générales sont données :

- la bonne gouvernance,
- la réalisation d'infrastructure (routes, télécommunication, énergie)
- l'éducation pour tous,
- l'eau potable pour tous,
- le planning familial,
- la santé : SIDA, Paludisme,
- le monde rural et l'environnement,
- le développement du secteur privé,
- le tourisme.

En ce qui concerne les objectifs spécifiques ayant attrait au développement rural, agricole ou rizicole, il se dégage :

- la mise en place d'un dispositifs de gestion des catastrophes naturelles (mise en œuvre par la primature),
- l'appui à la décentralisation par le renforcement des capacités financières et institutionnelles des structures décentralisées et déconcentrées (mis en œuvre par le ministère de la décentralisation et de la déconcentration),

- la réalisation ou la réhabilitation du réseau routier, ferroviaire, de télécommunication (fibres optiques) (mise en œuvre par le ministère des travaux publics et des transports),
- la réalisation de centres météorologiques (mise en œuvre par le ministère des travaux publics et des transports),
- la réforme du système financier (mise en œuvre par le ministère de l'Economie, des finances et du budget)
- l'appui au développement du secteur privé par la création de zones franches, de filière économiques (mis en œuvre par le ministère de l'industrialisation, du commerce et du secteur privé)
- l'appui au développement du commerce intra et inter national (mis en œuvre par le ministère de l'industrialisation, du commerce et du secteur privé),
- l'augmentation des zones protégées et la réduction des feux de brousses (mis en œuvre par le ministère de l'environnement, des eaux et forêts)
- l'amélioration des capacités de productions de 500 jeunes dans le domaine de l'agriculture (mise en œuvre par le ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique)
- la valorisation des résultats de la recherche pour le développement rural (riz, vanille, production animale, pisciculture) (mise en œuvre par le ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique).

Par le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche :

- la continuité de la réforme institutionnelle du MAEP (création de CSA)
- l'augmentation de la production rizicole (+15 %)
- l'augmentation de la production piscicole,
- l'augmentation de la production animal (élevage laitier intensif)
- la mise en place de la réforme foncière

Les objectifs implicites sont donc d'orienter la production agricole vers des productions stratégiques : l'élevage intensif (laitier, pisciculture), la riziculture et grosses structures de production (élevage laitier, riziculture ?).

Les indicateurs sont des indicateurs quantitatifs facilement vérifiables.

Compte tenu de l'absence de justification, il est difficile de juger du référentiel politique sous-jacent. Les objectifs implicites conduisent à penser que le modèle de l'agriculture promu est une agriculture capitalisée et peut-être capitaliste. Ces unités de production doivent répondre à un objectif de production élevé, s'appuyant sur les avancées agronomiques de la recherche (semences sélectionnées, produits véto...).

Dispositifs :

Les objectifs sont tous traduits en objectifs quantitatifs précis. Le calendrier d'action est un calendrier à court terme (moins de 12 mois).

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le gouvernement et la maîtrise d'œuvre par le ministère en charge du dossier.

Cohérence interne du PNDR :

D'une manière générale, on ne sait pas si les objectifs sont réalisables. Mais, ils apparaissent comme ambitieux (8% de croissance, +15% de la production rizicole...).

Moyens financiers – objectifs : Pas de données sur les moyens financiers...

Moyens humains – objectifs : ?

Dispositif institutionnel – objectifs : ?

Cohérences des objectifs : Semble cohérent

**Annexe 16 : Grille d'analyse du Plan directeur quinquennal pour le
développement rural**

Contexte et conditions d'émergence :

Le Plan Directeur Quinquennal pour le Développement Rural (PNQDR) a été élaboré en 2004, dans le but d'offrir une "**Plan stratégique**", "**pour accélérer la croissance de l'économie rurale et pour réduire la pauvreté en milieu rural**". Il a été élaboré sous la volonté du nouveau gouvernement malgache, engagé "**à instaurer des réformes démocratiques, des marchés libres, et à réduire la corruption et la pauvreté**". Il est basé sur le Plan d'Action de Développement Rural (PADR) et de fait vise à réaliser les objectifs du Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP).

L'enjeu principal de ce Plan est de "**convertir la production en ventes rentables**". La croissance économique et la mise en marché des productions agricoles (par la création de filières performante et tournées vers les marchés nationaux et internationaux) sont perçues comme les conditions nécessaires à la réduction de la pauvreté.

La justification principale repose sur le manque d'entrepreneuriat en milieu rural (autours des filières agricoles) qui serait la cause d'une croissance économique absente des zones rurales. "**Le défi au niveau de la transformation** [ie du bon fonctionnement de la filière] **se trouvent entre les mains du secteur privé**". L'idée sous-jacente est que le développement de filières performantes (avec l'intégration des producteurs par contractualisation) permettra aux producteurs de mieux valoriser leurs production et d'obtenir des prix compétitif pour le consommateur final.

Ce manque d'entrepreneuriat est dû à des "**contraintes considérable et bien connues**", qui ne sont que très peu détaillées. On fait alors appel à des réflexions de "**bon sens**". En analysant le document plus en détail, il apparaît que ces contraintes identifiées sont principalement :

- le faible niveau de production des exploitations agricoles qui couplé à la diversification des productions sur les exploitations débouche sur des problèmes d'approvisionnement des industries agro-alimentaires (coûts de collecte et problème de qualité) et au phénomène d'"agriculture d'autosubsistance";
- le manque d'information disponibles aux acteurs économiques qui couplé à leur manque de formation ne leur permet pas d'identifier les secteurs porteurs ;
- le manque d'organisation des filières (entre fournisseurs d'intrant, producteurs et transformateurs) ;
- le niveau de sous-production d'industries agro-alimentaires pourtant performantes ;
- "**un certain nombre de comportements, de coutumes et d'expérience négative en matière de développement en milieu rural**" (fort individualisme, esprit d'autosuffisance, échec des politiques socialistes,

associations et coopératives inefficaces, dépendances aux aides, manque d'initiative...).

Le PNQDR a été rédigé par une équipe de consultants nord-américains en collaboration avec le MAEP. Néanmoins, il semble que la collaboration avec le MAEP a été très limitée et le MAEP n'a aucunement participé directement à la rédaction. La rédaction de ce Plan a été financée par la Banque Mondiale (financement sur PSDR) qui semble avoir voulu donner son orientation du développement rural à Madagascar. L'élaboration de ce Plan s'est basé sur une évaluation de terrain des systèmes agricoles, d'élevage et de pêche traditionnelle et artisanale. Puis, une recherche bibliographique a été menée afin de répondre aux contraintes identifiées (document Banque Mondiale, FAO et de consultants travaillant pour la Banque Mondiale). Il s'agit donc a priori d'une approche descendante et non participative.

Ce document a été rédigé, dans un laps de temps très court. D'autre part, la version finale a été traduit de l'américain en français. Cette traduction reste très approximative et confère au document un manque de précision.

Objectifs :

Le PNQDR se donne pour objectif général "**de contribuer de manière notable à la réduction de la pauvreté parmi la population rurale de Madagascar, grâce à une croissance économique soutenue axée sur le marché**".

Les objectifs spécifiques se déclinent en 4 principaux axes stratégiques :

- le développement des systèmes agricoles, d'élevage et de pêche (de la ferme au marché) axés sur le marché par
- le développement des OP ou des associations de collecte ou de fournitures, le soutien aux exploitations capitalistes, la contractualisation entre producteurs et transformateurs (afin de raccourcir les intermédiaires, mais aussi d'arrêter la transformation fermière et la vente directe...), l'amélioration du système financier (par la "sensibilisation" auprès des organismes financiers de ne pas prendre en compte le capital de l'exploitation, mais de regarder seulement le CAF des exploitations...)
- l'établissement d'un environnement favorisant l'appui au développement rural axé sur le marché par
- la sécurisation du monde rural (vols, foncier), le désenclavement des zones rurales, le contrôle de la qualité, la nutrition des enfants (en fait subvention cachée des produits des industries agro-alimentaires par la distribution de concentrés nutritionnels)
- le développement des aptitudes dans les secteurs publics et privés pour soutenir le développement rural axé sur le marché
- des formations en gestion, création d'entreprises d'agrobusiness, d'OP et d'association de producteurs, de la recherche appliquée (bagage technique pour les producteurs)

- la création d'alliance pour négocier des ressources et identifier des opportunités commerciales nécessaire au développement rural axés sur le marché

Recherche de bailleurs de fond et d'investisseurs pour un financement de 50 millions de \$ et identification par le MAEP des secteurs porteurs.

3 autres "préoccupations" sont soulevées mais ne débouchent sur aucun plan opérationnel :

- l'environnement (lutte contre l'érosion, reboisement, limiter bois de chauffe)
- l'approche par genre (éducation des femmes)
- la santé et la nutrition
- le social (participation de la population).

Les objectifs implicites sont de développer une industrie agro-alimentaire puissante pouvant se tourner facilement vers le marché mondial. Il apparaît que le modèle promu est une agriculture capitaliste spécialisée, qui pourra par ces gros volumes de production fournir les industries. La place de l'agriculture familiale sera soit de s'adapter et de se spécialiser pour fournir une coopérative de collecte servant d'intermédiaire pour l'agro-industrie, soit de libérer de la main d'œuvre pour les entreprises d'agrobusiness créées.

Le développement agricole est vu comme la base du développement économique de Madagascar. Avec le développement des chaînes de valeur, il constitue le principal enjeu du développement rural, notamment en termes de création de richesse et de création d'emploi.

Dispositif :

Maître d'ouvrage : Gouvernement

Maître d'œuvre : MAEP et plus précisément la Direction Générale du Développement des Régions (DGDR), qui a la responsabilité de l'affectation des ressources. 6 sites régionaux seront alors choisis dans un premier temps, puis 6 autres l'année suivante la gestion des projets sur ces sites sera donné aux Directions Régionales de Développement Rural (DRDR). L'échelle d'action du PDQDR est donc localisé et circonscrite à 5 ans d'action. Le but est d'animer des projets porteurs d'un développement rapide. Ces projets seront explicités dans des plan d'intervention priorisant les mesures à prendre dans le contexte local. Bien que le choix de la zone sera effectué par le MAEP, le plan d'action sera déterminé en collaboration avec des "personnes ressources" et la DRDR impliquée.

Le budget alloué par l'Etat est de 18,5 millions de \$.

Mise en œuvre :

Ce document n'a ni été demandé, ni été rédigé par le MAEP. Il apparaît que son application est restée très faible, l'administration ne lui conférant aucune légitimité. D'autre part, il apparaît que le budget de 18,5 millions de \$ n'a jamais été effectif et les DRDR n'ont jamais eu les moyens humains et financiers de le mettre en œuvre. Il sera resté une déclaration de bonnes intentions...

Cohérence interne :

- Moyens financiers – objectifs : aucun moyen n'a été débloqué.

- Moyens humain – objectifs : aucun moyen n'a été débloqué.

- Dispositif institutionnel – objectifs : pas de participation pour l'élaboration générale du plan, c'est une démarche descendante. Du coup, le PDQDR n'a jamais eu de légitimité d'action.

- Cohérence des objectifs :

On explique que plus la chaîne de transformation est courte, plus la filière est efficace. Or, la transformation fermière ou la vente directe est montrée du doigt, car elle ne permet pas aux industries agroalimentaire de se développer. Il s'agirait beaucoup plus d'un problème de concurrence déloyale, car les transformateurs fermiers ne sont pas assujettis à la TVA et l'administration n'a aucun moyen de vérifier la qualité de leurs produits...

Si tous les maillons de la chaînes de valeur sont de haute performance, il sera possible de dégager de la VA pour les transformateurs. Mais, on ne discute jamais de la redistribution du revenu (redistribution de la richesse pour les paysans). D'autre part, ces mécanismes nécessitent des conditions de concurrence pures et parfaites, ce qui fait défaut dans les zones rurales (oligopoles des collecteurs et transformateurs...)

On parle de marché libre mais MAEP sera à l'origine de la définition des secteurs porteurs...

Les justifications du plan sont peu convaincantes :

- Définition du marché aberrante (lorsqu'un producteur rencontre un client, il y a création d'un marché...)
- Le goulot d'étranglement concernant les enregistrements fonciers serait réglé, alors que la réforme foncière en est toujours en 2006 à ses balbutiements...
- Problème du financement de l'agriculture est juste dû à ce que le banquier se trompe d'indicateur en regardant le capital et non la trésorerie et la capacité d'autofinancement...

Conclusion :

Le Plan Directeur Quinquennal pour le Développement Rural, qui n'ayant pas été rédigé par le MAEP, mais seulement par une équipe de consultants financée par la Banque Mondiale n'a très que peu de légitimité par rapport aux autres documents cadres du développement rural à Madagascar. De portée limitée voire nulle, il ne constitue

qu'un document auquel il est possible de se référer. D'autre part, la mauvaise traduction du document de l'anglais au français et des justifications peu pertinentes, ne lui permet pas de constituer un document cadre de référence. On est, alors en raison de se demander, comme une telle « **ébauche** » a pu devenir un document cadre, pour quelles raisons la Banque mondiale a financé son élaborations, pour quelles raisons il a été adopté par un gouvernement ayant rédigé des documents cadre beaucoup mieux construit (PADR par exemple)...

Annexe 17 : Grille d'analyse de la Politique de Développement Rizicole

Politique de Développement Rizicole (version révisée d'après l'atelier du 19 décembre 2002 – CNEAGR – Nanisana) 2003-2010. Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche, Unité de Politique de Développement Rural.

Contexte :

Les différentes politiques menées dans les 4 dernières décennies n'ont pas eu les effets escomptés sur la filière riz malgré des atouts (compétitivité bord champ, potentiel réel). Cette politique de développement de la filière riz s'inscrit dans le cadre des engagements récents de l'Etat malgache en matière de politique d'aide au monde rural (cf DSRP, PADR, LPDR, PAA).

Le milieu rural et la filière riz sont particulièrement concernés par cette stratégie car l'évolution du secteur riz est déterminante pour assurer une croissance agricole forte.

p. 12 : Forces/opportunités et Faiblesses/menaces de la filière

Enjeu principal : « *Le renversement de la tendance à la baisse de la disponibilité en riz par tête enregistrée au cours des quarante dernières années constitue le principal défi auquel est confronté la filière* »

Amélioration de l'environnement économique pour le rendre incitatif (prix rémunérateurs pour les producteurs de paddy) => amélioration de la productivité et de la production

Amélioration des conditions de commercialisation (infrastructures, désenclavement), plus grande disponibilité en intrants à des prix abordables, accès au crédit, sécurité physique et foncière => intensification de la production et investissement des producteurs dans la filière

Mise au point d'innovations techniques adaptées aux besoins et à la capacité financière des producteurs => amélioration de la productivité

Renforcement du rôle des usagers dans la gestion et l'entretien des infrastructures irriguées + assurer la rentabilité et la durabilité des investissements futurs

Perspective : 2010 – augmentation de 32% de la population (19.3 millions d'habitants) et la consommation de riz sur le marché local devrait ainsi passer de 1.7 à 4.2 millions de tonnes + demande de riz de qualité en croissance sur le marché international

Objectifs :

« *L'instauration de la SECURITE RURALE est une condition sine qua non de la réussite de toute stratégie de développement rizicole* »

Objectifs globaux (s'inscrivant dans la stratégie de croissance rapide et durable du secteur agricole du gouvernement) :

- contribuer à la sécurité alimentaire dans toutes les régions
- contribuer à l'amélioration de la croissance économique
- améliorer les revenus et la situation des acteurs de la filière riz

Objectif spécifique, en visant l'augmentation de la production nationale :

- assurer la satisfaction de la consommation
- reconquérir le marché d'exportation

Résultats attendus :

Augmentation de la production de paddy en tenant compte de la problématique environnementale, par une :

- Augmentation de la productivité
- Augmentation des surfaces cultivées
- Organisation des acteurs et amélioration du fonctionnement de la filière

Pour 2010 :

- augmentation de 114 % de la production de paddy (6 millions de tonnes) pour :
- satisfaire la demande (4.2 millions) tout en améliorant le niveau de consommation (129 kg à 145 kg/pers/an)
- exporter 1.8 millions t de paddy

Augmentation des surfaces cultivées (politique accrue de la double culture, meilleure maîtrise de l'eau en riziculture aquatique, croissance des surfaces en riz pluvial) + Augmentation de la productivité (doubler le rendement)

Dispositifs :

Démarche d'intervention différenciée selon les caractéristiques et spécificités des différentes zones (cf logique de pôle de LPDR).

Ciblage et articulation des interventions pour les différents types de zone au niveau des GTDR.

a. Interventions communes :

- amélioration de l'environnement juridique et économique
- adaptation du cadre institutionnel au pluralisme des acteurs
- intensification et modernisation de la production

b. Appui aux pôles de production (dans le contexte de forte compétition entre riz national et riz importé) :

- augmenter la production pour mieux satisfaire les besoins des consommateurs urbains tout en développant l'activité économique et les emplois de la filière rizicole
- développer les échanges à partir de pôles actuellement excédentaires ou à fort potentiel de productivité
- reconquérir le marché d'exportation dans le cadre de l'intégration régionale

Vise les exploitants semi-spécialisés riz et déjà positionnés sur la vente qui sont bien placés pour tirer profit d'un environnement économique amélioré

c. Appui à la sécurité alimentaire des zones vulnérables (lutte contre la pauvreté par le redressement des conditions de production de riz afin d'améliorer la situation alimentaire et les revenus des ménages ruraux) :

- assurer l'autosuffisance vivrière des ménages ruraux
- améliorer leur capacité à stocker leur récolte pour assurer la consommation familiale annuelle
- diversifier les productions agricoles
- promouvoir les activités génératrices de revenu

Vise les micro-producteurs en situation d'autosubsistance

cf p17-22 – axes d'intervention et mesures d'accompagnement

Place accordée aux développements rural, agricole, rizicole, RP, ... :

La riziculture pluviale est perçue comme moyen d'augmenter les surfaces cultivées.

